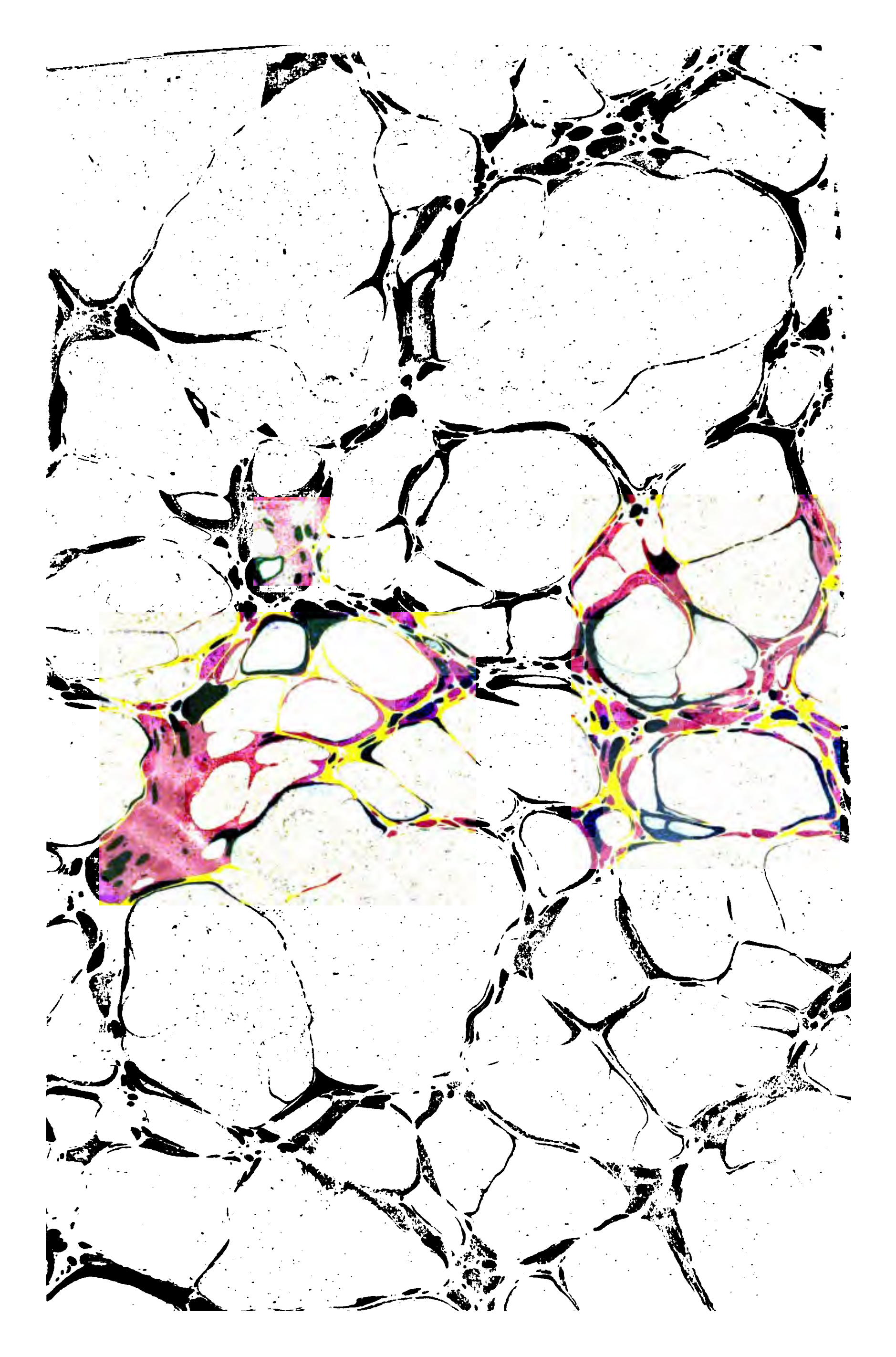
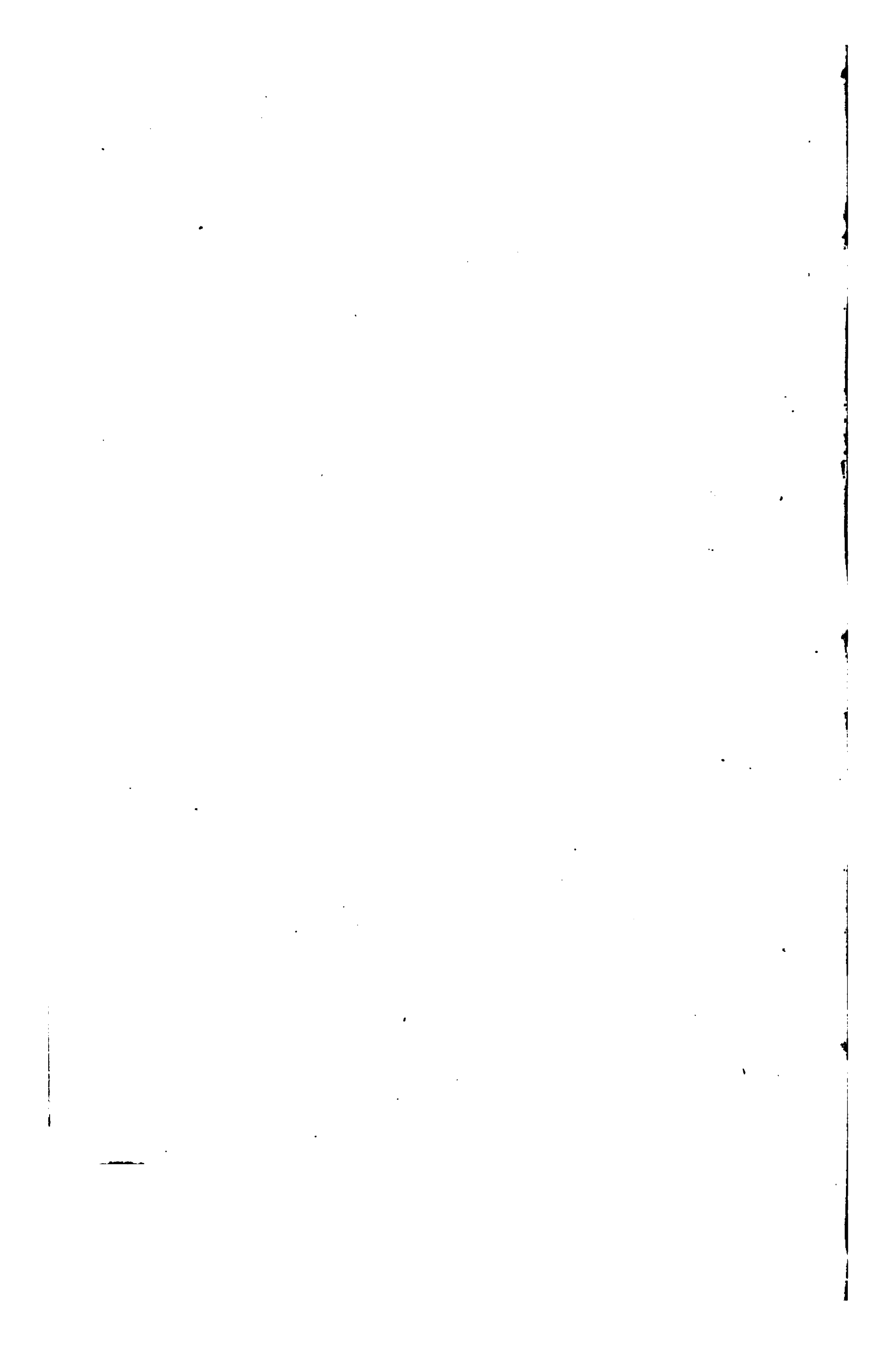


LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
PRESENTED BY
RICHARD HUDSON
PROFESSOR OF HISTORY
1888-1911





# LA POLITIQUE DU SULTAN

DU MÊME AUTEUR

Format in-18°

LA TURQUIE ET L'HELLÉNISME CONTEMPORAIN
Alcan, 2e édition, 1897 *(Ouvrage couronné par l'Académie française)* . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 1 vol.



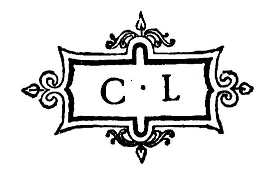
PARIS. — IMPRIMERIE CHAIX. — 3760-2-97. — (Encre Lorilleux).

# LA POLITIQUE DU SULTAN

PAR

VICTOR BÉRARD

QUATRIÈME ÉDITION




PARIS
CALMANN LÉVY, ÉDITEUR
ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES
3, RUE AUBER, 3

1897

A LOUIS AUBERT,

*en souvenir d'Has-Keui,*

V. B.

# PRÉFACE

Lorsque M. Bérard me parla de son projet d'étudier *la Politique du Sultan*, je n'hésitai pas à l'encourager. Je savais qu'il apporterait à cette étude la compétence que lui donnent ses voyages en Orient, des études approfondies, attestées par un livre qui fait autorité, *la Turquie et l'Hellénisme contemporain*, sa rare aptitude à l'observation, ses connaissances historiques, qui lui permettent de remonter aux lointains antécédents des faits, enfin l'absolue indépendance de son jugement. M. Bérard partit donc pour Constantinople. Il en

rapporta les études que *la Revue de Paris* a publiées.

Nous avons bien senti que cette publication était chose grave. A la vérité, des écrivains et des orateurs avaient raconté avec une émotion généreuse les massacres d'Arménie ; des informations avaient été données par les journaux, mais le compte serait vite fait de ces écrivains et de ces orateurs, et les informations de la presse n'avaient pas suffi pour attirer et retenir l'attention publique. Pour la première fois en France, une des plus graves questions de la politique contemporaine était exposée dans son ensemble, la genèse des massacres expliquée, l'indirecte complicité de l'Europe démontrée, et, dans cette complicité, la part était faite à chacune des grandes puissances, France et Russie comprises. Nous savions bien que nous allions surprendre beaucoup de lecteurs, offenser peut-être des sentiments sincères et respectables, nous exposer à des récriminations et même à des accusations, déplaire à des amis ; mais nous voulions con-

tribuer pour notre part à éclairer l'opinion publique, et provoquer, s'il était possible, un grand mouvement de discussion.

L'effet produit a été considérable. Dans les témoignages d'approbation sincère et chaude qui nous sont parvenus de toutes parts, se retrouve toujours le remerciement d'avoir précisé des appréhensions vagues, et aussi d'avoir secoué la torpeur publique. D'où viennent cette torpeur et ce silence presque universels? Répondre à cette question, si cela se pouvait avec exactitude, ce serait écrire un chapitre curieux sur nos mœurs politiques et l'état de nos esprits. Les raisons honteuses du silence de quelques-uns ne suffisent pas évidemment pour expliquer l'étonnant phénomène. Il y a beaucoup d'autres raisons, très diverses.

D'abord il est certain que le public français continue à s'intéresser médiocrement aux choses étrangères. La curiosité du dehors, qui a fait de grands progrès dans le domaine intel-

lectuel et scientifique, est demeurée presque nulle dans le domaine politique. Les correspondances de l'étranger, c'est la partie des journaux la moins lue; c'est de politique étrangère que l'on parle le moins dans les conversations politiques. Même le parlement est singulièrement discret en ces matières; il sait qu'il les connaît mal; il ne fait pas d'efforts pour les apprendre. D'ailleurs, il y a toujours quelque autre chose qui l'occupe. Depuis qu'il y a un parlement en France, des idées, des passions, des intérêts n'ont pas cessé de s'y heurter. L'usage de la liberté politique est accaparé par ces luttes, et l'on dirait que les affaires étrangères sont soustraites à cette liberté. Il faut ajouter que nous sommes devenus très prudents et méfiants en politique extérieure; nous pensons volontiers qu'il nous a coûté cher de nous mêler des affaires des autres, et qu'il est mieux de laisser ces autres se débrouiller eux-mêmes, comme s'il y avait pour un grand pays des affaires où il ne fût pas plus ou moins intéressé. Et puis tout le

monde sait qu'un acte de politique étrangère ne se discute pas si librement qu'une loi sur les sucres, et qu'il faut pour parler des affaires extérieures mettre une sourdine à la trompette. Toutes ces raisons, mauvaises ou bonnes, — incuriosité, ignorance, timidité, d'une part, et d'autre part, prudence, discrétion, réserve, — expliquent en partie le silence et la torpeur. D'où il résulte que les affaires étrangères sont encore traitées à peu près comme au temps monarchique. Or il faut évidemment que nous apprenions à les traiter comme en temps de République.

Remarquez cette anomalie étrange. Il n'est pas un acte, si petit, si insignifiant d'un ministre qui ne puisse être discuté, donner lieu à une question et à une interpellation, à une crise ministérielle. Qu'un préfet soit déplacé avant ou après des élections, le ministre peut être mis sur la sellette, et, à la fin, précipité de cette sellette. Mais un traité d'alliance peut être conclu, qui engagera toute notre poli-

tique, et brusquement, certaines circonstances étant données, nous jettera dans la guerre, et cet acte de souveraine puissance échappe à tout examen.

C'est, dira-t-on, une nécessité absolue que de pareils actes soient conclus en secret. Au fond, je crois bien que nous avons affaire ici à une de ces habitudes anciennes qui s'expliquaient jadis et sont devenues, par l'accoutumance, des principes sacrés, et je crois de plus que cette habitude disparaîtra un jour comme tant d'autres, comme le secret des finances, par exemple, qui jadis fut aussi un dogme. Les nations traiteront ces affaires comme elles traitent les autres, publiquement. Mais nous n'en sommes pas là ; presque toute l'Europe est encore régie monarchiquement, et les monarchies se réservent le droit aux traités secrets. Sans doute leurs secrets ne sont pas impénétrables, et je ne sais pas si la publication des conventions de la Triple et de la Double Alliance ajouterait grand chose à la connaissance que nous croyons en avoir.

Mais le mystère, le demi-mystère, l'apparence du mystère a quelque chose de vénérable et de redoutable à quoi l'on tient en hauts lieux. Ici, personne ne pénètre : c'est le saint des saints, le tête-à-tête du maître avec Dieu. C'est un reste vénérable du droit de disposer de la vie des peuples. Soit! Et si étrange que soit l'anomalie dont nous parlions tout à l'heure, il nous faut bien l'accepter. Nous ne trouverions personne avec qui traiter, si nous prétendions traiter sur la place publique. Il est donc entendu que les affaires étrangères ont le bénéfice d'un régime extraordinaire.

Seulement ce régime extraordinaire impose de grands devoirs au gouvernement. C'est lui, le gouvernement, lui seul, qui pourrait et devrait créer les mœurs publiques en matière de politique étrangère. Si l'opinion est ignorante, il doit l'instruire; si elle est indifférente, l'intéresser et l'émouvoir; moins elle lui demande, et plus il doit lui donner. Laissé, par l'universelle discrétion, juge de la mesure où il peut parler, il doit parler dans

la mesure la plus large. Presque irresponsable, il doit avoir un sentiment très vif de sa responsabilité. Le silence ne doit pas lui plaire ; il doit lui peser.

Or le gouvernement ne paraît pas sentir la nécessité de nous instruire, de nous intéresser et de nous émouvoir.

Nous ne sommes pas arrivés brusquement à la crise provoquée en Orient par les massacres ; elle a été préparée pendant plusieurs années. Et pourtant la crise était comme inattendue pour la grande majorité des Français. Cette crise est d'une gravité extrême. Nul ne sait si le Sultan acceptera les réformes que l'Europe prétend lui imposer, ni si, les ayant acceptées, il ne se dérobera pas au moment de les appliquer. Nul ne sait si les intéressés, c'est-à-dire les peuples ou fragments de peuples, futurs bénéficiaires de ces réformes, les accepteront ou même les attendront, et nous voyons bien même qu'ils ne sont pas tous disposés à les attendre ni à s'en conten-

ter[1]. De toutes parts montent les périls. C'est pourquoi nous lisons de temps à autre, dans les journaux qui s'informent le mieux, des articles très sombres, des articles de veille de catastrophe. Que peut-il donc arriver? Que la suppression de l'empire ottoman soit imposée par des nécessités de fait; que l'entente européenne cesse, au moment de régler la succession; qu'il se produise en Russie quelque mouvement d'opinion comme celui qui contraignit l'empereur Alexandre II à la guerre de 1877. Dès lors, la Russie, s'engageant, peut avoir affaire à une des puissances de la Triple Alliance : si une autre de ces puissances se joint à celle-ci, nous voilà engagés dans le plus formidable des conflits. Et la question de savoir à qui seront les Détroits peut amener la guerre sur les Vosges.

L'opinion française est-elle donc préparée à une éventualité pareille? Et, si cette éven-

1. Sans compter que quelque coup de folie révolutionnaire, à Constantinople ou ailleurs, peut avoir des conséquences incalculables.

tualité se produisait, imaginez-vous l'étonnement, la colère, et aussi, quand il faudrait tant de calme, l'immense désarroi? Ce sont là de très pessimistes hypothèses, il est vrai. Il y a encore, pensons-nous, autant de raisons d'espérer la paix que de craindre la guerre. Mais, puisque cette éventualité est possible, le gouvernement l'a certainement prévue et redoutée. Pourquoi a-t-il gardé pour lui prévisions et alarmes?

On pense bien que nous ne demandons pas qu'un ministre des Affaires étrangères monte de temps à autre à la tribune pour nous expliquer où nous en sommes. Mais il a bien des moyens de nous le dire sans en avoir l'air. Il a, d'abord, le moyen des livres jaunes. Il y aurait matière à en publier un ou deux chaque année. Voilà plus de trois ans que durent les agitations et les massacres; par conséquent, plus de trois ans que le gouvernement est renseigné par ses agents, consulté par eux, et qu'il leur envoie, évidemment, des instructions et des ordres. Mais nous ne connaissons ni les

renseignements ni les instructions. On nous annonce à présent la publication de deux livres jaunes, dont l'étude critique sera très intéressante, mais comme ils arrivent tard !

Supposez que tous les documents publiables sur la question aient paru, en une sorte de publication régulière, depuis trois ans. Des discussions se seraient produites sur textes précis dans le parlement, au lieu de ces échanges de vagues paroles qui n'apprennent à peu près rien à personne, et qui ont l'air de scènes arrangées pour la galerie. La publicité des pièces, commentée par la presse, aurait produit une opinion. Cette opinion tout de suite serait devenue une force. Cette force aurait été utile au gouvernement, d'abord en le défendant contre des erreurs qu'il aurait pu commettre. Si les rapports de nos consuls avaient paru, depuis l'origine, le préjugé en faveur du Sultan, qui est incontestable, — si dures que soient les paroles qui lui ont été dites, surtout dans ces derniers temps, — aurait-il été soutenable ? D'autre part, si le Sultan

avait senti qu'il avait vraiment affaire à la France, se serait-il moqué de nous, comme il a fait à plusieurs reprises?

Qu'on veuille bien comparer les deux histoires qui suivent.

Deux professeurs d'un collège protestant américain sont condamnés à mort (odieusement) par le tribunal d'Angora. L'Angleterre intervient en leur faveur. Pourtant l'Angleterre n'a aucun droit de protection sur les protestants en tant que protestants; le collège dont il s'agit est américain; qui plus est, les condamnés sont Arméniens, sujets ottomans. La Porte avait bien des raisons de décliner cette intervention. Mais lord Rosebery envoie une dépêche impérieuse, que M. Bérard a citée. Le jour même, la Cour de cassation confirme la sentence des premiers juges; immédiatement après l'arrêt rendu, le Sultan signe la grâce des condamnés.

En novembre 1895, un colonel turc, Mahzar-Bey, fait enlever d'une école catholique pro-

fesseur et élèves, qui sont égorgés et rôtis. La France a un droit formel de protection des Latins; elle doit donc intervenir, pour réclamer la punition du crime. Son droit est si certain que bien que le professeur, le P. Salvator, soit Italien, l'ambassade italienne n'a fait des démarches qu'après entente avec nous et pour appuyer l'ambassade française. Or nous avons ici, outre le devoir traditionnel, des intérêts présents. Le P. Salvator était un capucin; notre intérêt est de conserver la protection de cet ordre, parce qu'il a la garde de la Terre Sainte, perçoit à ce titre les offrandes recueillies le vendredi saint dans toutes les églises de la catholicité, et dispose d'une grande influence en Orient. Comme il est composé en majorité d'Espagnols et d'Italiens, l'Italie s'efforce d'attirer cet ordre à elle et d'en accaparer la protection. Ainsi droit d'intervenir, devoir d'intervenir, intérêt à intervenir : rien ne manquait. Et l'on sait ce qui est arrivé. Les premiers bruits du massacre parviennent en décembre à l'ambassade française. La Porte commence

par nier, selon son habitude, et nie cinq mois durant. En avril 1895, l'ambassade obtient par son énergie l'envoi d'une commission d'enquête qu'accompagne l'attaché militaire français, lieutenant-colonel de Vialar. La commission demeure sur les lieux deux mois; elle conclut à la culpabilité de Mahzar-Bey. Celui-ci est arrêté, mis en jugement; en France, le ministre des Affaires étrangères annonce à la tribune, le 3 novembre dernier, que le crime sera puni. Le tribunal se réunit à Marach; il est convenu que les drogmans de France et d'Italie assisteront aux débats, mais ils s'aperçoivent que la procédure n'est pas sérieuse; on use envers eux de mauvais procédés: ils se retirent. Les deux ambassades déclarent, dès avant la fin du procès, qu'elles le tiennent pour nul et non avenu. Acquittement de Mahzar-Bey; protestations des ambassadeurs. La Porte promet un nouveau jugement, qui commence en effet à Alep, mais les drogmans s'aperçoivent que le tribunal est composé en majeure partie des juges qui ont siégé à Ma-

rach; ils protestent, se retirent; nouvelles protestations des ambassades, et nous en sommes là. Mais le Sultan a produit chemin faisant une idée ingénieuse; il a parlé de comprendre Mahzar-Bey dans l'amnistie accordée aux Arméniens. C'est à croire qu'il se moque de nous, en effet.

Mais d'où peut venir cette différence de traitement à l'égard des Anglais et des Français? Le Sultan sait bien qu'il a toute l'Angleterre contre lui; il est autorisé à croire que la France est au moins indifférente. L'Angleterre tout entière est tenue au courant de ses faits et gestes; la France est réduite, en fait de renseignements, à la portion congrue. Le colonel de Vialar a rapporté de sa mission à Marach un rapport dont parle le *Livre Bleu*, et qui sans doute paraîtra dans le *Livre Jaune*, mais il y a beau jour qu'il aurait dû paraître, comme d'autres rapports.

Le gouvernement n'a donc pas usé du moyen traditionnel et légal dont il disposait pour éclairer l'opinion. Il paraît même certain qu'il

a voulu, dans ces derniers temps, faire le silence. Quelques faits singuliers sont à ma connaissance personnelle; des hommes voulaient parler, qu'on a essayé de détourner de ce dessein, ou bien à qui l'on a interdit la parole, quand on a cru pouvoir le faire. Un homme politique turc a été menacé d'expulsion, quelques jours après son arrivée en France, pour la raison que « nos relations avec le gouvernement de S. M. Ottomane » ne nous permettent pas de laisser attaquer ce gouvernement. Et ce Turc a exprimé son étonnement d'entendre une pareille déclaration « dans la capitale de la démocratie française ». Officiellement, dans une des plus grandes villes de France, on a fait taire un homme considérable qui, arrivant d'Orient, voulait raconter ce qu'il avait vu de ses yeux, et déplorer la diminution de notre crédit et de notre honneur en ces pays. Le mot « conspiration du silence » a été prononcé, il y a quelques jours, par M. Albert Vandal, devant un auditoire qui l'applaudissait à outrance, et paraissait étonné

et ravi d'entendre parler librement d'un sujet dont la gravité commence à être comprise par tout le monde.

Ainsi, de quelque côté qu'on se tourne, on retrouve la même consigne, le même geste, celui du doigt sur la bouche : Chut !

Voilà, pour revenir à notre propos, une mauvaise méthode, dangereuse, et qui aggrave l'anomalie dont je parlais. J'y veux insister encore : dès qu'il n'y a pas d'opinion publique en politique étrangère, pas de courant national, pas de politique nationale avérée, un pouvoir énorme est conféré à un ministère, et, dans ce ministère, à un ministre. Je ne sais pas dans quelle mesure un ministre des Affaires étrangères communique avec ses collègues et avec M. le Président de la République. J'ai seulement entendu dire que M. Casimir-Perier était réduit à apprendre la politique étrangère dans les journaux, ce qui supposerait qu'il n'en savait pas grand chose par le ministre, ni par les délibérations du Conseil des

ministres. Dès lors, comme le ministre des Affaires étrangères ne s'explique guère devant notre parlement si discret, il peut suivre ses idées personnelles. J'ai entendu des ministres des Affaires étrangères se servir du terme « ma politique », et comme je pensais, en entendant ce mot, que les ministres se succédèrent nombreux au quai d'Orsay, depuis un quart de siècle, je ne pus, chaque fois, m'empêcher de me demander comment notre politique a été conduite, si chacun d'eux a eu « sa » politique.

Réfléchissons bien ici : la chose en vaut la peine. Lorsqu'il s'agit de constituer un cabinet et de rédiger la « déclaration », la politique étrangère ne tient guère de place dans ces opérations. On est quitte sur ce sujet tout de suite, grâce à la formule : maintenir la paix. Et le ministre a carte blanche. Est-ce qu'à la réflexion cela ne donne pas le vertige ? Et ne voilà-t-il pas une étrange abdication de tous ?

Or notre pays a le choix entre des politiques très différentes, et il sentira bien un jour la

nécessité de choisir. Ceci est un très grave sujet à traiter à part. Oui, nous serons obligés un jour de faire un choix entre les obligations diverses que nous imposent nos traditions, nos sentiments, nos intérêts; nous serons obligés de jeter du lest. A cette résolution, tout le monde devra concourir. Cette résolution grave, le pays seul peut la prendre. Encore faut-il qu'il ait les éléments d'une délibération avec lui-même. Ces éléments, il est du devoir strict du gouvernement de les lui donner, en l'éclairant sans cesse par l'information, par la discussion, par la vérité. Toute autre méthode est arriérée; c'est une épave de régimes anciens. Qu'un député puisse dire avec raison, comme M. de Mun, à la tribune, qu'il est obligé de s'instruire des affaires de son pays dans le *Livre Bleu* d'Angleterre, n'est-ce pas la preuve d'une erreur grave et fondamentale de notre vie politique?

ERNEST LAVISSE

# LES MASSACRES

# CONSTANTINOPLE

## I

Au fond de la Corne d'Or, en face des cyprès et de la sainte mosquée d'Eyoub, Has-Keui était un faubourg de Constantinople, habité surtout par des familles arméniennes. Has-Keui, n'ayant aucun monument, n'était pas visité des touristes. Has–Keui était presque inconnu des Européens, séparé de Galata et de Péra, quoique sur la même rive, par les arsenaux de Ters-Hané. Has-Keui, d'ailleurs, ne se distinguait en rien des autres quartiers proprement turcs. C'étaient les mêmes ruelles en pente qu'à Stamboul, les mêmes petites maisons de bois, le même aspect de délabrement et de bâtisses provi-

soires, et la même absence de bruit et de mouvement. Le matin, seulement, quelques bandes d'hommes et de garçons descendaient à l'échelle des bateaux, pour venir au Grand-Pont ou traverser la Corne d'Or. Ils s'en allaient aux boutiques du bazar. Ils revenaient le soir, leur journée faite. Ils étaient artisans, tailleurs et cordonniers, gagnaient leur vie au jour le jour, et ne possédaient que les quatre murs de bois et le mobilier sommaire de leurs cases tout orientales. A Has-Keui, pas de richesse étalée comme par les Grecs du Phanar ou les capitalistes de Péra; pas d'exploitation du voisin en des métiers louches et des tripotages d'argent; pas de discussions politiques non plus : ils vivaient loin du Patriarcat et de Koum-Kapou, centre de la nation arménienne. Beaucoup avaient recueilli chez eux des femmes, des filles et des enfants échappés aux massacres d'Asie Mineure. Ils savaient quel sort les attendait au premier signe de mécontentement. Ils vivaient dans le calme, au bout de la ville, à la limite des champs et des cimetières, et, satisfaits de vivre, ils cherchaient à se faire oublier.

« Il faut aller à Has-Keui, m'avait-on dit.

Nous ne pouvons vous offrir aucun massacre en ce moment : il ne reste plus assez d'Arméniens. Mais revenez au printemps prochain : les Bulgares seront alors de la fête. En attendant, allez voir Has-Keui. »

Nous débarquions à l'échelle d'Has-Keui par cette matinée voilée d'octobre. Nous étions trois Français. Devant nous, descendirent des vitriers, chargés de vitres, et des menuisiers avec leurs outils ; un homme de la police les attendait au débarcadère et les emmena. Derrière nous, un *hamal* (portefaix), chargé de couvertures et de lainages, précédait un drogman de l'ambassade de France qui venait porter des secours aux prêtres arméniens. A l'échelle, des portefaix et des soldats de marine travaillaient à emplir un chaland : tables boiteuses, chaises défoncées, portes, cadres de fenêtres, tiroirs de commodes, glaces éclatées, tapis souillés de larges taches noirâtres : — « C'est du sang », dit l'un de nous en tâtant un grumeau de cheveux et de cervelle. Les portefaix et les soldats entassaient dans le chaland ce pêle-mêle de mobiliers en morceaux ; depuis un mois, chaque jour, plusieurs barques ainsi chargées s'en vont à l'arsenal...

Les petits cafés grecs du bord de l'eau, avec leurs portraits du roi Georges et de la reine Olga, sont ouverts, mais vides. Rien n'a dérangé leurs fioles alignées, leurs cafetières de cuivre luisantes ni les toiles que, dans l'ombre des plafonds, filent leurs araignées. Inoccupés, devant leurs tonneaux de sardines et d'olives, les épiciers grecs lisent les journaux en activant de puantes fritures. Rien n'a troublé leurs discussions politiques. Pas un Grec, pas une maison grecque, pas une vitre grecque n'a été endommagée, et ce semble un pur miracle dans cette échelle d'Has-Keui, où boutiques et maisons des Grecs et des Arméniens étaient confondues, indiscernables. Mais toutes les boutiques arméniennes, mises à sac, ont maintenant leurs auvents rabattus. Devant, sous les treilles dépouillées, autour de plateaux et de tasses, des ronds de soldats et de policiers fument. Un colonel, en grand uniforme, cravate toute neuve de commandeur au col (l'armée turque, depuis un mois, a reçu beaucoup de décorations), est venu à notre rencontre. Il nous a donné pour guide un homme de confiance, avec ordre de nous montrer dans le détail tout ce qu'a fait, pour soulager ces mal-

heureux, la générosité de S. M. le Sultan.

A travers les rues désertes, le long des maisons closes aux fenêtres fraîchement revitrées, l'homme nous conduit à l'église, que rien ne laisse deviner derrière une haute muraille. Il faut frapper longtemps à la porte bardée de fer. L'église, bâtie sur une terrasse dallée, est assez grande, mais sans clocher et sans façade, et, à l'intérieur, sans luxe, sans une dorure, sans un cadre. C'est l'église d'une très pauvre communauté, comme on en peut voir dans nos paroisses de montagnes, proprette, avec un plancher de sapin, des bancs de sapin, des murs blanchis à la chaux et un autel de bois peint. Les Arméniens de ce quartier étant tous de petits artisans, leur église était pauvre. D'ici, sur une porte, on peut lire encore, au-dessous de deux lignes en arménien, cette note en français : *Ce ci est un cordognier*.



Les femmes sont accourues à la distribution de couvertures. Dans la chambre du prêtre, dix à vingt hommes — ce qui reste d'hommes arméniens dans ce quartier de cinq

cents familles, — sont assis. Ils ont échappé au massacre. L'un travaillait dans une maison européenne de Péra, et on l'y a gardé pendant les trois journées. Un autre était allé à Kadi-Keui et des Albanais musulmans l'ont caché.

— Et toi ?

— Moi, j'étais allé à Stamboul porter une paire de souliers, que je venais de finir; je suis cordonnier. C'était la veille de la fête de la Vierge (26–14 août), et j'espérais être payé. Je revenais avec mon argent. Nous étions trois Arméniens dans un caïque, et deux Turcs qui ramaient. Les Turcs nous ont dit : « Il ne faut pas rentrer chez vous aujourd'hui ; depuis une heure, on massacre à Has-Keui. » Alors nous leur avons dit de nous mener à Eyoub...

Eyoub, quartier musulman, sur l'autre rive de la Corne d'Or, passe, à Constantinople, pour le centre du fanatisme. Sa mosquée, impénétrable aux *ghiaours*, contient l'épée du Prophète, que tout nouveau Sultan va ceindre au jour de son avènement. L'idée de ces Arméniens nous sembla donc étrange, d'avoir choisi un pareil refuge en temps de massacre. Mais l'Arménien reprit :

— Nous allions à Eyoub chez Fehmi-

Pacha. C'est un vieillard très pieux, que le Sultan n'aime pas et qui veut finir à Eyoub pour être enterré près de la mosquée. Depuis un an, Fehmi disait aux Arméniens, — car, depuis un an, tout le monde savait qu'on nous tuerait : — « Quand l'homme d'Yildiz (le Sultan) fera massacrer les chrétiens, venez chez moi et je vous sauverai. » Nous nous sommes donc réfugiés dans sa maison. Mais elle était petite et déjà pleine. Il nous a emmenés à la mosquée et il a dit au prêtre : « Prends ces hommes et sauve-les. » Le prêtre nous fit entrer dans la cour. Nous étions plus de cent. On nous a apporté des nattes et des cruches, et nous sommes restés là quatre jours ; chaque matin et chaque soir, les Turcs du quartier nous donnaient à manger. Le second jour, les assommeurs sont arrivés avec des soldats et des hommes de la police. Ils voulaient pénétrer dans la cour, en disant : « Le maître (le Sultan) permet de tuer les Arméniens. » Le prêtre, qui était devant la porte, leur répondit : « Je ne sais pas ce que le maître a permis. Mais le Prophète, qui ordonne de tuer les idolâtres, défend de tuer les nations du Livre. Ceux-ci sont chrétiens, et vous ne les tuerez pas »,

et les softas et les autres prêtres les empêchaient d'entrer. Mais ils étaient innombrables, et ceux de derrière levaient leurs bâtons et criaient et poussaient les autres. Alors un homme de la police, qui était devant, en uniforme, leur a crié : « *Iassak! Iassak!* C'est défendu! c'est défendu! » et ils sont partis, sans même piller les boutiques arméniennes qui se trouvaient sur leur chemin... »

Le drogman de l'ambassade, ayant terminé sa distribution de couvertures, est revenu près de nous : « Je connaissais tout le monde ici. En 1895 déjà, après les assommades de Stamboul, cent soixante hommes s'étaient réfugiés dans cette église et ne voulaient plus en sortir. L'ambassade m'envoya négocier avec eux : chaque ambassade s'était chargée d'un quartier arménien. Je parvins à les rassurer ; mais ils me supplièrent de faire chasser d'Has-Keui deux bouchers musulmans et un comptable de l'arsenal, qui s'étaient constitués en une sorte de comité pour le massacre et qui les menaçaient de mort. Malgré nos représentations, ces bandits ne furent pas inquiétés. Aussi, quand les assommeurs arrivèrent, la besogne était prête ; les portes arméniennes avaient été marquées à la craie ; je

vous montrerai les inscriptions en turc, toutes de la même main. Ils arrivèrent par le bateau, le mercredi 26 août, vers cinq heures du soir, et toute la nuit, toute la journée du lendemain, durant trente heures, on travailla. Les premiers Arméniens, qu'ils trouvèrent à l'échelle, furent amenés chez les bouchers. Comme ils se débattaient, on leur trancha les deux mains sur l'étal, et le boucher criait : « Pieds de cochons à vendre ! » Puis on les assommait, suivant le mode général de cette exécution bien organisée. Les bandes n'avaient pour armes que des bâtons, *sopas*, mais tous de même forme et de même longueur : on croit qu'ils avaient été fabriqués, spécialement pour cet usage, par les ateliers de la marine, et l'on sait que, plusieurs jours d'avance, ils avaient été distribués entre les différents postes de police, car l'autorité était prévenue et s'attendait à un coup de force des révolutionnaires arméniens... Les *sopadjis* jetaient donc l'Arménien à genoux ou à plat ventre, et lui tapaient sur la tête jusqu'à ce qu'elle fût réduite en bouillie ou séparée du tronc. La police cernait le quartier et rabattait les fuyards. Ils procédaient avec ordre, maison par maison, sans

hâte : — aucune maison arménienne ne fut oubliée ; — sans erreur : — aucune maison grecque ne fut attaquée ; — sans excès : — la consigne n'était que pour les hommes, et pas une femme ne fut même violée, — bref, en ouvriers consciencieux et dociles. On saccageait tout. On cassait tout à coups de triques. On apportait le même soin à réduire la tête des hommes en pâtée pour les chiens, qui venaient boire aux ruisseaux de sang, et les mobiliers en poussière ; il fallut trente heures à ces soixante ou quatre-vingts ouvriers. »



Nous montons les ruelles d'Has-Keui. Les maisons, d'abord, ont leurs portes réparées, et leurs fenêtres, et leurs vitres. Mais une à peine sur dix est habitée, et seulement par de jeunes femmes, qui, se penchant des étages supérieurs, semblent attendre une distribution de vivres. Après le pillage, c'est l'ambassade de France qui les a nourries : le correspondant du *Temps*, renseigné par un fuyard, était venu, et, pris d'épouvante et de pitié, avait couru à l'ambassade.

Les jeunes femmes, à l'arrivée des bandes,

s'étaient sauvées dans la campagne ou cachées dans les caves, craignant surtout les soldats et leurs ordinaires familiarités. Mais les vieilles s'attachaient à leurs hommes, à leurs garçons, et se faisaient traîner pendues à eux. Elles ont tout vu et sont restées folles. En travers des rues, agenouillées, vautrées, elles grattent le sol de leurs ongles, s'emplissent de terre la bouche et les cheveux, hurlent comme des fauves : « *Aman, aman, Tchelebi !* Pitié, pitié, Seigneur ! », ou, silencieuses, balancent la tête et le buste, d'un geste stupide.

A mesure que nous montons, la solitude grandit. Plus une femme aux fenêtres sans rideaux. Plus une case habitée. Les chiens eux-mêmes, en quête de nourriture, ont déserté le haut quartier. Une chèvre et ses deux chevreaux, bêlant de porte en porte, sont notre seule rencontre. Ici les traces sont demeurées plus visibles. Les ruelles sont jonchées de verre cassé et de fer-blanc. Les vitres n'ont pas encore été remises. Les portes, malgré des grattages évidents, gardent les inscriptions dont parlait le drogman de l'ambassade. L'une d'elles même n'a pas été touchée; en beaux caractères turcs, on peut lire, écrit à la craie : « Ici, Agop, Arménien. »

L'écriture est très habile : l'an dernier, les Arméniens dénonçaient le comptable de l'arsenal comme le secrétaire des bouchers musulmans.

Voici la dernière maison, au bout du quartier, près du cimetière : une case de bois à un étage, qui ressemble à toutes les autres, toutes étant construites sur le même plan. Au rez-de-chaussée, trois chambres minuscules, où des estrades de bois, couvertes de tapis, servaient de lits ou de divans. Au sous-sol, une petite cuisine sans fourneau, avec deux réchauds. Au premier, trois autres petites chambres nues. Tout est en bois blanc, murs, plafonds et escaliers, en sapin à peine raboté. Le plancher disparaît sous une couche de détritus, papiers lacérés, verre en paillettes, ferblanc haché, étoffes et tapis réduits en menus morceaux. Les bandes de Juifs de Balata et la canaille de Stamboul sont venues après les assommeurs, et, retournant et embouant ces loques, ont emporté le moindre objet de prix. Les robinets de cuivre ont été arrachés aux petites fontaines des cuisines; arrachés, les boutons de cuivre des placards et des portes, et les encadrements de cuivre des miroirs de deux sous. Seulement, dans les armoires, sur

les rayons des chambres à coucher, il reste encore les journaux soigneusement étalés où la bonne ménagère empilait son linge et alignait ses fruits, et ces journaux sont *la Mode illustrée*, *les Annales politiques et littéraires* et *le Globe* anglais. Ces Arméniens menaient une vie très simple. Les plus riches, très peu nombreux, avaient de petits lits de fer; les autres n'avaient pour couchettes que les tapis de leurs divans. Mais, le soir, dans la nuit tombée sur les cimetières voisins, ils rêvaient d'Europe et de civilisation ; ils lisaient, comme nos petits ménages de province, *les Annales* et *la Mode illustrée*.

Après une visite au cimetière, tout bossué de tombes récentes, — combien ont été enterrés là, à la hâte, en secret ? combien tirés par les pieds et jetés à la Corne d'Or ? pendant plusieurs semaines, personne à Constantinople ne mangea de poisson, — nous redescendons à l'échelle. Le clair soleil joue dans la brume d'automne, et là-bas, entre les cyprès, la Corne d'Or frissonne et rit. Has-Keui retombe dans son calme, que le bruit de nos pas avait un instant troublé. On n'entend plus, au premier étage d'une maison, que le piaillement d'une école enfantine.

Ce sont les petites filles, revenues à la classe — il faut bien reprendre la vie — qui répètent à haute voix et en chœur, à la mode orientale, la phrase lue tout haut par leur maîtresse. Et la maîtresse lit, en français, et les petites filles répètent, scandant les mots :

Cher petit oreiller, doux et chaud sous ma tête.

Apprenez le français, petites Arméniennes. Vos pères l'avaient appris ; quand le présent leur semblait trop dur, ils regardaient vers la France, et sans un mot, sans un geste de pitié, nous avons laissé assommer vos pères.

## II

Pendant trois jours (26-28 août 1896), tout Constantinople a vu cette course arménienne, et l'on en parle maintenant comme d'un spectacle familier qui, sans doute, se renouvellera, car une fois déjà, en 1895, le Sultan l'avait offert à l'Europe. Dès les premières heures de mon séjour, j'avais eu vingt récits de témoins oculaires. Mais, avant de rien admettre, il est un témoignage auquel je tenais.

En 1890, durant un voyage à travers l'Albanie, j'avais beaucoup fréquenté les beys musulmans de ce pays. Deux mois, de Préveza à Scutari, ils m'avaient hébergé et escorté.

Ces musulmans sans fanatisme avaient alors un dévouement patriotique — chose rare en Turquie — à la cause turque : organisés en ligue, ils avaient empêché le démembrement de l'Empire et le partage de l'Albanie entre le Grec, le Serbe et le Monténégrin. Ils avaient aussi un dévouement très sincère, parce que très intéressé, à la personne du sultan Abd-ul-Hamid qui leur faisait la part très large, de licence chez eux, et d'emplois dans le reste de l'Empire. Nous étions restés en relations. Mais la faveur ou la défiance impériales les avaient pour la plupart appelés à Constantinople, appointés à de lucratives sinécures et, depuis cinq ans, régulièrement payés sur les fonds de la Liste civile. J'espérais donc trouver en eux des témoins véridiques. Après bien des détours pour écarter d'eux les dénonciations, — car en ce doux pays tout conciliabule passe pour un complot, — et de moi, peut-être, quelque danger, nous avions fini par nous réunir dans une de leurs maisons du Bosphore. Voici, mot pour mot, le récit de l'un d'eux.

*
* *

« Le mercredi matin 26 août, comme tous les matins, j'avais pris le bateau à Scutari, où j'habite, et vers midi et demi je débarquais au Grand-Pont. J'allais à Galata, sur le quai, chez un chrétien qui a son bureau dans Alexiadi-Khane... »

On appelle *khane* de grandes bâtisses, ordinairement carrées, avec quatre façades de fenêtres ; à l'intérieur, une cour centrale entourée de plusieurs étages de galeries ; sur ces galeries, de petites cellules servant de bureau ou de magasin. Chacun de ces khanes est isolé : une seule porte y donne accès.

« En débarquant, j'entendis des coups de fusil du côté de Péra, et l'on me dit qu'il y avait révolution à la Banque Ottomane. J'étais devant le poste de police de Galata. Les soldats y faisaient entrer des bandes de gens mal vêtus qui, depuis une semaine, — je les avais remarqués tous les jours précédents, — venaient s'asseoir le matin à l'entrée du pont sur le bord des trottoirs. Ces gens sortirent bientôt du poste avec des bâtons et ils se mirent à assommer les *hamals* (portefaix)

arméniens. Ils arrêtaient un *hamal*, jetaient sa charge à terre, le couchaient d'un coup de trique sur la nuque, le *hamal* criait « *hi* », et ils l'achevaient. Ceux qui voulaient fuir, les soldats les empêchaient de passer. Celui qui disait : « Je suis Turc! », on lui arrachait sa culotte et, s'il n'était pas circoncis, on le mutilait, puis on l'assomait. Mais ils ne frappaient que les Arméniens. Ils avaient avec eux des Juifs et des mouchards qui les leur indiquaient. Quand l'Arménien était mort, le dénonciateur lui tirait ses sandales; on devait les payer à tant la paire, car ils emportaient même les plus vieilles, dont personne n'aurait donné un para (un centime).

» Comme je m'approchais d'un groupe qui assommait un vieux, un homme de la police m'a dit : « Va-t'en, tu n'as rien à faire ici », et il m'a un peu bousculé. Je suis allé sur le quai, vers Alexiadi-Khane. Je suis arrivé juste au moment où l'on fermait la porte. Il y avait à l'intérieur une quarantaine d'hommes, tous chrétiens, sauf un Turc d'Aïdin et moi, et tous Européens ou Grecs, sauf six Arméniens. Ils fermèrent la porte et roulèrent contre elle des balles de coton et des sacs. Nous entendions frapper contre l'entrée de

Millet-Khane, qui est de l'autre côté de la rue. Nous sommes montés sur la terrasse. Nous avons vu une bande s'engouffrer dans Millet-Khane, dont la porte avait été enfoncée ; des soldats restaient devant, pour garder l'entrée. A l'intérieur, nous entendions des coups et des cris. Un Arménien, monté sur la terrasse, nous faisait signe que l'on coupait les têtes. Il parlait ; mais nous ne pouvions rien comprendre à cause des coups de fusil : les soldats, sur le quai, tiraient contre la maison de bois qui est auprès du Crédit Lyonnais.

» Nous avons dû quitter la terrasse parce qu'ils tiraient aussi contre nous. D'ailleurs, la bande, après avoir fini dans Millet-Khane, était venue battre notre porte, et mes compagnons ne voulaient pas ouvrir. C'était de la folie, car notre khane avait des fenêtres au rez-de-chaussée, et déjà les assommeurs, avec des barres, faisaient sauter le scellement des grilles. J'ai donc fait enlever les ballots qui barricadaient l'entrée, et j'ai crié à travers la porte, en turc : « Je vais ouvrir, je suis Turc, » je suis le bey de X... ». On m'a répondu en albanais : « Ouvre, frère » et, la porte ouverte, j'ai vu d'abord deux Albanais, deux *toufekdjis* du Sultan... »

Le Sultan, pour sa garde tout à fait intime, a une petite bande, une cinquantaine, de fusiliers, *toufekdjis*, recrutés surtout parmi les Albanais du Nord, et surveillés par un certain Tahir-Pacha, ancien jardinier du palais, aujourd'hui le vrai chien de garde de Sa Majesté.

« Ces deux Albanais n'étaient pas en uniforme de *toufekdjis*, mais en costume national. Ils avaient seulement à la ceinture leurs revolvers de la garde, dont les crosses sont fabriquées, par les argentiers de Prizrend, tout spécialement pour les *toufekdjis*. Je les connaissais tous les deux : l'un est de Diakova et l'autre de Malichevo. Ils m'ont aussitôt reconnu et, pour arrêter la bande qui se pressait derrière, ils m'ont embrassé. Ils m'ont ensuite demandé si nous avions des Arméniens. J'ai répondu que tous ces chrétiens avaient ma *besa* (parole d'honneur, serment de sauvegarde entre Albanais). Ils ont alors écarté la bande des assommeurs, qui nous a laissé sortir. Mais, derrière les bâtons, la police et les soldats nous barraient la route. Ils voulaient même nous ramener dans le khane pour nous faire assommer. J'ai dû appeler les Albanais, qui se sont fâchés en disant : « Le maître n'a dit de tuer » que les Arméniens et ceux-ci sont Albanais. »

Mais un dénonciateur montra nos Arméniens, et déjà les assommeurs les prenaient, quand les Albanais ont tiré leurs revolvers en criant: « Ils ont la *besa* du bey et vous ne les tuerez pas. » Puis ils nous ont accompagnés, quatre Arméniens et moi, jusqu'à Péra, où les Arméniens se sont enfuis.

» Je suis allé coucher ce soir-là dans le quartier de Tatavola, chez un de mes amis. Les assommeurs y sont venus ce même soir; les Grecs du quartier leur ont fermé les rues en déclarant qu'ils défendraient les Arméniens; les assommeurs ont rebroussé chemin. Je n'aime pas les Grecs; mais ceux qui disent qu'ils ont, comme les Juifs, aidé aux massacres, sont des menteurs.

» Le jeudi matin, je suis revenu au khane, avec des chrétiens qui voulaient rechercher des papiers. Tous les bureaux étaient saccagés, les ballots et les sacs éventrés, les grilles des fenêtres et les barreaux des galeries arrachés, les coffres-forts précipités dans la cour et forcés, les papiers déchirés en miettes. Il ne restait d'intact qu'un bureau et une cave, dont les portes n'avaient aucune trace de coups, le bureau et la cave des chemins de fer allemands d'Anatolie. En passant devant la porte,

on nous a appelés à voix basse : c'était l'un des six Arméniens. Je me souvins qu'en effet, la veille, je n'en avais emmené que quatre. Les deux autres avaient disparu. L'un d'eux, secrétaire de la Compagnie allemande, s'était enfermé dans le bureau, et il nous dit que l'autre devait être à la cave, où nous l'avons en effet trouvé demi-mort, accroupi dans un tonneau d'huile. Ils avaient entendu le pillage. Devant leurs portes, un policier s'était tenu, avertissant à haute voix les travailleurs et les écartant de ces propriétés européennes...

» En revenant sur le Grand-Pont, j'ai vu qu'on assommait encore, mais il ne restait presque plus d'Arméniens : c'était dans les khanes et les ruelles de Galata que les bandes tapaient et criaient. Des portefaix tiraient les cadavres par les pieds et les lançaient au Bosphore : le courant les emmenait aussitôt vers la mer de Marmara. D'autres jetaient les morts et les blessés sur de petites charrettes et couraient les vider au cimetière de Schichli. Tout le long de la grande rue de Péra, ces charrettes, sur leur passage, avec les bras pendants et les têtes saignantes, faisaient un arrosage de sang. Le ruisseau de la rue des Maltais était du sang coulant, à cause de trois

boutiques arméniennes où l'on avait tué vingt hommes, disaient les voisins.

» Un Albanais de Zagori m'emmena dans une maison voisine de la Banque, d'où l'on dominait Galata et ses maisons mal famées. Les femmes, en chemises ou en peignoirs, étaient sur les toits, avec des soldats et des officiers. Quand un Arménien essayait de fuir par les terrasses, les femmes le montraient aux soldats en criant, et les soldats tiraient. Si l'Arménien tombait, elles embrassaient les soldats et tout de suite, en plein air, les récompensaient. Il y avait des Européens sur le toit de la Banque : voici leurs noms, tu pourras les interroger. (Ces Européens, dont un Français et un Allemand, m'ont confirmé ce récit.)

» Le jeudi soir, je voulais rentrer chez moi à Scutari. Mais mes amis du quartier de Tatavola craignaient d'être massacrés, pour avoir défendu les Arméniens la veille. Ils me supplièrent de rester et de les emmener le lendemain aux Iles des Princes. Le vendredi matin, nous sommes donc descendus au Grand-Pont. Des assommeurs étaient toujours à l'entrée, et, près d'eux, des soldats et des policiers. Mais ils n'avaient plus guère de besogne : ils regardaient sous le nez tous ceux

qui s'embarquaient. Nous avons pris le bateau des Iles. A bord, quelques familles turques s'en allaient, comme d'habitude, passer le vendredi au Grand-Hôtel de Prinkipo.

» Il vint aussi une bande de jeunes gens, qui parlaient français. Les uns étaient en uniforme avec des aiguillettes d'or, et les autres étaient habillés à la dernière mode de Paris, avec des fleurs à la boutonnière et des gants. Le bateau avait quitté l'appontement et commençait à virer. Cette belle jeunesse, qui descendait au salon, découvrit sous l'escalier un jeune garçon, vêtu d'un bourgeron bleu, d'un pantalon bleu et d'une casquette. C'était un Arménien, un aide-mécanicien de la Compagnie. Ils le traînèrent sur le pont et forcèrent les gens du bateau à revenir. A l'appontement, ils appelèrent une troupe de *sopadjis* et le firent assommer. Puis, on jeta le cadavre à l'eau, on nettoya l'appontement, et le bateau repartit.

» A Prinkipo, il n'y avait pas eu de massacre. Les Européens présents, très nombreux au Grand-Hôtel, avaient protégé les Arméniens. Des Kurdes, qui travaillaient aux terrassements et aux jardins, avaient promis à leur maître, un Français du nom de Valori,

qu'ils ne tueraient personne. Mais, le vendredi matin, jour de repos pour les musulmans, ils vinrent lui demander de l'argent et des armes, en lui disant : « Puisque nous ne travaillons pas aujourd'hui, laisse-nous aller à Stamboul, où le maître a permis de tuer les Arméniens. » Ils partirent sur le bateau qui nous avait amenés. Ils rentrèrent au chantier le lendemain, paraît-il, avec de l'argent et des bijoux. Mais ils étaient mécontents. Ils prétendaient que le Sultan était devenu fou : un matin, il permet, et le soir, il défend ; on n'a pas le temps de faire le voyage, et déjà sa volonté est changée. Les massacres avaient, en effet, brusquement cessé le vendredi soir ; le samedi matin, déjà, la police arrêtait et désarmait les *sopadjis*, qui d'ailleurs ne faisaient aucune résistance et qui étaient aussitôt remis en liberté.

» Voilà ce que j'ai vu. De retour chez moi on m'a raconté qu'à Scutari, il n'y avait pas eu de massacre : un prêtre de la mosquée Iskelessi-Djami les avait défendus. A Kadi-Keui, c'est Fuad-Pacha, celui qu'on appelle *deli Fuad, Fuad le fou*, qui les a empêchés. Il avait tout intérêt à les laisser faire, car il a la manie de bâtir, et la construction de son

*konak* (palais), qu'il refait et défait tous les ans, l'a grandement endetté auprès des Arméniens. Mais il disait tout haut qu'il voulait montrer sa mauvaise humeur au Sultan. Comme tous les gens du palais, il vit d'argent extorqué à la Liste civile ou de concessions et d'affaires financières, qu'il négocie pour le compte de capitalistes étrangers. Depuis un an, le Sultan l'avait réduit à la portion congrue. Fuad-Pacha sauvait les Arméniens pour se venger du maître. Il courait à cheval dans les rues et criait en gesticulant, — il est excentrique et un peu fou; mais il n'en est que plus populaire ; — il criait qu'il défendait de toucher un cheveu des chrétiens, et il emmenait les Arméniens dans son *konak*... Le Sultan l'a fait arrêter ; mais on n'osera pas le juger; il est trop populaire dans l'armée... De même à Koum-Kapou, qui est le grand quartier arménien et le siège du Patriarcat, il n'y a pas eu de massacre : un commandant nommé Hassan-Aga a chassé les bandes. »



Tel est le récit d'un témoin impartial, dont

je puis garantir la sincérité et dont j'ai pris soin de contrôler les affirmations : si quelque jour notre Gouvernement daigne informer le public, on verra que les rapports de notre ambassade signalent les mêmes faits. Pour ces massacres de Constantinople, il ne faut donc pas croire à une explosion de fanatisme. On doit même signaler, à ce sujet, une différence capitale entre les deux assommades qui, à un an d'intervalle, ensanglantèrent les rues de la ville. La première fois, en octobre 1895, les *softas* (étudiants en théologie) et les gens des *médressés* (séminaires) avaient pris part aux rixes de Stamboul. Cette année, ils étaient enfermés dans les mosquées, disent les uns, et surveillés par la police : le Sultan maintenant se défie d'eux et craint qu'une fois lâchés ils ne marchent contre le Palais. J'ai entendu dire aussi que, sollicités par les agents du maître, ils avaient refusé leur concours, croyant qu'on renchérirait sur les premières offres et comptant extorquer un plus fort salaire : il y aurait eu, en réalité, une grève de softas. Il est possible que, suivant les cas, les deux explications puissent servir. Le fait certain est qu'en 1895 ils travaillèrent et qu'en 1896 ils s'abstinrent. Il est non

moins certain que des centaines d'Arméniens furent sauvés par les gens des mosquées.

Ces massacres, d'autre part, n'ont rien eu d'un mouvement populaire. Tout était préparé d'avance, assommeurs et bâtons, mouchards et charrettes. Tout a marché, et tout s'est arrêté au premier signal. Tous ont respecté la consigne : « Le maître a permis de tuer les Arméniens » ; sur *six ou sept mille* victimes, — chiffre minimum, car, dans le seul cimetière de Schichli, tout proche de Péra, les ambassades ont surveillé les inhumations, et leurs médecins ont dénombré plus de trois mille cadavres ; or il y a eu d'autres inhumations à Kassim-Pacha, à Has-Keui, et un plus grand nombre d'Arméniens encore ont pris le chemin de la Marmara, — donc sur six ou sept mille victimes, c'est à peine si trente ou quarante erreurs ont coûté la vie à des Grecs, des Turcs ou des Européens, trop Arméniens d'aspect.

Les Albanais de la tribu des Lappes, qui sont très nombreux à Constantinople, — ils sont d'ordinaire terrassiers ou fontainiers, — ont l'habitude de tout mettre en chanson. Ils sont bien à même de juger les derniers événements, car leurs amis du Palais, fusiliers et

zouaves, ont pris part au travail, et, dans chaque bande, il y avait au moins deux Albanais de la garde. Les Lappes chantent maintenant :

Jour et nuit, le Sultan a pleuré.
L'Anglais et l'Arménien le tracassent.
Il a dû s'allier avec la canaille,
Et le *touloumbadji*[1] a triqué.
Vieillard idiot, qu'as-tu fait là?
Pourquoi pas la guerre ouverte?
Pourquoi ne pas nous charger du combat?

1. Pompier irrégulier, la pire racaille.

## L'ASIE MINEURE

Il faut étudier maintenant les massacres de l'Arménie proprement dite.

L'opinion française, en fait de politique étrangère, se contente de peu. Le plus souvent, elle ignore ce qui se passe au delà des frontières, et les journaux respectent cette ignorance : pour les choses turques en particulier, la plupart gardent un silence inquiétant, qui n'a pas été troublé, d'ailleurs, par les publications de notre gouvernement. Il serait donc étonnant de trouver en France une idée à peu près juste des affaires arméniennes. Chacun se les est figurées à sa façon. Beaucoup n'ont voulu voir en tout ceci que

la main de la perfide Albion. Pour les gens timorés, ces Arméniens, avec leurs bombes, n'étaient que des anarchistes indignes de pitié. J'ai entendu des révolutionnaires déclarer qu'en Asie Mineure, le musulman étant exploité par le chrétien, les massacres furent la revanche du travailleur contre le parasite. Mais on parle surtout du fanatisme religieux et plus encore des querelles qui de tout temps mirent aux prises Kurdes et Arméniens.

Il est malheureusement certain que, non seulement en Arménie, mais dans toute l'Asie Mineure, des bandes ou des tribus semi-nomades, Kurdes, Circassiens et Yourouks, vivent aux dépens des populations fixées, chrétiennes et musulmanes : les Arméniens, en particulier, ont toujours eu à souffrir des Kurdes et des Circassiens. Mais il est non moins certain que l'Asie était habituée à ce mal endémique, et il faut rendre cette justice à l'administration turque que, depuis dix ans, le mal, en dehors du Kurdistan, avait beaucoup diminué. Les émigrés du Caucase, qui en étaient la cause principale, avaient été dispersés et fixés. J'ai traversé, de 1888 à 1890, l'Asie Mineure dans tous les sens, de Smyrne à Alep et de Chypre à Brousse : la

sécurité y était parfaite. Les choses ont changé depuis; mais la crise actuelle n'est pas un simple redoublement d'atrocités kurdes.

Sans compter que des massacres ont eu lieu en des régions où jamais le Kurde n'était apparu, on peut affirmer que, même dans le Kurdistan, la seule responsabilité des Kurdes ne saurait être invoquée. Puisque la bonne foi anglaise est suspectée et que les documents anglais sont entachés, paraît-il, d'arménophilisme, nous laisserons de côté tous les exemples, sans nombre pourtant, que pourraient nous fournir les seuls *Livres Bleus*. Mais, pour quelques régions, on a des documents internationaux ou français, et deux de ces localités sont, en plein Kurdistan, le district de Sassoun et la ville de Diarbékir.

# I

Les affaires du Sassoun eurent, en octobre 1894, un tel retentissement, que les ambassades intervinrent et qu'une commission d'enquête fut envoyée sur les lieux. Cette commission, composée de fonctionnaires turcs auxquels la France, la Russie et l'Angleterre avaient adjoint des délégués, siégea près de six mois à Mouch (janvier-juillet 1895), tint cent sept séances et entendit cent quatre-vingt-dix témoins. Le gouvernement anglais a publié, dans deux volumes du *Livre Bleu*, tous les documents *en français* de cette enquête : le rapport *en français* fut dressé et signé par les trois délégués russe, anglais

et français[1]. Il ne faut pas oublier qu'à cette date, la Russie et la France étaient de parti pris pour le Sultan, tandis que l'Angleterre défendait les Arméniens. Deux délégués sur trois étaient donc arrivés à l'enquête avec des préjugés, et peut-être des instructions, favorables aux Turcs. Cette circonstance donne plus de poids à leur rapport, que je ne fais ici que résumer.

On donne le nom de Sassoun à la région alpestre qui se dresse à l'ouest du lac de Van, entre les plaines de Mouch et de Diarbékir. Ce n'est, à vrai dire, qu'un bloc de très hautes montagnes, où les torrents, affluents du Tigre, ont enchevêtré un réseau de vallées très étroites et très profondes. Les sommets déboisés sont couverts de neige durant six mois de l'année et ne peuvent servir, l'été, qu'à la pâture. Les vallées, avec leurs eaux courantes et leurs bouquets de châtaigniers, offrent à la culture des terres fertiles, mais peu étendues. La population de cette région est assez dense : groupée en villages, elle vit surtout de ses troupeaux.

Elle se compose — ou elle se composait

1. *Livre Bleu*, 1895, I[1], p. 133 et suiv.

— de Kurdes et d'Arméniens, en proportions à peu près égales (15 000 Kurdes et 12 000 Arméniens), mais en districts nettement séparés par la barrière du Sovasor-Dagh, — les Kurdes à l'est, les Arméniens à l'ouest. Entre eux, la Porte elle-même déclarait ne connaître aucune différence, sauf celle de la religion. C'était la même vie pastorale, l'hiver dans les villages, l'été sur les sommets; le même régime à demi patriarcal de familles nombreuses et de clans ; la même indépendance de montagnards éloignés de l'autorité et sachant leur pays inaccessible; la même fierté de pâtres toujours armés. Les Kurdes étaient musulmans, les Arméniens chrétiens. Mais les uns et les autres, jusqu'en 1890, étaient exempts de fanatisme : ils vivaient, a dit un témoin devant la commission internationale, *comme des frères de terre et d'eau*, c'est-à-dire que, fréquentant les mêmes sources et les mêmes pâturages, il arrivait, il est vrai, que des injures ou même des coups de fusil fussent échangés et que du bétail fût tour à tour détourné et repris; mais ces disputes sans durée finissaient toujours par une intervention des anciens ou par un arbitrage des hommes influents, : les Arméniens du Sas-

soun, en 1890, déclaraient n'avoir pas trop à se plaindre des Kurdes.

Il faut dire que, en leur qualité de musulmans, les Kurdes se considéraient comme les propriétaires-nés du sol et que les Arméniens semblaient reconnaître ces prétentions, en leur payant un certain nombre de redevances. C'était le même système et les mêmes relations qu'en Turquie d'Europe, par exemple, dans la plaine de Kossovo, entre Albanais musulmans et Chrétiens slaves. Chaque *agha* kurde, comme chaque bey albanais, avait un certain nombre de chrétiens, qu'il s'engageait à défendre ou du moins à ne pas attaquer et à ne pas faire attaquer, et qui s'obligeaient envers lui à des redevances, régulières comme le *kiafir*, ou extraordinaires, comme le *hala*. Le *kiafir* était une contribution annuelle, un tant pour cent de la moisson, des troupeaux, des produits de l'industrie. Le *hala* était surtout la moitié de la dot que tout fiancé verse aux parents de la future. L'Albanais de Kossovo, outre cette moitié de la dot, prend souvent sa part de la fiancée. Les Kurdes étaient moins exigeants, et le sort des Arméniens beaucoup plus doux. Le Kurde disait « mes Arméniens », l'Arménien disait « notre

*agha* ». Chaque village ou chaque maison chrétienne dépendait d'un ou de plusieurs *aghas*, qui pouvaient en disposer, comme de toute autre propriété, par vente, contrat ou testament. Quant au pouvoir turc, représenté par les trois préfets de Mouch, Sassoun et Khoulp, ses droits de suzerain étaient en théorie reconnus de tous, en pratique méconnus de chacun. La plupart des villages, depuis vingt ans, n'avaient pas payé leurs impôts : aucun préfet n'eût songé à les réclamer avec insistance, avant l'établissement des lignes télégraphiques.

Le télégraphe, comme les autres inventions utiles, aura puissamment servi au renversement de la Turquie : voici tout le parti que le Sultan en a tiré. De tout temps, les impôts de l'Empire n'ont servi qu'à l'entretien du pouvoir central. L'administration, sous toutes ses formes, civile, militaire ou judiciaire, n'a jamais eu qu'un rôle et qu'un but, le drainage de l'argent vers Constantinople. On fait le tracé d'une route ou l'instruction d'un procès en vue de l'argent que, sous ce prétexte, on tirera des inculpés ou des corvéables. On détourne la conscription et l'appel des réserves sur les villages ou les

individus qui pourront se racheter. L'administration n'est qu'une pompe à impôts ou à rançons. Une partie infime de cet argent est dépensée pour les besoins locaux. Le reste prend la route de la capitale ou, plus exactement, du Palais. Mais il s'en perd une bonne moitié à travers les gouvernements généraux et les ministères. L'autre moitié n'est jamais suffisante pour les milliers de soldats, chambellans, secrétaires, mouchards, journalistes, eunuques, zouaves, fusiliers, bêtes humaines de garde ou de chasse, dont la terreur du Sultan entoure Yildiz-Kiosk. Plus de cent mille hommes, certainement, vivent de la peur du maître et touchent, pour leur dévouement ou simplement leur indifférence, un traitement régulier. Le nombre de ces parasites augmente chaque jour, car il faut une garde syrienne pour se défendre au besoin de la garde albanaise, et des mouchards chrétiens pour surveiller les mouchards musulmans. Le traitement de chacun augmente aussi, car il faut tenir tout ce monde en haleine par des avancements ou des faveurs. Chaque jour, les préfectures reçoivent du Palais de nouvelles demandes d'argent.

Autrefois les courriers mettaient deux et

trois semaines à transmettre ces demandes. Le préfet répondait par des excuses ou des promesses : de lettres en lettres, on pouvait gagner plusieurs mois et ne pressurer les contribuables que deux ou trois fois par an. Aujourd'hui, le télégraphe tient toute l'année la machine sous pression. Dépêche du Palais : Envoyez cinq cents livres (12 000 francs). — Réponse du préfet : Impôts déjà payés. — Dépêche du Palais : Envoyez cent livres. — Réponse du préfet : Caisses vides. — Dépêche du Palais : Cinquante livres absolument nécessaires. — Le préfet sait qu'un nouveau refus lui vaudra, par dépêche, la destitution ou même l'exil au Fezzan ; il promet vingt livres (500 francs), et il a la paix pour une semaine. Mais encore faut-il chaque semaine trouver ces vingt livres. Les impôts ont été levés plusieurs fois déjà : on a arrêté, puis libéré après rançon, tous les chrétiens un peu riches ; on a chicané tous les musulmans notables sur leurs droits de propriété ou leur livret militaire ; il faut inventer de nouvelles ressources.

En 1892, le préfet de Mouch, acculé, entreprit de faire rentrer les impôts du Sassoun, et il s'adressa aux villages arméniens de

Chenik, Semal et Gueliéguzan, qui dépendaient de lui. Les Arméniens répondirent qu'ils ne pouvaient servir deux maîtres à la fois, qu'assurément ils préféreraient le service turc, mais qu'ils payaient déjà de lourdes redevances aux Kurdes : si le gouvernement désirait leurs impôts, il devait, en retour, leur assurer une protection efficace et les délivrer du *hala* et du *kiafir*. Le préfet parut se contenter, en 1892, de cette réponse d'ailleurs très juste; en 1893, il prit sa revanche.

***

D'abord, il réveilla le fanatisme des Kurdes par la propagande de cheiks indigènes et de *hadjis* (pèlerins), qui rapportaient de la Mecque un nouveau zèle pour le service du khalife et pour la défense de l'idée panislamique. A l'instigation d'un certain Mehemet, cheik de Zeilan et agent du Palais, ils réconcilièrent entre elles les tribus kurdes, supprimèrent les mésintelligences qui amenaient entre les aghas des querelles et des coups de fusil pour la possession ou la protection de leurs Arméniens, et ils excitèrent les tribus contre les villages *révoltés* : c'est le mot dont les auto-

rités se serviront désormais. Les aghas étaient mal disposés envers leurs Arméniens de Chenik, Semal et Gueliéguzan. Un agitateur chrétien, du nom de Damadian, avait travaillé ces villages et les avait poussés à refuser le *kiafir*.

D'autre part, les tribus semi-nomades de Kurdes Bekranlis et Badikanlis, qui se tiennent l'hiver dans la plaine de Diarbékir, ont l'habitude de monter chaque année, avec leurs troupeaux, vers les hauts pâturages. En 1893, le préfet de Mouch les dirigea sur le Sassoun chrétien, ou du moins les y laissa pénétrer, sans leur donner l'escorte de fonctionnaires et de gendarmes, qui, d'ordinaire, faisaient pour l'année le départ des sources et des pâturages. Les Bekranlis et les Badikanlis furent mal accueillis. On échangea des coups de fusil. Il y eut vols de bétail et morts d'hommes. Ils redescendirent, à la fin de l'été, en menaçant de se venger l'année suivante.

En 1894, les Arméniens, abandonnés de leurs aghas et tracassés par les préfets, se sentaient encore menacés de la vengeance des Kurdes nomades. Un certain Hamparsoun Boyadjian, originaire du vilayet d'Adana et qui avait fait quelques études de médecine

à Constantinople et à Genève, les encourageait à la résistance. Le préfet de Khoulp, à l'exemple de son collègue de Mouch, réclamait les impôts dans les districts qui relevaient de lui, et en particulier dans les villages du Talori : mais en juin 1894 il essuyait le même refus, accompagné, peut-être, de quelques coups de feu. En juillet, les autorités déclarèrent les Arméniens rebelles, *firmanlis*, et, quand les Kurdes nomades montèrent de la plaine, on rassembla, pour les escorter, les bandes des aghas ; on leur adjoignit des troupes de l'armée régulière, et l'on marcha contre les villages chrétiens. Ce qui se passa alors, la *Revue de Paris* (1^er^ septembre 1895) l'a raconté à ses lecteurs : si l'on veut apprécier la modération de ce récit, il suffit de lire le rapport des trois délégués russe, anglais et français. Les Turcs prétendaient qu'à l'arrivée des troupes, les Arméniens pour afficher leur rébellion, avaient brûlé leurs propres villages et s'étaient retirés sur un sommet nommé Antok-Dagh. Cette accusation, ridicule en soi (je cite les termes du rapport), fut démentie par tous les témoins[1]. La vérité est que, en

1. *Livre Bleu*, 1895, I[1], p. 142. Rapport des délégués : « L'accusation ridicule en soi portée contre les Arméniens

présence et peut-être sur l'ordre formel des autorités civiles et militaires, les Kurdes montèrent à l'assaut des villages. Mais ils furent repoussés. Alors l'armée régulière, sous le commandement de ses officiers, enleva les maisons, les brûla, massacra tout ce qui ne s'était pas enfui, marcha contre l'Antok-Dagh, força les fuyards à se rendre et les égorgea.

Les délégués européens ont donné, à la suite et comme justification de leur rapport, une déposition que les commissaires turcs n'ont pas voulu admettre, mais que les délégués considèrent comme l'exposé le plus vraisemblable des faits. Elle est d'un Arménien, nommé Vartan, vicaire épiscopal à Guendj qui au moment des événements était chef de corvée au bas de la montagne du Sassoun. Voici, abrégés, mais exactement transcrits, les principaux passages de cette déposition :

On m'avait désigné comme membre de la commission pour la construction du pont... Nous

d'avoir brûlé leurs propres maisons, leurs bergeries, etc., ne s'appuyant que sur des ouï-dire, les soussignés sont obligés de la repousser comme ne méritant aucune considération. Est-il possible, d'ailleurs, que cette population de rite grégorien, particulièrement attachée à sa religion, soit allée jusqu'à profaner et saccager ses églises ? »

sommes allés dans la montagne faire couper les bois nécessaires, et nous les faisions descendre en bas par des Kurdes... Le bruit des détonations nous parvenait. A ma demande, on a répondu qu'il y avait combat à l'Antok-Dagh. Sur le chemin. près d'Ardouchen, on avait construit un four à chaux. Un soir du mois d'août, j'étais près du four; j'ai vu un sous-officier qui venait des lieux des événements. De mon côté j'allais à Ardouchen. Il marchait devant moi, je le suivais. Nous sommes arrivés ensemble à Ardouchen.

Le chef de la correspondance, qui faisait l'intérim du préfet, le capitaine Hadji-Hafiz-Effendi et le substitut du procureur général étaient assis dans le jardin, en face du local du gouvernement. Au passage du sous-officier, ils l'ont aussitôt appelé, et moi, descendant de cheval, je l'ai suivi. Il était presque douze heures du soir (six heures à la franque). Ils étaient assis dans la cabane du jardin. Ils ont pris le soldat à côté d'eux, et moi je me suis assis dehors, près de la porte. On ne me voyait pas à cause de l'obscurité. Ils ont demandé ce qu'il y avait de nouveau. Il a répondu : « Vive l'État ! » nous les avons dispersés ; d'ailleurs, des tribus innombrables s'étaient rassemblées; il y avait ordre du commandant de les bloquer pour que personne ne s'échappât. Au préalable, ordre avait été donné aux tribus kurdes d'aller leur livrer combat pendant quelques jours. En plusieurs endroits, les tribus, battues et mises en déroute, n'en pouvaient venir à bout. Des soldats alors, vêtus de costumes de la tribu de Badikan, sont venus

prendre part au combat. Les adversaires n'ont pu résister aux fusils de guerre. Après les avoir enveloppés de tous côtés, l'assaut leur a été livré. Sur ces entrefaites, un ordre a été reçu, à la suite duquel les soldats ouvertement réunis aux Kurdes ont continué le combat; les autres n'ont pu résister et se sont enfuis. Ils étaient déjà entourés; ils se sont sauvés à la montagne d'Antok et dans les forêts. Tous ceux qui leur sont tombés sous la main, femmes, enfants ou jeunes filles, ont été massacrés, et l'on continuait à poursuivre les autres... Déjà antérieurement les Kurdes et les soldats réunis avaient incendié les maisons, pillé les meubles, les effets et le bétail ; les Kurdes emportaient leurs rapines, mais une partie du bétail était réservée à l'armée, qui le faisait abattre pour servir à la cuisine des soldats. Une partie des fuyards, restés sans ressources, est venue avec un prêtre se rendre aux soldats. On a fait creuser des fosses à ces gens qui étaient venus se livrer. La nuit venue, ils ont été massacrés à coups de baïonnette et jetés dans les fosses. Quelques-uns, n'ayant pas encore reçu les coups de baïonnette, se précipitaient tout vivants dans les fosses. Quelques-uns ont été couchés et cloués à la terre au moyen de baïonnettes, en même temps que les soldats les achevaient, toujours à coups de baïonnette. Un prêtre et quelques autres ont été écorchés vivants et mis en morceaux. A quelques femmes enceintes on a ouvert le ventre et embroché les enfants au bout de baïonnettes. Les soldats ont gardé des femmes plusieurs jours; quand elles en devenaient malades à ne plus pouvoir conti-

nuer, alors ils leur appuyaient le canon de leur fusil sur la partie honteuse et pariaient qu'ils pouvaient faire sortir la balle par le crâne. D'autres étaient pendues aux arbres, pour servir ensuite de cible. A quelques hommes et enfants, on arrachait d'abord les yeux et on les tuait ensuite à coups de baïonnettes. Certains Kurdes et des soldats ont emmené un certain nombre d'enfants et de filles. » — Au moment où ce soldat parlait, en l'écoutant en cachette, je pleurais. Je ne sais pas le nom du soldat; seulement il est du village de Tchevelig de Djabakdjour...

Au mois de septembre, pour finir la construction du pont avant l'hiver, j'ai eu recours à l'autorité et lui ai exposé l'insuffisance des gendarmes mis à ma disposition. Alors Ismaïl de Mardevan et un autre gendarme de Guézo ont été laissés près de moi, et Ismaïl me racontait, lui aussi, ce qu'il avait vu de ses propres yeux. Il me répéta les faits que j'ai cités plus haut, en ajoutant que « des choses impitoyables ont eu lieu dans les villages derrière Mouch. Après les avoir achevés, les soldats et les Kurdes sont allés vers Talori, que les Kurdes des environs avaient déjà assiégé. D'abord les soldats et les Kurdes, tous ensemble, ont détruit les hautes maisons à coups de canon. Dans certaines vallées, on tirait le canon sur les endroits rocailleux pour que, dans le cas où il y aurait des gens cachés, ils fussent obligés d'en sortir. On a incendié toutes les maisons, détruit et pillé tous les biens. Au moment de l'incendie, le miel coulait des ruches comme de l'eau, pendant un certain temps.

Tous ceux qu'on rencontrait, hommes, femmes et enfants, on les tuait. »

Tout ce qui s'était passé dans les autres endroits, excepté le drame des fosses, tout a eu lieu également à Talori. Ismaïl disait qu'au moment de l'attaque, ils avaient vu sous un arbre un vieillard privé de la vue : « Il paraissait très âgé; mes camarades ont voulu le tuer, et le vieux disait : « Ne » me touchez pas pour l'amour de Dieu! J'arrive » à mes cent vingt et un ans, je dois être considéré » comme un homme mort! » Mes camarades voulant tout de même le tuer, je les en ai empêchés en leur disant : « Ce n'est pas permis, ce serait un acte de cruauté »; mais ils ne voulaient pas m'écouter. Ils demandèrent au vieillard comment il savait qu'ils voulaient le tuer. Il leur dit : « J'entends le » bruit des canons, des fusils et d'hommes qui » viennent; on peut comprendre qu'on tue les » gens. » Je lui ai dit : « Ne crains rien, personne » ne te touchera. » Il me demanda une pipe; j'ai bourré la pipe et la lui ai passée, en la mettant à côté de lui; mais au moment où il tirait de sa poche le briquet et l'amadou, un des soldats l'avait visé de son fusil et venait de l'atteindre. Je lui ai dit: « Pourquoi as-tu tiré sur ce vieillard? est-ce que tu » ne crains pas Dieu? » Mais un autre soldat, en tirant en ce moment, a achevé le vieillard. Un autre vieux, âgé de plus de quatre-vingts ans, paralytique et courbé au point de ne pouvoir se remuer, celui-là on l'a mis en morceaux. Enfin tout ce qui tombait entre leurs mains, ils ne le laissaient pas vivant. D'ailleurs des cheiks et des imams s'y trouvaient.

On avait mis à la disposition du cheik de Zéilan une tente, et à sa suite un lieutenant et un clairon. Après avoir incendié et détruit ces villages de Talori et tué les gens, soldats et Kurdes sont allés dans la direction de Khian. D'abord c'est le village d'Aktchesser qui a été bloqué. Ils ont tué tous ceux qui sont tombés entre leurs mains, et incendié les maisons. Ils avaient coupé et mis en morceaux le fils du prêtre, nommé Mampré Vartabed, religieux du couvent de Kizil. De même, soldats et Kurdes ensemble avaient pillé les villages d'Ardegouk, Sevit, Gouznak. En ce moment le général, arrivant à la montagne, aurait ordonné de cesser... »

Cet Ismaïl, à son retour de la montagne, était indisposé pendant quelques jours. Sur ma demande il a répondu : « Nous avons été malades par suite de la mauvaise odeur des cadavres. A son arrivée, le général a donné l'ordre de les jeter dans les ravins et dans les torrents, afin d'éviter les maladies. Certains cadavres, auxquels nous avions mis des cordes au cou pour les traîner, la tête s'est détachée du corps, et nous avons été obligés de les porter aux ravins et à l'eau en les roulant à coups de perche. Les Kurdes ont eu la permission de rentrer chez eux avec leur butin, et les soldats se sont retirés de leur côté, emportant avec eux tout ce qu'ils avaient rapiné de transportable. »

Voilà ce qui m'a été raconté par le gendarme de Mardevan, nommé Ismaïl.

On voit qu'en tout ceci le rôle des tribus kurdes a été très secondaire. Elles ont agi, non pas même comme instruments, mais comme collaborateurs, et collaborateurs médiocres, de l'autorité. Entre les aghas et leurs Arméniens, au printemps même de 1894, un cheik de Khoulp avait tranché les différends par une sentence acceptée de tous : quatre Kurdes et quatre Arméniens ayant été tués, on avait compté les quatre Arméniens pour deux Kurdes, et, pour les deux autres Kurdes, les villages avaient donné le prix du sang en bestiaux et en argent. A la suite de cet accord, les Arméniens, confiants dans la parole de leurs aghas et ne craignant plus que les préfets, avaient envoyé dans le Sassoun kurde une partie de leurs troupeaux et enterré leurs effets précieux. Mais les autorités turques voulaient faire un exemple et, sous couleur d'impôts, soumettre une bonne fois les chrétiens montagnards au même régime de vexations que les chrétiens des plaines. Ce sont les autorités turques qui ont poussé les tribus sur les villages « révoltés », et qui les ont poussées l'épée dans les reins. Les tribus ne marchèrent que comme avant-garde, au bout des fusils de l'armée régulière. Elles n'exécutèrent les ordres que forcées et à contre-

cœur, s'enfuyant à la première résistance et se rejetant sur les troupes, qui firent presque toute la besogne.

A la fin de leur rapport, les trois délégués européens, après avoir affirmé que « les données fournies par l'enquête ne prouvent pas que les Arméniens soient entrés en révolte contre le gouvernement », ajoutent que, même si l'on admet certaines affirmations turques, « l'absence de mesures destinées à prévenir une pseudo-révolte, et à empêcher ensuite la lutte des Arméniens et des Kurdes, fait peser sur les autorités locales, civiles et militaires, une égale responsabilité ». Les délégués concluent qu'« ils doivent considérer les accusations des Arméniens comme fondées et voir dans les Kurdes et les soldats les auteurs de l'incendie de villages entiers. » Sur l'une des plus graves accusations portées contre les troupes régulières, « celle du massacre et de l'enfouissement au camp de Gueliéguzan des habitants de Semal, venus pour se rendre, les délégués n'ont rencontré de la part de la commission turque que la plus visible répugnance à élucider cette question »; néanmoins, l'audition des témoins, l'enquête sur place et l'ouverture des fosses, tout « permet d'affirmer

que l'accusation du massacre à Gueliéguzan par les troupes est fondée ». Avant les massacres, les villages incendiés comptaient quatre cent cinquante à cinq cents familles, et chacune de ces familles patriarcales une dizaine de membres, car c'étaient plutôt de petits clans. Les délégués estiment donc à 4 500 ou 5 000 âmes la population qui a été tuée, ou qui a eu ses maisons brûlées et qui, dispersée de tous côtés, s'est depuis lors trouvée sans ressources [1].

1. Rapport des Délégués européens. *Livre Bleu*, 1895, I, p. 143-147.

## II

Les événements de Diarbékir eurent pour témoins des missionnaires catholiques et un vice-consul français. Ici encore, bien que notre gouvernement n'ait pas daigné communiquer au public les rapports de son consul, nous pouvons reconstituer, jour par jour, l'histoire des massacres, sans faire appel aux documents anglais.

Diarbékir est en pleine Arménie kurde. Bâtie dans un coin de la plaine du haut Tigre, entourée de murailles, c'était une ville à moitié chrétienne, où toutes les nationalités et toutes les églises, indigènes et étrangères, étaient représentées : Arméniens grégoriens

et Arméniens catholiques, Syriens orthodoxes et Syriens catholiques, Chaldéens, Grecs, protestants. On ne distinguait pas les Arméniens des autres communautés chrétiennes, ni les Kurdes des autres nationalités musulmanes, turque, arabe ou syrienne. Il n'y avait en présence que des musulmans et des chrétiens, et ils vivaient en parfait accord jusqu'à ces années dernières. Mais, depuis 1890, des cheiks et des hadjis, amenés par le gouvernement, avaient réveillé le fanatisme. Le cheik de Zeilan, qui s'était déjà illustré au Sassoun, était venu organiser les bandes, et le consul avait signalé ses excitations au meurtre et au pillage. Les autorités montraient un mauvais vouloir évident contre toutes les communautés chrétiennes; à partir de 1895, ce fut de l'hostilité, sous un nouveau gouverneur, nommé Eniz-Pacha.

Ce pacha était un *mamim*, un de ces Juifs macédoniens, dont les pères se convertirent à l'Islam au lendemain de la conquête, mais qui gardent toujours la renommée douteuse des renégats. Obligés par là même d'afficher un grand zèle, ils se vengent, sur le dos de leurs anciens coreligionnaires, du mépris de leurs coreligionnaires actuels et, sur le dos

des chrétiens, ils se vengent, en outre, des anciennes persécutions et des malheurs de leur race. Dans tout l'empire et dans toute l'histoire turque, ils se sont toujours signalés par leur tyrannie. Eniz-Pacha avait, pour parfaire, une rancune personnelle contre les chrétiens d'Europe : les consuls avaient dénoncé ses exactions comme préfet de Mardin et les ambassades avaient demandé son changement. Nommé gouverneur intérimaire de Diarbékir, il avait bientôt montré de telles intentions que l'ambassadeur français, prévenu par son consul, avait fait des remontrances : Eniz avait été aussitôt confirmé à son poste. Pour détruire les rapports du consul, en octobre 1895, il força les chefs des chrétientés indigènes à signer un télégramme, qui remerciait le Sultan de sa nomination. Mais ce télégramme amena la discorde ; les fidèles reprochèrent violemment à leurs évêques cette lâcheté, menacèrent de fermer le bazar et envoyèrent des protestations à Constantinople.

Eniz-Pacha se tourna du côté des musulmans. Il les excita contre les chrétiens, en leur racontant que ceux-ci préparaient un coup de main sur les mosquées et que les réformes,

demandées par eux et promises par le Sultan sous la pression de l'Europe, auraient pour effet de mettre l'Islam à la merci de la chrétienté : « Le 30 octobre, le consul de France signalait plusieurs réunions tenues chez un certain Djémil-Pacha, auxquelles assistaient le cheik de Zéilan et son fils. Les projets les plus sinistres contre les chrétiens y avaient été discutés. Des placards avaient été apposés sur les murs des mosquées. Les musulmans, mal informés sur la teneur des réformes, avaient envoyé au Sultan un télégramme : ils annonçaient leur intention de se venger des chrétiens, le vendredi 1er novembre, au cas où la réponse ne serait pas satisfaisante. La préméditation était donc évidente de leur part... On remarquait, en outre, depuis quelque temps, une excitation insolite parmi les musulmans, qui faisaient des achats considérables d'armes et de munitions [1]. »

Le 31 octobre, les chefs des chrétientés viennent dire au consul de France que le massacre commencera le lendemain. Le gouverneur, visité officiellement par le consul, donne sa parole que ces racontars sont faux,

1. Communication de l'ambassade de France, dans le *Livre Bleu*, 1896, II, p. 307.

que l'ordre ne sera pas troublé et que les chrétiens n'ont rien à craindre.

Le 1er novembre, les évêques et les notables reviennent prévenir le consul que des Kurdes de la plaine ont été introduits dans la ville, le matin même, et que le massacre doit commencer à midi. Le consul leur communique les promesses du gouverneur; sur son conseil, les évêques vont voir Eniz-Pacha. Le gouverneur assure de nouveau qu'il répond de l'ordre, si les chrétiens ouvrent le bazar et se tiennent tranquilles. Les évêques font ouvrir le bazar, malgré les hésitations du peuple, et tous les chrétiens vaquent à leurs affaires, sauf les catholiques qui célèbrent en ce jour la fête de la Toussaint.

Le consul, qui est allé à la messe, revient à travers le bazar et constate vers onze heures et demie que tout est calme. Mais vers midi, comme il rentre chez lui, il voit accourir, derrière quatre gendarmes, la foule des assommeurs qui sort de la grande mosquée Oulou-Djami, et il n'a que le temps de se jeter dans son consulat. A la même heure, les muezzins paraissent aux minarets pour la prière de midi et appellent le peuple à l'œuvre sainte. Les bandes envahissent le bazar et

les quartiers chrétiens, assomment, coupent et taillent. Le consul, qui a son pavillon au mât, — c'est la Toussaint, — ouvre sa porte aux fuyards. La première personne, qui arrive, est une femme portant un enfant sur chaque bras; elle a eu les deux poignets tranchés à l'étal d'un boucher, et les enfants sont tout rouges de son sang. D'autres suivent; sept cents personnes trouvent asile au consulat, et un millier au couvent catholique. Il en est à qui l'on a coupé les fesses, et on leur a fait manger leur propre chair rôtie.

Pendant trois jours, le massacre continue, Les muezzins excitent toujours le peuple du haut des mosquées. Les soldats, montés sur les minarets et les remparts, fusillent les chrétiens qui, du haut des terrasses, essaient de se défendre. Ils s'interpellent d'un minaret à l'autre, en se montrant les fuyards, comme des chasseurs en battue.

Grâce à quelques notables musulmans, qui luttent contre le peuple et les soldats, le consul fait porter une lettre au gouverneur : les bandes par cinq fois ont tenté d'envahir sa maison consulaire, mais il a armé ses cawas et fait le coup de feu. Le gouverneur finit par envoyer un officier et un peloton pour proté-

ger le consulat; à peine arrivés, l'officier et ses hommes se mettent à couper les cheveux des réfugiées et à leur voler leur coiffure de sequins. Chaque nuit, le tumulte s'apaise. Chaque matin, les muezzins et les coups de feu, du haut des minarets, redonnent le signal. Le second jour, vers midi, tout s'arrête. Le peuple et les Kurdes de la ville courent aux remparts. On vient d'apprendre que les Kurdes de la plaine approchent en foule et réclament leur place à la curée. Devant les portes fermées et les murailles garnies, ils hésitent un instant, puis retournent à leurs villages. Alors on se remet à la besogne avec un nouvel entrain. On mène les femmes à l'abattoir et on les saigne comme des veaux. On fait asseoir les hommes ligottés au front des boutiques et, sur leurs genoux transformés en billot, on coupe leurs enfants en tranches; le consul de France assure qu'un chrétien eut trois enfants ainsi taillés sur ses genoux, puis on lui dit en riant : « Va-t'en pleurer chez le consul! »

Le soir du troisième jour, le consul fait parvenir un télégramme à l'ambassade, grâce à deux employés chrétiens que le directeur turc a épargnés : « Si l'on ne tue pas tous les

chrétiens, leur avait-il dit, je pourrai vous sauver; si l'on tue tout le monde, il faudra bien que je vous livre, pour n'être pas destitué; mais je ne vous livrerai qu'à la dernière heure. » L'ambassadeur parle haut et menace d'envoyer l'escadre à Alexandrette. Aussitôt arrive à Diarbékir une dépêche du Palais. A six heures environ, des coureurs, partis du gouvernement, se précipitent dans les rues en criant « *Iassak* ! c'est défendu ! » et, des minarets, les muezzins répètent la même défense. A sept heures, tout était fini et un coureur entrait essoufflé au consulat, en demandant un verre d'eau et un pourboire: il avait tant couru ! et il apportait une si bonne nouvelle !

Mais, pendant neuf jours encore, les réfugiés refusent de quitter le consulat et le consul hésite à les renvoyer. Les soldats et les gendarmes demandent chaque jour un nouveau pillage. Le cinquième jour, il y a un commencement de révolte militaire, les soldats refusant le service de nuit, parce que les chiens des rues, habitués maintenant à la chair humaine, attaquent les sentinelles et les patrouilles. Ce même jour, le couvent des Capucins est encore menacé, et Eniz-Pacha

refuse une garde pour le défendre. Le sixième jour, des notables musulmans demandent à voir le consul, qui ne veut pas les recevoir. Mais le lendemain ils reviennent et pénètrent jusqu'à la chancellerie. A leur vue, le consul, qui était en relations d'amitié avec eux et qui sait leur rôle pendant les massacres, tombe sur son fauteuil, la tête dans les mains, et éclate en sanglots. Alors ces hommes s'assoient à ses pieds et se mettent à pleurer aussi, en disant que leur crime doit être bien grand, puisqu'un étranger pleure ainsi sur leurs têtes, mais qu'ils ont été trompés et conduits au mal, qu'ils ont été menacés même et qu'on a mis en prison tels et tels qui avaient sauvé des chrétiens; ils jurent que tout est fini et que, s'il le faut, ils se révolteront contre le gouverneur.

Enfin, le douzième jour, tous ses vivres étant épuisés et le calme semblant rétabli, le consul renvoie les réfugiés. Pour bien leur montrer qu'il a confiance, il fait amener son pavillon qui, depuis douze jours, flottait en haut du mât. Alors cette foule, tombant à genoux, cria : « Vive la France! », pendant qu'on faisait baiser aux enfants le bord du drapeau. Puis ils rentrèrent dans leurs mai-

sons saccagées : il ne leur restait au monde que les habits qu'ils avaient sur le dos.

L'ambassade française communiqua aux autres puissances le tableau suivant des affaires de Diarbékir :

| | Hommes Morts | Hommes Blessés | Maisons pillées et | Boutiques incendiées |
|---|---|---|---|---|
| | — | — | — | — |
| Arméniens grégoriens | 1 000 | 250 | 1 500 | 2 000 |
| — catholiques. | 10 | 11 | 36 | 65 |
| Syriens schismatiques | 150 | 11 | 35 | 200 |
| — catholiques . | 3 | 1 | 6 | 30 |
| Chaldéens . . . . . | 14 | 9 | 58 | 78 |
| Grecs. . . . . . . | 3 | 3 | 15 | 15 |
| Protestants. . . . . | 11 | 1 | 51 | 60 |
| Total. . . | 1 191 | 286 | 1 701 | 2 448 |
| Disparus . . . . . | 1 000 | | | |
| Villageois travaillant dans la ville morts ou disparus . . . | 1 000 | | | |

En même temps que les soldats dans la ville, les Kurdes avaient travaillé dans la plaine : l'ambassade estimait à *cent dix-neuf* le nombre des villages incendiés et pillés. Là encore, les musulmans n'avaient agi qu'à l'instigation des autorités : des gendarmes, porteurs d'ordres, étaient venus le matin du 1er novembre. Dans les villages où les seuls

chrétiens exerçaient tous les métiers, charrons, forgerons, tailleurs, les musulmans, avant d'obéir, prirent un artisan de chaque spécialité, ne voulant pas se trouver ensuite au dépourvu, puis ils massacrèrent le reste.

Quand le gouverneur intervint enfin pour rétablir l'ordre, il fit désarmer les chrétiens et fouiller leurs maisons, mais il laissa les musulmans armés. Durant tout l'hiver (novembre 1895 - mars 1896), la panique dura. Le 28 novembre, de nouveaux troubles éclatent, vite réprimés. L'ambassadeur français communique à ses collègues que « toute la région d'alentour a été dévastée par les Kurdes; on estime à trois mille le nombre de ceux qui ont vu leurs familles décimées et leurs villages détruits. En dehors des cadavres retrouvés, beaucoup d'Arméniens ont péri dans les flammes, et un grand nombre de corps ont été jetés dans l'incendie, par ordre de l'autorité[1]. »

Le 31 décembre, l'agitation recommence, mais Abdullah-Pacha, commissaire impérial, fait rentrer les Kurdes dans l'ordre. Puis, chaque vendredi, nouvelle panique, les mu-

1. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 307.

sulmans guettant l'apparition du muezzin et les chrétiens s'attendant au massacre. On meurt de faim. La Porte et le Palais ont envoyé quelques secours, mais le consul annonce que « le gouverneur les a supprimés, parce que l'évêque a refusé de signer un télégramme reconnaissant la culpabilité des Arméniens[1] ».

Enfin, quand le printemps est venu et que les routes sont ouvertes, trois cents chrétiens viennent demander au consul de les emmener à la côte. Le consul ne veut pas quitter son poste, craignant que son absence ne soit mise à profit. Mais sa femme s'offre pour conduire la caravane. Il faut quinze jours de cheval jusqu'à Alexandrette, le port le plus voisin. Les villages ont été pillés. Les Kurdes coupent la route. La femme du consul a quatre petits enfants, dont un à la mamelle. Elle part avec ces trois cents personnes et plusieurs centaines de chevaux. Le gouverneur lui offre une escorte, mais pour elle seule. Elle déclare que l'escorte protégera tout le monde ou qu'elle ne l'acceptera pas; puis, pour forcer les gendarmes à veiller sur toute la colonne, elle envoie ses enfants en tête et reste en

1. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 307.

queue. Elle voyage à cheval et ses enfants en litière. De temps en temps, elle monte dans la litière et allaite son nourrisson. Il faut, à chaque étape, assurer le vivre et le coucher de tous ; souvent, la nuit, il faut se relever, faire le tour du camp et calmer les paniques. A Biredjik, au passage de l'Euphrate, des ordres sont venus de Constantinople « de laisser passer la femme du consul de France » ; les autorités locales en concluent qu'il faut arrêter les autres. Mais elle envoie ses enfants sur l'autre rive du fleuve et annonce qu'elle passera la dernière, après toute la colonne, et que, si le préfet la fait attendre, si son nourrisson vient à mourir de faim, on verra une bonne fois où sont les responsabilités. Le préfet cède et la caravane repart. A travers un pays en révolution, au milieu des bandes de Kurdes et de Circassiens, après deux semaines, on arrive à la mer. La femme du consul embarque tout son monde et monte à bord la dernière. Autrefois, pour cette Française, il y aurait eu en France un morceau de ruban rouge.

## III

Si ces exemples ne suffisent pas encore et s'il faut d'autres preuves, je renvoie le lecteur au tableau dressé, pour le compte des six ambassades, par un comité de délégués. Il est de notoriété publique que ce tableau, en réalité, est l'œuvre de la diplomatie française : tout Constantinople en nomme l'auteur. Publié en français dans le *Livre Bleu*, il a été republié dans la brochure du P. Charmetant : *Tableau officiel des Massacres d'Arménie*[1]. A côté du nombre des morts et du

1. Au bureau des Œuvres d'Orient, Paris, rue du Regard, 20.

récit des événements, il a une colonne pour « l'attitude des autorités ».

Voici ce que l'on y peut lire :

A Erzeroum, l'autorité, en dépit des efforts faits par les consuls, ne s'est guère occupée que d'arrêter les Arméniens. La population turque se préparait cependant au grand jour en vue d'un massacre. La participation ouverte des officiers et des soldats au massacre et au pillage a été constatée par les consuls.

A Kharpout, les officiers et les soldats prennent part au butin. Les Kurdes prétendent être de connivence avec l'autorité; comme les officiers, les soldats et les gendarmes ont pris part au pillage, on n'ose sévir contre personne.

A Alep, si les démarches des consuls auprès des Arméniens contribuent à ramener le calme dans les esprits, celles qu'ils font auprès des autorités sont accueillies avec une indifférence notoire. Elles échouent devant l'optimisme voulu du vali, Hassan-Pacha, l'impuissante bonne volonté de quelques rares fonctionnaires, et la tolérance ou la complicité des autres.

A Yenidjé-Kalé, un détachement arrive au hameau de Mudjuk-Déressi, et, *au son du clairon*, se jette sur les chrétiens, les massacre, pille et incendie les maisons. Les soldats envahissent l'hospice et tuent le Père Salvatore. Puis ils se portent sur Yénidjé-Kalé, où ils brûlent toutes les habitations et le couvent des Franciscains.

A Mersina, le gouverneur, Faïk-Pacha, en tournée dans le vilayet, veut ignorer les événements. Il affirme au commandant du croiseur français, le *Linois*, que jamais la tranquillité n'a été troublée (22 novembre), et cependant il est à noter que les troubles ont éclaté partout où Faïk-Pacha a passé pendant sa tournée.

On pourrait faire vingt autres citations ; mais voici, de la même source, des affirmations bien plus graves encore :

A Césarée, quelques musulmans ont sauvé des Arméniens. Un officier supérieur de la garnison a déclaré que *si l'autorité n'y avait mis d'obstacle*, il aurait étouffé sur l'heure le soulèvement et empêché ainsi le massacre. — A Siwas, le gouverneur rassemble 1 000 rédifs et 100 zaptiés auxiliaires, *mais ne peut obtenir de la Porte les autorisations lui permettant de prendre les mesures efficaces.*

Devant de pareils faits, rapportés, non par la diplomatie anglaise, mais par des consuls ou des officiers français et par les délégués des six puissances, on peut conclure, en toute conscience. Dans les provinces, pas plus qu'à Constantinople, les massacres ne furent un mouvement populaire ni une explosion de fanatisme. Si les Arméniens et les journaux n'ont le plus souvent parlé que des Kurdes,

ce n'est pas que les méfaits des tribus ou des bandes kurdes aient été plus nombreux ou plus notoires durant ces années dernières. Mais dans l'armée et dans la gendarmerie, qui furent les véritables auteurs des massacres, les Kurdes étaient très nombreux. On avait recruté chez eux une cavalerie irrégulière à laquelle le Sultan avait donné son nom : dans toute l'Asie Mineure, ces *hamidiés* ont bien mérité leur solde.

Mais, réguliers ou irréguliers, tous ces Kurdes appartenaient à l'armée impériale, et même le mot d'irréguliers ne devrait pas être prononcé. Car le Sultan, dans ses notes aux puissances, protesta toujours contre cette épithète ; pour ses *hamidiés* disciplinés et organisés, disait-il, sur le modèle des cosaques russes, il revendiqua toujours le respect de l'Europe. Les Kurdes ne furent donc que les soldats du Sultan. Jamais ils ne travaillèrent pour leur compte, suivant leur fantaisie : ils obéirent toujours aux autorités constituées, civiles ou militaires. Qu'ils se soient adonnés, avec enthousiasme, à cette besogne fructueuse, il faudrait bien mal les connaître pour en douter ou leur en tenir rigueur. Mais, qu'ils aient jamais commencé avant le signal et continué

après la défense, ou qu'ils aient, en quoi que ce soit, dépassé les ordres reçus, c'est ce que démentent tous les témoignages et tous les rapports. Dans chaque tuerie, et tout le temps de la tuerie, ils n'ont été que les agents du pouvoir, les exécuteurs du maître.

Veut-on mieux voir encore le rôle de l'armée ? Les événements de Marach sont connus par le rapport de l'attaché militaire français, le lieutenant-colonel de Vialar. Il avait accompagné, dans ce coin d'Arménie, une commission turque, qui resta deux mois sur les lieux, et il l'avait forcée à faire la lumière complète. Son rapport établit qu'en novembre 1895, une école française fut envahie par les soldats de l'armée régulière ; que le professeur et les élèves furent lardés de baïonnettes, tués et rôtis par la troupe ; que les officiers assistèrent à cette cuisine ; que la responsabilité du colonel commandant le détachement est indiscutable ; et que l'armée régulière a commis dans la région les plus épouvantables excès : « Tuez d'abord, criait le général dans les rues de Marach, vous pillerez ensuite. » Tout Constantinople répète un mot de ce même colonel de Vialar, dont les sentiments turcophiles s'affirmaient autrefois en

public. Comme, au retour de sa mission, le ministre de la guerre lui tendait la main : « Monsieur le ministre, lui aurait répondu le colonel, quand une armée se conduit comme la vôtre, un officier français n'a plus le droit de donner la main à ses officiers. »

L'Europe a pu prendre le change ; mais personne en Turquie ne s'y est trompé. Quand on a connu Constantinople vers 1888-1890 et que l'on y revient en 1896, ce qui frappe le plus dans cette ville immuable, c'est peut-être la différence du langage public à l'endroit du pouvoir. Autrefois, le pouvoir impérial, avec ses conséquences gênantes et coûteuses, ses vexations et ses caprices, était subi comme une nécessité d'ordre physique en quelque façon, comme les pluies de l'automne ou les bourrasques du printemps. On ne peut pas dire que le Sultan inspirât de la terreur, du respect, de l'affection, ni même un sentiment quelconque. On avait seulement un peu de pitié pour cet homme, toujours tremblant, toujours hagard entre l'attente du coup de couteau et la crainte du mauvais café. Chrétiens et musulmans avaient pris leur parti de l'état de choses. Personne ne soupçonnait même la possibilité d'un changement, et cha-

cun, sentant l'inutilité et le danger des récriminations, ne songeait qu'à ses propres affaires : avec de l'argent, avec peu d'argent, on finissait par tout arranger dans ce pays du *bakchich;* le commerce étant florissant, on payait et l'on se taisait.

Aujourd'hui, le langage à l'égard du Sultan est beaucoup plus libre à Constantinople qu'à Paris. Il n'est question que de lui, toujours de lui. On prend à peine quelques précautions de forme. Les musulmans disent « le maître », les chrétiens indigènes « l'homme », et, parmi les étrangers, l'esprit bien français de nos compatriotes a vulgarisé les noms de « marchand de pastilles » ou de « Géraudel ». Mais, sous ces noms transparents, dans l'opinion et le langage de tous, chrétiens et musulmans, Jeunes et Vieux Turcs, Grecs et Bulgares, indigènes et étrangers, il reste le promoteur et le metteur en scène de tout ce qui s'est fait depuis deux ans. Chacun sait et chacun dit qu'Il l'a voulu, qu'Il l'a ordonné : « Le maître a permis de tuer les Arméniens. »

Cette permission a coûté la vie à plus de *trois cent mille* êtres humains. Car, outre les assommades publiques, les fusillades en bloc et les massacres à la lance et au sabre, combien

de coups de couteau, d'assassinats et de meurtres privés ! outre les égorgés, combien de femmes, d'enfants et de vieux, crevant de misère et de faim dans les champs non cultivés, dans les villages infectés par l'odeur des cadavres, dans cette épidémie de peste et de choléra, qui, depuis 1895, désole l'Arménie turque ! En mettant de côté les exagérations, on peut faire le calcul suivant. Depuis le 1er juillet 1894, plus de cinq cents communautés arméniennes ont été supprimées ou atteintes. Quelques-unes, comme celles de Constantinople et du Sassoun, ont eu plus de cinq mille morts. Le chiffre de trois mille, comme à Malatia, Diarbékir, Arabkir, etc., a été souvent atteint. Celui de mille est courant, et le minimum de trois cents a partout été dépassé. Van, avec dix mille, semble tenir le premier rang. En prenant donc une moyenne de cinq cents morts, on reste beaucoup au-dessous de la vérité; cette moyenne pour les cinq cents communautés frappées donne deux cent cinquante mille cadavres. Comment, en pleine paix, un homme a-t-il pu concevoir une telle entreprise et comment, sous les yeux de l'Europe, a-t-il pu la mener à bien?

# LE SULTAN ET L'ARMÉNIE

## ABD-UL-HAMID II

### I

Au témoignage de tous ceux qui l'ont approché, le Sultan Abd-ul-Hamid II est, en apparence, un homme très doux. Réservé, poli, un peu déconcertant et froid au premier abord, il s'applique à rendre sa fréquentation attachante et à gagner tous ses visiteurs. Son humeur est toujours égale et sa parole toujours affable, son intelligence réelle et sa curiosité d'esprit très vive, mais sa culture presque nulle : se complaisant seulement aux farces grossières du théâtre turc et aux romans mystérieux ou sanglants de notre presse populaire, il s'est fait traduire Pierre Zaccone et Xavier de Montépin. De caractère timide,

il est d'une ténacité inusable et d'un entêtement sans bornes. Sa piété, peut-être simulée, est étroite et superstitieuse, et sa vie, sérieuse jusqu'à l'austérité. Les « Jeunes Turcs » les plus sévères sont forcés de reconnaître que « le trône ottoman n'avait pas été occupé, depuis des siècles, par un souverain aussi irréprochable dans ses mœurs, aussi modéré dans ses plaisirs[1]. »

Les diplomates qui ont passé par Constantinople ont tous commencé par être sous le charme de cet homme, et beaucoup y sont restés[2]: charme personnel, fait de l'extrême politesse que cet autocrate témoigne à ses interlocuteurs, de l'attention qu'il accorde à leurs remarques, de l'autorité qu'il feint d'attribuer à leurs conseils, des preuves évidentes de travail, d'étude des affaires, de bonne volonté et de scrupules même, qui paraissent dans ses questions et dans ses réponses. Il sait écouter. On ne sort jamais d'une audience que satisfait et touché. Les Jeunes Turcs les

1. Mourad-Bey, *le Palais d'Yildiz* (Chaix, 1895), p. 28.

2. Voir, dans la *Revue de Paris* du 1er décembre 1895, l'article *En Orient*, signé XXX. Sous cet anonymat, les journaux reconnurent immédiatement M. Hanotaux, et cette assertion n'a jamais été contestée.

plus libéraux crurent, à certaines heures, l'avoir converti : « Il m'avait accordé une audience, raconte un de leurs chefs, que nous aurons souvent à citer; dans un tête-à-tête de plus de deux heures, l'entente la plus complète dans l'échange des idées n'avait cessé de régner entre le Sultan et moi. Quand je quittai le Palais, j'étais autorisé à lui présenter un projet de constitution très modéré, mais libéral. Un moment, je crus que tout était sauvé. Ce résultat obtenu m'emplissait de joie. »[1]

Il faut un grand effort ou une longue habitude pour se défier ou se déprendre d'un homme qui semble si bon, si honnête et, en même temps, si malheureux. Car tout dans son attitude, paroles et silences, brusques contractions des lèvres, sursautements du buste, effarement des yeux, et jusqu'à la pâleur des joues sous le fard des pommettes, tout trahit à toute minute la peur irraisonnée, la peur

1. Mourad-Bey, *le Palais d'Yildiz*, p. 18. Mourad-Bey, Circassien de naissance, disciple de Midhat-Pacha, nommé par la faveur d'Abd-ul-Hamid, qui le redoutait, commissaire près la Dette publique ottomane et pourvu d'un gros traitement, essaya, en octobre 1895, de ramener le Sultan à une politique moins folle; ayant échoué et abandonnant tout, place, biens et famille, il s'enfuit en Égypte, puis en France, où il est aujourd'hui considéré comme le chef des Jeunes Turcs.

inguérissable. Elle l'a saisi dès l'âge d'homme, même avant son entrée aux affaires, et, jour par jour et comme pièce par pièce, elle l'a refait et remodelé. Né le 22 septembre 1842, il arrivait au trône le 31 août 1876, par le coup d'État qui renversait et enfermait son frère Mourad, trois mois après le renversement et le suicide de son oncle Abd-ul-Aziz. N'ayant rien au physique ni au moral du bon Turc, mais de type et de caractère plutôt arabe ou arménien, noir, petit, maigre et fin, nerveux et colère, violent et dissimulé, il avait longtemps passé pour un débauché ardent, et sa vie licencieuse avait un instant compromis sa santé; mais, brusquement, la peur de la mort en avait fait un ascète. Devenu sultan par la grâce du meurtre et des complots, il vit bientôt, ou crut voir, travailler à sa perte les mêmes machinations et les mêmes hommes qui avaient supprimé son frère et son oncle. C'est d'abord, en mai 1878, la conspiration d'Ali-Suavi, l'ancien précepteur de ses propres enfants, et c'est le coup de main tenté pour rétablir Mourad. Puis, tous les jours, intrigues de palais et rivalités d'eunuques ou de gardes, tiraillements de ministères et luttes d'influences ou de

cupidités. Autour de lui, tout s'agite, et trame, et conspire, contre qui, sinon contre lui-même? et la méfiance de tous les instants établit le règne de la peur.

Cette peur domine et explique l'homme tout entier. Elle l'a rendu prudent et réfléchi, finassier et cauteleux. Elle a tué en lui la morgue et l'orgueil, les passions et les vices, mais aussi la générosité, la franchise, l'honneur et tout autre sentiment que l'égoïsme, toute autre ambition et toute autre pensée que le souci de la conservation. On dit qu'il est bon et qu'il a horreur de la souffrance et de la mort : jusqu'à ces dernières années, il ne laissait exécuter personne ; mais, au premier soupçon qui réveillait sa peur, il envoyait des centaines d'hommes au Hedjaz ou au Fezzan, à une mort plus horrible que la potence. C'est un bon musulman, qui respecte les prêtres et dote les sanctuaires; mais, en 1892, les étudiants en théologie, les *softas*, de Stamboul, s'étant agités, il y eut des noyades dans le Bosphore et plus de deux mille exils. Enfin, c'est un bon père qui gâte ses fils et ses filles, un bon maître qui comble de faveurs son entourage ; mais au dernier Baïram, forcé de traverser la ville et d'aller à Stam-

boul baiser le manteau du Prophète, il avait pris, entre ses genoux, le plus jeune de ses fils pour se couvrir des poignards, et, sur le siège en face, pour se garantir des balles et des bombes, le vieil Osman-Pacha, le populaire héros de Plewna.

Comme certaines races, courbées depuis des siècles sous l'avanie et la menace quotidiennes, Juifs en pays chrétiens, Grecs ou Arméniens en terres musulmanes, Abd-ul-Hamid, courbé depuis vingt ans sous la peur, s'était habitué à toutes les soumissions de formes, mais aussi aux rêves intérieurs de libération et de revanche. Si ces rêves longtemps comprimés arrivaient un jour à déborder la peur elle-même, il fallait prévoir une explosion d'égoïsme féroce. Mais les audaces des timides et les colères des doux dépassent toujours l'attente...



Cette peur explique sa vie, cauchemar de poison, de poignards, de dynamite et de revolvers. Loin de Stamboul et du Vieux Sérail, déjà délaissés par ses prédécesseurs, loin même de leurs palais du Bosphore, il s'est

enfui tout au bout de la ville, au sommet d'une colline qui commande à la fois le Bosphore et la Corne d'Or, dans un parc immense, véritable dédale d'allées tortueuses, de bosquets propres aux embuscades, de ruisseaux et de petits lacs, qui serviraient au besoin de lignes de défense. Là, derrière une triple enceinte de hautes murailles, une sorte de cottage anglais lui sert de palais officiel, — *Yildiz-Kiosk*, le Kiosque de l'Étoile, — et une multitude de petites maisons, *yalis*, lui donnent un abri variant tous les soirs. Il vit dans ce parc, plus nomade que ses ancêtres dans la steppe, déménageant chaque jour et découchant chaque nuit. Chacune de ses maisons, truquée comme une boîte à double fond, a des cachettes dans les murs, des mécanismes à secret et des sonneries à surprises. Tout autour, gravite un monde de gardiens, de policiers et de mouchards, et tout un quartier de casernes, de Lazes, de Syriens, de Kurdes et d'Albanais s'étage sur les collines voisines. La moitié de l'armée n'est employée qu'à cette garde.

Le vendredi, obligé par la coutume d'assister à la prière publique, il met le pied hors de son parc et descend jusqu'à la mos-

quée qu'il s'est fait construire tout proche, pour n'avoir pas à traverser la ville. C'est alors un déploiement de cavalerie, d'infanterie, de troupes de marine, de zouaves, de généraux, de chambellans, d'eunuques et de braves. Ils précèdent et entourent sa voiture, d'où, jusqu'ici, le régicide ne fut écarté que par la présence d'Osman-Pacha. Il paraît. Dans son grand carrosse doré, à l'abri d'Osman-Pacha, derrière une longue file de pachas et d'aides de camp, au milieu d'une cohue chamarrée qu'endiguent six rangées de soldats, il descend au pas tranquille de deux grands alezans. Seuls, quelques privilégiés, représentant son peuple et l'Europe, ont pris place à des fenêtres réservées et, sous la surveillance de nombreux agents, peuvent entrevoir une minute ses joues fardées et son œil errant. Il arrive à la mosquée, où les chevaux de ses fils et les carrosses de ses filles lui font un épais rempart. Mais, à peine la prière terminée, abandonnant filles, fils, carrosses et pachas, il se jette dans une voiture légère que deux chevaux alertes emportent en courant, et la troupe des cordons, des aiguillettes, des galons et des uniformes s'époumone à le suivre.

Il disparaît de nouveau derrière les murailles de son parc. Rentré chez lui, il se fait présenter la liste des Européens qui, ce jour-là, ont assisté à la cérémonie. S'il remarque un nom connu de financier, de politicien ou de journaliste, qui puisse plaider sa cause dans la presse, près des Bourses ou près des Cabinets, il offre aussitôt une décoration ou une audience. Pendant une heure, il mettra toute sa courtoisie et toute son adresse à s'acquérir un défenseur nouveau. Tel député français, qui aura vu de ses propres yeux les massacres de Trébizonde et qui arrivera tout secoué encore d'indignation, sortira d'Yildiz apaisé, ou du moins converti au silence. L'exemple est typique entre tous : ce député passe pour un homme très fin et voici, d'autre part, le récit des consuls à Trébizonde :

L'enquête des consuls démontre qu'*aucune provocation n'est venue des Arméniens*. La ville était dans le calme lorsque, *sur un signal donné par un coup de trompette*, l'émeute commença. Elle cessa également, vers trois heures, sur un signal analogue. Tous les Arméniens surpris dans les rues sont massacrés. Les assassins pénètrent aussi de force dans les boutiques, tuent les marchands et pillent les marchandises. Seules, par suite d'un mot d'ordre évident, les habitations des étrangers sont épargnées.

En maints endroits, des soldats ont été surpris assistant les assassins. *Des officiers supérieurs ont été vus* faisant charger des objets pillés sur des voitures et les faisant porter chez eux. *Le pillage a été toléré par l'autorité jusqu'au soir*[1].

Un Français, ancien élu du suffrage universel, ancien radical, ancien ministre de la République, a vu ces choses et, depuis quinze mois, garde le silence...

Les audiences terminées, c'est fini jusqu'au vendredi suivant, jusqu'au prochain *Sélamlik*. Nul ne verra plus Sa Majesté, sauf, pour les affaires courantes, ses secrétaires, ou quelque ambassadeur pour une réclamation pressée, et les indispensables valets de plume et de bouche. Son Grand-Vizir lui-même restera des semaines sans pouvoir arriver jusqu'à lui, ne communiquant que par l'entremise de chambellans ou de secrétaires. Aucune fête, aucune réunion dans ce parc de la terreur. De loin en loin seulement, quelque dîner en l'honneur d'un Européen de marque, ambassadeur ou amiral. Aucun plaisir, aucun exercice, aucun bruit. Parfois une promenade en canot ou en mouche électrique, sur le petit

1. Tableau officiel des massacres, *Livre Bleu*, 1896, II, p. 298.

lac central. Parfois aussi une représentation dans la salle de spectacle toute spécialement aménagée : la loge impériale dans le fond, en face; les musiciens au-dessus ; le parquet et l'orchestre complètement vides, par crainte de la bombe ou du pistolet. Depuis longtemps les femmes n'ont aucune place dans sa vie. Pour le public, il a une mère et des filles. Sa mère lui fait son pain et surveille ses plats. Ses filles l'escortent et le couvrent à la mosquée. Aucune n'a jamais eu la moindre influence.

Cette solitude, hantée seulement de craintes, viendrait à bout de l'organisme le plus solide et du cerveau le plus sain : « Pourquoi d'ailleurs chercher si loin? me disait un vieil homme d'État oriental. J'ai été le ministre de sept vice-rois : cinq sont devenus fous, par le seul effet du pouvoir absolu ; les deux autres étaient stupides de naissance. »



Si l'on considère le gouvernement d'Abd-ul-Hamid, administration intérieure et politique étrangère, on apercevra partout le même ressort.

La Russie et l'Angleterre ayant eu, aux débuts de son règne, un rôle capital dans les affaires turques et dans son avènement au trône, il restera toujours anxieux entre ces deux croquemitaines, le cosaque et l'habit rouge. Il se jettera sous la griffe de l'un pour fuir la gueule de l'autre ou, suivant les heures, préférera la gueule à la griffe; jamais il ne sortira de sa peur pour regarder en face les intérêts de son peuple et les ressources de sa situation. Sans doute, si l'Allemagne n'eût pas dit bien haut que tout cela ne valait pas les os d'un grenadier poméranien, ou si l'Autriche eût mieux caché ses appétits balkaniques et sa propre crainte des Russes, ou si la France, conformément à des traditions glorieuses, eût pris en main la cause de l'Europe et de l'humanité, il se fût peut-être affranchi de ces deux protecteurs en se couvrant d'un autre patronage. Mais, dans l'état actuel des choses, il a toujours cru ne pouvoir hésiter qu'entre la protection russe et l'amitié anglaise; pour éviter l'invasion ou l'intervention dont personne d'ailleurs ne le menaçait, il a toujours accepté un demi-vasselage, changeant seulement de maître au gré de son effroi.

A l'intérieur de l'Empire, la même imagination lui fit voir dès les premiers pas deux sphinx menaçants, auxquels il faudrait disputer le chemin, la Vieille et la Jeune Turquie. Il entendait celle-ci crier à l'Europe : « Il est hostile aux réformes : c'est un réactionnaire fanatique », et celle-là crier au peuple du Prophète : « C'est un infidèle, un *ghiaour* ». Sa peur ne lui laissa jamais comprendre que les sphinx aujourd'hui sont de pierre et ne dévorent plus personne, que l'Europe préférera toujours le fanatique le plus rétrograde, payant ses coupons et favorisant le commerce, au plus moderne novateur faisant une faillite ou une révolution, et que le peuple préfère aussi un *ghiaour*, demandant peu d'argent et donnant beaucoup de repos, à tous les croyants qui *mangent* ou qui tuent. Il essaiera durant tout son règne de tenir la balance égale entre les récriminations des Jeunes Turcs et les menaces des Vieux Turcs, penchant un jour vers ceux-ci, et le lendemain vers ceux-là, ou plutôt s'écartant un jour des uns, et le lendemain des autres. Car, ne songeant toujours qu'à un péril imaginaire, ses efforts vont seulement à ne pas tomber dans l'abîme qu'il aperçoit béant devant lui. Son

attitude est la reculade sans arrêt devant le danger des affaires ou la menace des hommes. Lisez, dans le *Temps* du 30 novembre, comment les créanciers de la Turquie combattent ses velléités de banqueroute :

C'est grâce au contrôle de la Dette publique que le concours des capitalistes occidentaux n'a jamais fait défaut au Sultan. On ne peut pas nier que la prise en considération des droits de *ses* créanciers ait assuré singulièrement la durée de *son* gouvernement et soit une explication de *sa sécurité personnelle*. Or, tant que le contrat passé entre le Sultan et *ses* créanciers qu'il ne recevra de *sa* part aucune atteinte; il n'y a pas de motif pour que l'attitude de ceux-là se modifie. Cette attitude ne constitue-t-elle pas, encore une fois, pour le Sultan, la meilleure des protections?

Mais, de reculade en reculade, on se trouve un beau jour acculé, et, ce jour-là, les têtes fermes sortent de l'impasse par un coup de violence, les fêtes faibles par un coup de folie.

A cette conception du gouvernement correspond un système gouvernemental complet.

Autrefois, le Sultan régnait et gouvernait, maître absolu. Pour la manifestation de sa Toute-Puissance, il avait une armée de serviteurs, fonctionnaires d'État, dont la tête était

le Grand-Vizir ; le centre, la Sublime-Porte ; les chefs, les différents ministres ; et les membres, tous les employés civils ou militaires. Le Sultan gouvernait; le Grand-Vizir administrait. Le Palais donnait ses ordres; la Sublime-Porte les transmettait aux exécuteurs compétents. Les réformes introduites depuis un siècle, le *Tanzimat*, le *Hatti-Humayoun*, la *Loi des Vilayets*, et tous les règlements contenus dans le *Destour* avaient changé la pratique administrative, sans toucher au pouvoir absolu. Elles l'avaient plutôt élargi et consolidé, en établissant l'uniformité dans l'Empire, en brisant les privilèges ou la semi-indépendance des autorités locales. En droit, le bon plaisir n'était limité par rien : le Sultan n'avait près de lui qu'une réunion de conseillers, les ministres, et un conseiller-chef, le Grand-Vizir, qu'il était libre de ne jamais écouter et de révoquer selon son bon plaisir. En fait, son caprice était dirigé par leurs suggestions ou par leurs remontrances, et ses ordres influencés par leur zèle ou par leur lenteur. A certaines époques, on pouvait suivre dans les affaires le plan d'un ministre, et, dans la plupart des mesures journalières, la main de la Sublime-Porte.

Du jour où la vie du Sultan devint le seul intérêt, la peur, le seul moteur, et la défiance, le seul instrument du règne, le Palais dut être le centre de tout et l'on ne put laisser à la Sublime-Porte même un semblant d'autorité. C'est à cet anéantissement de la Porte que travaillèrent sans trêve Abd-ul-Hamid et son entourage.

Commencée dès 1880 par *Kutchuk* Saïd-Bey (le petit Saïd-Bey), premier secrétaire de Sa Majesté, cette œuvre se poursuit durant tout le règne et contre tous les Grands-Vizirs. Saïd, qui en a été l'initiateur, en est aussi la victime, quand, devenu pacha et Grand-Vizir (1882-1885), il voudra restaurer l'autorité de la Porte. Kiamil-Pacha, son successeur (1885-1891), ne tiendra que comme instrument servile ou comme témoin délibérément aveugle et inactif ; au premier signe de volonté, il tombera, lui aussi. Djevad-Pacha, qui vint après, n'était pas, à proprement parler, un Grand-Vizir, mais un tout jeune aide de camp, à qui un ordre du maître imposa d'office ces fonctions. Puis de Saïd, qui revient, à Kiamil, qui lui succède de nouveau, et qui tous deux ne font qu'apparaître, la Porte tombe aux mains séniles du

titulaire actuel, Halil-Rifat-Pacha, vieillard sans culture, ne connaissant aucune langue européenne, sans volonté, sans autre intelligence qu'une certaine finasserie, sans autre valeur qu'une certaine expérience des choses macédoniennes, sans autre titre qu'un complet abandon à la volonté impériale.

Toutes les affaires sont aujourd'hui entre les mains du maître, notes d'ambassadeurs et rapports de gendarmerie, nominations de gouverneurs généraux et patentes de veilleurs de nuit, procès de mosquées et rixes de portefaix. Il passe ses jours et ses nuits à déchiffrer des grimoires, où reviennent à chaque ligne les interminables formules du protocole khalifal : — « Que le salut d'Allah soit sur lui !... Qu'Allah lui procure de longs jours !... Que le Miséricordieux lui fasse un beau règne ! » — et à dicter des réponses ou des projets de rapports. C'est le premier bureaucrate du monde et du siècle.

Mais, regardant tout, il ne peut rien voir. Ce défilé de formules et de minuties lasserait la meilleure volonté et la plus forte attention. Sauf les comptes de sa maison, le soin de sa propre sécurité, ou les événements de son entourage, il ne peut s'attacher qu'aux

histoires un peu neuves de sa police ou aux aventures de la ville et du monde diplomatique. Les bonnes heures d'autrefois, quand chaque matin arrivait le rapport sur les faits et dits de l'ambassade française ! Le malheureux ambassadeur avait alors un fils qui, battant papa, insultant maman, cassant vitres et vaisselles, renversant le couvert des six puissances, faisait la joie de Sa Majesté.,. Les affaires importantes attendent, durant des semaines, un examen, puis une décision. Les affaires courantes sont indéfiniment ajournées. Les difficultés se compliquent. Les animosités s'aigrissent et les problèmes les plus simples deviennent insolubles.

Un homme ne pouvant, malgré tout, suffire à la paperasse d'un empire, il a dû s'entourer de secrétaires et de commis, et créer, en face de la hiérarchie des ministères, une hiérarchie du Palais, — moins nombreuse, mais aussi compliquée. On a maintenant les scribes du Sultan et les scribes de l'État, ou, comme on dit en Turquie, les gens d'Yildiz et les gens de la Porte. Le chef de cette hiérarchie nouvelle est le premier secrétaire du Palais. De tout temps, ce premier secrétaire eut un rôle et une influence dans les affaires. Mais

autrefois, simple intermédiaire entre le Palais et la Porte, il était l'homme du Grand-Vizir et son représentant auprès du maître. Nommé par le Grand-Vizir, il tombait avec lui et n'existait que par lui. Aujourd'hui, choisi par le Sultan, complètement indépendant de la Porte, il est devenu l'homme de confiance, l'*alter ego* du maître, dont il prépare le travail, copie ou contresigne les décrets. S'il a quelque application et quelque souplesse pour savoir soumettre ou soustraire les questions à l'attention impériale, il arrive bientôt à être le véritable souverain. L'ignorance foncière du Sultan et la paresse native de sa race, lui donnent alors beau jeu. Un règne de favori commence, qui durera jusqu'au jour où la peur, reprenant ses droits, chassera cet homme devenu dangereux, et un nouveau secrétaire verra s'ouvrir devant lui la même route du pouvoir et de la disgrâce.

Ses subordonnés occupent les alentours d'Yildiz, mais débordent aussi dans la capitale et dans l'Empire, contrôlant tout, surveillant tout, indigènes, étrangers et surtout fonctionnaires. Ils renseignent le Palais sur toutes les affaires, en d'interminables *journaux*, suivant le mot courant dans le public.

Découvrir ou forger des secrets importants est, pour eux, le seul moyen d'accroître leurs revenus ou leur pouvoir: de délations en délations, ils se poussent dans la faveur du maître. La foule de ces employés va croissant de jour en jour. Des collaborateurs volontaires s'y viennent adjoindre par milliers, à mesure que pénètre dans l'Empire la nouvelle qu'un *journal*, sur n'importe qui et n'importe quoi, est toujours lu et bien payé. Les formes mêmes d'autrefois ne sont plus respectées. En 1896, c'est au Palais directement, et au Sultan en personne, qu'a été porté le mémorandum des six puissances sur les assommades de Constantinople. Les gouverneurs de provinces, les préfets, les juges, tous les officiers civils et militaires reçoivent les ordres directs d'Yildiz et correspondent avec Yildiz, par-dessus la tête du ministre et à son insu. L'Empire, gouvernement et administrés, vit sous la pression ou la crainte de ce pouvoir nouveau, que l'on sent ou que l'on soupçonne partout.

## II

Le premier inconvénient du système est de coûter très cher au pays. En théorie, le Palais et tous ses gens sont entretenus par la Liste civile. Mais, malgré ses énormes revenus, malgré la sobriété et l'économie du Sultan pour ses dépenses personnelles, la Liste civile ne peut fournir aux soldes toujours grandissantes de la domesticité, de la bureaucratie, de la police et de la garde impériales. Outre la solde en argent toujours très forte et régulièrement payée, les gens du Palais reçoivent, chaque mois, leurs provisions ménagères, bougie, café, sucre, charbon, etc. Ils ont droit chaque jour, à la nourriture pour eux, leur mai-

son, leurs invités et leurs bêtes. Les cuisines impériales nourrissent quotidiennement plus de dix mille personnes, et les distributions se font avec la prodigalité commune aux maisons turques : à bouches égales, le ménage chrétien le moins sobre vivrait pendant une semaine des victuailles qu'une maison turque gâche en un jour. Ajoutez les traitements énormes de tant de personnages que la défiance du maître appelle des provinces et retient à Constantinople, et les libéralités journalières qui suscitent le zèle ou calment l'hostilité, et les envois, à travers l'Europe, de présents aux souverains, de plaques en diamants aux ministres et à leurs épouses, et de pots-de-vin aux journalistes allemands, français, américains, etc. Bon an mal an, le Palais engloutit plus de cent cinquante millions : la Liste civile ne pourrait pas subvenir à la moitié de ces dépenses.

Le Sultan s'est d'abord efforcé d'augmenter ses revenus personnels en augmentant ses propriétés particulières. Il a fait passer dans son domaine privé les terres de la couronne, de l'État, des mosquées, des *tekkés* (couvents) des fondations pieuses (en rejetant sur l'État les charges de ces fondations), et les biens



des condamnés à mort, des exilés et des suspects. Il est ainsi devenu le propriétaire du sixième au moins de son Empire. Les champs les plus fertiles des grandes plaines asiatiques et européennes, autour de Brousse, Aïdin, Serrès et Avlona, lui appartiennent aujourd'hui. Il est propriétaire de presque toute la Mésopotamie; il a usurpé la moitié du vilayet de Bagdad, c'est-à-dire des deux empires de Ninive et de Babylone. Ces accaparements ont lésé bien des intérêts particuliers. Ils ont, en outre, grandement ébréché les revenus publics, leur premier effet étant de soustraire à la dîme, en tant que propriétés impériales, des terres qui jusqu'alors payaient l'impôt.

Puis il a cherché des bénéfices, et comme des parts de fondateurs, dans une série d'emprunts ou de concessions aux syndicats financiers, régie des tabacs, quais, chemins de fer, monopoles. Chaque opération de cette sorte lui a rapporté une somme assez forte, — toujours aux dépens de l'État, dont elle augmentait les charges ou diminuait les revenus.

Puis, vers 1887, le ministre de la Liste civile, Agop-Pacha, inventa une combinaison assez ingénieuse. Parmi les fonctionnaires de la Porte, les traitements étaient toujours en re-

tard d'un semestre au moins ; les subalternes, ne pouvant *manger* à leur faim, étaient obligés chaque mois de faire de l'argent avec leurs mandats échus, mais non payés. Dans les provinces, des usuriers escomptent ces mandats à 30, 35 et même 40 p. 100, suivant l'époque et suivant l'éloignement de Constantinople. D'autres spéculateurs les centralisent et, avec des pourboires au ministre et à ses subordonnés, parviennent à les toucher. Agop-Pacha imagina de substituer la Liste civile à tous ces intermédiaires. Grâce à lui, le Sultan prélève sur les stipendiés de l'État une dîme qui peut aller jusqu'au 30 p. 100, et qu'il fait varier à sa fantaisie, suivant les besoins du moment : il est maître du cours, puisque, en retardant ou en accélérant le paiement des mandats, il fait hausser ou baisser l'escompte.

Les besoins du Palais grandissant toujours, il a mis la main sur certains revenus publics. Autrefois, les Postes et les Douanes s'administraient elles-mêmes, et les bénéfices servaient à l'entretien de la diplomatie. C'est le Palais aujourd'hui qui les exploite ; depuis six mois, le corps diplomatique n'a pas touché de traitement. D'autres revenus, le péage du

Grand-Pont, par exemple (3 000 francs par jour), étaient attribués au Ministère de la marine. La complaisance du ministre les a fait couler au Palais. Ce ministre modèle a même poussé le dévouement jusqu'à vendre les provisions de ses arsenaux, puis le matériel de sa flotte : dans la Corne d'Or, on peut voir des bateaux armés, dont les hélices et les machines ont été vendues pour faire de l'argent. L'anéantissement de cette marine, qui, favorisée par Abd-ul-Aziz, avait été pourtant le principal instrument de sa perte, n'était pas pour déplaire à son successeur.

Enfin, on a dû faire passer au compte de l'État les serviteurs du maître, nommer généraux, maréchaux, amiraux, conseillers d'Etat ou de préfecture, ministres ou sénateurs, ses mouchards et ses braves. Les revenus publics étaient considérablement diminués depuis dix ans, d'abord par les conséquences de la guerre, puis par l'amortissement des emprunts successifs ; ils avaient en outre perdu les monopoles cédés en garantie de la Dette publique et une partie des dîmes cédées en garantie des chemins de fer. Ils ne pouvaient suffire aux dépenses publiques, et on les chargeait encore des dépenses du Palais ! On trouva un com-

promis. Aujourd'hui les fonctionnaires de la Porte ne touchent plus de traitements : les revenus de l'État ne vont plus qu'aux employés du Palais. Les populations, surtout les populations musulmanes, n'ont rien gagné au change : le Palais est un créancier autrement exigeant que la Porte. Une dépêche ordonne de faire rentrer les arriérés, une seconde de confisquer les terres non libérées, une troisième d'arrêter les débiteurs. La prison, vide le matin, est pleine le soir, et pleine surtout de musulmans, car, dans toutes les villes où l'Europe a des consuls, les autorités, craignant une affaire, n'osent pas pressurer jusqu'au sang les chrétiens, et se rattrapent sur les populations musulmanes.

Et puis, il faut que les fonctionnaires vivent, et le Palais doit fermer les yeux sur leurs *mangeries*, d'autant que chacun d'eux a dans l'entourage d'Yildiz un patron qui partage ses petits bénéfices. La philosophie du système était énoncée et pratiquée devant moi par un Albanais, qui, jadis diplomate, avait eu trop de complaisance pour les projets de l'Albanais-Italien Crispi. Disgracié, il *mangeait* sa préfecture d'Adalia : « Ne vous scandalisez pas trop, me disait-il dans le plus pur

français de Paris. En Turquie, tout le monde mange. La seule différence est que, suivant les préceptes de Molière, les uns mangent pour vivre et que les autres vivent pour manger. » Cet homme sage, ayant payé cent mille francs de dettes, puis économisé pareille somme, rentra en grâce, devint pacha, ministre à Madrid, gouverneur de Crète, ministre des Affaires étrangères, et partout déploya le même appétit...



Le pays savait depuis longtemps que le seul rôle des fonctionnaires est de tout entraver par leur inquisition, de tout empêcher par leur vénalité et leurs lenteurs. Mais encore n'avait-il jamais vu un pouvoir aussi manifestement contraire, pour ne pas dire aussi délibérément hostile aux intérêts des individus et des peuples. Les travaux qui, dans toute l'Europe, ont le plus développé le bien-être populaire, les chemins de fer, par exemple, ou les télégraphes, ou les routes, n'ont été en Turquie que des instruments de dommage. Les chemins de fer, décuplés depuis vingt ans, n'ont guère servi qu'à doubler la

misère populaire. Même si, laissant de côté les opérations scandaleuses et les vols qualifiés, on négligeait certaines lignes devenues justement célèbres, on verrait par l'histoire des autres que la concession, la construction et l'exploitation furent presque toujours dirigées contre les intérêts indigènes, pour le service d'intérêts étrangers, serviteurs eux-mêmes des intérêts du maître.

Une ligne n'était pas concédée pour son utilité présente ou future, mais pour l'argent ou l'appui que le Palais obtenait des concessionnaires et de leur gouvernement, — la ligne d'Angora pour satisfaire l'Allemagne, la ligne Dédéagatch-Salonique pour plaire à la France. Il importait peu qu'elle dût faire un jour ses frais ou que manifestement elle n'eût aucun avenir, que la Turquie asiatique, avec les routes de l'Hermos et du Méandre vers Smyrne, ne dût jamais détourner son commerce vers Scutari, ou que la Turquie d'Europe, avec la mer et des ports excellents, ne dût jamais emprunter les wagons de Dédéagatch à Salonique. Le Palais avait ses raisons politiques ou financières, qu'il ne pouvait avouer : il invoquait des raisons stratégiques. Quant aux concessionnaires, ayant la garantie

kilométrique, ils ne demandaient que le plus de kilomètres possible, et, le pourboire aidant, ils étaient toujours satisfaits.

La ligne une fois concédée, — et le plus souvent, après des études tout à fait hâtives, sur des *bleus* rudimentaires, — on ne regarda jamais si le tracé définitif et l'emplacement des gares correspondaient aux besoins locaux. Dans les plaines de Drama et de Serrès, les stations sont à quatre ou cinq kilomètres des lieux habités, — non que des difficultés ou le moindre pli de terrain aient déterminé ce tracé de la ligne : ces plaines sont des fonds d'anciens lacs absolument unis. Mais, plus près des villages et surtout des villes, la Compagnie, payant plus cher ses terrains, aurait eu moins de place et de facilité pour ses spéculations : le Palais, à sa solde, la laissait veiller à ses seuls intérêts. Les indigènes n'ont pas seulement perdu le bénéfice d'expropriations plus avantageuses. Pour la construction des routes d'accès, ils ont été à chaque station durement pressurés par l'autorité locale. Pour le chargement, le déchargement, le stationnement ou l'amènée à quai de leurs marchandises, ils sont et seront indéfiniment exploités par la compagnie ou ses camion-

neurs : le chameau, dans la Macédoine actuelle, fait encore concurrence à la locomotive.

De cette prétendue rénovation par les chemins de fer, le pays ne peut apprécier qu'un résultat : les dîmes, données en garantie, doivent rendre désormais tout ce qu'elles rendaient autrefois, plus l'argent des garanties. Elles ont doublé en certains gouvernements, triplé ailleurs. Des rapports consulaires affirment qu'elles sont levées deux et trois fois de suite la même année. On a voulu les étendre à des personnes ou à des populations exemptes jusque-là. Et c'est un résultat trop matériel pour n'être pas senti ; la cause en est trop apparente pour n'être pas comprise ou devinée ; et cet exemple des chemins de fer est corroboré par un trop grand nombre d'autres, pour que la conclusion ne s'impose pas à l'esprit de tous : Notre ennemi, c'est notre maître.



Le système, n'ayant de raison d'être à l'origine que la peur, ne pouvait avoir de but que la sécurité du Sultan ; il n'arrive, en fin de compte, qu'à ruiner de plus en

plus la sécurité, à affoler de plus en plus la peur.

Une armée de mécontents se forme, et grandit de jour en jour, et finit par englober tout l'empire, musulmans et chrétiens. Sans parler des victimes individuelles et de leurs familles, des condamnés et des suspects, des emprisonnés, des relégués, des exilés, des commerçants ruinés, des paysans dépouillés, des fonctionnaires non payés ou chassés de leur emploi, tant de partis, de classes et de peuples ont été tour à tour flattés et blessés, Jeunes Turcs dans leurs rêves et leur patriotisme, Vieux Turcs dans leur orgueil, Musulmans dans leur fanatisme ou leurs préjugés et dans ce qu'ils appellent leurs droits, Chrétiens de l'Empire dans leurs espérances nationales ou leurs traditions séculaires, Chrétiens d'Europe dans leurs ambitions ou leur dignité, tous dans leurs intérêts journaliers les plus pressants et les plus vitaux ! Celui qui revendique la direction et le contrôle de toutes les affaires, en porte, dans l'esprit de tous, l'entière responsabilité. Les fonctionnaires eux-mêmes, et les plus élevés, dénoncent le coupable.

Sans doute, dit le rapport de Mourad-Bey[1], dans un gouvernement aussi dépourvu d'hommes de valeur, il était nécessaire et naturel qu'un Grand Souverain tel que Votre Majesté intervînt dans les affaires de l'État et exerçât sur elles une heureuse influence. Mais une intervention dans toutes les affaires devrait être considérée comme absolument nuisible, surtout pour les Souverains absolus. Car, sans l'intervention du souverain, les fautes pourraient être réparées, en les mettant au compte de tel ou tel ministre responsable, qui alors serait destitué ; dans le cas contraire, une réparation est impossible à concevoir. A l'exception de Saïd-Pacha, on n'a pas vu un seul Grand-Vizir qui, se trouvant aux prises avec une situation difficile, ne commît le crime, pour dégager sa responsabilité, de signaler à tout venant, comme l'auteur responsable, Votre Majesté Impériale, l'accusant de ne pas lui avoir laissé sa liberté d'action.

On arrive à penser tout haut que la ruine de tous est délibérément poursuivie pour la fortune d'un seul :

Il est connu, dit encore ce rapport, même des classes inférieures de la société, que, pour l'extension des propriétés de la Couronne, des empiètements ont été commis sur les droits des humbles... et on tient des propos diffamatoires jusqu'à don-

1. Mourad-Bey, *Le Palais d'Yildiz*, pp. 30 et 34.

ner à entendre que Votre Majesté Impériale, ayant perdu l'espoir de conserver son Empire, a l'intention d'amasser une fortune pour assurer l'avenir de sa famille... qu'elle voit d'un œil satisfait ses serviteurs imiter son exemple... et qu'elle ne peut pas ignorer les prévarications commises au grand jour par les Hassan-Pacha (ministre de la marine).

Ironie ou logique des choses, le mécontentement gagne jusqu'à l'armée, sur la fidélité de laquelle tout le système repose. Car, si le Sultan court un risque, ce ne peut être que du côté de l'armée, soulevée ou autorisée par un *fetwa* (décision) du Cheik-ul-Islam. Le Sultan a cru prendre ses précautions de l'un et de l'autre côté. Le Cheik-ul-Islam, créature du maître. élevée à ce poste suprême, par-dessus tous les degrés de la hiérarchie, est gardé à vue par de sûrs affidés. Pour l'armée, le Sultan a tout fait : il était de son double intérêt d'avoir une armée solide contre les ennemis du dedans et du dehors, une armée européenne dont les instructeurs allemands lui serviraient à lui-même de patrons auprès du tout-puissant Empereur. Il a fait des écoles militaires pour les futurs officiers et des écoles préparatoires pour les futurs cadets : pris à dix ans, par la faveur du

maître, le jeune homme est nourri, logé, vêtu, élevé jusqu'à l'âge de vingt ans ; à peine sorti des écoles, il n'a plus qu'aversion et paroles sévères pour son bienfaiteur. Dans l'armée nouvelle, l'élément vieux, un peu sacrifié, reste fidèle et muet ; mais l'élément jeune, toujours favorisé pourtant, murmure et menace.

C'est que le premier caractère, assurément, d'une armée régulière est d'avoir une solde. On a fait une armée régulière pour tout l'Empire, et l'on n'a de solde que pour l'armée du Palais. Alors qu'un maréchal ou un aide de camp de Sa Majesté, parvenu d'ordinaire à ce grade par toutes les complaisances physiques (on a des maréchaux de vingt-cinq ans) et morales, reçoit deux mille francs par mois, un capitaine n'a droit qu'à cent francs à peine — que d'ailleurs il ne touche jamais. Car on ne paie plus que la garde impériale et la garnison de Constantinople. Dans le reste du pays, l'armée de l'État ne reçoit pas plus d'argent que les autres fonctionnaires de l'État. Les vieux officiers, habitués à ce régime, se contentent de peu et vivent aux dépens du peuple. Mais les jeunes, habitués par dix ans d'école à une vie régulière et confortable,

ont, en outre, appris de leurs instructeurs européens une certaine dignité et un peu de cet orgueil corporatif, si hautain dans l'armée allemande; et il leur faut crever de faim ou vivre d'expédients!

Ajoutez que les deux faiblesses du maître, la lâcheté et la défiance, sont les défauts les plus antipathiques aux qualités maîtresses de la race : par nature, le Turc est brave et franc. Or il est de notoriété publique que le Sultan, craignant les fusils qui portent trop loin, a défendu de déballer et de distribuer aux troupes le nouvel armement, — cet armement payé si cher aux usines allemandes! Les exercices à feu ne sont pas permis. Quand le général Brialmont, chargé de visiter les fortifications des Dardanelles, demanda l'exercice du canon, on répondit que l'on n'en avait ni la permission, ni les moyens. A Constantinople, les munitions sont déposées en des endroits secrets : pour les découvrir, il faut la réunion de plusieurs civils et militaires, connaissant chacun une partie du secret.

Dans les provinces, autre spectacle : les arsenaux brûlent, comme par miracle, à la première annonce d'une inspection; et le Palais, qui souvent a touché sa part sur le

prix des farines et des poudres volées, le Palais qui, ouvertement, trafique de la flotte et des arsenaux, est sans blâme pour de telles liquidations. Le Sultan croit trouver, en effet, une garantie de sécurité dans les voleries mêmes de son entourage. Les grands ministres d'autrefois, les Aali, les Fuad, les Midhat, riches et bien nés, avaient des ambitions de pouvoir et un besoin d'autorité. Les Hassan et les Kiamil d'aujourd'hui, tirés du ruisseau par un caprice du maître, ne peuvent avoir que des cupidités d'argent, des envies de fortune : pourvu qu'ils s'enrichissent et ne travaillent qu'à s'enrichir, le Sultan les tient pour fidèles et capables... J'ai entendu de jeunes officiers dire tout haut, en public, que l'*homme* est un voleur et un traître, et que d'ailleurs (ils font allusion à son type physique et à des racontars de harem) ce n'est pas un Turc, mais un Arménien.



Le Palais, qui sait tout, ne pouvait ignorer un mécontentement aussi général et aussi bruyant. Les policiers avaient trop d'émulation pour rien cacher au maître. L'intérêt

personnel, d'ailleurs, les forçait à parler tous, car le silence des uns, infailliblement trahi par les rapports des autres, eût passé pour une connivence et une trahison. Le maître savait donc, jour par jour, qu'un batelier l'avait appelé le *ghiaour* (infidèle) ou le Sultan trembleur (le mot turc, bien plus expressif, usité par tout le peuple, ne pourrait être traduit que dans la langue de Rabelais) ; qu'un imam, dans une mosquée de Stamboul, avait prêché contre l'esclave de l'Europe ; et que le vendredi, au Cercle européen de Péra, les habitués, vers deux heures, tirant leur montre, guettaient la rentrée des troupes et le retour du *Sélamlik :* deux heures cinq, personne encore ! — deux heures dix, les troupes ont dix minutes de retard ! — deux heures vingt, serait-ce pour aujourd'hui ? Mais brusquement les fanfares éclatent : les troupes reviennent; encore rien de fait; c'est pour vendredi prochain !

Une telle réalité, à coup sûr, n'avait déjà rien en soi de rassurant, et la police ne s'en tenait pas à la réalité. Pour établir leur crédit ou s'attirer de nouveaux subsides, c'était une rivalité de tous à découvrir des motifs de crainte derrière les événements les plus insi-

gnifiants, ou des intentions perfides derrière les paroles les plus simples. On biffait des livres et des journaux, et l'on signalait, dans les conversations des particuliers, des mots ou des phrases notés comme révolutionnaires :

Outre qu'aucune opinion libérale, disait Mourad-Bey au Sultan, ne peut être exprimée ni dans les écoles ni dans la presse, il est défendu de se servir des mots : *patrie, amour, effort patriotique, sacrifice, liberté, émancipation, fléau, folie, plainte, révolte, nation, majorité, justice,* et d'autres mots pareils. La censure a biffé d'un alphabet français la phrase : *Tout le monde aime sa Patrie...* C'est pour cette raison que tout le monde s'est mis à apprendre les langues étrangères et à lire les journaux des pays étrangers : quand le *Terdjuman,* qui se publie en Crimée, se vend à Constantinople à dix mille exemplaires, le *Tarik,* l'un des plus anciens journaux de l'Empire, ne peut pas se vendre à plus de cent cinquante.

Toute réunion, surtout intime, devenait suspecte. Le plus riche Grec de Constantinople donnant un bal dans sa villa du Bosphore, la police faisait le blocus et enlevait la maison d'assaut pour saisir les conjurés : les ministres de l'Intérieur et de la Liste civile étaient de la fête. Dans les provinces, tout conciliabule de fonctionnaires ou de sujets

était dénoncé. Une visite chez un consul, une conversation avec un suspect devenaient des chefs d'accusation : à Uskub, deux professeurs du gymnase bulgare sont en prison pour être venus dans ma chambre d'hôtel; la police de toute la Macédoine me guettait au passage comme un agent de la Double-Alliance, chargé de réconcilier Serbes et Bulgares et d'organiser la révolte pour le printemps prochain.

Quand aucune mauvaise disposition ne pouvait être soupçonnée parmi les peuples, la police travaillait contre elle-même : se dénonçant les uns les autres, ils inventaient des machines terribles, révoltes de la garde, conspirations de chambellans, colloques entre Mourad, le Sultan détrôné, et Réchad, l'héritier présomptif ; l'officieuse agence Havas communiquait à la presse :

Constantinople, 17 juin.

Avant-hier, le Sultan a promulgué un iradé ordonnant à la police, à la gendarmerie et à la troupe, de faire feu sur tout rassemblement qui ne se disperserait pas après les sommations. On croit que cette mesure est dirigée surtout contre les membres de la Jeune Turquie, assez nombreux dans certaines armes et dans *la marine*.

La marine elle-même, la marine des Lazes et de Hassan-Pacha, était soupçonnée!

Parfois l'émulation de zèle produisait des rencontres étonnantes et des paniques. Au cours des affaires arméniennes, en perquisitionnant chez des révolutionnaires, on avait trouvé des bombes, que la police de la ville avait soigneusement gardées. Le second jour des massacres, ces bombes, vidées, furent données aux Albanais de la garde, qui devaient les déposer dans les maisons arméniennes, où, quelques jours plus tard, la police les retrouverait. Mais l'un des *toufekdjis*, distrait sans doute par la tuerie, oublia la consigne ; le soir, avec une pointe de vin, il rentrait au Palais en chantant (c'était un Lappe) : « J'ai des bombes dans mon panier! » La police urbaine, voulant conserver le mérite d'une si belle invention, n'avait pas prévenu la police du Palais. On saisit l'Albanais ; on le fouille : douze bombes! On se précipite chez le Maître déjà couché ; on le change de maison ; on aligne les douze bombes que, de loin, il peut voir au passage. L'Albanais arrêté et bâtonné criait que le préfet de police avait présidé à la distribution. On court à la préfecture et tout s'explique. Mais les soupçons du maître

étaient indéracinables : le vendredi suivant, vingt *toufekdjis* seulement entouraient sa voiture; les autres avaient pris le chemin de la Tripolitaine...

Enfin, le hasard et les choses elles-mêmes semblaient se mettre de la partie. A sa dernière visite — sa visite annuelle — à la mosquée du Sérail et au manteau du Prophète, comme le Sultan, livide, derrière son fils et Osman-Pacha, mettait le pied sur le seuil, à ce moment précis, un tremblement de terre fit chanceler la pierre et trembler l'édifice. Le mot de dynamite, aussitôt prononcé, met le Sultan en fuite. Il court au quai, se jette dans son caïque et revient. Il n'ira plus à Stamboul. Car Stamboul et dynamite sont associés pour lui maintenant, et ce dernier mot suffit à le rendre stupide : il a défendu la lumière électrique dans la ville à cause des dynamos. Ce détail peut paraître invraisemblable. Il est vrai pourtant. Dans tout ce drame, le grotesque le dispute à l'horrible et la farce se mêle à la tragédie. Tout Constantinople a connu l'histoire de Halil-Rifat-Pacha et de sa culotte : le vieux Grand-Vizir n'a plus le droit d'avoir la colique, sans en fournir les preuves à son maître...

Isolé, affolé, se croyant poursuivi de tous et traqué, attendant à toute heure une révolution et la mort, il lisait les journaux d'Europe. Les uns demandaient sa déchéance ou le partage de son Empire. D'autres annonçaient le retour de Mourad à la santé et la possibilité de son retour aux affaires. Quelques-uns prenaient sa défense à lui; mais il connaissait le prix de leurs articles et la valeur de leur dévouement. Quelles folies ne germeraient pas dans ce cerveau, le jour où viendrait la nouvelle que l'Asie Mineure se révoltait, que des révolutionnaires y semaient les assassinats et les bombes, que les musulmans se plaignaient de la faiblesse du Khalife, que les chrétiens, refusant les impôts, préparaient leurs drapeaux anglais ou russes, et que, dans Stamboul même, deux mille Arméniens marchaient sur la Sublime-Porte?

# LES ARMÉNIENS

## I

La race arménienne, qui se donne à elle-même le nom de *Haï* et à son pays le nom de *Haïastan*, semble avoir occupé de tout temps le massif montagneux qui a pour centre le haut pic de l'Ararat, et qui, tombant au nord sur la plaine transcaucasienne, au sud sur la Mésopotamie, touchant à l'est et à l'ouest aux plateaux de Cappadoce et de Perse, est sillonné de longues vallées par les cours supérieurs de l'Euphrate, du Tigre, de l'Araxe et de leurs affluents.

Dans ce domaine propre des Arméniens, compris entre la Caspienne et la boucle de l'Euphrate, et qui porte le nom de Grande

Arménie, la race a gardé ses mœurs et ses occupations depuis un temps immémorial. Vivant de culture dans les plaines, elle mène une vie pastorale dans les montagnes et ne se différencie d'une autre population voisine, les Kurdes, que par la religion. Les Arméniens restèrent toujours fidèles au christianisme, que leur avait apporté, suivant la légende, saint Grégoire l'Illuminateur, d'où leur nom de Grégoriens.

Mais, devant les invasions turques ou turcomanes, un certain nombre de familles, s'établissant d'abord sur le plateau cappadocien, puis dans les chaînes du Taurus, y repeuplèrent la Petite Arménie; descendant ensuite vers la plaine maritime et le golfe d'Alexandrette, elles occupèrent l'ancienne Cilicie. Le voisinage de la mer et la fréquentation des croisés, puis des marchands vénitiens et génois, tournèrent vers le commerce ces Arméniens de Cilicie: Alep, Tarse et Adana devinrent leurs grands marchés, Mersina et Alexandrette leurs grands ports. Les autres, dans la Petite Arménie, conservèrent leurs occupations agricoles ou pastorales. Quelques districts cependant se mirent à exploiter les minerais de la région.

De part et d'autre de l'Euphrate, dans les deux Arménies, il resta, même après la conquête définitive par les Turcs ou les Perses, deux témoins de l'ancienne indépendance : au sud de Mouch, le Sassoun ; au nord de Marach, le Zeïtoun. Ces districts montagneux ont gardé, jusqu'à ces dernières années, une autonomie de fait, tempérée par l'arbitraire de la Porte pour l'un, par la protection et l'exploitation des Kurdes pour l'autre. Le reste de la Petite Arménie était passé sous la loi turque. La Grande Arménie, champ clos où durant des siècles luttèrent les Turcs et les Persans, obéissait, en théorie, à l'un ou l'autre de ces maîtres. Mais ravagée en temps de guerre, razziée en temps de paix, elle s'était donné une organisation semi-féodale, sous seize grands vassaux qui achetaient de la Perse une indépendance presque absolue, moyennant un tribut annuel, mais dérisoire. La majorité de ces cantons ne vivait toujours que d'agriculture, et pauvrement. Quelques communautés seulement, adonnées au commerce ou à l'industrie, avaient acquis une renommée de richesse qui attira la convoitise des rois de Perse. L'un d'eux, en 1604, tomba sur la ville de Djoulfa, célèbre par ses

mines et son commerce de pierres précieuses; il la pilla, la détruisit et emmena toute la population en Perse, où il l'établit aux portes d'Ispahan, dans la nouvelle Djoulfa. Ces Arméniens transplantés conquirent la faveur du maître, et, grâce à elle, le monopole du commerce entre l'Inde et l'Europe, à travers la Perse et l'Asie Mineure. Leurs caravanes et leurs colonies, dans le courant des XVII[e] et XVIII[e] siècles, sillonnèrent ou jalonnèrent les routes d'Ispahan à Tauris, puis à Alep par Diarbékir, ou à Trébizonde par Erzeroum, ou à Constantinople par Angora et Brousse, ou même à Smyrne par Angora et Afioum-Kara-Hissar. A ce métier, les Arméniens prospérèrent rapidement dans toute l'Asie Mineure orientale; leur nombre, leurs richesses et leurs colonies grandirent, et leurs ambitions.

Comme la plupart des chrétiens orientaux non catholiques, ils tournèrent d'abord leurs espoirs vers le grand empire chrétien du Nord et vers le Tsar libérateur. Sous le règne de Pierre le Grand déjà, des délégations arméniennes allaient exposer les doléances de la nation. Catherine II, puis Nicolas I[er] promettaient au Patriarche une Arménie indépendante; les limites, l'organisation administra-

tive, l'armée, jusqu'aux armes et couleurs de ce royaume arménien, tout était prévu et promis. L'union de la Géorgie en 1799 rapprocha le Moscovite, après l'abdication plus ou moins volontaire du dernier roi Georges XIII. L'exemple de la Géorgie, un peu brutalisée malgré de belles promesses, ne découragea pas les Arméniens : en 1828, le patriarche Nersès V, dans les provinces encore soumises à la Perse, convoque les grands vassaux, organise une milice et l'envoie au service des Russes qui viennent de déclarer la guerre au Schah. Le traité de Tourkhmantchaï en 1829 fait passer les Arméniens jusqu'à l'Araxe sous la domination russe : la Russie organise, en gouvernement séparé, la province d'Arménie.

A peine délivrée de l'infidèle, l'Arménie put apprécier la politique du libérateur. Les grands vassaux, comblés d'honneurs et d'argent, appelés à la cour ou nommés à des postes dans l'empire, ne reparurent jamais dans le pays. Dès 1836, un règlement, le fameux *Pologénié* arménien, réorganisa l'église arménienne, qui n'avait jamais connu la forte hiérarchie latine. Cinq patriarches y marchaient à peu près sur le même rang. Quatre d'entre eux, ceux de Jérusalem et de Constantinople,

celui de Sis dans la Petite Arménie et celui d'Aktamar (près de Van) dans la Grande Arménie, reconnaissaient pourtant la suprématie du patriarche œcuménique, qui résidait au pied de l'Ararat, dans les couvents d'Etchmiadzin. Ce patriache œcuménique, *Catoghikoss* ou, comme disent les Grecs, *Catholicos*, ne jouissait pas d'un grand pouvoir, bien que toutes les églises lui demandassent le chrême et reconnussent ses ordres ; mais il n'était responsable que devant la nation. Le *Pologénié* établit un synode et donne à l'Empereur la désignation des six membres de ce synode. En outre il installe un procureur impérial, par qui devaient être introduites ou sanctionnées toutes les décisions du synode et toutes les bulles du Catholicos. C'était le contrôle russe établi sur les affaires arméniennes.

D'autres mesures de détail contre les écoles, les individus ou les communautés, achevèrent d'édifier les Arméniens patriotes. En même temps, la jeunesse envoyée aux écoles de France et d'Allemagne y prenait les idées et les sentiments de toute l'Europe libérale d'alors à l'égard de la Russie. Katchatour Abovian écrivait son pamphlet, *la Plaie d'Arménie*, dirigée contre les deux tyrannies russe et tur-

que : il mourait assassiné mystérieusement sur la route d'Érivan à Tiflis, dans l'Arménie russe. Son continuateur, le poète Michel Nalbandian, poursuivait la campagne antimoscovite et, ne voyant qu'un appui au monde pour sa nation, à savoir la Turquie, combattait les préjugés religieux de son peuple et organisait même à Constantinople, pendant la guerre de Crimée, une conspiration pour soulever la province russe de Choucha. Dénoncé à Saint-Pétersbourg, il était arrêté et mourait mystérieusement aussi.

Mais l'œuvre était faite et l'élite de la nation convertie : le régime turc ne donne sans doute qu'une médiocre sécurité aux individus pour leurs biens et leur propre vie, mais il ne menace en rien l'existence nationale, puisqu'il ne ferme ni les églises ni les écoles arméniennes ; le vrai danger pour la nation est de l'autre côté de la frontière. Là, en effet, on travaillait par tous les moyens à faire rentrer les Grégoriens dans l'église orthodoxe et à substituer le russe à l'arménien dans l'enseignement des écoles.

Les efforts du patriotisme arménien pouvaient trouver un appui dans la politique hautement avouée d'une puissance européenne.

Depuis la guerre de Crimée, la France avait entrepris de couper à l'orthodoxie russe le chemin de Constantinople, en convertissant au catholicisme les Bulgares en Europe, les Arméniens en Asie. Les communautés catholiques arméniennes datent du XI^e^ siècle; mais disséminées et peu nombreuses, elles avaient été encore ruinées, aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, par l'autorité turque qui les accusait de servir Venise et l'Autriche. Vers 1740, un prêtre du nom de Mékitar, réfugié à Venise, fonda l'ordre des Mékitaristes, qui, soutenus par les jésuites, reprirent la propagande. En 1830, l'action de la France fit reconnaître par la Porte une église catholique arménienne, avec un patriarche et un synode à Constantinople, et cinq évêques en Asie Mineure. Le patriarche latin de Cilicie, dernier débris de l'Arménie des Lusignan, subsistait en face du nouveau patriarche et représentait, au sein du catholicisme arménien, les tendances plutôt orientales et autonomes. Une occasion se présenta de couper ces germes de dissidence et de développer, au delà de tout espoir, la propagande catholique.

En 1862, le Zeïtoun se révolte. Le préfet de Marach attaque le district, le bloque, pro-

cède à quelques massacres et va forcer les dernières résistances, quand le patriarche catholique, Hassoun, invoque l'appui de la France. C'était au lendemain des affaires de Syrie, et la France, alors, n'aimait pas les massacres de peuples. Une note très vive, adressée à la Sublime Porte, déclara que « le gouvernement français avait toujours connu le Zeïtoun indépendant et exempt d'impôts ». Le Grand-Vizir Aali-Pacha dut céder pour ne pas avoir, suivant son expression, un autre Monténégro dans ce coin d'Arménie.

Les Zeïtouniotes étaient grégoriens et reconnaissaient le patriarche d'Etchmiadzin. Mais pour conserver l'appui de la France et témoigner aussi leur reconnaissance au grand patriote Hassoun, leurs six chefs ou *barons* vinrent à Constantinople embrasser publiquement le catholicisme, et 50 000 familles se déclarèrent prêtes à les suivre dans leur foi nouvelle. L'élection de Hassoun au patriarcat catholique de Cilicie (1866) et l'union sous la même primatie de tout le catholicisme arménien semblait assurer le succès complet. Mais l'inintelligence romaine d'alors et le fanatisme rituel de Pie IX voulurent imposer à ces nouveaux catholiques d'Orient les formes, les

habitudes et jusqu'aux formules de la liturgie et de la hiérarchie latines. Le sentiment national, blessé par la fameuse bulle *Reversurus*, excité, d'autre part, par les agitateurs russes, se tourna contre Hassoun, serviteur de Rome: une hostilité violente, puis un schisme déclaré sépara les catholiques arméniens en deux églises, l'une sous Hassoun, l'autre sous Koupelian, qui, en 1872, obtint de la Porte un firman de patriarche des catholiques orientaux. Ce schisme, terminé en 1876 par les bons offices de la France et de l'Autriche, ruina les affaires du catholicisme arménien. Après dix ans de luttes, Hassoun, nommé cardinal, devait remettre son siège à un successeur tout à fait incapable de reprendre son rôle, et que son caractère sans dignité et sa vénalité bien connue firent rapidement tomber dans le discrédit de son peuple et de l'Europe. En outre, les revers militaires, puis les dissensions politiques et les entreprises coloniales détournaient la France des affaires orientales ou annihilaient son influence. Mais, ce que n'avait pu faire la politique du gouvernement, l'influence des idées et de la littérature françaises allait le réaliser sous une autre forme.

*
* *

La Grèce dans l'antiquité avait été la civilisatrice de l'Arménie, surtout au IV^e siècle, par l'intermédiaire des écoles d'Athènes et des grands orateurs chrétiens. La France, dans ce siècle, a joué le même rôle par les écoles de Paris et les grands orateurs politiques. Grâce à la générosité de deux patriotes, E.-R. Gharamian et Samuel Moorat, les Mékitaristes avaient pu fonder à Venise et à Padoue deux grands collèges. Le collège Moorat de Padoue fut bientôt transporté à Paris où il subsista près de vingt ans, et ce fut le centre de la renaissance arménienne. Tous les conducteurs du peuple arménien, et en particulier toute la génération de 1860, furent sous l'influence directe ou indirecte de cet enseignement. Ce fut par cet intermédiaire que l'ardeur et la générosité françaises de 1848 passèrent en Orient et créèrent parmi les Arméniens ce mouvement qui aboutit tout d'abord à l'établissement de la Constitution.

A l'exemple des autres chrétientés de Turquie, les Arméniens étaient organisés en communauté spéciale, en nation, *millet*,

comme disent les Turcs. Le patriarche de Constantinople, chef officiel, était resté, jusqu'en 1840 environ, le maître apparent; mais, en réalité, dominé par l'influence de quelques grandes familles, il gouvernait sous le contrôle d'un Conseil national exclusivement recruté parmi les nobles, *amiraïk*. Les nobles, faisant leurs affaires, avaient systématiquement négligé celles de la nation, et quelquefois, même, les avaient trahies pour servir les visées ou les caprices de la Porte. En 1839, les grandes corporations demandèrent une part au gouvernement, et on installa auprès du patriarche un conseil ecclésiastique pour surveiller l'administration spirituelle, et un conseil laïc pour contrôler les affaires civiles (1847). Mais l'élection de ces Conseils restait encore entre les mains des nobles ou des chefs de corporations : le peuple avait une très faible part et ne témoignait qu'un médiocre intérêt à la direction de la nation.

Ce fut le rôle de la *Jeune-Arménie*, tout imbue des principes de 1848, de pousser la nation vers un régime démocratique et de demander l'intervention populaire pour le service de l'idée nationale. Pendant dix ans, ces fils de nobles et de notables travaillèrent à

faire un peuple pour faire ensuite une nation. Leurs efforts aboutirent, dans le domaine politique, à la constitution de 1860, et, dans le domaine littéraire, à toute cette production de journaux, de revues, de livres, de drames et surtout de chansons qui, dans Constantinople et dans l'Empire, pénétrèrent à tous les foyers et semblèrent galvaniser une race endormie.

La Constitution de 1860 était l'œuvre des Arméniens francisés, Balian, Odian, Roussinian, Agatoun, etc. :

Article premier. — Tout membre de la nation a des devoirs envers la nation, et la nation a des devoirs envers chacun de ses membres et, réciproquement, tout membre a des droits sur la nation, qui a des droits sur tous ses membres.

Art. II. — Devoirs des nationaux : participer aux frais de la nation et la servir chacun selon son pouvoir ; obéir à ses ordres et à ses lois.

Art. III. — Devoirs de la nation : veiller aux besoins moraux, intellectuels et matériels des nationaux ; conserver la tradition et la foi de l'Église nationale grégorienne ; propager l'instruction sans distinction de classe ni de sexe ; maintenir les propriétés de la nation et augmenter ses revenus ; assurer l'existence de ceux qui se consacrent à la nation ; soulager les misères ; apaiser les querelles et les différends ; contribuer sans cesse au progrès général.

Un peuple, encore courbé, après cinq siècles d'esclavage, sous la sujétion turque et qui peut formuler, puis réaliser un tel programme, mérite à coup sûr le respect du monde civilisé. Suivait une loi organique, établissant le suffrage universel et l'élection à toutes les charges, ecclésiastiques et civiles. A Constantinople, une Assemblée nationale de quatre cents députés, nommée pour dix ans, renouvelable par quart tous les deux ans et demi, contrôle toute l'administration : le pouvoir est aux mains du Patriarche, qu'assistent deux Conseils religieux et laïc, élus par l'Assemblée. Dans chaque district, l'administration locale est organisée sur ce modèle.

On organisait aussi l'instruction de toutes les classes et de tous les sexes. A partir de 1844, un effort avait commencé, qui reçut une nouvelle impulsion en 1860 et qui n'a fait que grandir jusqu'à aujourd'hui : les notables ouvraient partout des écoles où le peuple accourait; la langue nationale, un peu délaissée pour le turc, reprenait son cours. Des journaux, des revues la réveillaient dans toutes les communautés. Une floraison de littérateurs, disciples de nos romantiques, ouvriers de la cause démocratique et nationale, venaient pren-

dre le rôle de conducteurs de peuples et de semeurs d'idées, ambitionné ou joué par nos poètes d'alors :

Le poète en des jours impies
Veut préparer des jours meilleurs.

Leurs drames, emphatiques peut-être, leurs chansons, de souffle médiocre mais de sentiments généreux, étaient sus de tout le peuple, et tous célébraient la constitution, aube de la nation future, renaissance de l'antique patrie, fille du peuple et de la liberté ; à chaque anniversaire, un hymne nouveau chantait ses bienfaits :

Allons, Arméniens, allons, en avant !
Donnons un nouveau salut à la Constitution
Que la nation appela salutaire,
Et qui lui donna une nouvelle âme, une nouvelle vie.
Venez, amis ! au Dieu Très Haut
Envoyons nos vœux émanés de cœurs purs :
Vive, vive à jamais
La Nation et la Constitution !

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

Et toi, Arménie, douce patrie,
Désormais ne sois plus l'endeuillée silencieuse,
Car tes enfants, réjouis d'un esprit nouveau,
Veulent te voir en parure de mariée.
Petite mère, change tes pleurs en chansons.

Et d'une voix douce, chante avec tes fils :
Vive, vive à jamais
La Nation et la Constitution !

Une immense espérance se levait sur ce peuple :

L'Arménie-Printemps arrive couronnée de fleurs :
Allez la saluer, enfants de l'Arménie.
Les jours noirs, les jours sentant la mort sont passés,
L'aube de la nouvelle destinée des Arméniens se lève,
La Constitution, guide de vie,
Arriva, parée du drapeau d'amour.
Pour que le soleil de la sainte Arménie brille,
Pour que la nation arménienne renaisse en gloire,
Vivent les fils dévoués de l'Arménie !
Vive la Constitution nationale !

Dans le monde entier, une même ambition nationale groupait tous les Arméniens, car, dispersée par le malheur ou par le commerce, la nation avait maintenant des communautés partout. En Russie, en Perse, en Europe, dans les Indes, en Amérique, les Arméniens amassaient d'énormes fortunes qu'ils mettaient au service de l'idée nouvelle[1]. Venise, puis Vienne, avaient

1. En 1854, Dulaurier (*Revue des Deux Mondes* du 15 avril) estimait à quatre millions le nombre des Arméniens :

| | | | |
|---|---|---|---|
| Turquie. . . . | 2.500.000 | Autriche . . . . | 25.000 |
| Russie. . . . . | 1.200.000 | Inde. . . . . . | 25.000 |
| Perse. . . . . | 150.000 | Reste du monde. | 100.000 |

été, au courant de ce siècle et du siècle dernier, les deux capitales arméniennes. De 1850 à 1860 environ, Paris tint cette place. Mais à partir de 1860, Constantinople lui succéda, et peu à peu les regards de toute la nation se tournèrent vers le Patriarche et la Constitution, qui devint comme une personne morale, objet de tous les respects.

Les Turcs assistaient indifférents, pour la plupart, à ce réveil national. « Ce sont des chansons » était leur phrase habituelle : un peuple qui chante leur paraissait content de son sort, donc peu disposé à secouer le joug. Le grand Aali-Pacha répétait que cette constitution n'était « qu'une roue quadrangulaire » impossible à mouvoir. Mais quelques hommes d'État allaient plus loin et, comprenant quelle barrière contre la Russie pourrait devenir le nationalisme arménien, ils l'encourageaient publiquement et secrètement. Le 17 mars 1863, la Porte ratifiait la constitution, et c'était le début d'une politique qu'elle allait suivre pendant près de vingt ans — avec des interruptions et des caprices comme toute politique et toutes choses en Turquie, — mais qu'elle n'abandonna définitivement que dans les cinq dernières années. Elle

se proposait de gagner par de bons traitements l'affection du peuple et, par des faveurs, le dévouement de l'élite. A mesure que la Russie restreignait les libertés de l'Église et de l'école arméniennes, la Porte augmentait leurs privilèges, et tandis que la Russie suspectait les Arméniens, la Porte les prenait comme fonctionnaires.

Cette politique eut des résultats. La masse du peuple perdit ses préjugés, tout en gardant un vague espoir dans l'intervention future du Tsar. L'élite travailla à réconcilier l'opinion populaire avec la sujétion ottomane, et plus d'un patriote rêva moins d'une Arménie turque que d'une Turquie arménienne. Deux obstacles s'opposaient à leurs efforts : l'administration écrasant les populations chrétiennes d'impôts et de *mangeries ;* d'autre part, le voisinage des Kurdes, avec leurs prétentions au *kiafir* ou au *hala*, leurs vols de bétail ou de filles et leurs fantaisies sur les villages musulmans et chrétiens. La situation de l'Asie Mineure orientale avait encore été aggravée par l'émigration de musulmans circassiens, que les annexions, puis les persécutions russes chassaient en foule du Caucase. Arrivés dans les terres du khalife, ces musulmans cherchaient

une revanche, et aussi des moyens de vivre, aux dépens des chrétientés arméniennes. En 1869, le patriarche de Constantinople appelait la pitié du Sultan sur les malheurs des populations frontières et sur les débordements kurdes. En 1872, le Zeïtoun se révolte de nouveau contre les prétentions du préfet de Marach.

Cette situation déplorable avait ses périodes d'accalmie et ses redoublements de misères. Pour n'en donner qu'un aperçu, voici, d'octobre 1894 à mars 1895, les plaintes de la communauté de Keghi.

Les déprédations des Kurdes sont ici, plus que jamais, à l'ordre du jour; une bande de douze brigands kurdes est entrée dans la nuit du 17 octobre dans le couvent de Sourp Garabeth et, après avoir lié le chef gardien et les domestiques, a complètement saccagé et pillé le couvent. Ladite bande a aussi emmené les troupeaux du couvent. Les agents du gouvernement, d'un autre côté, par les vexations dans la perception des impôts, rendent la vie impossible à la pauvre population.

Pressurer et maltraiter les Arméniens, sous prétexte de la perception des impôts, est érigé en système. On lie les Arméniens; on les bat et on les torture. Les gendarmes, délégués à la perception, obligent partout la population à fournir gratuitement la nourriture, à eux et à leurs chevaux. Chaque

jour des troupeaux appartenant à des Arméniens sont volés.

Une bande de brigands a rencontré dernièrement quelques paysans, arméniens et musulmans, qui se rendaient de Keghi à Erzeroum pour vendre des bestiaux. Les brigands ont ordonné aux musulmans de se retirer avec tout ce qu'ils avaient, et n'ont rien pris de leurs bestiaux; tandis que les Arméniens ont dû laisser entre les mains de ces malandrins tout ce qu'ils possédaient.

[Le 28 octobre 1894.]

Les vexations des agents du gouvernement en ce qui concerne la perception des impôts continuent. On va jusqu'à pendre la tête en bas ceux qui ne peuvent s'acquitter de leur dette, à cause de leur misère. Dernièrement, la fièvre typhoïde et la rougeole régnaient ici en état épidémique. La maladie même n'a pas arrêté les agents. On est entré de force dans les maisons des malades, et en plusieurs endroits on a vendu leurs matelas pour encaisser l'impôt.

Le caïmacam de Keghi, qui montre une grande cruauté dans la perception des impôts, a été complimenté par le vali d'Erzeroum pour son zèle.

[Le 4 février 1895.]

Cinq gendarmes sont venus dans notre village pour percevoir l'impôt militaire de l'année 1311. La perception se faisait régulièrement; pourtant

lesdits gendarmes, agissant contrairement à la volonté de Sa Majesté impériale le Sultan, ont battu cruellement plusieurs personnes et, brisant nos portes, ont capturé plus de vingt femmes, qu'ils ont emprisonnées dans un endroit situé dans le bazar, insultées et tenté d'outrager ; ils ont exigé de ces pauvres femmes le paiement des dettes. La majorité des personnes battues se trouvent mortellement malades, par suite des blessures reçues. Ces cruautés des gendarmes ont été rapportées au caïmacam pour demander justice, mais le caïmacam nous a fait emprisonner.

[Le 8 mars 1895.]

Le montant de nos impôts pour l'année 1310 était de 40 000 piastres; 36 000 piastres en avaient été payées; il ne restait que 4 000 piastres, représentant la dette des indigents et des habitants absents du village. Pourtant les zaptiés se sont emparés de nos meubles et même de nos moutons; le chef de police, sans s'enquérir de la quantité de la dette et de la valeur des objets saisis, a fait vendre à 700 piastres lesdits objets, qui avaient une valeur de 3 000 piastres. Cette somme a été retenue pour compte de l'année 1310. Pour les redevances de l'année financière 1311, qui a commencé le 1er mars, quatre gendarmes sont arrivés le 3 et ont commencé la perception forcée des impôts, en proférant des paroles outrageantes contre notre religion. Ils ont fait coucher plusieurs d'entre nous par terre et nous ont fait battre avec des gourdins.

[Le 10 mars 1895.]

Quelques gendarmes, arrivés la nuit pour percevoir les impôts, ont brisé les portes, et ont obligé nos femmes et nos enfants à quitter leurs lits; ils ont jeté nos couvertures et autres meubles dans la rue, battu sans cause plusieurs d'entre nous et affolé nos femmes et enfants; ils ont emprisonné, dans un endroit choisi par eux, une trentaine de femmes, qu'ils ont insultées. Ces gendarmes ne paient pas la contre-valeur de leur nourriture et des fourrages de leurs chevaux.

[Le 14 mars 1895.]

Cinq gendarmes, préposés à la perception des impôts, s'étaient depuis longtemps installés dans notre village, où ils invitaient les musulmans des villages environnants, et où ils obligeaient la population à les nourrir, hommes et montures. Puis sept autres gendarmes sont arrivés, pour encaisser les impôts; et, entre autres méfaits, se sont permis des outrages à l'honneur des femmes, ainsi qu'à notre religion; ils ont violemment battu plusieurs habitants, et ont pendu, la tête en bas, les nommés Boghoss, Mardik, Kirkor, en les liant d'une double chaîne. Ces pauvres gens, qui ont perdu beaucoup de sang par le nez, se trouvent actuellement au lit.

[Le 21 mars 1895.]



Durant la période troublée qui suivit l'accession, puis la déposition de Mourad, et durant

les préparatifs de la guerre contre les Serbes (mai-août 1876), l'appel des réserves et le fanatisme populaire, réveillé par cette aggression des chrétiens d'Europe, amenèrent en Arménie une recrudescence de vexations et d'excès, contre lesquels le patriarche fit des plaintes à la Porte. Sa supplique, très modérée de ton, exposait la malheureuse situation de la nation fidèle des Arméniens et demandait la garantie des propriétés, la suppression des redevances aux aghas, le respect des églises et des monastères, la défense des conversions à l'Islam avant l'âge de vingt ans, et l'établissement d'une commission d'enquête pour améliorer ou réformer l'administration des provinces arméniennes. La Porte donna de belles paroles, mais, en pratique, ne fit rien. Néanmoins, dans la dernière guerre turco-russe, l'approche des Russes, même commandés par l'Arménien Loris-Mélikoff, ne suscita en Arménie ni l'enthousiasme ni la coopération qu'ils avaient espérés. Mais elle eut pour effet une explosion de fanatisme musulman. La garnison de Bayasid, accusant les Arméniens de connivence avec l'armée assiégeante, les massacra. Dans toute l'Asie Mineure, on courut sur le *ghiaour* protégé des

envahisseurs, surtout quand on apprit que les Arméniens envoyaient une députation au grand-duc Nicolas sous les murs de Constantinople. Ces massacres permirent à la Russie de stipuler l'article 16 du traité de San-Stéfano :

Comme l'évacuation par les troupes russes des territoires qu'elles occupent en Arménie pourrait donner lieu à des conflits et à des complications préjudiciables aux bonnes relations des deux pays, la Sublime-Porte s'engage à réaliser sans plus de retard les améliorations et les réformes exigées par les besoins locaux dans les provinces habitées par les Arméniens, et à garantir leur sécurité contre les Kurdes et les Circassiens.

La Russie, durant les dix années précédentes, délaissant un peu les autres chrétiens orientaux, n'avait guère songé qu'aux « petits frères » bulgares : une fois ses projets réalisés dans les Balkans, elle se tournait vers l'Asie turque, et elle y créait la question arménienne, en prenant ouvertement contre la Porte ce rôle de protectrice des Arméniens, que la Porte, en secret, avait essayé de jouer contre elle. Elle donnait à la foule un motif d'espérances et comme un gage de ses inten-

tions, afin de détruire les accusations ou les insinuations de l'élite.

La Porte ne voulut pas laisser une telle arme aux mains des Russes et, renchérissant sur leurs promesses, elle offrit aux Arméniens un plus sûr garant de son bon vouloir. Au mois de juin 1878, elle signait avec l'Angleterre l'alliance défensive connue sous le nom de Convention de Chypre : l'Angleterre garantissait au Sultan l'intégrité de ses possessions asiatiques, et le Sultan « promettait à l'Angleterre les réformes nécessaires (à être arrêtées plus tard par les deux puissances) ayant trait à la bonne administration et à la protection des sujets *chrétiens et autres* de la Sublime-Porte, qui se trouvent sur les territoires en question ».

Il faut noter la différence. A San-Stéfano, on stipulait des réformes, par conséquent des privilèges, pour la seule Arménie. La convention de Chypre promettait de rendre l'Asie-Mineure habitable à tous, Musulmans et Chrétiens, Arméniens, Grecs, Lazes et Kurdes, sans distinction de race ni de religion. L'Angleterre ne se portait garante que d'une promesse faite *à tous les sujets*, *chrétiens et autres*, de la Porte. Mais le Turc fut plus arméno-

phile que l'Anglais : sur les conseils de la Porte, à l'instigation du Sultan, le patriarche arménien, monseigneur Nersès, envoya des doléances et des délégués au congrès de Berlin. La diplomatie turque fit entrer ainsi dans l'article 61 du traité de Berlin l'article 16 de San-Stéfano; elle l'aggravait même en promettant aux puissances des rapports périodiques et en leur reconnaissant le droit de surveiller l'application des réformes.

De 1880 à 1890, ces réformes ne furent ni présentées par la Porte ni réclamées par les Arméniens. La Russie était en pleine défaveur à Constantinople. L'Angleterre et la Triple Alliance y étaient au contraire toutes-puissantes, et pourtant l'Angleterre ne demandait rien pour les provinces dites arméniennes. C'est que la Porte, comprenant son erreur et abandonnant la théorie russe d'une Arménie privilégiée, en était revenue à la théorie anglaise d'une Asie-Mineure pacifiée et bien administrée, unie pour la défense et l'intégrité de l'Empire. L'Angleterre, dans son mémorandum à la convention de Chypre, tout en rappelant « les réformes nécessaires dans le gouvernement de ces régions », avait déclaré ne pas croire « désirable plus qu'un engage-

ment en termes généraux »; elle ajoutait qu'elle ne regardait pas comme « impossible qu'un choix soigneux et un fidèle appui des officiers individuels, auxquels le pouvoir doit être confié dans ces contrées, fussent un élément plus important, pour l'amélioration de la condition du peuple, que même des changements législatifs. »

En février 1892, à Saïd-Pacha, ministre des affaires étrangères, qui se plaint de la campagne du *Daily News*, l'ambassadeur répond « que la meilleure politique pour la Turquie, surtout pour les provinces où domine l'élément chrétien, est dans le choix de meilleurs fonctionnaires [1]. » Lord Salisbury appuie encore sur les déclarations de son ambassadeur :

Dans la difficulté que l'on aurait à amener une intervention concertée des puissances, le gouvernement anglais a cessé, durant ces années dernières, d'insister auprès de la Porte pour l'exécution de l'article 61 du traité de Berlin et l'introduction de réformes générales. Il s'est borné à soumettre à la Porte les cas de mauvaise administration qui lui ont été signalés par ses consuls [2].

1. *Livre Bleu*, 1896, VI, p. 7.
2. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 8.

Quand le Sultan, de lui-même, ramène en 1892 la question des réformes et déclare à l'ambassadeur anglais qu'au printemps il enverra une commission les étudier sur place :

J'ai reçu votre dépêche, répond lord Rosebery, où vous m'annoncez l'intention du Sultan d'ouvrir une enquête sur ses provinces asiatiques en vue d'en améliorer l'administration. Félicitez Sa Majesté de cette décision, qui aura les meilleurs effets sur le bonheur de ses peuples et la force de son empire [1].

Ici encore, pas de réformes et pas d'Arménie. L'Angleterre demande seulement que l'on *améliore* l'administration des provinces asiatiques. Elle conservera jusqu'au bout cette théorie :

L'ambassadeur russe qui part en congé, écrit sir Ph. Currie le 14 février 1894, est venu me faire sa visite d'adieu. Il m'a parlé de la question arménienne... Je lui ai répondu que nous trouvions difficile, sinon impossible, d'amener la Porte à introduire des réformes dans la Turquie asiatique et que, dans notre pensée, le point le plus important était d'assurer la nomination de bons gouverneurs.

Les Arméniens, de leur côté, savaient par expérience l'inutilité des réformes écrites,

1. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 42.

annoncées à l'Europe, publiées dans tout l'Empire et jamais appliquées. Ils appréciaient, comme l'Angleterre, le « choix soigneux » des fonctionnaires détenteurs du pouvoir. Ils ne purent que se déclarer satisfaits de ce choix, puisqu'il tombait alors sur eux-mêmes et que l'administration turque devenait arménienne. Il faut, en effet, avoir connu la Turquie et surtout l'Asie-Mineure vers 1888, pour imaginer la situation que la Porte avait faite aux Arméniens. Non seulement leurs communautés avaient pleine liberté pour leurs églises et leurs écoles, mais au Palais, où ils étaient ministre et secrétaires de la Liste civile, à la Porte, où l'un d'eux, Agop-Pacha, avait le portefeuille des finances, dans les gouvernements généraux, dans les préfectures, dans les tribunaux, ils tenaient tous les emplois de confiance. Auprès des valis musulmans, gouverneurs de parade, l'Arménien, dans presque toutes les provinces, était directeur des affaires politiques, chargé des relations avec les consuls et de toutes les affaires européennes. De 1880 à 1888, on peut dire que la Turquie officielle n'eut de places que pour les Albanais et pour les Arméniens. Le Sultan donnait le pouvoir extérieur, le sabre, à ses chers Alba-

nais; il confiait l'administration, la plume, à ses fidèles Arméniens : « nation fidèle, *Millet-i-Sadica* » remplaçait couramment « nation arménienne », même dans les papiers officiels.

Sur les fonds de la Liste civile, le Sultan entretenait dans les universités d'Europe des étudiants arméniens dont il faisait ensuite ses hommes de confiance. Leur loyalisme lui était assuré et il tolérait leur propagande nationale. Le mouvement arménien, très actif déjà, se faisait au grand jour et ne semblait en rien contraire aux intérêts ni aux désirs du Maître : « La Turquie asiatique, avait dit lord Salisbury dans le mémorandum de Chypre, contient des populations de beaucoup de races et de religions différentes, qui ne possèdent pas de capacités pour l'autonomie et pas d'aspirations pour l'indépendance, mais qui doivent leur tranquillité et toute perspective de bien-être politique au gouvernement du Sultan. » Arméniens et Turcs étaient alors persuadés de cette vérité, et l'Angleterre s'efforçait de prévenir ou d'atténuer entre eux les froissements toujours produits par les mêmes causes : vexations et brigandages des Kurdes, exactions et mangeries de l'autorité. Exactions et vexations ne sont, en effet, possibles ou réel-

lement gênantes — car la patience du chrétien est grande, son accoutumance longue et ses exigences minimes — que par la complicité ou la négligence des gouverneurs généraux et des préfets. L'ambassade anglaise tenait à jour un dossier de l'Empire, où chaque fonctionnaire avait sa fiche, avec le relevé exact de sa carrière et surtout de ses mangeries. A chaque nomination de préfet ou de gouverneur, elle intervenait avec succès, et les rapports de ses consuls, en 1891, signalaient partout un réel progrès dans l'administration de ces provinces.

L'Asie Mineure, que j'ai connue de 1888 à 1890, faisait à ses pachas une légende de bonté, surtout à l'honnête gouverneur d'Angora, Abeddin-Pacha : « C'est le bon pacha, me disait en 1890 mon gendarme d'escorte; tout le monde l'aime, même chez vous; quand le Sultan l'avait envoyé en France et qu'il dut en repartir, tous les petits enfants de Paris pleuraient dans les rues en disant : « Voilà le bon pacha qui part. »

## II

Il ne faut rien exagérer : les Arméniens n'avaient pas souvent de ces explosions de tendresse, et les Kurdes, par contre, et les préfets n'avaient que trop souvent des explosions de sauvagerie ou de cupidité. Mais si les imperfections du régime turc eussent à certaines heures pu ébranler le loyalisme des Arméniens, la claire notion du danger moscovite les eût bien vite ramenés. Depuis 1870 surtout, les Arméniens avaient prospéré au sud du Caucase. Débordant de leur pays, ils avaient peu à peu occupé la Géorgie, et les grandes villes étaient en majorité arméniennes : Tiflis, Alexandrapol, etc. La terre était passée dans

leurs mains. Le commerce local et le transit entre l'Europe et la Perse les avaient enrichis, et leurs maisons avaient des comptoirs en France, en Angleterre, en Amérique, dans l'Inde et le monde entier. Leurs relations avec l'Europe développaient leur culture; un plus grand nombre de leurs fils s'en venaient aux universités d'Allemagne et de France, l'idée nationale arménienne gagnait chaque jour des adeptes plus nombreux. Les journaux arméniens de Tiflis, les écoles, les prédicateurs, toute la jeunesse s'en faisaient les organes auprès du peuple.

Le gouvernement russe essaya d'abord des rigueurs individuelles : nombre d'Arméniens prirent le chemin de la Sibérie « par mesure administrative ». En 1882, on supprima quelque temps le grand organe des revendications littéraires arméniennes, le *Mschak (Laboureur)* de Tiflis. Les corporations de cette ville demandaient la création d'une université, qu'elles entretiendraient ou doteraient d'avance : elles alléguaient que les jeunes Arméniens, transportés dans les froides villes de Russie ou d'Allemagne, dépérissaient de tuberculose : on repoussa leurs demandes.

Puis, en 1884, on tenta un véritable coup

d'État. Profitant de la mort du catholicos Georges et de la vacance du Siège, on fit fermer les écoles et on ne les laissa rouvrir qu'au bout de trois ans, après avoir forcé la main à la nation et proclamé le candidat officiel Makar, contre Melchissedek, l'élu des patriotes. Les écoles furent rouvertes, mais avec défense d'enseigner la langue, la religion, l'histoire et la géographie arméniennes : le russe était désormais la seule langue tolérée.

En même temps, on employait tous les moyens pour l'union des églises, ou plutôt pour la suppression de l'église arménienne. Quand le catholicos Makar, malgré ses sentiments russophiles, alla se plaindre à Saint-Pétersbourg au sujet des écoles fermées, on essaya, de l'amener dans le giron de l'église orthodoxe. La Société orthodoxe de la Croix-Rouge faisait une propagande active; ses émissaires présentaient aux paysans des feuilles d'adhésion à l'église russe : une signature au bas de la feuille et l'Arménien était orthodoxe; la moitié d'un village signant, l'église passait au clergé russe. Pour hâter les conversions, le gouvernement donnait des terres aux adhérents, et à eux seuls. La population arménienne ayant beaucoup augmenté, les paysans demandaient

depuis longtemps qu'on leur distribuât les terrains en jachère, surtout autour de l'ancienne capitale des Bagratides, Ani. Comme ils se montraient trop attachés à leur église, le gouvernement importa de Russie des colonies de dissidents qu'il établit en cet endroit. Paysan, clergé, commerçants, classe dirigeante, toute l'Arménie russe, lésée dans ses sentiments et ses intérêts, commença à prêter l'oreille aux Arméniens de l'étranger, qui venaient de fonder la Société désormais historique de l'*Hindchak, la Cloche.*

L'Hindchak date de 1887. Il fut fondé à Paris par un Arménien du Caucase, nommé Avetis Nazarbek. Ce devait être, dans la pensée de son fondateur, une sorte de comité central de la nation, mais aussi un comité socialiste, — d'où le nom de *Hindchak*, emprunté à la *Cloche* allemande, — qui, suivant son premier programme, grouperait la nation pour la diriger dans la voie idéale du collectivisme futur. Les Arméniens de Turquie acceptèrent sans peine la première moitié du programme; mais, agriculteurs ou financiers, ils regardèrent toujours la seconde comme une chimère, inutile même à discuter et que personne n'admit jamais. Nazarbek, venu à Paris pour étudier la mé-

decine, quitta bientôt la France pour des raisons de santé et s'installa à Genève. C'est là que, durant quatre années (1888-1892), il travailla à l'organisation et au développement de la propagande, surtout par ses journaux et revues en arménien, l'*Hindchak*, bi-hebdomadaire et politique, *l'Aptak* (la Claque), mensuel et pamphlétaire, *le Kaapar* (l'*Opinion*), trimestriel et moins exclusivement consacré aux choses arméniennes. Puis, les événements se précipitant, Nazarbek voulut se rapprocher de l'Arménie et, de 1892 à 1894, il s'installa à Athènes. Mais, traqué par la police turque, insuffisamment protégé par la primitive police du roi Georges, il revint en Occident et, après une courte halte à Paris, s'installa définitivement à Londres (1894). Les adhérents furent bientôt nombreux.

Leurs rêves n'allaient pas d'abord jusqu'à l'indépendance, ni leurs vœux jusqu'à des privilèges. En Turquie, ils demandaient seulement un peu plus de sévérité contre les Kurdes oppresseurs et contre les préfets et gendarmes voleurs. Sentant déjà une légère hésitation dans l'affection du Sultan pour ses Arméniens, ils s'efforçaient de le ramener à ses sentiments d'autrefois et de le convaincre qu'en

dehors de la tranquillité de leur pays, de la liberté de leurs écoles et de leurs églises, de la sécurité de leurs personnes et de leurs biens, et de la suppression des impôts — infamants, disaient-ils — payés par le chrétien aux beys ou aghas musulmans, ils n'avaient aucune revendication proprement politique : ils entrevoyaient seulement pour leurs communautés, mais dans un avenir très lointain, une organisation en villages, communes ou cantons (ils étaient alors à Genève), qui confierait seulement aux chrétiens indigènes le soin de la police locale et la collecte des impôts, et qui n'entamerait en rien la souveraineté ni les revenus de la Sublime-Porte. Depuis longtemps, ils avaient oublié leur programme révolutionnaire, et le 30 septembre 1895, voici les revendications que la manifestation populaire devait présenter à la Porte :

Nous protestons contre la systématique persécution dont notre peuple est l'objet, persécution érigée par la Sublime Porte en principe gouvernemental, ayant pour seul but de faire disparaître les Arméniens de leur propre pays.

Nous protestons contre l'état de siège que subit notre pays depuis quelques années, état qui est la source de tout l'arbitraire dans l'administration.

Nous protestons contre les innombrables arresta-

tions politiques; contre les tortures barbares que l'on fait subir aux détenus; contre les exactions des fonctionnaires et des percepteurs d'impôts.

Nous protestons également contre les incessantes attaques à main armée commises journellement par les Kurdes et les troupes régulières, contre le renouvellement desquelles aucune garantie ne nous a été donnée, malgré toutes les promesses faites depuis l'affaire du Sassoun.

C'est au nom de ces légitimes aspirations que :

Nous réclamons de Sa Majesté Impériale le Sultan et de l'Europe des droits légaux nous garantissant d'une manière absolue la sécurité de nos corps et biens, la sauvegarde et le respect dus à notre honneur.

Nous réclamons la liberté de la conscience, de la presse, et des assemblées publiques ; l'égalité absolue de tous devant la loi.

Nous réclamons que toute arrestation ait sa justification immédiate devant les Tribunaux ; que le port d'armes nous soit autorisé.

Nous réclamons la diminution du nombre des divisions administratives dans les six provinces. Cette réduction devra être effectuée de manière à répartir en divisions ethnographiques homogènes les populations desdits vilayets.

Nous réclamons la création d'un poste de Gouverneur général de ces six vilayets. Délégué par les puissances d'accord avec la Porte, ce fonctionnaire devra gouverner le pays au nom de Sa Majesté Impériale le Sultan avec le concours d'une Assemblée locale, dont les membres seront élus par le suffrage

universel, sans distinction ni de race, ni de religion, ni de position sociale.

Nous réclamons des réformes économiques correspondant aux besoins locaux telles que : la diminution des impôts ; la suppression de la corvée des travaux gratuits seigneuriaux (pour les Beys et Aghas) ; l'abolition du fermage de la dîme ; la création d'un système unique d'impôts uniforme pour tout le pays ; la suppression des illégales contributions imposées par les Kurdes et de l'expropriation forcée des propriétaires arméniens, pour la distribution de leurs terres aux Kurdes.

Nous réclamons que l'on interdise aux Kurdes nomades leurs pérégrinations périodiques, et que devenus sédentaires ils soient contraints d'obéir aux lois existantes, et de se soumettre aux impôts que paient tous les autres habitants du pays. On devra supprimer également l'organisation des Kurdes en tribus dépendant de chefs de clans. Les troupes irrégulières de cavalerie (Hamidiés) nouvellement créées devront être licenciées, et les Kurdes astreints au service militaire à l'instar de tous les autres sujets ottomans.

Nous réclamons que les revenus du pays soient principalement, et en premier lieu, consacrés aux besoins locaux.

Nous réclamons enfin une amnistie générale sans aucune exception, pour tous les détenus exilés et émigrés politiques arméniens.

Pour fermer sa frontière et aussi pour prendre l'offensive contre les comités de Tur-

quie, le gouvernement russe installa dans l'Arménie turque une police et une propagande. La propagande s'adressait surtout aux districts limitrophes et essayait de les convertir à l'orthodoxie, en leur promettant le soutien du Tsar et l'entrée prochaine des troupes libératrices. La police se composait d'Arméniens et de Musulmans stipendiés, de fonctionnaires surtout. Auprès de chaque gouverneur et dans chaque préfecture, la Russie avait son espion : à Erzeroum, par exemple, ce rôle était tenu par le cadi de Hassan-Kala, et, de toute la province, on venait lui vendre des renseignements. Des inspecteurs et des espions faisaient des tournées régulières et semaient dans les villages des feuilles d'adhésion à l'orthodoxie et des pétitions au Tsar.

Police et propagande produisirent un grand émoi dans toute l'Asie Mineure : orgueil des chrétiens et craintes des musulmans à l'annonce du « Moscoff » qui viendra bientôt ; colère des comités contre les traîtres et les vendus ; inquiétude du clergé et des patriotes devant les conversions extorquées ; méfiances de l'autorité qui sent une agitation tout autour d'elle et qui trouve les chrétiens moins

souples à ses fantaisies ; redoublement de propagande arménienne : les esprits peu à peu penchèrent à la violence, et l'on se prépara à la guerre ouverte. Dans cette lutte entre les Arméniens et la Russie, les intérêts de la Turquie étaient évidents. Le catholicos Makar, l'ancien protégé des Russes, avait, en 1888, fait renouveler au Sultan les assurances de dévouement de la nation. Mais si les intérêts de la Turquie étaient d'un côté, le Sultan voyait maintenant les siens de l'autre.



On peut dire que, jusqu'en 1890, Abd-ul-Hamid, obsédé par les souvenirs de la dernière guerre, avait gouverné contre la Russie. Il avait demandé les conseils et l'appui de la Triple Alliance pour ses possessions d'Europe, de l'Angleterre pour ses provinces asiatiques. L'empereur d'Allemagne, qui vint lui rendre visite, était son grand protecteur. En juin 1892, un mémorandum de la Porte à l'ambassade d'Angleterre protestait encore des dispositions « dont les autorités impériales sont animées envers la grande nation amie ». Cette politique avait subi une légère déviation, après

l'annexion de la Roumélie par les Bulgares, que soutenait la Triple Alliance. Elle avait bientôt repris son cours et elle était personnifiée en Kiamil-Pacha, l'homme de l'Angleterre.

Kiamil resta grand-vizir jusqu'en septembre 1891. A partir de 1890, sa faveur avait graduellement décru, à mesure que le Sultan avait vu paraître et se multiplier les signes précurseurs d'un nouveau groupement de l'Europe. La Russie, jusqu'alors isolée, avait trouvé une amie. La Triplice semblait se disjoindre, et l'Angleterre s'attirait peu à peu la désaffection de tous. Le Sultan allait se trouver seul en face du Russe qu'il avait défié. Par brusques à-coups on le vit changer sa politique. Qui dit changement dans les États orientaux, et surtout en Turquie, et plus encore sous le Sultan Abd-ul-Hamid, dit presque toujours revirement. Le Sultan devint l'ami des Russes. Signa-t-il avec eux, comme certains l'affirment, un traité secret qui serait le pendant de la convention — d'abord secrète — de Chypre avec les Anglais? Cette affirmation a été répandue par les Jeunes Turcs; or, depuis la conversion à leurs idées de plusieurs personnages importants, ils peuvent

être en possession de bien des secrets. Ces engagements sont-ils très étroits? Les mêmes Jeunes Turcs prétendent qu'ils font du Sultan l'humble vassal, le serviteur très docile de la Russie, et que les ordres de l'ambassadeur et du drogman russes sont aveuglément obéis au Palais. Il faut faire la part des récriminations; mais il est certain que depuis 1890, et surtout depuis la chute de Kiamil-Pacha en 1891, une série de mesures ont prouvé l'intention du Sultan de plaire à la Russie et à son ambassadeur: cette chute elle-même, l'ouverture des détroits à la flotte volontaire, l'attitude de la Porte dans la visite de Stambouloff et l'affaire du Sinaï, les échanges de cadeaux et de cordons, et les envois d'ambassades extraordinaires en furent les marques les plus visibles. On y peut joindre le changement de dispositions à l'égard des Arméniens. La politique du Sultan à l'égard de ceux-ci étant hostile à la Russie, il devait l'abandonner le jour où il tomberait sous la dépendance des Russes.

D'ailleurs, ce changement avait été préparé par divers événements. En 1887, Saïd-Pacha, tombé en défaveur, voulait reprendre la main. Sans que rien motivât cette démarche, il demanda au Palais d'étudier les

fameuses réformes promises par le traité de Berlin, et dont personne, depuis sept ans, ne parlait plus. Le Sultan soupçonna les Arméniens d'avoir acheté Saïd. La fondation de l'Hindchak et sa propagande, malgré les protestations de ses chefs, l'inquiétaient. Les plaintes des autorités contre les menées secrètes des Arméniens, le mécontentement et l'inquiétude des musulmans indigènes, faisaient naître en lui des terreurs insurmontables. Il se rapprocha des chefs kurdes. Il fit surveiller étroitement les fonctionnaires arméniens et la propagande arménienne. Aussitôt, il y eut des exils : la communauté de Van fut durement frappée en 1888. Les préfets soumirent à une revision les firmans impériaux accordés aux églises et aux écoles : on ferma toutes celles qui dans les années dernières avaient été ouvertes au su de l'autorité, mais sans firman. Les exactions dans les levées d'impôts redoublèrent. En même temps les Kurdes, se sentant soutenus ou du moins non contrariés, s'abandonnent à leurs fantaisies : le grand bandit Moussa-Bey, après un procès fameux où l'on démontre sa culpabilité et sa vie de rapines, est acquitté. Les *dere-beys* (beys de la vallée) des plaines et les *aghas*

des montagnes rançonnent les hommes et enlèvent les femmes. Les évêques se plaignent des conversions forcées à l'Islam. En 1889, dans les districts-frontières surtout, la situation des Arméniens devient très dure.

Le 26 février 1890, le conseil de la nation, par l'organe du patriarche Achikian, adresse à la Porte des doléances auxquelles on donne une réponse polie. Mais en mai, sur une dénonciation venue on ne sait d'où, les autorités d'Erzeroum reçoivent l'ordre de fouiller les églises arméniennes et d'y chercher les armes et les munitions entassées là par les révolutionnaires. La perquisition se fit avec la maladresse et la brutalité que le pouvoir turc apporte d'ordinaire à ces opérations. L'église cathédrale, défendue par les Arméniens, fut prise de force et profanée par les soldats ; la perquisition prouva seulement que ni dans les autels, ni sous les dalles soulevées, ni dans les armoires forcées il n'y avait d'armes ni de poudres ; mais vingt Arméniens avaient été tués et plus de trois cents blessés.

Cette affaire d'Erzeroum, qui mit du sang entre le Sultan et ses Arméniens, marque véritablement la fin de l'entente. Désormais, le Sultan sera convaincu que la propagande

des comités est tournée contre lui et que toute la nation marche derrière les Comités. Les Comités, d'autre part, se persuadent que l'on ne peut rien obtenir de l'intelligence ou du bon vouloir du Maître et qu'il faut lui forcer la main. Leur but sera de l'intimider et, si la peur ne suffit pas, de créer en Asie Mineure. par tous les moyens, un état des choses et des esprits qui attire l'attention et, si possible, l'intervention des puissances européennes.

Les Comités se trompaient assurément et poussaient la nation dans une voie dangereuse. Mais, à ce moment, l'influence des premiers fondateurs de l'Hindchak était combattue, au sein même des Comités, par de nouveaux venus : originaires pour la plupart de l'Arménie russe, moins au courant des relations d'autrefois avec le gouvernement turc, ils voyaient seulement et de plus près l'oppression de leur peuple ; ayant d'ailleurs servi pour la plupart dans l'armée russe et affiliés aux Sociétés secrètes de Russie, ils n'avaient aucune confiance dans la temporisation et les négociations des politiques : ils voulaient agir. Au sein de la propagande arménienne, il s'était formé un véritable parti révolutionnaire, qui resta dans les rangs de l'Hindchak jusqu'en 1893, mais qui

alors fit scission sous le nom de *Trochak*, l'Étendard.

Ces révolutionnaires russes formèrent le plan d'un soulèvement arménien, qui s'appuierait, disaient-ils, sur une intervention russe : ce fut entre eux et les autres membres de l'Hindchak une différence radicale. Les Hindchakistes se défiaient plus encore de la Russie que de la Turquie, et ils proclamaient leurs défiances. Les Tròchakistes crurent d'abord, ou plutôt feignirent de croire — en constatant parmi la foule les sympathies d'autrefois encore vivantes — que la Russie pourrait délivrer les Arméniens. Croyaient-ils nécessaire de faire l'union arménienne sous le Russe, pour la tourner ensuite contre le Russe, à l'exemple des Bulgares? Les préjugés philorusses de la foule ne leur semblaient-ils, au contraire, qu'un instrument d'influence plus commode, en vue d'un but tout différent? Réelles ou simulées, leurs sympathies moscovites durèrent peu et, dès 1894, ils revenaient aux sentiments et aux déclarations de l'Hindchak. Mais il resta toujours une autre différence. L'Hindchak, groupé autour de son chef et de son comité directeur, agissait en parti politique constitué. Dans le Trochak, au con-

traire, chaque sous-comité et même chaque individu conservait son absolue liberté de paroles et d'allures : la propagande individuelle était son habitude, comme la propagande par le fait sa méthode. Dans le fond, ses revendications n'avaient rien de révolutionnaire. Sa circulaire aux ambassades, même après les massacres de Constantinople, les formulait ainsi :

Nous avons sans cesse protesté à l'Europe contre la tyrannie turque, mais nos protestations légitimes ont été systématiquement refusées. Sultan Hamid nous a répondu par une vengeance sanglante. L'Europe a vu cet effroyable crime et a gardé le silence.

A nos exigences consacrées par notre sang vient se joindre l'idée fixe de vengeance sacrée, dressée devant nous comme un fantôme noir. « La force prime le droit », nous a dit l'Europe par son indifférence homicide, et nous, les faibles, les privés des droits humains, nous nous voyons obligés de nous adresser à la science, en cherchant tous les moyens pour briser le joug abominable du Sultan.

Le temps des jeux diplomatiques est passé.

Le sang versé par nos 100 000 martyrs nous donne le droit de demander la liberté. Malgré toutes les insinuations de nos ennemis, nous n'avons demandé et nous ne demanderons que le strict nécessaire.

A savoir :

1. Nomination pour l'Arménie d'un haut commissaire, d'origine et de nationalité européennes, élu par les six grandes puissances ;

2. Les valis, mutessarifs, et caïmacams seront nommés par le haut commissaire et sanctionnés par le Sultan ;

3. Organisations de milice, de gendarmerie, et de police des populations indigènes, sous le commandement d'officiers européens ;

4. Réformes judiciaires d'après le système européen ;

5. Liberté absolue des cultes, de l'instruction et de la presse ;

6. Destination des trois quarts du revenu du pays aux besoins locaux ;

7. Extinction de tous les impôts arriérés ;

8. Exemption d'impôts pendant cinq ans et destination, pendant les cinq ans suivants, de l'impôt au dédommagement de la perte causée par les derniers troubles ;

9. Rétrocession des immeubles usurpés ;

10. Retour libre des émigrés arméniens ;

11. Amnistie générale pour les condamnés politiques arméniens ;

12. Nomination d'une Commission temporaire, formée par les Représentants des grandes puissances, laquelle s'établira dans une des villes principales de l'Arménie et surveillera l'exécution des articles susdits.

Le Trochak, au reste, en tant que société, n'eut pas un grand rôle : l'attaque de la Banque Ottomane en 1896 fut son seul exploit. Mais, au sein même de l'Hindchak, jusqu'en 1893, les Arméniens russes eurent une influence prépondérante, surtout dans les comités d'Asie Mineure. Là, à partir de 1891, les Hindchakistes se conduisirent en véritables terroristes, aussi bien envers leurs congénères qu'envers les populations et les autorités. Leur but hautement avoué était de rendre nécessaire, à n'importe quel prix, une intervention européenne. L'exemple des Slaves et le mot bien connu d'Aali-Pacha sur le Zeïtoun hantaient leurs esprits : ils voulaient un Monténégro arménien. Ils croyaient qu'étant données la propagande et l'oppression russes, et, d'autre part, l'entente du Sultan avec le Tsar, ils n'avaient plus de temps à perdre. A cette heure décisive, mesurant l'importance et les difficultés de l'entreprise, ils étaient décidés à tous les sacrifices et à tous les moyens :

« Il faudra beaucoup de choses pour arriver à la délivrance, disait la Ligue patriotique arménienne dans un de ses Appels; il nous faudra beaucoup de temps et d'argent, et il nous faudra beaucoup de sang... Pour accom-

plir notre œuvre, beaucoup devront engager leurs vies et succomber, les armes ou la plume à la main[1]. »

Il fallait d'abord grouper toute la nation et montrer à l'Europe une Arménie, et une Arménie mécontente. Or, le peuple arménien, malgré tout, n'était pas mécontent, dans l'ensemble tout au moins. Les paysans souffraient et criaient, mais les citadins, habitués au calme et aux bénéfices du bazar, et surtout les fonctionnaires arméniens, très nombreux encore dans toutes les administrations, ne se plaignaient pas. Les comités rencontrèrent de l'indifférence chez les riches et de l'hostilité chez des employés du gouvernement, qui les dénoncèrent même aux autorités. Les Comités terrorisèrent les riches par des menaces et les mouchards par des assassinats.

Le nommé Garabet Kernulian, écrit en 1893 l'agent consulaire anglais de Samsoun, a été assassiné par ordre des Comités arméniens pour avoir dénoncé au sous-préfet leur intention d'afficher des placards. Le nommé S. Paghladounian a été assassiné à Amassia, également par ordre des Comités, pour avoir dénoncé leurs secrets... Un autre espion, Djamakian, a eu la tête tranchée et placée entre ses

1. *Livre Bleu*, 1896, VI, p. 38.

mains, et un de ses doigts coupé introduit dans la bouche.

Le 3 mai courant, un mercredi, vers dix heures à la turque (cinq heures du soir), c'est-à-dire en plein jour, le nommé Mighirditch Mirigianian a été assassiné en passant devant l'église grecque de Marsovan par deux hommes portant le costume de Kurdes. Ce Mirigianian, originaire d'Eghin, habitait dernièrement Ordou, et Bekir-Pacha l'avait amené avec lui pour lui servir d'espion auprès des Arméniens. Les membres du Comité décidèrent de le faire assassiner, et c'est pour espionnage que le crime a été commis.

Le 7 mai, un dimanche, le nommé Agop Ghulian, qui marchait dans la rue avec sa femme, a été également assassiné par deux individus, par ordre des Comités et pour avoir dévoilé leurs secrets.

On parle d'un troisième assassinat commis également dans les mêmes conditions, mais ce bruit mérite confirmation : la moindre indiscrétion ou divulgation d'un secret d'un Arménien auprès des autorités suffit pour que sa mort soit aussitôt décidée par un pouvoir occulte dont la puissance paraît grandir [1].

Avertis par de tels exemples, les Arméniens restés fidèles à la Turquie ou seulement indifférents durent servir ou tolérer la propagande. Peu à peu, chaque ville arménienne tomba

1. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 119-123-190.

sous la tyrannie d'un Comité omnipotent. Les chefs, inconnus de la foule, régnaient dans l'ombre et le mystère sous des noms à demi fabuleux ; tel ce « Baron Minet » que tout le district de Marsovan, en 1892-1893, connaissait et suivait, sans que personne l'eût jamais vu. Un ordre paraissait, et les marchands devaient fermer le bazar. Un placard était affiché dénonçant tel ou tel fonctionnaire, et le lendemain des coups de feu le saluaient au passage. La moindre dispute entre musulmans et chrétiens devenait un prétexte à bataille ou à rébellion, à Tokat pour un tapis, à Siwas pour une charrette. Des propagandistes, armés et parfois montés, circulaient dans les villages ; ils excitaient les paysans contre leurs voisins musulmans, sous prétexte, ou à cause parfois de conversions plus ou moins volontaires, de troupeaux volés, de champs en conteste. On rossait et l'on tuait les gendarmes collecteurs de taxes. On attaquait les convois et les caisses du gouvernement.

Enfin une révolte ouverte sembla nécessaire et l'on essaya du côté du Sassoun. Mais les Sassouniotes se souciaient médiocrement de l'idée nationale et, pour leurs affaires personnelles, ils préféraient une entente avec leurs

aghas kurdes à toutes les promesses d'intervention européenne. Du côté de Zeïtoun, le terrain était mieux préparé : les Zeïtouniotes, depuis un demi-siècle, en étaient à leur troisième révolte ouverte et, dans l'intervalle, ils avaient vécu en une perpétuelle semi-rébellion. En 1892, un mouvement semble avoir été tenté. Mais ces affaires de Zeïtoun, qui seraient parfaitement connues si le Gouvernement français publiait un Livre Jaune, restent bien ténébreuses encore. Ce ne fut que beaucoup plus tard, en octobre 1895, quand la crise arménienne battait son plein, que les Zeïtouniotes se levèrent pour cette insurrection de six mois, que Nazar-Bek a racontée dans la *Contemporary Review* (avril 1896).

En somme, l'agitation des comités n'avait produit que des assassinats de traîtres, quelques fuites de suspects, des enlèvements de filles et des vols de troupeaux, une certaine excitation parmi les chrétiens, un grand mécontentement et une sourde colère parmi les musulmans, et un malaise général à la suite des querelles, des vengeances et des dénonciations.

***

Ainsi quelques hommes avaient entrepris de créer une nation arménienne à tout prix et par tous les moyens. Mais si les comités s'égaraient en une politique condamnable et inutile, le Sultan allait commettre une erreur bien plus grande et bien plus criminelle, en confondant, comme de parti pris, la nation et les comités, le peuple et une poignée de meneurs : « De même que dans d'autres contrées, déclare-t-il officiellement en novembre 1894 [1], on a des nihilistes, des socialistes et des anarchistes, qui travaillent à obtenir du gouvernement des concessions et des privilèges qu'on ne saurait leur accorder, et de même que les gouvernements sont obligés contre eux à des mesures de répression ; de même en Turquie, les Arméniens, appuyés par les fonctionnaires anglais, s'enhardissent à des actes de rébellion, et le gouvernement est tout à fait en droit d'employer contre eux tous les moyens en son pouvoir. Il n'est que trop naturel que tout individu porteur d'armes subisse immédiatement le châtiment sommaire. N'est-ce pas ainsi que

1. *Livre Bleu*, 1895, I, p. 20.

les Italiens ont procédé chez eux il y a quelques mois à peine? »

Dans un pays, où tout le monde est armé, ce raisonnement du Sultan ne manque pas de valeur. Qu'Abd-ul-Hamid ait cru nécessaire à sa sécurité personnelle et à la tranquillité de son empire de supprimer la propagande arménienne, soit! Ce n'était pas une politique d'homme éclairé et perspicace, car, même en acceptant les demandes des comités, on peut croire qu'il eût servi les véritables intérêts de son gouvernement et de ses peuples. Mais c'était son droit de souverain absolu. Or, il pouvait atteindre les comités; malgré le secret et la terreur dont ils s'entouraient, l'autorité les atteignit toutes les fois qu'elle en reçut l'ordre et qu'elle voulut s'en donner la peine:

Depuis quelque temps déjà, écrit le consul anglais de Samsoun le 28 septembre 1893, Békir-Pacha avait connaissance, par un espion, du lieu où les membres du Comité se réunissaient. Ayant rassemblé trois cents hommes composés de zaptiehs et de soldats, il fit cerner dans la nuit du 20 au 21 tout un quartier, et, afin de prendre les membres du Comité vivants, il attaqua à la pointe du jour la maison qu'ils occupaient. Ceux-ci se défendirent à coups de feu et lancèrent même deux bombes de dynamite au milieu des assaillants. Ce n'est qu'a-

près un siège de quatre heures qu'on s'empara du local. La troupe a fait également usage de ses armes. Elle a eu, dit-on, vingt-cinq hommes morts et blessés. Le chef du Comité que l'on prétend être un Arménien du Caucase, de nationalité russe, a été pris blessé en voulant s'enfuir par les toits. Il a expiré le lendemain ; on a eu le temps, cependant, de lui faire subir un interrogatoire qui a été sans conséquence et n'a compromis aucun de ses complices. Deux membres du Comité ont été tués ; deux autres, voyant que toute résistance était inutile, se sont suicidés afin de ne pas tomber vivants entre les mains des Turcs. Quatre ont été pris sur lesquels un est parvenu à s'échapper [1]

D'autre part, il pouvait, par l'intermédiaire du Patriarche, des évêques, des chefs des communautés et surtout de ses fonctionnaires arméniens, arriver à la nation et réveiller en elle, contre les comités, le désir de calme et de paix qui animait au fond ce peuple de commerçants, moins curieux de politique que de bonnes affaires.

Mais tous ces instruments d'influence et de pacification furent brisés un à un ou employés à l'œuvre de tyrannie et de persécution. On surveilla d'abord les employés arméniens et on élimina ceux qui ne voulurent pas se prêter

1. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 197-198.

aux besognes d'espionnage. Il ne resta bientôt plus que les mouchards ou les coupe-bourses, dont la présence, loin de rassurer les populations, ne faisait qu'aigrir les rapports entre préfets et Arméniens. Traqués par la haine publique, les Arméniens demeurés fonctionnaires fuyaient de toute l'Asie Mineure et venaient à Constantinople se poser en victimes de leur loyalisme et en accusateurs de leur peuple. Sur leurs dénonciations, le Sultan s'en prit aux chefs des communautés: l'évêque de Zeïtoun, l'évêque de Hadjin, l'évêque d'Adana, l'évêque d'Arabkir, l'évêque de Fernooz, les métropolitains de Mouch, de Kemakh et de Boulanik, et plus de cent prêtres, furent arrêtés, emmenés les fers aux pieds dans les prisons d'Alep ou d'Erzeroum, exilés à Rhodes et à Saint-Jean-d'Acre, ou même condamnés à mort. Le Sultan avait déconsidéré le patriarche Achikian par les basses besognes qu'il lui avait imposées. Les comités forcèrent le patriarche à démissionner. La nation élut alors un homme estimé de tous, monseigneur Ismirlian, en qui le Sultan aurait pu trouver un modérateur des esprits; car, chez les chrétiens et chez les musulmans, la rigidité des mœurs du Patriarche, sa charité

et son activité apostolique lui avaient fait un renom de saint ; l'Europe et ses représentants appréciaient sa droiture et son intelligence. Patriote sans faiblesse, monseigneur Ismirlian était incapable de flatteries envers les passions populaires ou d'ambitions chimériques pour sa nation et pour lui-même. Mais il était incapable aussi des besognes indignes que le Palais avait imposées à ses prédécesseurs, et le jour de son intronisation il avait prêté le serment de fidélité en ces termes :

Ce serment doit avoir un triple caractère de fidélité au gouvernement, de fidélité à la nation arménienne, de fidélité à la constitution.

Ma fidélité, d'abord, va au gouvernement. Mais cet engagement est limité par les droits que nous avons à la vie, à la propriété, à l'honneur, à la sécurité. Toute déclaration de fidélité, sans cette réserve, serait un mensonge et une fraude, dangereuse pour les intérêts de la nation et du gouvernement. Tout désir, toute demande, toute doléance, toute démarche, qui se proposera l'affermissement de ces droits, loin d'être une violation de mon serment, sera au contraire une preuve de mes sentiments de fidèle loyalisme.

En second lieu, ma fidélité à la nation : c'est la fidélité même à l'Église ; car le devoir de notre Église apostolique est de ne pas se séparer des droits du peuple. Les droits de nos Église et

Nation sont imprescriptibles et sacrés. Votre Patriarche en sera le défenseur et l'interprète, puisqu'il en est le gardien responsable devant la Nation et devant l'Église.

Enfin, pour le respect de la constitution et la conduite de nos affaires intérieures, toute ma carrière passée vous doit être un sûr garant.

Pour apprécier la dignité, mais aussi la modération de ce discours, il faut savoir qu'il fut prononcé au commencement de janvier 1895 : après quatre ans de tyrannie, de vexations, d'exils, d'emprisonnements et de pendaisons, après deux mois de massacres au Sassoun et plus de cinq mille victimes, pas un mot de récriminations, pas une demande politique, mais le seul droit réclamé pour un peuple de vivre, et de vivre en paix. Le Sultan traita cet homme en révolutionnaire, refusa de le recevoir désormais, et finit par le forcer à démissionner.

Après les chefs, les communautés. Sous prétexte de revision, on reprend les firmans des écoles et des églises. On confisque les cimetières comme terrains usurpés. On empêche les chants religieux comme révolutionnaires. Le commerce du bazar est entravé, sous mille prétextes; les boutiques de vin ou d'alcool, par

exemple, sont fermées ou saisies dans le voisinage des mosquées et lieux saints, qu'elles souillent ; or, avec les innombrables *djamis*, *tekkés*, *médressés*, tombeaux de saints et fontaines miraculeuses d'une ville musulmane, tout le bazar et toute la ville sont dans le voisinage d'un lieu saint[1]. On enlève les enfants et les filles et on les convertit à l'Islam. Aux individus, on défend la moindre réunion; pour la police, tout conciliabule devient un comité et tout soupçon un motif d'arrestation. L'autorité sait exactement le nombre des Comités et de leurs membres, qui souvent se font hautement connaître; mais, quand un placard, un assassinat ou un attentat survient, on arrête en masse tout un village ou tout un quartier : à Narman 58 personnes, à Mouch 250, à Bitlis 60, à Zeïtoun plus de 300. On juge à la grosse et l'on ne condamne qu'à l'exil ou à la mort : à Rhodes et à Saint-Jean-d'Acre, au bout de six mois, on a plus de 1200 forçats arméniens et les pendaisons ont dépassé deux ou trois centaines. Et cependant les Comités eux-mêmes, en des placards, en des lettres ouvertes, préviennent le

1. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 82; rapport du consul de Mersina.

palais et les préfectures qu'eux seuls ont agi.

A propos des lettres adressées au clergé arménien, de nombreuses arrestations ont été opérées parmi les Arméniens :

1° Attendu que les seuls auteurs et propagateurs de ces lettres sommes nous, les révolutionnaires Hindchakistes;

2° Attendu que les personnes arrêtées n'ont eu aucune participation en cette affaire;

3° Attendu que Sa Majesté le Sultan, en révoquant l'archevêque Khorêne Achikian, donna raison aux réclamations des Arméniens à propos de la question du patriarcat, et par cet ordre même annula le délit reproché aux personnes arrêtées.

Nous vous proposons, Altesse, de mettre immédiatement en liberté toutes les personnes arrêtées à propos de ladite question. C'est seulement par des mesures d'accord avec la justice et en donnant satisfaction aux réclamations si justes du peuple arménien que vous pourrez, Altesse, prévenir la révolution qui menace d'éclater sur toute l'étendue de l'empire ottoman. Connaissance a été donnée de cette lettre aux représentants des puissances étrangères.

Comité révolutionnaire Hindchakiste, branche de Constantinople.

Il est visible, d'autre part, que les communautés sont tyrannisées par les Comités. A

Amassia, le Comité condamne à mort seize notables qui ont refusé de prêcher l'insurrection, et l'un d'eux, chef de la communauté protestestante, est assassiné [1]. Les riches, pour échapper à leurs extorsions et à leurs menaces, émigrent en Amérique ou en Russie. Mais les préfets défendent l'émigration, pour garder eux-mêmes leurs victimes. Car l'accusation de menées ou de paroles révolutionnaires est devenue un des grands moyens de *mangerie :* cinq Arméniens de Marach, les plus riches, sont amenés à Alep, sous accusation de réunions secrètes; après un long interrogatoire et une plus longue détention, on les renvoie sans jugement; mais ils ont dû payer une rançon à tous les grands fonctionnaires [2]. Les moindres dépositaires de l'autorité, gendarmes et veilleurs de nuit, en usent ainsi et menacent de dénonciation, c'est-à-dire d'emprisonnement, tout Arménien qui leur refuse des marchandises ou de l'argent. En cas de résistance, le Sultan et ses officiers, dans son empire, contre ses sujets, se conduisent comme une armée en pays ennemi se conduirait contre les bandes de partisans : un village est tenu

1. *Livre bleu*, 1896, VI, p. 359.
2. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 11.

responsable pour la faute de quelques-uns, le plus souvent étrangers.

Dès le mois de février 1892, la Porte déclarait au Patriarcat que les menées arméniennes aboutiraient seulement à l'état de siège établi dans toutes les provinces[1]. Comment cette menace fut exécutée, un seul exemple pourra le faire voir :

## MÉMORANDUM DE LA S. PORTE
### DU 18 DÉCEMBRE 1894.

L'ambassade d'Angleterre a remis d'une manière officieuse un écrit pour informer que *soixante et un Arméniens* des villages de Dikkhas et d'Ekérek se trouvaient détenus *depuis l'année 1891* sous l'inculpation d'avoir pris part à l'assassinat de *trois musulmans* ; que, de ces derniers, les deux emprisonnés un moment comme prévenus de meurtre de trois Arméniens de Dikkhas, avaient été plus tard remis en liberté ; que les soixante et un Arméniens détenus *représentent la totalité des habitants mâles* d'âge moyen des villages précités ; que trois de ces Arméniens avaient été condamnés par la cour martiale à la peine de mort, et trente à celle de travaux forcés, et qu'à la suite de leurs plaintes, l'arrêt avait été infirmé et ladite cour invitée à juger de nouveau, mais que depuis lors *un an et demi*

1. *Livre bleu*, 1896, III, p. 8.

*s'est écoulé et dix-sept d'entre eux sont morts en prison.*

Voici en résumé les renseignements qui ont été recueillis :

Il y a quelque temps, trois Arméniens de Dikkhas et d'Ekérek, qui s'étaient rendus dans les forêts de Namervan, n'étant pas retournés dans leur village, leurs parents ont actionné devant le tribunal de Tortoum, comme auteurs de leur meurtre, le fils de Salih-Agha, le fils de Hussein et un autre musulman, sous le prétexte que ceux-ci avaient accompagné les individus disparus. Mais le tribunal avait prononcé leur mise en liberté. Les trois musulmans que l'ambassade déclare avoir été relâchés ne sont autres que ces deux enfants et leur compagnon. Plus tard le curé de Dikkhas et un nommé Déli-Sako ont fait venir de Russie le nommé Vartan et le fils de Kholik. Ce dernier, connu déjà par ses actes de brigandage et l'assassinat d'un grand nombre de musulmans, avait été désigné comme chef de la bande des brigands *arméniens déguisés en Mollahs et portant d'autres costumes musulmans*, qui avait été formée, aux frais d'un commercant arménien de Russie, à la suite des incidents de Koum-Kapou et d'Erzeroum, *pour assassiner tout musulman qu'elle rencontrerait.* Une bande de *quinze malfaiteurs* arméniens exerçait ces exploits dans les parages de Namervan. Cette bande avait dévalisé plusieurs musulmans et fait subir les derniers outrages à quelques femmes musulmanes, dont une est morte à son retour au village de Didé des suites de l'attentat.

Sur les plaintes du fils de Salih-Agha, les Arméniens poursuivis de ce chef ont été jugés par la cour martiale : *huit d'entre eux* ont été condamnés à la peine de mort, quelques autres à celles de travaux forcés, et deux ont été acquittés. Si l'affaire dont il s'agit a traîné jusqu'à présent, c'est parce que le fils de Kholik, qui est sujet russe, et qui s'était enfui en Russie, n'a pu être arrêté, et que les autres prévenus ne s'étaient pas présentés à temps.

Dans l'intervalle *treize des détenus sont morts de maladie.*

Dans cet exposé des faits, il y a des invraisemblances et même des mensonges évidents. Mais nous l'acceptons tel que. La Porte reconnaît :

1° Qu'à la fin de 1894, des prisonniers, arrêtés en 1892, n'ont pas encore été jugés définitivement;

2° Que cette affaire, néanmoins, où *quinze* malfaiteurs étaient impliqués et n'ont pas tous été arrêtés, a déjà coûté la vie à *treize* Arméniens, sans parler de huit condamnés à mort et de quelques autres, condamnés aux travaux forcés.

On pourrait donner vingt autres exemples. Les Arméniens sont pourchassés sur toute l'étendue de l'Empire. Dans le gouvernement de Smyrne, où ils sont en infime

minorité, l'autorité fouille toutes leurs maisons, confisque livres et atlas où le nom d'Arménie peut se rencontrer et enferme leurs détenteurs [1].

On jette ainsi dans la révolution, des districts entiers, qui, jusqu'alors, éloignés du gros de la nation, vivaient loin de toute propagande. Sur toute la côte de la Syrie, de Mersina à Saint-Jean-d'Acre, des bandes d'hommes et des caisses d'armes sont débarquées [2]. Les Comités préparent l'insurrection générale. Des bandes armées tiennent la campagne, surtout dans les régions où la présence des Kurdes et le fanatisme des softas exaspèrent les plus patients. Amassia, avec ses nombreux *médressés* (séminaires), Tokat et Yuzgat sont chaque semaine le théâtre de rixes. En août 1895, le bazar d'Amassia flambe un samedi soir, à l'heure où les chrétiens se sont déjà retirés pour le repos du dimanche, et, toute la nuit, cinquante-huit maisons, cent soixante-cinq boutiques, deux khanes, une mosquée, une médressé, une école turque brûlent ; le consul anglais accuse les Armé-

1. *Livre bleu,* 1896, VI, p. 263.
2. *Livre Bleu,* 1896, II, p. 2.

niens[1]. A Césarée, l'annonce des réformes prochaines pour la fête du Sultan amène une bataille des rues[2]. A Kharpout, deux hindchakistes revenus d'Amérique ameutent le peuple et parcourent la ville en chantant des chants patriotiques : devant le consulat d'Angleterre, ils crient à pleine voix : « Dites bien que nous n'avons peur de personne[3]. » A Trébizonde, les Arméniens parlent librement de la révolution prochaine : les jours de tranquillité et d'inaction sont passés ; une bande de quarante hommes est prête ; on fait un emprunt forcé et l'archevêque est taxé à douze cents francs[4]. Les autorités turques, écrit le consul de Trébizonde, affirment que, dans toute communauté arménienne, grande ou petite, il y a des désespérés tout prêts au martyre pour la cause nationale[5].



On prête à Saïd-Pacha un mot qui doit avoir été prononcé : « On supprimera la

1. *Livre Bleu*, 1896, VI, p. 330.
2. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 9.
3. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 181.
4. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 21.
5. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 10.

question arménienne, en supprimant les Arméniens. » Pour nos cerveaux européens, c'est là une telle sottise et une telle monstruosité, qu'il est difficile, au premier abord, d'admettre une telle préméditation.

A la vérité, le Sultan s'autorisait d'exemples donnés par l'Europe. Quand les ambassadeurs lui firent des remontrances sur les emprisonnements en masse, il leur cita l'exemple de la Russie et le procès de Kars, où quarante-trois Arméniens répondirent d'un meurtre prêté à l'un d'eux. Quand les ambassadeurs firent des remontrances sur l'enrôlement des Hamidiés : « Ce sont de vrais Cosaques », répondit le Sultan. Il y avait un autre exemple que le Sultan n'invoquait pas, mais qu'il eut toujours devant les yeux. Les Juifs gênaient le gouvernement et le peuple russes : la Russie les a supprimés. Des centaines de mille exilés ont dû quitter l'Europe. Le Sultan, sous ses fenêtres, a vu passer leurs convois au long du Bosphore ; le tout-puissant baron Hirsch avait même proposé d'en amener plusieurs milliers en Macédoine ou en Syrie.

Mais le Sultan n'avait pas besoin de ces exemples de la politique européenne. C'est une vieille tradition musulmane que le gou-

vernement ne va pas sans hécatombes : le jour où les Grecs de Chios sont gênants, on les massacre ; le jour où les janissaires sont inutiles, on les canonne et on les hache ; au printemps prochain, tout le monde sait que la Macédoine créera des ennuis, et, déjà, par des appels aux Albanais, on prépare la solution.

Cette tradition est plus fidèlement gardée dans l'Empire par les Arabes syriens, pour qui un massacre de chrétiens s'impose périodiquement comme une nécessité religieuse et sociale : sans ces massacres périodiques, le Liban, depuis un siècle, et la Syrie, depuis cinquante ans, seraient chrétiens. Or, par conviction religieuse et par ambition politique, surtout par peur d'une révolte arabe ou syrienne, le Sultan a toujours été un défenseur ou un rêveur du Pan-Islam, et le Syrien a toujours été en faveur au Palais. Dans son intimité, le Maître admet depuis longtemps Aboul-Houda, un de ces derviches fanatiques et un peu fous, que l'on rencontre dans les bazars syriens, couverts de vermines et d'ulcères, les joues et les seins transpercés de poignards, les jambes et les bras tailladés de blessures volontaires, — de saints hommes

vraiment et de grands faiseurs de miracles, que la vénération populaire tranforme aisément en *madhis*. Aboul-Houda était venu à Constantinople, traînant derrière lui, à travers l'Asie Mineure, un renom de sainteté et de sagesse. A Stamboul, le peuple l'avait entouré et buvait tous ses mots, et il prêchait contre la corruption du siècle, le luxe des chefs et la tiédeur des croyants, surtout contre les concessions aux idées et aux exigences du *ghiaour* et contre la faiblesse du Khalife envers les *raias*. Le Sultan l'a attiré et gardé à Yildiz-Kiosk, pour se réserver à lui seul un si vertueux conseiller. Le peuple raconte qu'entre eux, ce sont, à certaines heures, des entretiens et des exercices pieux, une lutte de macérations et de prières et aussi de sortilèges et d'enchantements. Il est certain qu'Aboul-Houda a conquis une grande influence, dont la magie et la religion ne sont pas les véritables instruments. On ne tient vraiment Abd-ul-Hamid que par la peur.

Aboul-Houda, auprès du Sultan, incarne le vieil Islam et son mécontentement, le fanatisme populaire et ses menaces d'explosion, surtout le nationalisme arabe et syrien et ses tendances au séparatisme. En relations

avec les séminaires et les mosquées de Stamboul, avec les couvents d'Asie Mineure et les confréries de Syrie et d'Égypte, il parle au nom de tous ces fidèles, que l'envahissement de l'Europe et surtout la prospérité des chrétientés indigènes lèsent dans leurs intérêts quotidiens et blessent dans leurs convictions intimes. Il prédit la révolte prochaine de tant de cœurs généreux, prêts à verser leur sang pour le service du Prophète et pour le salut du Khalifat, même contre le Khalife. Il ordonne de revenir aux vrais principes de gouvernement : seul le musulman a droit à l'existence; les autres, épargnés par la générosité du vainqueur, ne subsistent que par la tolérance du Maître. Leur droit à la vie n'est qu'un don gracieux, toujours précaire, toujours révocable. Quand, par la faute de ces *chiens*, le Khalife est amené à choisir entre leur disparition et la sécurité de son empire ou — qui sait peut-être? — la conservation même de sa précieuse vie, la moindre hésitation serait un crime.

C'est ainsi que peu à peu, par des voies très diverses, mais qui, toutes, aboutissaient à la vertu dominante du Maître, — la peur, — l'idée du massacre se forma, grandit, devint pres-

sante. Il ne fallait plus qu'une occasion. On ne l'attendit pas longtemps. Après l'affaire du Sassoun (janvier 1895), le Sultan revint aux promesses de réformes. Il donna sa parole qu'elles étaient l'objet de toutes ses pensées, qu'au reste elles étaient prêtes et qu'avant un mois elles seraient publiées. La propagande des Comités s'arrêta aussitôt, pour ne donner aucun prétexte de retard. Mais cinq mois se passent et de semaine en semaine le Palais recule la date. Le rapport de la commission internationale sur les atrocités du Sassoun paraît (juillet 1895) et le Sultan se confond en nouvelles promesses, en paroles d'honneur : huit jours encore et l'Empire sera réformé. Trois mois de retard encore, sans que ni la nation, ni les comités, — ni l'Europe d'ailleurs, — perdent patience. Enfin le 28 septembre 1895, les Comités arméniens envoient aux ambassadeurs, à la Porte et au Palais, la note suivante :

Constantinople, le 16 (28) septembre.

Les Arméniens de Constantinople, ont décidé de faire prochainement une manifestation tout à fait pacifique pour exprimer leurs *desiderata* concernant les réformes à introduire dans les provinces arméniennes.

Le Patriarcat fit tout, la Porte ne fit rien pour empêcher cette démonstration. Dans ce pays, où tout groupe de quatre personnes est surveillé et dispersé, dans cette ville de Constantinople, où la terreur du Sultan empêche même les musulmans de se réunir pour un dîner ou pour un bal, on laissa deux mille Arméniens se grouper en armes à Koum-Kapou et marcher vers la Sublime Porte. Le Grand Vizir avait reçu l'avis de l'Hindchak en même temps que les ambassades. Des soldats et des gendarmes attendaient la manifestation devant la Porte. Si l'on en croit le gouvernement, les officiers donnèrent l'ordre de la disperser « avec le plat du sabre et la crosse des fusils ». Un coup de feu partit, qui tua un officier. Une décharge générale de la troupe mit en fuite les Arméniens. Ces apprentis révolutionnaires, armés de pistolets et de poignards, ne firent aucune défense : ceux qui tiraient fermaient les yeux ou détournaient la tête et envoyaient leurs balles dans le pavé. Les softas et la canaille turque accourus avec des bâtons — ce fut la première apparition des *sopadjis* — les assommèrent comme du bétail à l'abattoir, soutenus par la troupe, aidés par la police, ainsi que les ambassa-

deurs l'affirmèrent dans leur note collective à la Porte.

Cette assommade de Stamboul, du 30 septembre 1895, fut le début des massacres systématiques qui commencèrent le 2 octobre à Trébizonde, continuèrent par Erzeroum le 6, Kighi le 14, Erzindjian le 21, Bitlis le 25, Baibourt le 27, Malatia le 29, Mersina le 31, Diarbékir le 1er novembre, Arabkir le 5, Mardin le 7, Van le 10, Mouch et Tokat le 15, Sert le 19, puis Samsoun, Orfa, etc., — il faudrait énumérer toutes les villes d'Asie Mineure, — s'espaçant durant trois mois suivant l'arrivée des émissaires qui apportaient les ordres du Palais. On avait d'abord télégraphié ces ordres, mais l'ambassade anglaise ayant pu acheter l'original d'une des premières dépêches, on recourut au système des émissaires. Après trois mois de travail, il y eut quelques semaines de chômage, puis on reprit et, pendant tout le mois de juin 1896, on retravailla. Mais la besogne était plus disséminée et moins abondante. Il restait pourtant les Arméniens de Constantinople, que l'on avait gardés pour la fin et que l'on assomma aux trois journées d'août 1896. Depuis, les villes oubliées ou exécutées à la hâte ont eu leur

tour ou leur renouveau. Jusqu'en novembre 1896, pendant treize mois, le Sultan poursuivit son œuvre, avec le concours des populations musulmanes fanatisées et avec la complicité indirecte de l'Europe, qui acceptait ses excuses mensongères, ses pourboires et ses décorations.



LES MUSULMANS ET L'EUROPE

# LES MUSULMANS

## I

Trois fois déjà, au cours du siècle, des massacres avaient été organisés par l'autorité turque, contre les chrétiens de Chios en 1822, contre ceux du Liban en 1880, contre les Bulgares en 1876. La première fois, à Chios, travaillant dans une île qui n'est populeuse que par endroits, n'ayant trouvé qu'un médiocre appui dans le petit nombre et l'indifférence des musulmans indigènes, et ayant été interrompus en pleine besogne par les brûlots de Canaris et les protestations de toute la chrétienté, les égorgeurs n'avaient guère pu faire que vingt mille victimes. La seconde expérience, au Liban, portant sur un admirable

pays, avec des villages nombreux et de très grandes villes, avait trouvé de zélés collaborateurs dans les indigènes fanatiques, et des témoins indifférents dans la plupart des chrétiens d'Europe. Seuls, Abd-el-Kader, du côté des musulmans, et la France, du côté des chrétiens, étaient intervenus. Mais, déjà, des centaines de villages brûlés attestaient la gloire du Padichah. En Bulgarie, les atrocités furent sanglantes, mais courtes : une invasion russe y mit bon ordre.

Venant en troisième lieu et profitant de l'expérience acquise, les massacres d'Asie Mineure ont duré plus de deux ans, dévasté une région plus grande que la France, et dressé, au seuil du xx^e^ siècle, cette pyramide de trois cent mille têtes humaines qui restera, à coup sûr, comme l'un des monuments de ce temps. Une telle œuvre demandait, sans doute, la collaboration du fanatisme musulman, mais, bien plus encore, la lâcheté ou l'inertie des politiques européens. On n'a voulu voir ou montrer dans ces événements que le déchaînement d'une force inconsciente et irresponsable, et comme un raz de marée musulmane, contre lequel la prévoyance ou la résistance de l'homme eussent été également impuissantes,

contre lequel aussi la justice humaine n'avait pas de recours. La vérité est que, du côté de l'Islam et du côté de l'Europe, les peuples ne doivent pas être mis en cause, et que les vrais coupables, comme ce parti d'autrefois, tiendraient à l'aise sur un divan.

Il y a dix ans à peine, les folies impériales auraient trouvé plus d'un obstacle à l'intérieur de l'Empire. L'ancien système gouvernemental de la Porte, avec son conseil de ministres et son armée de fonctionnaires, les aurait entravées dès l'abord. Car de tels projets peuvent naître et longuement mûrir dans le cerveau malade d'un solitaire; mais dix hommes réunis, même ministres du Sultan, même sans intelligence et sans cœur, ne pourraient les discuter de sang-froid, par le seul fait qu'étant dix, dix brutes humaines réunies auraient encore un réveil d'humanité.

D'ailleurs, le Turc est de nature paisible et bon. Même discutée, même admise un instant, cette idée n'aurait pu s'imposer treize longs mois. Elle se fût heurtée, au long de la voie hiérarchique, à la révolte d'un cœur généreux, à l'intelligence d'un politique ou, simplement, à l'indifférence d'un sceptique, et il ne manquait ni des uns ni des autres parmi

les onze gouverneurs généraux, les soixante préfets et les trois cents sous-préfets de l'Asie Mineure, et les officiers de deux corps d'armée.

Que si nul ne se fût levé dans cette Turquie officielle, j'ai connu et longuement fréquenté les populations musulmanes de ces provinces. J'ai, trois ans, circulé chez elles, sans autre escorte qu'un pacifique gendarme, sans précautions, sans provisions, arrivant le soir au village d'étape et demandant la « maison des étrangers », le *moussafir-oda*, que le moindre hameau entretient pour les voyageurs. Laissant nos chevaux à la garde du premier venu et nos bagages à la porte, nous nous installions aux deux côtés du foyer, et nous attendions le bois, le pain, les mets et le café que ces bons Turcs venaient nous offrir. Ils partageaient avec nous tout ce dont nous pouvions avoir besoin. Très souvent, au départ, il était difficile de leur faire accepter de l'argent...

Il est impossible, disent les politiques, d'agir contre le crime de tout un peuple. Assurément si, peuple et fonctionnaires, toute l'Asie Mineure était coupable, la situation actuelle serait sans issue, car il faudrait une

croisade, et le temps des croisades est passé. Mais il suffit d'ouvrir les yeux pour voir qu'il n'en est rien.

*
* *

Nous savons déjà, pour les fonctionnaires, comment l'autorité de la Porte, brisée, avait dû faire place à la tyrannie du Palais. Les ministres n'étaient plus consultés : ils étaient les premiers suspects. Dans les affaires asiatiques surtout, le maître avait accaparé tout le pouvoir, et le Grand Vizir Halil-Rifat-Pacha n'était au courant de rien :

Votre Excellence, écrivait à son ambassadeur le consul anglais d'Alep en 1893, doit savoir déjà que cette province, — comme, je présume, les autres provinces de Turquie, — est maintenant passée sous l'autorité directe du Palais. Les instructions de la Porte et des différents ministères, sauf en matière de pure routine, ne sont tenues pour rien, et quand elles contredisent, comme il arrive souvent, les ordres du Palais, on les néglige entièrement. Des télégrammes directs du Palais ont seuls quelque pouvoir et quelque poids sur les autorités locales. Les appels, contre l'injustice, la tyrannie et l'arbitraire exercés au nom de Sa Majesté, demeurent toujours sans réponse. Les accusés et les suspects,

même jugés et acquittés par les cours provinciales, restent en prison, tant qu'un ordre impérial ne les fait pas relâcher [1].

Les gouverneurs généraux se plaignaient ouvertement de leurs subordonnés, qui refusaient d'agir sous prétexte d'ordres impériaux : Arif-Pacha, gouverneur d'Alep, s'en étant ouvert au consul anglais, était destitué. Ailleurs, les subordonnés agissaient, tout à coup, sans les ordres du gouverneur ou même contre sa volonté : l'honnête vali d'Angora, Abeddin-Pacha, ayant eu le courage de protester, était rappelé à Constantinople ; le gouverneur de Kharpout était remplacé par le plus grand *mangeur* de l'Empire, Bakri-Pacha, qui, gouverneur de Péra et Scutari, avait été expulsé d'un cercle de Constantinople ; envoyé alors comme préfet, dans le gouvernement de Smyrne, il en avait été rappelé pour ses vols, sur une dénonciation de l'Angleterre ; enfin, nommé à la préfecture de Prichtina, il en avait été chassé par les musulmans albanais [2].

Quand le gouverneur honnête, trop populaire dans sa province ou trop influent à

1. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 58.
2. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 163.

Constantinople, ne pouvait être déplacé, on le doublait de préfets et de sous-préfets, qui avaient fait leurs preuves, — tel, dans le gouvernement de Bitlis, cet Ibrahim-Kiamil-Pacha, chassé de la préfecture de Bayazid par les plaintes des *imams* et des prêtres chrétiens, chassé ensuite de la préfecture de Mardin par les rapports des consuls européens, et nommé à la préfecture de Guendj pour préparer le coup du Sassoun[1].

De même, dans l'armée, on avait rappelé d'Asie Mineure tous les officiers, que la défiance impériale avait autrefois éloignés de Constantinople, sous prétexte d'intrigues ou d'opinions Jeunes-Turques, en réalité à cause de leur inaptitude aux basses besognes. On les avait envoyés dans des garnisons aussi lointaines, mais à l'autre extrémité de l'Empire, en Tripolitaine ou en Albanie. On les avait remplacés par ce colonel de Yédidjé-Kalé, qui fit égorger et rôtir les enfants d'une école française et dont la France n'a pas obtenu la punition; ou par ce général de Marach qui, pendant le massacre, chassait du bazar les soldats trop pressés de piller, et

1. *Livre Bleu*, 1896, VI, p. 1-6.

leur ordonnait de tuer d'abord; ou par ce maréchal d'Erzinghian qui fit le coup du Sassoun et qui, à la première nouvelle, en septembre 1894, reçut le grand-cordon de l'Imtiaz; puis, quand on apprit qu'il avait ravagé tout un district, massacré quelques milliers de laboureurs et mis en jachère quelques milliers d'hectares, l'officieux journal *Stamboul* publia le décret suivant du 22 novembre 1894 :

En reconnaissance des efforts déployés par S. E. le maréchal Zekki-Pacha, commandant en chef du IV^e corps d'armée, pour le développement de l'agriculture dans la province d'Erzeroum, S. M. le Sultan lui a conféré la médaille d'or du Mérite agricole; cette décoration sera envoyée au maréchal par les soins du ministère de l'Agriculture [1].

Dans la magistrature, le procureur général d'Erzeroum, Rechid-Bey, et le cadi, Nesib-effendi, étaient destitués pour n'avoir pas trouvé de bombes dans le quartier arménien. Mais, au procès des Arméniens d'Yuzgat, le président disait à un lieutenant de gendarmerie, Hadji-Emin : « Puisque cet homme résistait, pourquoi l'avoir amené ici ? Il aurait

1. *Livre Bleu*, 1895, I, p. 45-46.

fallu le tuer sur place; j'aurais demandé pour vous le grade de capitaine[1] ».

D'ailleurs, l'autorité et même les ordres formels des chefs responsables, dans le civil et dans l'armée, étaient annihilés par l'ingérence des agents occultes, qui transmettaient au dernier soldat, scribe ou gendarme, l'argent et les instructions du maître. Outre ces mouchards à poste fixe, des émissaires publics ou secrets, sous prétexte de décorations à remettre, d'enquêtes à faire ou de plaintes à vérifier, mettaient sans cesse le Palais en contact direct avec les populations.

Au point de vue des populations musulmanes et de leurs rapports avec les Arméniens, il faut distinguer deux régions dans l'Asie Mineure. Des onze gouvernements généraux où l'on trouve en nombre des communautés arméniennes, quatre au moins, les plus orientaux (Van, Bitlis, Kharpout et Diarbékir), ont une population musulmane en majorité kurde. Dans les sept autres (Erzeroum, Trébizonde, Adana, Alep, Siwas, Angora, Brousse), les musulmans d'origines diverses sont tous devenus Turcs par la langue qu'ils

1. *Livre Bleu*, 1896, VI, p. 63-78.

parlent et le nom même qu'ils se donnent, sauf les Arabes et les Syriens des gouvernements d'Alep et Adana. On peut donc adopter la distinction d'Asie Mineure kurde ou Kurdistan, et d'Asie Mineure turque ou Anatolie.



De même origine, semble-t-il, que les Arméniens, les Kurdes s'en sont distingués, au cours de l'histoire, par l'adoption, comme langue, d'un patois persan archaïque, et surtout par leur conversion à l'Islam. Ce sont les Albanais de l'Asie Mineure. Montagnards comme eux, violents et querelleurs, ils n'ont cherché dans le culte d'Allah que le droit de porter les armes et de vivre à leur fantaisie. Sans fanatisme religieux, ils n'acceptent les ordres du Khalife que pour la guerre, et ils ignorent les ordres du Sultan. L'autorité turque a pu installer dans les plaines ses préfets, ses gendarmes et ses impôts, Mais, dans les montagnes, le Kurde, resté indépendant, groupé en tribus ou en clans, n'obéit qu'à ses chefs indigènes, à ses *aghas*.

Ses relations avec les Arméniens étaient

celles de l'Albanais avec les Slaves. Dans les monts, les chrétiens, restés belliqueux et toujours armés, avaient obtenu la paix et la libre jouissance de leurs biens, moyennant ces redevances du *kiafir* et du *hala*, dont nous avons parlé. Dans les plaines, où l'autorité turque avait désarmé les paysans, le Kurde tombait à l'époque de la récolte ou de la tonte, au jour d'un mariage ou d'une foire, enlevait les troupeaux et les filles, rançonnait les paysans et les marchands, puis rentrait chez lui avec son butin.

Le Sultan, qui s'appuie en Europe sur les Albanais, cherchait depuis longtemps à se gagner les Kurdes en Asie. Chez ces musulmans un peu tièdes, il avait, dès 1880, construit des mosquées nouvelles, envoyé des prédicateurs, organisé une propagande religieuse et des pèlerinages à la Mecque. De saints hommes, cheiks et mollahs, attiraient le peuple aux mosquées par des distributions d'argent. En 1882, dans la chaleur de leur nouveau zèle, quelques-uns de ces néophytes se précipitèrent sur les cantons chrétiens et circoncirent près de deux mille paysans ; les plaintes du patriarche arménien et les remontrances des ambassadeurs vinrent contrarier leurs

pieux efforts. Mais les pèlerinages aux villes saintes et les prédications avaient continué, et les distributions d'argent. Le cheik de Zeilan s'acquit dans toute la montagne une réelle influence, grâce aux subsides de la Liste civile. En attendant l'heure des Arméniens, il tourna ses fidèles contre les Yézidis idolâtres, que l'on extermina ou que l'on força à regagner la Perse. On brûla aussi quelques villages nestoriens ou chaldéens : à l'est et au sud, on déchristianisa toute la province de Van.

Une propagande politique travaillait de son côté. Autrefois, en même temps que la Ligue albanaise, on avait tenté une Ligue kurde entre les principaux aghas, pour supprimer les haines et rétablir l'unité de la nation. Les tribus étaient séparées par des brouilles séculaires et par des vengeances héritées de père en fils : les Haidaranlis et les Chipkanlis se livraient presque chaque année une bataille en règle, dans les plaines de Melazgerd et d'Alazgerd. Au sein des tribus, le pouvoir était disputé entre les aghas et les *torouns*, représentants des vieilles familles : chez les Hassananlis, les bandes se prenaient et se reprenaient le bourg d'Hassan-Pacha ; à

chaque printemps, à chaque automne, quand les troupeaux allaient à la montagne ou redescendaient vers la plaine, un combat coûtait la vie à des vingtaines de Hassananlis, sans parler des Arméniens qui ne gagnaient rien à cette rivalité de leurs protecteurs [1].

Les efforts du Sultan avaient réussi à grouper les Albanais; ils échouèrent auprès des Kurdes. Les aghas acceptèrent sans doute son argent et ses conseils. Mais leur pouvoir était annihilé par la division des grandes tribus d'autrefois en une poussière de clans, qui avaient chacun leur petit agha ou leur toroun, et par la décadence de la discipline, qui en était résultée. Dans la tribu d'autrefois, l'agha avait droit de vie et de mort sur ses hommes. Tant que l'énergie physique et le succès maintenaient son influence, il usait de ce droit fréquemment. Les individus, ne trouvant aucune sécurité en dehors de leur groupe, ne pouvaient résister aux chefs. Mais trois interventions étrangères avaient peu à peu désagrégé les tribus. L'autorité turque, d'abord, avait pris à son service les transfuges et les révoltés : tout Kurde, mécontent de son agha, put deve-

1. *Livre Bleu*, 1896, VI, p. 85.

nir gendarme du préfet voisin. Puis, les communautés arméniennes, ayant de l'argent, prirent à leur solde des individus ou même de petits clans kurdes, qu'elles intéressèrent à leur défense, en les établissant dans leurs propres villages et en leur donnant une part de leurs champs ou de leurs récoltes[1]. Enfin, depuis dix ans, une propagande russe embauchait les torouns. Un certain Bedkran-Bey, que son influence avait fait interner à Constantinople, s'était échappé grâce à l'argent russe; d'Érivan, où il s'était installé, ses émissaires pénétraient jusqu'à Diarbékir. Au service du Turc, du Russe ou de l'Arménien, le Kurde avait désappris l'obéissance à ses aghas. La Ligue kurde, une fois constituée, n'eut que des chefs sans troupes.

Pour grouper la nation, on essaya d'un autre système dont la Russie fournit le modèle et le prétexte. On invoqua le voisinage de la frontière et l'exemple des Cosaques; on parla d'un Kurdistan transformé en confins militaires, et à partir de 1890 on travailla à ce

1. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 47 : Les Arméniens de Piran, persécutés par les Hassananlis, appellent chez eux Assad-Agha, auquel ils donnent vingt champs, dix prés et une maison neuve : le traité est signé en présence du sous-préfet de Boulanik.

plan. Les maréchaux Chakir et Zekki Pachas arrivèrent au commandement du sixième corps d'armée, avec la mission toute spéciale d'organiser les *Hamidiés :* voulant bien marquer sa faveur à ces troupes nouvelles, Abd-ul-Hamid avait tenu à leur donner son propre nom. Le plan comportait quarante-huit régiments de cinq cents hommes, sous le commandement de colonels et de capitaines de l'armée régulière, les autres grades étant réservés aux chefs des tribus ou de bandes, aux brigands célèbres et aux mécontents que l'on voulait ramener. Bientôt, dans toutes les grandes villes, on vit affluer des Kurdes, à Erzingian, Erzeroum, Van, Mouch, Bitlis, Mardin, Siwas, Diarbékir, etc.[1]. On leur donnait un uniforme. Ils échangeaient leurs vieilles lances ou leurs fusils à pierre contre des Martini et des baïonnettes. On leur présentait un étendard envoyé par le Sultan. Ils juraient fidélité. La parade finie, le régiment était organisé. Pour les exercices, on s'en remettait aux soins des chefs et aux expéditions quotidiennes sur les villages musulmans et chrétiens.

1. Voir le Rapport de l'attaché militaire anglais, *Livre Bleu*, 1896, III, p. 52.

L'organisation de cette milice ne répondait évidemment pas à son but avoué : contre le Cosaque, il faut d'autres troupes que des bandes de parade et d'autres exercices que des fantasias. Un officier turc, enthousiaste, déclarait que les Kurdes, soldats de race, devenaient en deux mois des troupes modèles [1]. Encore eût-il fallu ces deux mois de préparation. En bien des cas, les tribus ne daignèrent même pas descendre dans les villes pour la revue du maréchal : elles envoyèrent seulement leurs aghas, avec une escorte, et des bêtes de somme, pour rapporter les armes et les munitions. Rentrés dans leurs villages, les hommes vendaient leurs uniformes ou s'en servaient comme de vêtements habituels. Ils vendaient aussi leurs cartouches et leurs fusils, et ce sont les Hamidiés qui fournirent d'armes et de poudre les révolutionnaires arméniens.

Mais cette organisation mettait le Kurdistan à la solde et sous les ordres directs du Palais. Les chefs touchèrent régulièrement le traitement de leurs grades et reçurent des décorations et des titres turcs, — tel cet agha

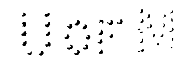
1. *Livre Bleu*, 1896, VI, p. 142.

des Haidaranlis, Hussein de Patnots, que ses brigandages avaient rendu célèbre de Van à Erzeroum et qui, amené les fers aux pieds, s'en retournait au bout d'un mois colonel et pacha[1]. Les hommes furent soustraits à l'autorité de la Porte, à ses fonctionnaires et à ses tribunaux. Arrêtés pour rapines et crimes de droit commun, ils en appelaient, comme hamidiés, aux tribunaux militaires et au maréchal Zekki–Pacha, avec la certitude d'un acquittement ou même d'un dédommagement.



Le service que le Sultan espérait de ces Kurdes n'était pas difficile à deviner. Les autorités de Van déclaraient en public que, dans tous les villages de la plaine, surtout dans les districts où les communautés arméniennes faisaient groupe, on avait reçu l'ordre de remplacer les chrétiens par des Kurdes[2]. Les Kurdes se plaignaient de manquer de terres arables. Pour excuser leurs razzias, ils alléguaient l'infertilité de leurs montagnes et

1. *Livre Bleu*, 1896, VI, p. 48.
2. *Livre Bleu*, 1896, VI, p. 140.



la nécessité de trouver, sur les champs d'autrui, les provisions qu'ils ne pouvaient se procurer chez eux. Les consuls, même les consuls anglais, reconnaissaient le bien fondé de ces plaintes[1]. On avait donc une occasion unique de contenter à la fois et les Kurdes et l'Europe.

Les préfets, dans bien des districts, décidèrent les montagnards à quitter leur vie pastorale et semi-nomade pour s'installer dans les villages des plaines. On donna des terres aux hommes du commun. On afferma aux torouns les dîmes des villages voisins. On nomma les aghas sous-préfets. L'Arménien dut fournir aux concessions de terres, à l'entretien des colons durant les premiers mois et aux exactions nouvelles de ces singuliers administrateurs. Se sentant et se disant soutenu par la faveur du Sultan, dont il portait l'uniforme et les décorations, le Kurde se comporta comme en pays conquis. Il s'installa chez le chrétien, lui, ses bêtes et ses invités, réquisitionna, — n'était-il pas le soldat de Sa Majesté? — tout ce dont il pouvait avoir besoin et, en cas de refus ou de résistance,

1. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 36.



traita les villages suivant les lois de la guerre[1].

A partir de 1892, dans les plaines de Mouch, Van, Erzeroum et Kharpout, la situation fut intenable pour les paysans, musulmans ou chrétiens. Arméniens et Turcs se plaignaient également : le district d'Argich remettait une pétition signée par cent vingt chrétiens et soixante-dix musulmans[2]. Les préfets durent réunir, à plusieurs reprises, les aghas et les notables kurdes, et leur conseiller amicalement un peu de modération, surtout à l'égard des villages turcs. Le Sultan avait d'abord indemnisé les victimes musulmanes et racheté ou fait rendre les troupeaux enlevés. Les Turcs continuant à se plaindre presque autant que les Arméniens, certains préfets voulurent user de sévérité : ils se butèrent à la désobéissance des troupes. Un certain Dervich-Effendi, musulman notable d'Erzeroum, membre du conseil de la province, avait eu ses troupeaux enlevés ou égorgés par

1. Voir pour plus de détails, dans le *Livre Bleu*, 1896, VI, p. 141, l'établissement du cheik Hamid-Pacha et des cent hommes de sa bande au village d'Arrag, près Bachkalé, ou, dans ce même volume, p. 29, la note des vols et exactions de Moustapha-Pacha.

2. *Livre Bleu*, 1896, VI, p. 268.

les bandes du fameux Hussein-Pacha. Le vali de Bitlis envoya un détachement pour punir la tribu; mais les Kurdes, sortant en armes et en uniformes d'hamidiés, vinrent au devant de l'officier turc, qui refusa de tirer sur les soldats de Sa Majesté[1].

A l'égard des Arméniens, on laissa faire. Au début, quand les plaintes des villageois étaient trop publiques ou trop fondées, le gouvernement les accusait eux-mêmes et inventait une calomnie. Des Kurdes tués par les paysans au cours d'une razzia devinrent des soldats ou des gendarmes de Sa Majesté, attaqués au cours d'une mission ou d'une levée d'impôts, et ce fut un nouveau crime mis au compte des comités : on arrêta des villages entiers sur la dénonciation d'un agha[2]. Puis on ne prit même plus la peine de mentir; quand les chrétiens de Chirvancheikh vinrent, en 1892, dénoncer un agha des Hassananlis, colonel des Hamidiés, Eghid-Oglou, le sous-préfet de Boulanik, Hachim-Bey, leur répondit sans colère : « Vous autres Arméniens, vous avez bien vos comités : nos co-

1. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 24.
2. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 37.

mités, à nous, ce sont nos Kurdes »[1]. Enhardi par cette complicité et, peut-être même, obéissant à des conseils secrets, le Kurde redoubla d'exigences. Mais il semble que l'on ait hésité sur le traitement définitif à appliquer aux Arméniens.

On essaya d'abord (1892-1893) de conversions en masse, de circoncisions au couteau et à la grosse, qui souvent coûtèrent la vie à des centaines d'adultes. Les évêques et les consuls protestèrent. Le Palais, d'ailleurs, n'avait qu'une médiocre confiance en cette solution. Parmi les tribus dites Kurdes, quelques-unes, et des plus grandes, sont d'anciens Arméniens convertis de force au siècle dernier. Après cent ans d'Islam, ils ont encore conservé leur langue, leurs mœurs, leur signe de croix et leurs noms : les anciens Bagratounis et Mamikonians sont devenus les Bekranlis et les Mamgounlis. Musulmans pour la forme, ils n'ont chez eux ni mosquées ni imams, que des *khodjas* sachant à peine lire l'arabe et des *djamis* jamais ouverts; mais ils fréquentent les pèlerinages chrétiens et viennent chaque année à la grande panégyrie

1. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 47.

de Sourb-Karabed, près de Mouch. Dans les monts de Dersim, le Sultan leur ayant fait construire des mosquées, ils y logent leurs chevaux et leurs chiens.

Affectant vis-à-vis de l'autorité une raideur hostile, ils pressurent l'Arménien pour leur propre compte, mais volontiers, moyennant argent, ils acceptent de le défendre contre le gendarme ou le préfet. Certaines de leurs tribus vivent même tout à fait indépendantes, et refusent l'accès de leurs districts aux représentants civils, militaires ou religieux du Sultan et du Khalife. Durant la dernière guerre turco-russe, l'annonce d'une grande Arménie leur avait fait déclarer spontanément qu'ils abandonneraient l'Islam et qu'ils reviendraient au christianisme de leurs pères. Le Palais trouva donc inutile, et peut-être dangereux, d'augmenter encore dans ces provinces cet élément de trouble et de défection.

On essaya du procédé qui avait réussi aux Russes contre les Juifs et l'on fit ou on laissa émigrer les Arméniens. Mais, dépouillés de tout par les préfets et par les Kurdes, les paysans n'eurent aucun moyen de s'expatrier. Ils allèrent encombrer les grandes villes : les rapports consulaires signalent à Van, au début

de 1894, plus de deux mille mendiants arméniens, qui dorment dans les églises, volent au bazar, et s'enhardissent jusqu'à des effractions et des attaques nocturnes. Le Palais s'aperçut bientôt qu'il ne faisait que recruter l'armée des comités : parmi ces désespérés, en effet, les meneurs trouvaient sans peine des exécuteurs ou des complices pour leurs assassinats et leurs coups de main... Dans les districts frontières, l'émigration se dirigea vers la Russie ou vers la Perse, mais, — autre danger pour le Sultan, — la vue de ces malheureux souleva une telle irritation dans l'Arménie russe et persane que toute la nation souscrivit aussitôt des subsides en faveur des comités. On acheta des armes. On envoya des bombes. Des bandes s'organisèrent qui, à cheval sur la frontière, écumèrent le pays. Un iradé du Palais défendit les passages en Russie.

Des régions maritimes, beaucoup de paysans ruinés vinrent à Samsoun ou Trébizonde s'embarquer pour la Turquie, la Grèce ou l'Europe. Mais, — danger plus grand encore pour le Sultan, — qu'allait dire l'opinion européenne et qu'allait faire la chrétienté, au récit de leurs misères ? On leur coupa la route et on les força de débarquer à Constantinople,

où leur présence créa aussitôt un bien plus terrible danger. Ces Arméniens, sobres et vigoureux, qui mouraient de faim et acceptaient n'importe quel travail à n'importe quel prix, firent une désastreuse concurrence aux portefaix, bateliers, jardiniers, hommes de peine, etc., à tous les travailleurs musulmans de la ville, de la Corne d'Or et du Bosphore. Leurs compatriotes, négociants ou commissionnaires, les employèrent de préférence et leur procurèrent la clientèle européenne. Le petit peuple musulman, manquant d'ouvrage, fit des attroupements autour des mosquées ou sur les quais. Un ordre du Palais à tous les gouverneurs d'Asie prescrivit de ne laisser partir que les Arméniens riches, et l'on mit en prison tous ceux que, sur les routes ou sur les bateaux, on trouva sans métier ou sans capital. Puis, ne pouvant les nourrir indéfiniment, on les ramena par étapes vers leurs districts. Il ne restait décidément qu'un moyen de se débarrasser de cette nation encombrante.

Il est impossible d'apprécier, même approximativement, le nombre des Arméniens qui furent tués au couteau et à la lance, fusillés, pendus ou rôtis, dans les plaines de

l'Asie kurde, durant les années 1892, 1893 et 1894. Ceci n'entre pas dans le compte des massacres. Pour chacun de ces meurtres individuels, pour chacune de ces tueries partielles, les préfets et les juges découvrirent une excuse; l'Europe, comme l'écrivait un de ses politiques, ne voulut voir dans chacune de ces abominations que « l'un de ces mille incidents de la lutte entre chrétiens et musulmans »[1]. Les plaines se vidèrent peu à peu. Les villages chrétiens disparurent. Puis, les Kurdes établis regagnèrent leurs montagnes ou bien ils s'en allèrent dans les plaines voisines continuer l'œuvre du gouvernement.

Restaient encore les villes arméniennes et les districts de montagnards arméniens. J'ai montré, par les exemples du Sassoun et de Diarbékir, comment on tourna sur les uns et les autres l'activité kurde. En 1894, les Hamidiés, encadrés ou soutenus par d'autres troupes, furent conduits par le maréchal Zekki-Pacha en personne, contre la prétendue révolte du Sassoun. En 1895-6, à Diarbékir, Van, Kharpout, Erzeroum, dans chaque ville, l'apparition des Hamidiés, appelés par les

1. XXX, *Revue de Paris*, 1895, 1er décembre.

préfets ou par les chefs militaires, donna le signal du massacre.

La besogne terminée, les Hamidiés devinrent gênants. Ils créaient des difficultés avec la Perse, dont ils ravageaient les districts limitrophes. Ils refusaient l'obéissance aux autorités et, après les Arméniens, ils entreprenaient de chasser de leur pays tous les étrangers musulmans et chrétiens, européens et turcs. Ils tiraient sur les maisons consulaires. Ils enlevaient les caisses impériales. Ils attaquaient le consul de France sur la route de Diarbékir et le consul de Perse sur la route de Van. Ailleurs, ils se mirent au service de la propagande russe ou des comités arméniens. Le maréchal Zekki-Pacha reçut l'ordre de sévir contre les chefs, puis de licencier les régiments. Cette organisation de milices, dirigées, avait-on dit, contre le Cosaque, fut délaissée, sinon supprimée, à l'heure même où la Russie affichait des velléités d'intervention.

Les Kurdes rendirent pourtant un dernier service à leur maître : ils lui servirent, devant l'Europe, de boucs émissaires. Ce fut sur eux que l'on rejeta la responsabilité. Il fut admis qu'ils avaient tout fait, qu'ils avaient agi de leur propre inspiration et suivant leurs déplo-

rables habitudes, que les autorités, débordées par leurs violences, avaient été réduites à l'inaction et que le Maître était déjà trop malheureux d'avoir de pareil sujets, sans qu'on vînt le chagriner à toute heure, en lui rappelant leurs excès et sa propre impuissance.

## II

Dans l'Anatolie turque, certaines populations pouvaient jouer, — et jouèrent en réalité, — le même rôle que les Kurdes dans l'Asie Mineure orientale. Les Lazes, autour de Samsoun et de Trébizonde, et les Circassiens, dans les plaines de l'intérieur, étaient des exécuteurs tout prêts : on n'eut qu'à leur signifier la permission du Maître. Mais la grande majorité de la population musulmane n'avait, jusqu'en 1892, aucune haine de l'Arménien et aucun penchant au massacre.

On a dit que, dans ces régions, tout le commerce étant aux mains des Arméniens, le musulman exploité n'attendait qu'une occa-

sion de revanche, et l'on a présenté ces massacres comme une guerre sociale, une révolte du travail contre le capital. Il est certain que, dans toute l'Anatolie, le musulman n'a que deux occupations, la culture de la terre et le service de l'État. Laboureur ou fonctionnaire, il laisse aux chrétiens, Arménien ou Grec, le trafic des caravanes et du bazar. Dans plus d'un bazar on peut trouver un grand nombre de boutiques musulmanes, et beaucoup de caravanes sont organisées par des commissionnaires musulmans. Mais l'établissement des chemins de fer fait disparaître celles-ci de jour en jour et transforme les bazars de l'intérieur en simples dépôts des grandes maisons de Constantinople ou de Smyrne, qui, elles-mêmes, sont presque exclusivement chrétiennes. Le commerce est donc et sera de plus en plus entre les mains des chrétiens.

Il ne faut pas croire que les musulmans se plaignent de cet état de choses, ni raisonner de ceci avec nos idées européennes. Dans un grand nombre de pays chrétiens, l'accaparement du commerce suscite contre les Juifs une hostilité violente, parce que toutes les classes et tous les individus, disposés à s'adonner au commerce, souffrent de cet ac-

caparement. Mais j'ai cité l'exemple des villages autour de Diarbékir, où les musulmans, avant de commencer le massacre, ont soin de réserver, parmi les chrétiens du bazar, un artisan et un négociant de chaque spécialité, comme des facteurs indispensables de leur vie journalière. A Trébizonde, le gouverneur ayant mis en prison tous les Arméniens, la population musulmane réclame contre cet arrêt du commerce[1]. Pour toutes les affaires, le Turc a besoin de son chrétien, comme de son âne pour les charges et de son buffle pour le labour ; il ne songe pas plus à être jaloux de ceux-ci que de celui-là, et il les traite les uns et les autres à peu près de la même façon, c'est-à-dire avec douceur, sauf dans les heures de colère.

Il est certain aussi que le chrétien abuse de ce privilège et qu'il n'apporte, dans les transactions, ni la bonne foi relative qui préside à nos affaires commerciales, ni surtout l'honnêteté foncière qui anime presque toujours les populations turques. Mais, si le chrétien a pour lui la ruse et, parfois, le mensonge, le musulman dispose de la force : extorsions

1. *Livre Bleu,* 1896, III, p. 194.

contre voleries, ils n'ont, en fin de compte, rien à se reprocher, Jusqu'en 1890, sauf des accès de mauvaise humeur, l'intelligence et l'harmonie régnaient entre eux ; on pouvait prévoir peut-être quelque explosion populaire, mais non pas contre les Arméniens.

Les Arméniens, tombés sous la protection ottomane, au nombre de quelques milliers seulement, se comptent aujourd'hui par millions et forment l'élément le plus riche et le plus aisé de la société ottomane. L'harmonie la plus parfaite régnait entre eux et les Turcs. Quoique, au point de vue du caractère, les Arméniens, en tant que généralité, manquent un peu de noblesse, les Turcs ne les aimaient pas moins à cause de leur fidélité séculaire. Particularité à noter : quand, en Turquie, on prononçait le mot : « Nation fidèle », tout le monde comprenait : « Nation armenienne ».

Ainsi parle un Jeune Turc[1]; ainsi pensait toute l'Anatolie. Le Turc était reconnaissant à l'Arménien de n'avoir jamais imité le Bulgare et le Grec dans leurs rébellions. Or, l'Anatolie se divise en deux grandes provinces ethniques, de la mer aux fleuves Sakaria ou Kizil-Irmak, et de ces fleuves aux frontières de la Perse, l'Asie en deçà et

1. Mourad-Bey, *Le Palais d'Yildiz*, p. 16.

l'Asie au delà du fleuve Halys, comme disaient les anciens. Dans la première, les chrétiens sont Grecs, dans la seconde Arméniens.

Parti des îles ou des villes de la côte, remontant le long des fleuves et des chemins de fer, pénétrant dans tous les villages jusqu'à Konia, ouvrant partout sa boutique, son petit café et son auberge, accaparant peu à peu les plus belles terres et les maisons de prix, le Grec ne songe qu'à exploiter le pays et à faire fortune le plus rapidement possible. Il revient ensuite à la côte ou en Grèce, devient quelque jour, — suprême ambition de tout Hellène, — démarque, député, ministre du royaume hellénique, ou, si l'éloquence, par hasard, et l'ambition vient à lui manquer, il acquiert dans son village natal le renom de bienfaiteur par la fondation d'une école ou d'un hôpital. L'Anatolie, pour les Grecs, est une terre de rendement, qu'il faut cultiver sans repos, sans scrupule, quitte à l'épuiser et à la délaisser ensuite. L'Arménien, au contraire, considère l'Anatolie comme sa patrie : il cherche sans doute à en profiter, mais aussi à la faire profiter de son travail. Le Grec emporte ses capitaux en Grèce et l'Arménien rapporte les

siens en Anatolie. Le Grec dote les villes ou les communautés helléniques de l'Archipel et du continent. L'Arménien fonde des écoles et des églises dans les villes asiatiques.

Ajoutez que le Grec peut se permettre tous les tours de bâton et braver la malveillance des populations et des autorités : le plus souvent, il est sujet hellène et s'abrite derrière les consuls et les capitulations ; il a le royaume hellénique, pour mettre ses capitaux et, au besoin, sa personne en sûreté. L'Arménien, sujet ottoman, est obligé de compter sans cesse avec l'opinion musulmane et l'autorité turque. Au rebours du Grec, il n'affiche jamais sa fortune. On a dit qu'en certaines villes d'Anatolie, les maisons en pierre étaient arméniennes et les maisons en bois musulmanes. Ce phénomène aurait chez nous une signification et une importance sociales. Mais, en Europe comme en Asie, riche ou pauvre, dans les villes ou dans les campagnes, partout et toujours, le musulman préfère les grandes bâtisses en bois, les kiosques, leurs fenêtres grillagées, leurs balcons, leurs vérandas et leurs galeries ouvertes, à nos murs de pierre et à leurs ouvertures tout à la fois trop rares et trop indiscrètes ; son type d'habitation et

son idéal du confort diffèrent complètement du nôtre ; il n'adopte pas nos habitudes ; mais il ne faut pas croire qu'il les envie.

Si donc une haine sociale pouvait naître dans l'Anatolie, c'était contre les Grecs et non contre les Arméniens. De même, par leurs processions et leurs bannières aux couleurs grecques, par leurs chants nationaux et leurs portraits partout affichés du roi Georges, de la reine Olga et des héros de l'Indépendance, les Grecs pouvaient blesser l'orgueil ottoman et susciter les haines politiques. Les massacres ont fait des victimes dans toutes les autres chrétientés ; mais aucune communauté grecque n'a été touchée. Sans doute, en leur qualité de sujets helléniques ou de chrétiens orthodoxes, les Grecs trouvèrent une protection efficace auprès des consuls de Grèce et de Russie. La Russie, en effet, dans toute cette crise, témoigna envers les orthodoxes d'un soin digne d'éloges. Mais il est probable que cette protection n'eût pas tiré tous les Grecs du danger, si, contre eux, parmi les populations musulmanes, on eût excité les mêmes appréhensions politiques et le même fanatisme religieux que contre les Arméniens.

*
* *

Dès 1891, les rapports consulaires avaient signalé un léger accroissement dans le nombre des conversions forcées. Toute l'Anatolie arménienne avait senti un sourd travail autour des mosquées et des couvents de derviches. Les préfets avaient toléré bien des enlèvements de femmes ou de garçons, sous prétexte de conversions volontaires ou de mariages avec un musulman. En 1892, les Arméniens furent accusés de représailles et, comme l'évêque d'Hadjin s'était plaint au patriarche de ces conversions, on l'accusa de complicité dans l'enlèvement d'une musulmane, baptisée et mariée de force à un Arménien. Le procès démontra la fausseté de l'accusation. Mais, en beaucoup d'autres cas, les comités ne fournirent que trop de prétextes : tantôt ils reprenaient de gré ou de force une nouvelle convertie et tuaient le ravisseur ; tantôt ils assassinaient un nouveau converti, le jour même, parfois, de sa circoncision. Excités par eux, les Arméniens ne toléraient plus les injures habituelles à l'égard de leur Dieu et de leur culte, ou ils y répondaient par des insultes au Prophète et

à Allah. Cette attitude étonna d'abord, puis irrita les musulmans, qui voulaient bien tolérer ces chrétiens à condition de les trouver toujours soumis et respectueux. Les préfets exploitèrent ces sentiments. L'accusation de blasphème devint pour eux un moyen commode de *mangerie :* « Quand un musulman veut se venger, écrit le consul anglais de Mersina, il n'a qu'à présenter deux témoins, comme quoi tel chrétien a insulté la religion musulmane, et aussitôt le chrétien est jeté en prison[1]. »

Chaque année, un élément nouveau venait augmenter la fermentation. Craignant l'excitation religieuse que soulève toujours l'approche du Baïram parmi les gens des mosquées, le Sultan a pris l'habitude de renvoyer chez eux les softas de Stamboul, pendant le mois du Ramazan. Chaque année, bon gré mal gré, des centaines de softas sont emmenés de Constantinople, débarqués à Trébizonde ou Angora et renvoyés, sous la surveillance de la police, dans leurs villes natales. Après le Baïram, ils sont ramenés, aux frais du Sultan, à leurs séminaires de Stamboul. Chaque année, la même

1. *Livre Bleu,* 1893, III, p. 32.

comédie se répète : débarquements de softas à Trébizonde par les bateaux ou à Angora par le chemin de fer ; rapatriement de softas à Stamboul. Chacune de ces arrivées de softas en Asie Mineure marqua le début d'une période de troubles.

Dans la nuit du 18 au 19 janvier 1893, des pamphlets séditieux, rédigés en turc et imprimés à Constantinople, furent placardés simultanément à Marsovan, Amassia, Tchoroum, Tokat, Yuzgat, Angora, Diarbékir et dans plus de cent bourgs ou villages d'Anatolie. Les autorités accusèrent les Arméniens. Les Arméniens accusèrent les softas. Certains de ces placards insultaient le Maître, mais d'autres excitaient les musulmans à massacrer les chrétiens[1]. Il semble qu'en certaines villes l'affichage ait été fait par des fonctionnaires subalternes, et il semble aussi que l'on ait plutôt choisi pour cette besogne des fonctionnaires arméniens ; mais ailleurs ce furent bien les comités arméniens qui répandirent ces placards.

En réalité, je crois pouvoir affirmer de source certaine que les placards à l'adresse

1. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 62-63, 81-83.

du Sultan étaient l'œuvre de comités Jeunes Turcs de Constantinople, qui, n'ayant pas de correspondants en province, s'adressèrent au comité arménien d'Angora et le chargèrent de l'affichage. Mais les placards à l'adresse des chrétiens étaient une contre-manœuvre de l'autorité, afin de détruire l'impression causée par les autres. Les softas n'intervinrent que pour appuyer les excitations publiques ou secrètes de l'autorité. Un mois s'écoula (janvier-février) avant que le fanatisme fût suffisamment réveillé par leurs prédications. La populace des grandes villes finit par écouter leurs conseils : de février à mars 1893, la moitié des villes d'Anatolie fut en pleine anarchie. Pendant deux jours, dans les rues de Césarée, c'est un combat entre Turcs et chrétiens : boutiques pillées, prêtre pendu, femmes et troupeaux enlevés. Dans Arabkir, en révolution, les Arméniens attaqués appellent les Kurdes à leur aide ; les Turcs vaincus font venir un bataillon de Siwas : bataille ouverte ; colonel tué ; cent cinquante insurgés quittent la ville .. désormais tiendront la campagne[1]. Le gouvernement essaie de cacher

1. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 7.

ces incidents ou rejette toute la faute sur les chrétiens : après les avoir emprisonnés en masse, on refuse de les juger, et le Sultan ne veut pas les gracier, « craignant d'encourager la rébellion et de décourager ses sujets musulmans », disait naïvement Rustem-Pacha à lord Rosebery[1].

Le Sultan ne se contentait pas de ne pas décourager les musulmans. Les paysans d'Hadjilas, tout près de Césarée, à la première nouvelle des troubles, s'étaient précipités en armes vers le pillage. Mais, attardés dans la campagne à brûler les maisons et à détruire les vergers des Arméniens, ils étaient arrivés trop tard. Le préfet les fait désarmer à l'entrée de la ville et conduire à son *konak*. On donne à chacun trois livres, « cadeau de Sa Majesté ». La distribution se fait en public et la phrase est répétée à chacun. Quelques semaines plus tard des aides de camp et des pachas arrivent du Palais pour une enquête ; comme les notables turcs se plaignent des menées arméniennes : « N'êtes-vous donc pas assez forts, s'écrie l'un des pachas, pour vous débarrasser de ces chrétiens sans nous[2] ? »

1. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 137.
2. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 183.

*
* *

Le sentiment religieux n'étant pas suffisant, on essaie de réveiller les haines sociales et politiques. Les agissements révolutionnaires des comités, même leurs meurtres et leurs attentats, n'avaient que médiocrement ému l'opinion musulmane. Dirigés en général contre des Kurdes pillards, des Arméniens mouchards ou des fonctionnaires publiquement décriés et haïs, ces meurtres avaient délivré les musulmans autant que les chrétiens ; en plus d'un cas, les comités rencontrèrent la complicité et l'appui des communautés musulmanes. Pour rompre cet accord, l'autorité prit l'habitude de mettre tous les crimes et délits, vols ou meurtres, au compte des Arméniens qui, disait-elle, se croyaient devenus maîtres de tout, parce qu'ils avaient l'Europe derrière eux. A Van, un lieutenant, nommé Edhem-Bey, est assassiné par un Kurde, dont il a, de gré ou de force, enlevé la sœur : le vali met treize Arméniens en prison[1]. A Bitlis, un mollah usurier est roué de coups par ses

1. *Livre Bleu*, 1896, VI, p. 215.

débiteurs musulmans : on arrête vingt Arméniens. Les comités essayèrent vainement de se disculper, eux et leur peuple, en des placards répandus dans les quartiers musulmans :

Osmanlis, le mouvement révolutionnaire arménien fonctionne sous vos yeux depuis des années. Nous avons tué des centaines de canailles à Constantinople, Van, Erzeroum, Césarée, etc., mais qu'étaient-ils ? Arméniens, encore Arméniens et toujours Arméniens. Si nos efforts allaient contre les musulmans et l'Islam, comme le Gouvernement voudrait vous le faire croire, n'aurions-nous tué que des Arméniens ? Considérez les réalités, ô Mahométans, et reprenez votre raison. Il faut tous nous unir contre l'ennemi commun en prenant pour devise : « Justice, Loi et Droit », et en laissant la mosquée aux musulmans et l'église aux chrétiens [1].

Ces paroles, qui nous semblent très sages, ne pouvaient qu'exciter l'animosité ou la défiance. Les Arméniens réclamaient l'égalité de droits et de lois. Le musulman se considère toujours, en droit, comme le maître; en pratique, il tient même aux formes qui traduisent ce droit aux yeux de tous. Il pense que l'égalité tournerait bien vite contre lui;

1. *Livre Bleu*, 1896, 6, p. 13-14.

son intelligence plutôt paresseuse, son inactivité, son manque de culture et de prévoyance, et sa droiture même le mettraient à la merci de l'ingéniosité, de l'activité et de la ruse chrétiennes. Cette idée, confuse dans l'esprit de la foule, était surtout représentée par les *mohadjirs* : ces musulmans émigrés du Caucase, de Bulgarie ou de Roumélie, avaient dû fuir l'égalité chrétienne; contre le gré des pouvoirs chrétiens, ils avaient abandonné leurs biens et leurs maisons, pour venir vivre misérablement sur les terres et dans l'atmosphère du Khalifat : et l'on venait leur proposer cette même égalité !

Le Sultan exploita cette défiance et travestit, en toute occasion, les intentions de l'Arménien. Il le montra soutenu par l'Europe, travaillant à l'asservissement de l'Islam et au profit de la chrétienté, réclamant non des droits, mais des privilèges, qui auraient pour premier effet de renverser les positions actuelles et de mettre le musulman sous la dépendance du chrétien. Il tenait à son peuple le même langage qu'à l'Europe. En accordant l'amnistie, il laissait ou faisait dire par son entourage que cette concession, arrachée par l'Angleterre, était une iniquité pour ses

fidèles musulmans; dans un rapport semi-officiel, on pouvait lire ceci :

Telle était la situation des esprits vers les derniers jours du Grand Vizirat de Djevad-Pacha. Alors que l'élément musulman, qui avait de plus nombreux motifs de plaintes, se taisait, les Arméniens ont pris les armes, et après avoir commis de nombreux méfaits se sont adressés à l'étranger se disant victimes du fanatisme. *Leur voix est écoutée, et ces auteurs du crime de lèse-patrie ont été l'objet d'une amnistie par l'intervention des puissances étrangères; ceci a gravement ému l'élément musulman.* De tous les côtés de l'Empire, on a entendu alors des cris amers de la part des musulmans qui demandaient s'ils étaient devenus fautifs en patientant et en se dévouant, et s'il était vrai que le Gouvernement même ne favorisait que les révoltés [1],

Non seulement la foule se crut menacée dans ses prérogatives et dans ses intérêts, mais l'élite elle-même éprouva des inquiétudes à l'annonce des réformes projetées. Les Vieux Turcs ne pouvaient y voir qu'une nouvelle et plus funeste concession aux idées et, peut-être, aux injonctions de l'Europe. Les Jeunes Turcs — autant que peuvent être Jeunes Turcs des hommes qui, dans la Turquie ac-

1. Mourad-Bey, *Le Palais d'Yildiz*, p. 21.

tuelle, ne sont ni en prison, ni en exil, ni morts de mort subite, — les Turcs éclairés étaient ouvertement hostiles à tout changement partiel, qui n'eût soulagé les Arméniens, disaient-ils, qu'aux dépens du voisin musulman, et qui eût menacé l'intégrité ou l'indépendance de l'empire.

Voici ce qu'en pensait leur chef reconnu, Mourad-Bey, qui, tout en déplorant les troubles d'Anatolie, n'y voulait voir que des événements fâcheux, œuvre de l'Angleterre :

Lorsque la revanche anglaise se manifesta sous la forme de la question arménienne, tous les bons patriotes Turcs ont déployé l'activité la plus grande afin d'en conjurer les conséquences fâcheuses. Leur opinion était, en effet, celle-ci : la question arménienne, en dehors de la question générale des réformes en Turquie, n'avait pas de raison d'être. Aussi avons-nous fait de pressantes démarches auprès des notoriétés arméniennes, en les priant d'exercer leur influence pour rappeler à la raison les instruments de l'étranger. Certes les Arméniens souffraient. Mais ils n'étaient pas seuls à souffrir. Personne, un peu au courant des affaires orientales, n'ignore que les Turcs souffrent bien davantage, par cette excellente raison qu'outre les charges générales des impôts, ils ont à supporter *seuls* l'impôt du sang, le recrutement militaire. Un mouvement des Arméniens de concert avec les Turcs,

dans le but d'obtenir les réformes nécessaires, serait un acte patriotique; mais une action isolée, entreprise sous le couvert de l'étranger, n'était à nos yeux qu'une tentative criminelle, nuisible aux intérêts majeurs de la patrie commune. Les échauffourées dont on a lu les récits, quelque peu exagérés entre parenthèses, ont été un événement des plus fâcheux, et le résultat de la politique impardonnable des comités arméniens siégeant à Londres[1].

Le seul mot de réformes réunissait donc Jeunes et Vieux Turcs dans une commune colère contre ceux qui les réclamaient et qui semblaient devoir les obtenir de l'Europe. Cette colère faisait oublier à tous leur mécontentement, pourtant très réel et très violent, ou même leur haine contre le maître.

Je me rendis à une ambassade, ajoute Mourad-Bey. L'ambassadeur, l'un des plus éclairés parmi ceux qui représentent l'Europe à Constantinople, me fit un excellent accueil. C'était l'époque où les puissances, immédiatement après les événements de Sassoun, réclamaient des réformes pour les Arméniens. Je lui exposai que la demande de réformes pour les seuls Arméniens aurait des résultats déplorables; *je ne lui cachai pas que j'entrevoyais comme conséquence un « massacre général »*. J'ajoutai que

1. Mourad-Bey, *Le Palais d'Yildiz*, p. 15-16.

les Turcs étaient tout autant à bout de patience que les Arméniens et que la préférence accordée à ceux-ci exaspérerait ceux-là.

Le Sultan avait bien prévu ce résultat: il avait été le premier à parler de réformes et, pendant trois ans, de 1892 à 1895, il agita cette menace devant les yeux de l'Islam. Il trouvait un double bénéfice à cette politique : d'abord, il ameutait tout le pays contre l'agitation arménienne; de plus, il s'attachait la faveur ou du moins l'indifférence populaire. Les rapports de tous les consuls signalaient, depuis 1893, l'existence de sociétés secrètes parmi les musulmans, les unes politiques, les autres religieuses, toutes révolutionnaires et hostiles au gouvernement d'Abd-ul-Hamid. L'affaire arménienne servit certainement de dérivatif aux uns et aux autres. Ce n'est que depuis la fin des massacres arméniens que l'on reparle de nouveau, à Constantinople et dans les provinces, d'agitation musulmane.



La propagande religieuse se fit, en même temps, plus pressante. Les mollahs et les gens des mosquées groupèrent le peuple en

sociétés secrètes et l'appelèrent à des réunions nocturnes, où la mort du chrétien était ouvertement discutée comme une nécessité prochaine. Toutes les confréries de l'Islam oublièrent leurs rivalités d'autrefois. Celles mêmes qui tramaient des complots contre la vie du Sultan ghiaour, revinrent au service du khalife qui semblait enfin comprendre le péril chrétien. Car ses envoyés, loin de blâmer les violents, félicitaient ironiquement les tièdes de leur longanimité : à Yuzgat, où, de février à mars 1894, les meurtres de chrétiens se sont succédé, un télégramme du Palais arrive : « J'ai été très touché, dit le Sultan, de la patience dont ont fait preuve mes sujets musulmans durant les attaques faites sur eux par les chrétiens [1] », et vingt décorations sont décernées à des pèlerins, qui rentraient de la Mecque et qui s'étaient distingués par leur zèle. A la suite de cette dépêche, le mufti d'Yuzgat publie un fetwa qui « déclare légaux le meurtre, l'attaque et le pillage des hommes en lutte contre le gouvernement [2] ».

Les relations quotidiennes entre chrétiens

1. *Livre Bleu*, 1896, VI, p. 61.

2. *Livre Bleu*, 1896, VI, p. 77.

et musulmans s'aigrissent ou sont coupées. Les débiteurs malhonnêtes, — il s'en trouve même parmi les musulmans, — profitent du mauvais vouloir des autorités envers l'Arménien, pour renier ou réduire leurs dettes. Les bazars chrétiens se ferment. Les musulmans les rouvrent de force et pillent quelques boutiques. Mise en goût et sûre désormais de l'impunité, la canaille réclame partout le massacre et le pillage : « La tête du ghiaour au gouvernement et sa fortune au peuple du Prophète ! » est le cri que l'on entend chaque vendredi à la sortie des mosquées. Des cheiks et des softas circulent dans les rues, en tirant des coups de feu et en appelant les croyants au massacre : ce fait, signalé par de nombreuses dépêches de consuls, a été avoué par le gouvernement turc lui-même, à propos des incidents de Tokat[1].

Arrive l'exécution du Sassoun (septembre 1894); les *rédifs*, soldats de réserve, que l'on avait appelés pour la circonstance, rentrent dans leurs foyers et rapportent des histoires admirables : ils excitent dans toute l'Anatolie un vif désir d'émulation. Quand le Sultan

1. *Livre Bleu*, 1896, VI, p. 254 : dépêche de Saïd-Pacha à Rustem-Pacha.

laissera-t-il traiter ainsi tous les raias ? On se prépare pour le printemps. Mais le printemps n'amène qu'une commission européenne, qui émet la prétention d'examiner l'affaire du Sassoun. Puis chaque courrier annonce que l'Europe exige des réformes et que le Sultan temporise ; mais il sera obligé de céder, à moins qu'on ne le délivre de cette question arménienne.

L'été de 1895 se passe dans l'attente : passions religieuses et politiques, haine sociale, préoccupations d'intérêt, inquiétudes personnelles, on a déchaîné chez le musulman tous les sentiments qui peuvent pousser au crime. Les fonctionnaires organisent dans les grandes villes des Comités de défense pour la protection des musulmans dans le cas d'un soulèvement arménien [1], car ils affichent une terreur exagérée de l'intervention européenne ou de la révolte arménienne : les flottes vont forcer les détroits ; le « Moscoff » va passer la frontière ; les bazars et les maisons arméniens sont des arsenaux où tout le peuple chrétien trouvera des armes ; malheur aux croyants ! les raias projettent un massacre !

1. *Livre Bleu*, 1896, VI, p. 159.

le maître, acculé, signe les réformes ; le pouvoir, la justice, le sabre, la terre, les biens, seront aux mains arméniennes... Mais, au début d'octobre 1895, un émissaire arrive du Palais : tout est sauvé ! Le maître a permis de tuer les Arméniens ! A l'appel des muezzins, sous les ordres des officiers, sous la haute direction des préfets, avec l'aide des troupes et des gendarmes, le peuple se met à l'œuvre, et, du haut des minarets, les prêtres appellent la bénédiction d'Allah sur le Khalife victorieux. L'Europe, maintenant, peut imposer des réformes et prendre la défense des Arméniens.

## L'EUROPE

Six puissances européennes : la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie, l'Italie et la Russie, avaient au traité de Berlin garanti les réformes promises par le Sultan à l'Asie Mineure. Ces mêmes six puissances avaient, en 1880, signé la note collective du 7 septembre en réponse aux propositions de la Porte du 5 juillet. Mais, de 1880 à 1890, il fut en quelque sorte admis que l'Asie Mineure regardait surtout l'Angleterre, et qu'ayant eu les bénéfices de la Convention de Chypre, les Anglais en devaient aussi remplir les charges, et veiller « au bien-être

des sujets chrétiens et autres » de la Porte dans ces régions. De fait, pendant ces dix années, l'Angleterre tint ce rôle avec succès. A partir de 1890-91, ayant à la suite de l'entente turco-russe perdu toute influence à Constantinople, elle continue cependant jusqu'en 1894 à tenir tête au Sultan dans les affaires arméniennes. Mais elle sent son impuissance et craint de compromettre ses autres intérêts. L'affaire du Sassoun lui offre, en novembre 1894, une occasion d'appeler à son aide les six puissances signataires du traité de Berlin : l'Allemagne et l'Autriche se récusent; l'Italie est empêchée par les circonstances; seules, la France et la Russie, avec moins de sympathie que de défiance peut-être, offrent ou donnent leur concours : pendant un an, les affaires arméniennes sont traitées entre le Sultan et les représentants unis des trois puissances. Cette union n'aboutissant à rien, les premières assommades de Stamboul, en octobre 1895, décident un accord des six grandes puissances, qui, avec des intermittences et des semblants de rupture, ont marché ensemble jusqu'aujourd'hui. Il faut donc distinguer trois périodes dans l'intervention de l'Europe au sujet des Arméniens : de 1890

à 1894, action de l'Angleterre isolée ; en 1894 et 1895, action combinée de l'Angleterre, de la France et de la Russie; depuis 1895, action des six puissances.

# I

Outre les engagements pris dans la Convention de Chypre, l'attention de l'Angleterre était attirée vers l'Asie Mineure par le soin d'intérêts immédiats, commerciaux, religieux et politiques. Depuis 1890, le Sultan semblait s'appliquer à froisser les uns et les autres.

Après le traité de Berlin, les intérêts du commerce anglais avaient un peu changé d'objet. La grande route qui reliait autrefois la mer Noire à la Perse, par Erzeroum, Bayasid et Tauris, et qui avait fait la fortune des Arméniens durant deux siècles, était encore importante en 1878. Aussi l'Angleterre n'avait-elle pas consenti aux articles 19 et 20 du traité

de San-Stéfano qui, par la cession de Bayasid et d'Alazgerd, livraient aux Russes le contrôle de cette route : l'article 60 du traité de Berlin rendit ces districts à la Turquie, et cette rétrocession fut considérée comme une victoire anglaise [1].

Mais longue, difficile, mal entretenue par le gouvernement, souvent coupée par les fantaisies kurdes, cette route perdit, de jour en jour, de sa clientèle. Une autre route arménienne, plus courte et plus sûre, la remplaça : celle de la mer Noire à la mer Caspienne, par le territoire russe. La construction du chemin de fer de Poti et Batoum à Tiflis et Bakou, et l'établissement de colonies arméniennes tout le long de cette ligne déplacèrent le transit arménien : le commerce des caravanes par le territoire turc disparut presque entièrement.

En Russie comme en Turquie, l'Arménien resta toujours pour l'Angleterre un client et surtout un commissionnaire de première importance. Une colonie arménienne, installée à Manchester depuis 1840, distribuait les cotonnades anglaises à ses comptoirs de Turquie et

1. D'Avril, *Négociations relatives au traité de Berlin*, p. 425.

de Perse et les faisait pénétrer jusqu'au centre de l'Asie. Les intérêts commerciaux de l'Angleterre semblaient donc, depuis dix ans, beaucoup moins engagés dans l'Arménie turque que dans l'Arménie russe : les six volumes et les milliers de dépêches du *Livre Bleu* ne contiennent qu'une réclamation, et sans insistance, sur l'insécurité de la route Tauris-Erzeroum, que les bandes du fameux aga de Patnots, Hussein-Pacha, rendent impraticable[1].

Mais des plaintes très vives sont faites, par le consul d'Alep, pour l'autre route des Arméniens en Turquie d'Asie, celle qui, partant de la mer de Chypre, de Mersina ou d'Alexandrette, pénètre vers l'intérieur par Tarse, Marach ou Alep : « Le commerce, écrit le consul d'Alep, a reçu des événements actuels une atteinte sérieuse : tout transit de marchandises entre Alep et les gouvernements de la Turquie orientale a cessé. Les commerçants d'Alep, tenant pour trop précaires les conditions de fortune et de vie des Arméniens, leur refusent tout crédit. Alep, qui était autrefois un grand dépôt, d'où les ballots de

1. *Livre Bleu*, 1896, VI, p. 48.

Manchester étaient expédiés à la plus grande partie de l'Asie Mineure et de l'Arménie, a perdu sa principale source de prospérité[1]. »

L'Angleterre était donc directement lésée par la conduite du Sultan envers ses Arméniens.

La situation de l'intérieur, écrit le consul de Samsoun, est des plus tristes ; le commerce est paralysé, arrêté même, car il se trouve presque en entier entre les main des Arméniens. Le crédit n'existe plus, personne n'étant sûr du lendemain, et ce qui est regrettable, c'est qu'il est impossible aujourd'hui de prévoir l'issue de cet état de choses, dont la durée ne peut être que préjudiciable aux intérêts commerciaux des pays de l'Europe qui trafiquent avec cette région[2].

Dans le reste de l'Empire, les intérêts des nationaux anglais n'étaient pas mieux traités. Alors que l'Allemagne et la France obtenaient, pour leurs financiers et leurs entrepreneurs, concessions en Europe et concessions en Asie, chemins de fer d'Anatolie et chemins de fer de Macédoine, quais de Constantinople et port de Beyrouth, l'Angleterre était systématiquement tenue à l'écart de cette exploitation.

1. *Livre Bleu*, 1896, VI, p. 193.

2. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 199.

Un témoin impartial — puisque, Jeune Turc, il pensait que la Turquie se sauverait et se ferait d'elle-même, et que, partant, il était hostile à toute influence européenne qui mettrait son pays en coupe réglée ou en état de subordination, — Mourad-Bey reconnaissait publiquement cette exclusion de l'Angleterre :

Parmi les affaires graves que je considérais en patriote, dit-il, celle qui me préoccupait le plus était l'attitude du Sultan, dont la politique était *ouvertement* hostile à l'Angleterre. Qu'on ne croie pas que je veuille dire par là que j'étais ou que je suis un champion de la politique anglaise. J'étais et je reste un patriote turc, fidèle à la patrie jusqu'à l'abnégation. Ce que je redoutais, c'était la revanche probable que voudrait prendre le cabinet de Saint-James. Je savais trop bien que, si l'Angleterre est capable d'être très magnanime sur un grand nombre de points, elle ne l'a jamais été et ne le sera jamais sur la question de ses intérêts matériels. Or, ces intérêts matériels anglais étaient volontairement lésés. Dans toutes les entreprises plus ou moins importantes, les capitalistes anglais qui se présentaient, même dans les meilleures conditions pour traiter, étaient écartés *a priori* et se voyaient préférer des concurrents dont les conditions étaient plus dures [1].

1. Mourad-Bey, *Le Palais d'Yildiz*, p. 14.

Il suffisait qu'un sujet anglais signalât une affaire possible, même avantageuse pour le Gouvernement et les administrés : le Palais gardait le dossier ou organisait l'obstruction. A Erzeroum, dès 1850, le consul Brandt avait attiré l'attention de son ambassade sur de très riches mines de charbon, qui restaient inexploitées, mais qui, alors, n'auraient pas eu une grande importance, toute la contrée d'alentour étant boisée et la ville elle-même n'ayant pas d'industrie. Depuis lors, les forêts avaient été gaspillées, et il fallait aller chercher le bois très loin : la moindre charretée se payait quarante-cinq francs, prix énorme dans cette région où la journée de travail ne se paie pas un franc. Aussi la moitié de la ville, dans ce pays de montagnes où les hivers sont longs et durs, ne se chauffait qu'avec la fiente des chameaux et de la bouse desséchée. De plus, l'abondance de grains et de peaux avait incité quelques indigènes à monter des fabriques de pâtes alimentaires, des tanneries et des ateliers de sellerie. Le charbon devenait une denrée de première importance. Malgré les réclamations des consuls anglais, le Palais refusait toute concession : quand les mines d'Europe seraient épuisées, disait-on, le char-

bon d'Erzeroum aurait encore plus de prix.

L'ambassadeur avait le droit de dire, en 1894, que la disparition de l'intimité ancienne était vivement ressentie par la colonie anglaise de Constantinople : « La politique du gouvernement anglais n'a jamais été, ajoutait-il, d'insister pour des concessions commerciales en faveur de ses nationaux aux dépens des autres Européens ; encore pensons-nous qu'en ces matières, nos nationaux devraient avoir leur juste part. »



Aux réclamations du commerce, vinrent bientôt se joindre les plaintes des missionnaires protestants.

L'église anglicane et les autres églises anglaises n'ont pas de missionnaires en Asie Mineure. Les missions protestantes, dans ces régions, bien que comptant parmi leurs membres quelques sujets anglais, sont toutes américaines et sous la protection des États-Unis. Mais « l'Alliance Évangélique », dont le siège est à Londres et l'influence très grande en Angleterre, est toujours intervenue et a toujours pressé le gouvernement d'intervenir

chaque fois que le protestantisme est en cause.

Or l'Arménie est le point du monde oriental où le protestantisme a concentré ses efforts. Faut-il voir, dans ce choix, une préméditation politique et comme une attaque, ou tout au moins une riposte de l'Angleterre contre la Russie ? En réalité, si jamais on médita, par une propagande religieuse, de fermer l'Asie Mineure aux Russes, ce plan fut conçu par la France, qui, de 1860 à 1870, entreprit la conversion au catholicisme des Arméniens.

Les missionnaires protestants vinrent d'Amérique et non d'Angleterre, et ces Américains furent attirés en Arménie par le seul zèle religieux. Pour les églises catholique ou orthodoxe, qui vivent surtout de l'Évangile, la Palestine, berceau du Christ, théâtre de sa prédication et de sa mort, est, par excellence, le Lieu Saint. Mais les protestants vivent de la Bible, — et l'Arménie, c'est l'Ararat, l'arche, Noé, le déluge ; — pour eux, dans le Nouveau Testament, la figure du Christ disparaît un peu derrière l'apôtre des Gentils, — et l'Arménie, c'est Césarée, Iconium, le pays des *Actes* et de saint Paul.

Depuis 1892, les plaintes des missionnaires affluèrent à l'Alliance. Le 24 février, l'arche-

**vêque de Cantorbéry demande officiellement à lord Salisbury une enquête de l'ambassade sur la persécution des chrétiens en Cilicie[1]. Les préfets turcs ferment les églises et les écoles, sous prétexte d'irrégularités dans les firmans de concession, ou de violation de ces mêmes firmans dans les dimensions et l'orientation des bâtisses, le nombre des classes ou le programme des cours. Ils accusent les missionnaires, protestants et *catholiques*, de trahison ou d'espionnage. Ils les menacent d'expulsion ou d'assassinat.**

Le Mutessarif d'Amassia a reproché aux Arméniens de se laisser distancer par les Grecs. Il leur a dit qu'ils étaient bien malheureux de se trouver dans la situation présente, et que cette situation était la conséquence des mauvais conseils donnés par les étrangers (les Jésuites et les Missions américaines) ; que le Gouvernement était disposé à leur ouvrir des écoles, à payer les professeurs et les livres à la condition, toutefois, que la population arménienne livrât à l'autorité les personnes qui se sont insurgées contre le Gouvernement de Sa Majesté. Il a conclu que, si ces personnes n'étaient pas désignées dans les trois jours, il exécuterait les ordres de Sa Majesté[2].

1. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 6.
2. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 199.

Passant à l'exécution, ils incendient, en février 1893, le collège américain de Marsovan. Les consuls de Trébizonde affirment, de source certaine, que le feu a été mis par le colonel de gendarmerie, Khosref-Bey, qui d'abord a menacé toutes les missions de Marsovan, protestantes et catholiques, et tenté de leur extorquer de l'argent; n'ayant rien obtenu, il a amené des caisses de pétrole et mis le feu aux quatre angles du collège américain[1]. Les États-Unis font une enquête et obtiennent réparations et indemnités pour leurs nationaux. Les plaintes de l'Alliance Évangélique forcent l'ambassade anglaise à intervenir aussi. L'autorité turque, en effet, inquiète encore les missions et met en prison deux professeurs arméniens, sous prétexte qu'ils sont les chefs du comité révolutionnaire et les auteurs ou les instigateurs de placards séditieux : des centaines d'Arméniens, leurs complices, dit-on, sont emprisonnés.

Une interpellation au Parlement anglais amène une dépêche, très raide de ton, de lord Rosebery à son ambassadeur, le 21 mars 1893 : « La persécution des chrétiens

1. *Livre Bleu*, 1896, III, pp. 64, 79, 80,160 et 193.

rendant nécessaire un langage énergique, prévenez la Porte que le gouvernement anglais organisera de son propre chef une enquête, si elle n'agit promptement [1]. »

Cette fermeté de l'Angleterre, qu'appuient les États-Unis, intimide le Sultan : il signe une amnistie. Mais il en excepte les auteurs ou prétendus auteurs de placards ; une cinquantaine d'accusés sont amenés devant la cour d'Angora, parmi eux les docteurs Thoumayan et Kayayan, professeurs au collège américain, et un grand nombre de protestants. Ils ont chanté, dit-on, et distribué des chants révolutionnaires ; on a trouvé chez eux des copies des fameux chants : *Silahnalem* (Armons-nous ! ), *Ileri gedelim* (Avançons ! ), et *Mouharrabbé gedelim* (Combattons ! ). Ils ont présidé des réunions secrètes. Ils ont affiché des placards. Aucune preuve n'est donnée de ces accusations. Les fameux chants ne sont que la traduction, mot à mot, de cantiques religieux que l'on répète chaque dimanche dans toutes les églises protestantes et que l'on peut lire dans la collection Moody et Sankey. L'un d'eux, même, celui qu'on in-

1. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 69.

crimine le plus, *Ileri gedelim*, est un cantique français, catholique :

> En avant, soldats du Seigneur,
> Marchons à la victoire !

traduit d'abord en anglais, puis en turc. Le procès d'Angora ne démontre la validité d'aucun des griefs allégués. Néanmoins onze accusés seulement sont acquittés; les autres sont condamnés de deux à quinze ans de prison, et les deux professeurs à mort, ainsi que treize de leurs compagnons. Ils en appellent à la Cour de cassation. Mais le nerveux lord Rosebery est indigné de cette comédie judiciaire :

> Le gouvernement de Sa Majesté, écrit-il le 3 juillet, ne peut pas attendre les résultats du procès devant la Cour de cassation. Le Sultan est évidemment décidé à ajouter à la cruelle farce d'Angora une autre condamnation ridicule. Chaque jour qui passe sur ces prisonniers innocents est une nouvelle injustice.

Lord Rosebery sait comment il faut parler pour être entendu d'Yildiz : le 4 juillet, le Grand Vizir annonce à l'ambassade que la Cour de cassation a confirmé les condamna-

tions d'Angora, mais que le Sultan veut bien gracier les deux professeurs.

Les protestants désormais ne sont plus emprisonnés. Ils obtiennent les firmans qu'ils demandent pour leurs missions. Néanmoins ils sentent contre eux la haine et le sourd travail des autorités locales. En décembre 1893, deux chapelles sont encore fermées à Eghin; à Kharpout, les missionnaires sont suivis, comme à la piste, et la censure interdit certains livres révolutionnaires ou impies, *le Paradis Perdu* de Milton et les œuvres de Shakespeare[1]; en janvier 1894, la communauté protestante d'Ordou, — composée uniquement de Grecs, — est privée de ses écoles et de son temple[2]; en février, c'est la communauté arménienne d'Yuzgat qui se plaint des tyrans locaux, préfets et gabelous. L'ambassadeur présente à la Porte un mémorandum sur ces incidents (mars 1894). L'Alliance Évangélique, de son côté, s'efforce vainement de détruire la défiance du Palais. Dans un mémorandum remis à Rustem-Pacha, elle se déclare satisfaite de la tolérance turque, et désireuse « d'éviter toute cause possible d'irritation de la part du gou-

1. *Livre Bleu,* 1896, VI, p. 18.
2. *Livre Bleu,* 1896, VI, p, 19 et suiv.

vernement » ; ce n'est que par le gouvernement du Sultan, ajoute-t-elle, qu'elle peut espérer une protection et un développement du protestantisme en Turquie ; un changement ne pourrait être profitable qu'aux Russes, et elle sait quelle tolérance les protestants doivent attendre de la Russie : près de quatre mille stundistes russes sont en exil ou en prison. Elle se déclare hostile à l'*Hindchak* et aux associations patriotiques arméniennes, dont elle réprouve les actes et les tendances. Elle cite un article du journal *Presbyterian*, dans lequel le fondateur de *Robert-College*, — le collège arménien protestant de Constantinople, — dénonce « les abominations de l'*Hindchak* et de ses adhérents, qui ne sont que des révolutionnaires russes et qui ne travaillent qu'avec l'argent et l'appui de la Russie pour préparer une intervention russe ». Elle cite encore un appel du *Congregationalist*, journal de la « Massachusets Home Missionary Society » : « En présence des projets révolutionnaires et incendiaires du parti révolutionnaire Hindchakiste parmi les Arméniens, la Société ordonne à tous ceux qui lui portent quelque intérêt de ne donner aucun appui à ce parti[1] ».

1. *Livre Bleu*, 1896, III, pp. 37-41.

La vérité est que la propagande protestante a toujours rencontré l'hostilité des patriotes arméniens ; car ceux-ci voient, dans leur église nationale, le seul appui, et, dans leur religion grégorienne, le seul lien de la race actuelle et de la nation future. Les missionnaires ont donc raison de dire et de croire que tout changement dans la situation politique des Arméniens serait funeste à leur propagande. Mais le Palais, aveuglé par sa haine de l'Angleterre, ne veut rien entendre aux véritables intérêts de la Turquie. Malgré les protestations du Grand Vizir, l'ambassade anglaise, qui sent contre elle l'hostilité du Maître, craint un renouveau de persécution contre ses protégés. Elle s'est tirée à son honneur des affaires de Marsovan, mais grâce à l'appui des États-Unis. Elle veut régler définitivement la question religieuse, car elle voit de jour en jour se compliquer et s'aigrir la question politique : elle essaie d'établir une entente de toutes les puissances protestantes représentées à Constantinople. L'Alliance Évangélique remet à l'ambassadeur d'Allemagne et aux ministres de Hollande, de Suède et des États-Unis, une communication identique sur la situation du protestantisme en

Turquie, et sur les embarras que lui suscite la Porte depuis 1892. L'ambassadeur anglais entre en rapports avec ses collègues : la Suède et la Hollande consentent à présenter une note verbale, dans les mêmes termes, à peu près, que celle de l'Angleterre ; l'Allemagne ne veut faire que des représentations non écrites, mais promet son appui ; les États-Unis ne veulent pas non plus s'engager immédiatement, et le ministre doit en référer à Washington ; mais il promet aussi son appui moral. La note verbale de l'Angleterre du 30 juillet 1894 est soutenue par tous les gouvernements protestants : la Porte, devant cet accord, promet que la liberté du culte ne sera plus troublée (19 septembre 1894).



La question religieuse et la cause des protestants une fois réglées, restait la question politique, bien plus grave, et la cause, bien plus générale, des Arméniens.

L'Angleterre se devait à eux, puisque la convention de Chypre, toujours en vigueur, lui donnait non seulement le droit, mais le devoir d'intervenir. Le gouvernement anglais

eût peut-être volontiers négligé ce devoir, car il avait tout intérêt, quoi qu'on ait dit, à ne point attirer l'attention de l'Europe sur la situation orientale. Mais il était poussé, l'épée dans les reins, par l'Association anglo-arménienne qui, dans le monde politique anglais, jouait le même rôle que l'Alliance Évangélique dans le monde religieux.

Fondée à Londres en 1890 par des Arméniens et avec l'argent arménien, cette association ne compta d'abord qu'un très petit nombre de membres anglais et ne fut, pendant un ou deux ans, qu'une sorte de bureau de presse ou de renseignements, chargé de communiquer aux journaux les doléances et les subsides des Arméniens [1].

L'*Hindchak* vit d'un fort mauvais œil cette agitation rivale, qui détournait de lui une par-

1. *L'Association anglo-arménienne*, fondée en 1890. Adresse : 3, Essex-court, Temple, Londres. Président : Francis Seymour Stevenson, M. P. ; vice-présidents : Lord Northbourne, Lord Edmond Fitzmaurice, Sir Thomas Clark, monseigneur l'évêque d'Aberdeen et Orkney, le révérend principal Fairbair D. D., Sir G. R. Sitwell, le Révérend chanoine Mac-Coll, le révérend chanoine Gore, le Docteur J. A. Calantarients, M. Hugh Hoare, M. Cumming Macdona, M. P. ; trésorier : C. E. Schwann, M. P. ; secrétaire : Edward Atkin.

Le but de l'Association, qui proclame le principe de l'égalité de tous devant la loi dans l'exercice et la jouissance de leur liberté individuelle et de leurs droits personnels, est

tie de l'argent et des sympathies de la nation; la politique de l'Association lui semblait maladroite et trop coûteuse; il voulait l'intervention de l'Europe, et non de la seule Angleterre : il dénonça les dilapidations et les dépenses inutiles de l'Association. Néanmoins celle-ci progressa. Elle avait intéressé à sa cause le journal de l'un des grands partis, le parti libéral, puis ce parti lui-même. Dès 1892, le *Daily News* commence la campagne arménienne. Le parti libéral, arrivant bientôt après aux affaires, peut vérifier les doléances de l'Association et, par ses publications officielles ou officieuses, lui rallier l'opinion publique.

Le Sultan ne voulut voir d'abord, derrière les attaques dirigées contre lui, que les repré-

d'assurer l'accomplissement des promesses répétées faites par le Sultan de Turquie aux Arméniens habitant l'Empire ottoman, en amenant une intervention effective des puissances européennes.

Ses membres s'engagent à faire tous leurs efforts pour obtenir une amélioration permanente dans la condition de l'Arménie et pour donner aux habitants chrétiens la sécurité de leur religion, de leur vie, de leur honneur et de leur propriété, par l'exécution des réformes administratives et judiciaires que, en 1878, la Sublime Porte a entrepris de réaliser dans les provinces arméniennes de la Turquie d'Asie et qui sont expressément garanties par l'article 61 du Traité de Berlin.

sentants d'un parti politique et, dans la campagne du journal, qu'une manœuvre des libéraux pour détourner sur les affaires extérieures l'attention du public anglais. Le ministre turc des Affaires étrangères, Saïd-Pacha, reproche à l'ambassadeur « ces articles non seulement hostiles à la Turquie, mais encore calculés pour tromper l'opinion en dehors de l'empire[1] ». L'ambassadeur répond qu'il ignore ces articles, mais qu'il constate, depuis 1891, le changement de la Porte à l'égard des Arméniens. Continuant la politique anglaise des dix dernières années, il demande un plus grand soin dans le choix et la surveillance des fonctionnaires. La Porte ne répond que par des emprisonnements en masse et des condamnations. Des pétitions arrivent de toute l'Asie Mineure aux consuls et aux ambassadeurs de toutes les puissances. Le gouvernement anglais renouvelle ses conseils de prudence et d'attention dans le choix des fonctionnaires. Mais, comme pour narguer l'Angleterre, dont il connaît les désirs, le Sultan répond par une promesse de réformes (novembre 1892).

1. *Livre Bleu,* 1896, III, p. 7-8.

Le procès d'Angora et l'agitation de l'Alliance Évangélique viennent alors confirmer les plaintes de l'Association anglo-arménienne. Le Sultan et la Porte se plaignent de l'encouragement donné aux révolutionnaires par les discours que l'on tient au Parlement et par les articles que l'on tolère dans la presse ; ils voudraient sans doute que les journaux de Londres fussent traités comme ceux de l'empire. Rustem-Pacha apporte même au Foreign Office un télégramme du Palais presque insolent : l'attitude du gouvernement anglais n'est pas conforme, est-il dit, à l'ancienne amitié de l'Angleterre, et le Sultan se demande si cette regrettable situation va se prolonger ou arriver à un dénoûment [1] (21 août 1893). Mais Rustem est obligé de prévenir son maître que l'attitude du gouvernement est bien conforme aux sentiments actuels de la nation : à la Chambre des communes, on signe une pétition pour la grâce des prisonniers d'Angora ; les communications des deux professeurs Thoumayan et Kayayan, maintenant exilés, ont indigné toute la presse.

1. *Livre Bleu,* 1896, III, p. 173.

Philanthropes, gens d'église et d'université, politiques et littérateurs, libéraux, conservateurs et unionistes, tout le pays, mis au courant de la question par les articles d'un Dillon dans le *Daily Telegraph* ou par les discours d'un Gladstone, prend parti contre Abd-ul-Hamid. Saïd-Pacha se plaint à l'ambassadeur de ce changement de « la grande nation amie » ; il ne peut comprendre l'intérêt que le public anglais prend aux affaires intérieures de l'Empire, ni la foi qu'il ajoute à des racontars de journaux. Le Sultan en personne se plaint de l'Association anglo-arménienne. L'ambassadeur recommande une fois de plus les deux seuls remèdes : une bonne administration et une justice équitable, égale pour le chrétien et le musulman[1]. Le Sultan feint d'écouter l'ambassadeur. Un apaisement s'ensuit (novembre 1893). N'osant plus braver l'Angleterre en face, le Sultan essaie d'une attaque par derrière et commence, contre elle et ses représentants, une campagne de calomnies.

Ces allégations trouvent facilement accès dans l'opinion européenne. Depuis dix ans,

1. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 201.

en effet, l'ambition et l'égoïsme de l'Angleterre ont fatigué toutes les patiences; ses accaparements ont lésé les intérêts du monde entier; le chauvinisme agressif et le langage malséant de ses journaux ont blessé toutes les oreilles. Elle a donné, dans sa politique étrangère, l'exemple de la mauvaise foi et du manque le plus absolu de générosité envers les faibles et de dignité envers les forts. Elle est arrivée à décourager toutes les sympathies, à autoriser toutes les défiances, et à faire de l'anglophobie, chez presque tous les peuples du monde, l'instrument le plus commode de gouvernement. Personne ne peut plus croire à son désintéressement. Quand elle parle de religion ou d'humanité, l'Europe entière hausse les épaules. Les accusations du Sultan furent donc accueillies sans contrôle.

Si l'on veut bien discuter les vraisemblances pourtant, on comprendra l'intérêt de l'Angleterre à désirer le calme en Asie Mineure et à demander, comme elle le faisait, qu'une administration équitable empêchât les explosions et les mécontentements. Mais quelles raisons intéressées pouvaient l'induire, en 1893, à brouiller les cartes et à rouvrir la ques-

tion d'Orient? Une révolte des Arméniens de Turquie ne pouvait que léser ses intérêts commerciaux dans tout le Levant, et mettre en question ses empiètements politiques, à Chypre et en Égypte. Maîtresse de deux provinces de l'Empire ottoman, elle en jouissait tranquille, tant que l'Europe en un congrès ne discutait pas ses titres de propriétés ou ses procédés d'acquisition ; ce n'était pas un moyen d'assurer cette jouissance que de fomenter, comme le Sultan l'en accusait, une agitation en Asie Mineure.



A discuter les réalités, il ne semble pas que les consuls anglais aient joué le rôle d'agitateurs que leur prêtaient le Palais et la Porte. En certains cas, on peut convaincre ceux-ci de mauvaise foi et de mensonges impudents. Le meilleur exemple, — pour n'en citer qu'un, — se verra dans l'affaire du Sassoun : « L'agitateur Hamparsoum Boyadjian, écrit Saïd-Pacha, dans son mémorandum du 20 octobre 1894, excitait les Arméniens à la révolte, en se faisant fort de faire

venir d'Angleterre des troupes en ballon »; Hamparsoum, arrêté, nie le propos; devant les commissaires européens, tous les témoins interrogés, musulmans et chrétiens, affirment qu'il promettait bien l'arrivée de secours en ballon, mais de secours venus de Russie et non d'Angleterre[1].

La propagande russe en Arménie se faisait ouvertement, et les agents de la Russie — tel ce consul général d'Erzeroum maintenu dix ans au même poste — excitaient ouvertement les Arméniens à la révolte et leur faisaient signer des appels au Tsar. La Russie réclamait les révolutionnaires arméniens, ses sujets, et les soustrayait à la justice turque. On n'a jamais pu reprocher aux consuls anglais, avec quelques preuves à l'appui, que des paroles ou des démarches contre les préfets et les exactions de l'autorité. Les Arméniens, protestants ou grégoriens, signaient des pétitions à la reine d'Angleterre, et le *Livre Bleu* nous a donné ces pétitions[2]; mais ils en signaient aussi à l'adresse de la France, — et le *Livre Jaune* nous les donnera, — et ils en signaient à l'adresse du Tsar et l'ambassadeur

1. *Livre Bleu*, 1895, I², p. 163-164.
2. *Livre Bleu*, 1896, VI, p. 122.

de Russie en parlait à ses collègues[1]. Les comités révolutionnaires avaient leurs sièges et leurs correspondants en Russie : ce n'est que depuis 1894, après l'affaire du Sassoun, que le chef de l'*Hindchak* fut toléré à Londres. Les agissements de ces comités, les meurtres et les attentats, ne sont connus que par les rapports des consuls anglais : sans le *Livre Bleu*, nous ne saurions rien de la situation réelle et des moyens des révolutionnaires[2].

Jusqu'à preuve du contraire, il ne faut donc pas incriminer la politique anglaise. Il semble qu'en Arménie, par exception, elle ait eu des motifs avouables et un but honnête. Les Turcs n'ont voulu voir, dans l'affaire arménienne, qu'une « revanche de l'Angleterre[3] », mécontente de la politique philorusse d'Abd-ul-Hamid. Les politiques et les journaux de la Double Alliance ont répété ce mot. Les Arméniens affirment au contraire que, du côté de l'ambassadeur et des consuls, comme auprès du cabinet anglais, ils ne rencontrèrent long-

1. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 9 : à Mouch en mars 1892, arrestation de deux cent cinquante Arméniens qui ont signé une pétition demandant l'intervention russe.

2. *Livre Bleu*, 1896, VI, p. 57.

3. Mourad-bey, *le Palais d'Yildiz*, p. 24.

temps que la plus complète indifférence : « Un an de séjour dans ce pays, écrit encore en 1892 le consul d'Erzeroum, m'a rendu bien sceptique sur les plaintes des Arméniens [1] ». Il fallut la campagne très violente et très tenace du *Daily News* pour changer ces sentiments. Il est certain que la réussite de cette campagne surexcita les espérances et les efforts des Comités. L'arrivée aux affaires d'un cabinet libéral, en août 1892, leur donna un nouvel élan : les consuls anglais sont les premiers à en convenir [2]. Mais, libéral ou conservateur, le gouvernement anglais n'agissait que contraint par l'opinion publique, et l'opinion eût été aussi pressante dans le reste de l'Europe, si le public européen eût été tenu au courant comme le public anglais.

Mais le gouvernement anglais avait sur les bras, ou prévoyait déjà, en Afrique, en Amérique, en Asie, d'autres affaires bien plus importantes, que lui avait attirées sa politique des mains pleines et qui réclamaient sa liberté d'action. Il ne pouvait abandonner les Arméniens et, devant la duplicité du Sultan et la méfiance de l'Europe, il sentait son impuis-

1. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 3.
2. *Livre Bleu*, 1896, III, p. 161.

16

sance à régler leur situation. Il semble que le successeur de lord Rosebery, lord Kimberley, beaucoup plus calme que lui, ait eu, dès son arrivée aux affaires en mars 1894, le sentiment très net que la crise arménienne ne serait dénouée, comme la question protestante, que par une entente avec d'autres puissances intéressées. Il semble surtout que l'ambassadeur anglais à Constantinople ait eu le désir de cette politique. La Russie et la France pouvaient être amenées dans la galère arménienne, l'une à cause de ses catholiques et de sa protection traditionnelle à l'égard des Arméniens, l'autre à cause de ses orthodoxes et de l'article 16 du traité de San-Stéfano, origine de toutes les promesses de réformes. Il se présenta bientôt une occasion de réclamer leur concours.

Quand le consul anglais de Van, en octobre 1894, donna la première nouvelle des massacres du Sassoun, la Porte répondit qu'il mentait, et qu'il était la cause directe de la révolte par ses excitations et ses émissaires. L'ambassadeur demanda aussitôt l'envoi d'une commission d'enquête, à laquelle il adjoindrait son attaché militaire. Le Sultan voulut se dérober et retira les accusations portées contre

le consul. Mais l'ambassadeur, tenant bon, finit par obtenir l'envoi d'une commission turque, à laquelle s'adjoindraient des représentants de la Russie, de la France et de l'Angleterre. L'Angleterre se déchargeait un peu des Arméniens, pour vaquer dans le reste du monde à ses propres affaires. Peut-être croyait-elle, en même temps, intéresser à la cause arménienne deux puissants avocats (novembre-décembre 1894).

# II

L'absence de documents officiels français et russes rend difficile l'exposition détaillée de la politique française et russe durant l'année 1894-1895, dans l'action combinée des trois puissances. Pour juger les négociations, nous n'avons que le témoignage de l'un des intéressés, et il est regrettable, non seulement dans l'intérêt de la vérité, mais encore dans l'intérêt de l'honneur français, qu'un *Livre Jaune* ne nous permette pas de contrôler les affirmations, je dirais presque les accusations du *Livre Bleu*. Car le volume du Foreign Office[1], relatif à l'introduction des

1. *Livre Bleu*, 1896, I.

réformes en Asie Mineure, est, par le simple exposé des faits, un réquisitoire contre les hommes d'État qui, durant cette année, dirigèrent la politique de la Double Alliance. Cet exposé des faits est-il absolument conforme à la vérité? Toutes les dépêches y sont-elles données, et à leur date exacte? A certaines pages, on voudrait pouvoir mettre en doute la bonne foi anglaise. Faute de documents pour la contrôler, on doit s'en tenir aux vraisemblances.

Il est vraisemblable qu'en ces affaires la France et la Russie marchèrent toujours d'accord, sinon par suite d'une entente spécialement stipulée, du moins par communauté d'intérêts et de sentiments. Outre le désir très nettement affirmé, et en de nombreuses occasions, par les deux peuples et les deux gouvernements, d'écarter toute cause et même toute apparence de division, les deux cabinets étaient arrivés, semble-t-il, par des voies différentes, aux mêmes conceptions politiques. La Russie, en Orient, avait depuis un siècle travaillé à l'émancipation des chrétiens, et elle se plaignait hautement de l'ingratitude des Grecs, des Serbes et des Bulgares. La France, en Occident, avait travaillé à la formation

des nationalités, et, victime de l'unité allemande, elle avait à se plaindre encore de l'ingratitude italienne. De part et d'autre, on était fatigué du rôle de Don Quichotte, dégoûté du désintéressement, ou, suivant le mot courant dans les deux chancelleries, « revenu des campagnes d'Italie ». On proclamait la nécessité du calcul personnel, que jusqu'ici, en effet, on avait un peu trop négligé et dont toute politique, à coup sûr, doit tenir le plus grand compte, — car nul ne saurait contester aux gouvernements le droit de défendre leurs intérêts. Mais, après une période de générosité peut-être insouciante, on courait par réaction à l'excès contraire, et, pour avoir trop longtemps méconnu l'intérêt présent, on ne voulait plus voir que l'intérêt immédiat.

Les intérêts français trouvaient précisément satisfaction dans la Turquie actuelle et dans son système actuel de gouvernement : Abd-ul-Hamid faisait gagner de l'argent à la France, à ses financiers, à ses ingénieurs et à ses entrepreneurs, et donnait de l'argent et des décorations à ses journalistes ; il fallait donc éviter toute diminution, non seulement de l'Empire, mais encore de l'absolutisme du Sultan. La Russie de son côté, outre ses

raisons particulières de défiance et même d'animosité à l'égard des Arméniens, était ramenée, par ce même souci d'intérêt, à la politique de Nicolas I^er et du traité d'Unkiar-Skelessi. L'éclosion de nouveaux États chrétiens, qui d'abord lui coûterait peut-être des hommes et de l'argent, ne ferait certainement ensuite que lui susciter des embarras. La Turquie pouvait et devait être maintenue comme gardienne des Détroits contre l'Europe : qu'elle acceptât la tutelle russe, on lui fournirait « l'assistance morale et militaire pour assurer la durée, le maintien et l'entière indépendance de la Sublime Porte », suivant les propres termes du traité d'Unkiar-Skelessi, dont l'entente secrète de 1890-1891 n'est vraisemblablement qu'une copie ou qu'une répétition.

Il se trouva d'ailleurs que les deux hommes, chargés des affaires extérieures de la Double Alliance, étaient tous deux, pour des raisons différentes, prédisposés à la même politique.

L'un, très vieux, avait un sincère désir de paix et de calme. Sachant l'instabilité de l'Europe actuelle et craignant toute secousse qui eût pu rompre cet équilibre instable, il était

bien résolu à éviter toute affaire qui pourrait l'entraîner en des complications imprévues. De plus, ancien ambassadeur à Vienne, ayant usé de longues années à la lutte contre l'Autriche dans les Balkans et à la reconquête du Serbe et du Bulgare, il ne cachait pas son invincible défiance à l'égard des chrétiens de Turquie, qui, sous le joug ottoman, affichen des sympathies moscovites, puis, à peine délivrés, se tournent contre le libérateur : dans le cas présent, l'amitié que l'Angleterre témoignait aux Arméniens était bien faite pour autoriser ses préventions.

En réaction donc contre les efforts de tous les hommes d'État russes depuis un demi-siècle, — car c'est la politique personnelle du prince Lobanoff, qui ici est en cause, et non celle de la Russie *libératrice*, — il était devenu le défenseur le plus convaincu de la politique philoturque, et comme le doctrinaire du parti de l'intérêt. Pour lui, il ne pouvait pas, il ne devait pas y avoir de question arménienne, suivant le mot prononcé en public, à Paris, dès 1888, par un secrétaire de l'ambassade russe.

Le ministre français, bien plus jeune, n'avait peut-être pas le même désir de tranquil-

lité. Historien de Richelieu, il était l'homme des grands projets et voulait être l'homme des grands rôles. Il avait débuté dans la carrière diplomatique auprès du Sultan. Chargé d'affaires à Constantinople, à un âge où d'autres sont encore troisièmes secrétaires, il avait réussi, grâce à sa très réelle intelligence, sans doute, mais aussi grâce à la bienveillance toute particulière, dont Abd-ul-Hamid lui avait, depuis dix ans, continué les témoignages. Il gardait au Sultan une estime et une reconnaissance justifiées. Il avait admiré à Constantinople ce grand travailleur, son esprit souple et fin, et les qualités de modération et de prudence dont le Sultan fit preuve en effet jusqu'aux derniers événements. Il était resté sous le charme, et, comme le prince Lobanoff, il ne pouvait admettre que depuis dix ans quelque chose ou quelqu'un eût changé en Turquie.

M. Hanotaux ne fut pas ministre durant toute la crise arménienne. Mais les massacres étaient commencés (1er octobre), avant la fin de son premier ministère (30 octobre 1895); l'attitude de la France était prise et sa parole peut-être engagée à l'entrevue de Contrexéville (septembre 1895).

Que s'était-il passé au juste dans cette entrevue? Le ministre français y était allé avec des renseignements tout à fait sommaires sur les négociations en cours. Il en revint fort enthousiaste de la simplicité et de l'affabilité de son interlocuteur... Après la bataille de Friedland, « l'armée russe est plus écrasée et battue que ne l'a jamais été l'armée autrichienne », écrit Napoléon à Cambacérès; les Russes demandent la paix et Napoléon l'accorde aussitôt : « Ils m'ont envoyé un prince », écrit-il à Talleyrand. Ce prince était déjà un Lobanoff...

Tombé du pouvoir, il se faisait auprès du public et du gouvernement français l'avocat d'Abd-ul-Hamid. Deux mois après les assommades de Stamboul, quelques semaines après les massacres de Trébizonde, d'Arabkir, de Diarbékir, de toute l'Anatolie, le jour même de l'égorgement de Zileh, paraissait le 1er décembre 1895 l'article de la *Revue de Paris*, dont voici quelques phrases[1] :

Pour moi, je le dis en toute sincérité, je ne puis me décider à prendre ce spectacle au tragique... Le Sultan Abd-ul-Hamid est trop attentif et trop

1. *Revue de Paris*, 1895, VI, p. 459 et suivantes.

avisé pour s'être laissé surprendre. On l'accuse parfois d'insouciance aveugle ou d'entêtement. La vérité est qu'il voit d'autres choses que celles que nous voyons... Il a montré envers ses sujets des qualités réelles de douceur, de générosité et d'impartialité... C'est à lui qu'il appartient de résoudre le problème posé par les violences et les excès qui ont ensanglanté l'Arménie. Je ne rechercherai pas ici sur qui doivent retomber les premières responsabilités des massacres[1]. Il s'agit là, en somme, d'un de ces mille incidents de la lutte entre chrétiens et musulmans... Que la crise soit uniquement intérieure, c'est ce que tout le monde doit désirer. Le Sultan reste maître chez lui... On peut compter que, l'hiver aidant, les agitateurs seront vite réduits à l'impuissance. Au printemps, le Sultan sera en mesure de faire face aux éventualités... Tout le monde doit désirer voir l'autorité du Sultan s'exercer *et s'exercer seule*.

Revenu au pouvoir (22 avril 1896), il persista dans ces sentiments. On le vit bien en novembre 1896, après les journées de Constantinople, où la main du Maître avait lâché et dirigé le mouvement, les ambassadeurs, témoins

1. Cette discrétion peut sembler étrange. — Le rapport des délégués européens au Sassoun a paru depuis cinq mois (juillet 1895) ; le ministre, alors aux affaires, en a eu connaissance ; les trois délégués, russe, anglais et français, font peser toute la responsabilité de ces premiers massacres sur les autorités turques, civiles et militaires.

oculaires, s'étaient, contre tout usage diplomatique, adressés directement au Sultan comme à l'auteur responsable, et lui avaient télégraphié *en clair* la note suivante :

Les représentants des grandes puissances se croient en devoir de signaler à l'attention la plus sérieuse de Sa Majesté Impériale les nouvelles graves qui leur parviennent au sujet de la continuation des désordres dans la capitale et dans ses environs. Des bandes de gens armés ne cessent de poursuivre et de tuer impunément les Arméniens et, non contents de les exterminer dans les rues, entrent dans les maisons, même dans celles occupées par des étrangers, pour se saisir de leurs victimes et les massacrer. Des faits pareils se sont passés sous les yeux de quelques-uns des représentants eux-mêmes et de plusieurs des membres de leurs ambassades. Outre la ville, de telles horreurs ont eu lieu encore cette nuit dans plusieurs villages du Bosphore tels que Bebec, Roumeli Hissar, Candilli et autres. En présence de faits semblables, les représentants des grandes puissances s'adressent, aux noms de leurs gouvernements, *directement à la personne de Votre Majesté, comme chef de l'État,* pour lui demander instamment de donner sans délai des ordres précis et catégoriques propres à mettre fin immédiatement à cet état de choses inouï, qui est de nature à amener pour son Empire les conséquences les plus désastreuses.

M. Hanotaux n'eut pas à la tribune un mot de blâme pour le bourreau : peut-être savait-il que, phrase par phrase, Abd-ul-Hamid se faisait télégraphier le plaidoyer de son défenseur.

Dans les deux pays, la politique des ministres eut les mains libres, grâce à l'absence d'opinion publique capable de la contrôler, mais aussi grâce aux préjugés réveillés et aux erreurs répandues dans la foule. En Russie, l'Arménien passait pour un révolutionnaire, ennemi du Tsar, un dissident, ennemi de l'orthodoxie, et un usurier, très proche cousin du Juif. Le gouvernement dénonçait dans ses communiqués un redoublement de l'agitation arménienne au Caucase et la complicité des Arméniens dans les menées nihilistes. En France, l'Arménien était un client des Anglais, donc un ennemi de la France et de la Russie, un adhérent des églises évangéliques, donc un instrument de la perfide Albion. Depuis les événements de Madagascar, le seul nom de missions évangéliques suffisait pour enlever au public français toute liberté d'esprit.

La presse, d'ailleurs, reçut la consigne de se taire, et l'on organisa la conspiration du

silence. Si grave, si invraisemblable, si odieux que cela soit, ce pays, qui en 1860 s'était levé contre les égorgeurs de Syrie et qui, depuis un siècle, se vantait de souffrir dans sa chair de tous les crimes contre l'humanité, ce pays ignora les affaires arméniennes. La conspiration du silence fut, sans doute, payée par l'ambassade turque, — dix-sept journaux français touchèrent des subsides — mais elle fut tolérée par le gouvernement français : « *Que la presse aussi veille à ne pas propager des nouvelles alarmistes*[1]. » Pendant deux années, les politiques purent travailler dans le sang de tout un peuple, sans se préoccuper des cris de souffrance et des éclaboussures.

* * *

Pour revendiquer à la face du monde civilisé une telle politique et ses conséquences les plus immédiates, — je veux dire l'extermination d'une race, — il eût fallu l'ampleur de franchise d'un Bismarck : ni le ministre russe ni le ministre français n'étaient de cette envergure. Ils acceptèrent donc avec empressement l'occasion que l'Angleterre leur

1. *Revue de Paris*, p. 459.

offrait — de mauvaise grâce ou de mauvaise foi, pensaient-ils ; car ni l'un ni l'autre ne cachait leur antipathie pour elle — d'aborder les affaires d'Arménie. Au mois de décembre 1894, ils lui accordèrent ou crurent lui imposer leur collaboration pour la commission d'enquête du Sassoun. Il semble que, trompés par le Palais et la Porte, ils soient entrés dans la combinaison avec de grandes illusions sur la réalité des faits et sur les résultats futurs de l'enquête.

Un mémorandum de la Porte avait, le 20 octobre 1894, présenté les faits comme une révolte organisée par un révolutionnaire qui, « non content d'exciter les Arméniens par la parole, les a poussés à attaquer la ville de Mouch, en se faisant fort de faire venir d'Angleterre des troupes en ballon; il a formé aussi des bandes armées de fusils, de poignards, de haches et d'autres engins de guerre ; jouissant du spectacle de leurs atrocités, ces bandes se livraient à toutes sortes de propos insultants contre la religion de l'État et poussaient des vivats en l'honneur de leur soi-disant roi[1] ». En même temps,

1. *Livre Bleu*, 1895, I, p. 11.

la Porte se plaignait officieusement à Londres de la tolérance accordée aux *Hindchakistes* et à leur chef Nazar-Bek, qui venaient de s'y installer, et qui, disait la note de Rustem-Pacha, « seraient en rapports suivis avec quelques-uns des nihilistes russes établis à Londres[1] ».

A Constantinople, l'ambassade anglaise reçoit de la Porte la note suivante :

M. le consul d'Angleterre à Van s'est rendu dernièrement à Bitlis; à son instigation les Arméniens dans ces deux villes ont tenu des conciliabules et signé une adresse contre le gouvernement impérial. L'enquête, effectuée par les autorités, a établi, en outre, que ledit agent, tout en exhortant, par l'entremise de son drogman, les Arméniens à tenir de pareilles réunions, a été jusqu'à les pousser à se soulever contre le gouvernement.

Une circulaire est envoyée à tous les ambassadeurs turcs :

Mes communications précédentes vous ont fait savoir qu'à la suite des actes criminels commis par *une foule d'insurgés arméniens* dans les districts de Sassoun et de Talori, des troupes régulières ont été envoyées sur les lieux pour châtier les coupables, et l'ordre et la tranquillité publique y sont rétablis. Mais ce qui est pénible à constater, c'est que des

1. *Livre Bleu*, 1896, VI, p. 169.

organes de la presse européenne, se laissant induire en erreur par des suggestions malveillantes, publient des nouvelles imaginaires et contraires à la vérité.

Le Sultan croyait, par ces manœuvres, empêcher l'accord anglo-franco-russe et éviter la commission internationale. Il est à noter qu'après avoir promis, puis refusé, puis ajourné l'envoi d'une commission turque, il avait nommé cette commission sur la menace, faite par l'ambassadeur anglais, d'envoyer en Arménie son attaché militaire. Puis le départ de cette commission avait été retardé jusqu'au jour où l'ambassadeur alla proposer à ses collègues de France et de Russie l'adjonction de délégués européens. Aussitôt la commission turque est en route. L'Angleterre demande que les consuls d'Erzeroum la joignent au passage et l'accompagnent à Mouch, son siège désigné: par l'influence que leur donnent leur titre, leur âge et leurs fonctions, par les moyens que mettent à leur service l'habitude du pays, la compagnie de leurs drogmans et leurs relations personnelles, les consuls pourraient opérer vite et bien. La Russie objecte que son consul est vieux et qu'il vaut mieux pour les trois puissances ne pas prendre en main,

mais seulement surveiller, l'enquête ; au lieu de consuls, elle propose de n'envoyer que des délégués : elle offre le secrétaire de son consulat à Erzeroum, et la France appuie cette proposition. L'Angleterre cède et les délégués nommés reçoivent leurs instructions. On est à la fin de décembre 1894. La Commission turque, depuis un mois sur les lieux, a pu préparer les voies et remplir les intentions du Maître qui l'a chargée, par le décret de nomination, d'une enquête « sur la conduite criminelle des brigands arméniens[1] », et qui, d'avance, a envoyé des décorations aux auteurs du massacre.

Les délégués européens arrivent à Mouch en janvier 1895 et y restent six mois. Les difficultés, qu'avait prévues l'Angleterre et que n'auraient pas rencontrées les consuls, se présentent bientôt. Sans drogmans, ils sont à la merci des interprètes officiels : l'ambassadeur anglais leur fait envoyer, presque de force, un drogman. Sans titres bien définis, ils sont molestés par les autorités, qui les accusent presque de trahison et d'excitations à la révolte, et qui finissent par violer leur domi-

1. *Livre Bleu*, 1895, I, p. 27.

cile[1]. Quand l'ambassadeur anglais à Saint-Pétersbourg fait part au gouvernement russe de ces incidents, le prince Lobanoff, qui vient d'arriver aux affaires, répond simplement qu'il n'a jamais entretenu l'espoir d'un résultat satisfaisant, et que les massacreurs du Sassoun ont peu de chances de passer en justice (13 mars 1895)[2]. Malgré tout, la vérité s'établit. Les délégués rentrent en juillet 1895; leur rapport commun établit que jamais les Arméniens du Sassoun n'ont été en révolte, que jamais les agitateurs n'ont promis de secours anglais, et que ce sont les troupes et les autorités turques qui ont incendié et massacré.



Mais, avant même le retour des délégués, l'opinion sur le Sassoun était faite, à Constantinople tout au moins. Le nouveau patriarche, monseigneur Ismirlian, sentant venir la sympathie générale à la cause de son peuple et l'estime publique à sa propre personne, avait

1. *Livre Bleu*, 1895, I, p. 78-119.
2. *Livre Bleu*, 1895, I, p. 92.

relevé la promesse de réformes, renouvelée par le Sultan en 1892. Il présenta, sous forme de *takrir*, un rapport exposant les désirs de la nation, et un projet de réformes administratives, dont les ambassadeurs, par la suite, s'approprieront les points principaux.

L'Alliance Évangélique, de son côté, recommence ses plaintes : les protestants d'Ordou sont encore inquiétés. Elle ne demande pas de réformes, mais le retour à la tolérance d'autrefois, et constate que « les chrétiens des provinces asiatiques aiment leur vie, leur famille et leur honneur, mais qu'en général ils ne sont pas hostiles au régime turc »; les protestants, en particulier, sont les sujets les plus loyaux du Sultan (janvier-février 1895)[1].

De nouvelles exécutions en masse à Siwas, Karahissar, Yuzgat et Tokat, des arrestations dans toute l'Asie Mineure et à Constantinople même décident le gouvernement anglais à appuyer les réclamations du patriarche.

Pour juger, une bonne fois, de la valeur des assertions turques, voici, sans commentaire, les dépêches de Saïd-Pacha, ministre des Affaires étrangères, à son ambassadeur à Lon-

1. *Livre Bleu*, 1896, VI, p, 201-221.

dres, pour être communiquées au gouvernement anglais :

Constantinople, le 21 mars 1895.

Un incident local vient de se produire à Tokat. Dans la matinée d'avant-hier, 19 mars, une dispute insignifiante eut lieu dans le bazar entre un Arménien et deux gardiens au sujet d'un tapis. Pendant que les agents de l'autorité dressaient leur procès-verbal sur ce fait, plusieurs jeunes gens arméniens se mirent à parcourir les rues de la ville et firent sonner le tocsin d'alarme, ce qui amena la fermeture des boutiques et un rassemblement d'Arméniens dans la résidence de l'évêque et dans l'église avoisinante. Sur ces entrefaites, des habitants musulmans, spectateurs de ce va-et-vient insolite, essuyèrent plusieurs coups de feu tirés des maisons arméniennes sises autour de l'église. Dans le démêlé qui s'en est suivi, il y aurait eu du côté des musulmans quelques blessés, et du côté des Arméniens un tué et une dizaine de blessés. L'agitation fut immédiatement réprimée par les agents de l'autorité accourus sur les lieux. Dix prévenus arméniens et les deux susdits gardes de sûreté du bazar ont été arrêtés, et les agresseurs sont activement recherchés.

Constantinople, le 22 mars 1895.

Des télégrammes subséquents, parvenus à la Sublime-Porte, nous annoncent que le calme continue à régner dans la ville ; que des mesures sont

prises pour assurer la sécurité des habitants; que des exhortations et assurances sont prodiguées aux chefs civils et religieux des quartiers musulmans et chrétiens afin de ramener la concorde entre les deux éléments; que les recherches pour découvrir les meurtriers de l'Arménien tué n'ont pas encore abouti, mais que l'instruction en général se poursuit avec la plus grande activité.

Ce qui paraît dès à présent ressortir de l'incident, c'est que le rassemblement en masse et irréfléchi des habitants arméniens dans l'évêché de Tokat a jeté soudainement l'alarme et provoqué les faits regrettables qui vous sont déjà connus.

Constantinople, le 29 mars 1895.

Des avis reçus du gouverneur de Bitlis portent que le nommé Serkis, moukhtar (ancien) du village de Kekerli (district de Boulanik), de concert avec dix Arméniens, a mis obstacle à ce que le muezzin du village récitât la prière habituelle. Ce fait est confirmé par la déclaration de sept musulmans et de trois Arméniens. Serkis lui-même a reconnu la vérité de ce qui lui était reproché.

Cet acte constituant une entrave à l'exercice de la religion musulmane, ledit Serkis a été arrêté et ses complices sont recherchés.

Constantinople, le 31 mars 1895.

Suivant les dépositions de quelques prêtres et notables arméniens de Tokat, les motifs qui auraient induit leurs coreligionnaires à fermer leurs boutiques

et à se rassembler à l'évêché seraient : le mauvais traitement infligé par trois gardiens du bazar à un nommé Osguan, à la suite d'une querelle concernant un tapis ; puis une querelle survenue entre un lieutenant de l'armée venu d'Erzingian et un Arménien ; et enfin à ce qu'un *softa* aliéné s'est promené dans le bazar, étant armé, et aurait proféré des menaces contre les Arméniens. Ces derniers auraient cru, à la suite de ces incidents, que la sécurité de la ville n'était pas assurée.

On a cependant lieu de croire que les Arméniens avaient obéi au mot d'ordre répandu par quelques agitateurs. Les chrétiens appartenant aux rites grec et catholique et les israélites avaient également fermé leurs boutiques ; mais en voyant qu'il ne s'agissait que d'une panique sans cause réelle, ils les ont rouvertes et vaquent à leurs affaires. Il y a eu du côté des Arméniens un tué et onze blessés légèrement, et un blessé du côté des musulmans. Vingt musulmans, prévenus d'avoir participé aux désordres, sont recherchés par la justice, et le plus grand nombre a déjà été arrêté. Cinq Arméniens sont également entre les mains de la justice.

Le 7 février 1895, puis le 18 mars 1895, lord Kimberley autorise son ambassadeur à discuter la question des réformes avec ses collègues de France et de Russie. L'Angleterre abandonne sa politique des vingt dernières années et accède, elle aussi, aux ré-

formes demandées par la Russie au traité de San-Stéfano et remises en avant par le Sultan lui-même en 1892. Pourtant, la presse et l'opinion anglaises réclament : il faudrait avant tout délivrer les innombrables Arméniens que, depuis deux ans, sous prétexte de complots ou de rébellion, le Palais a fait mettre en prison et au bagne. Lord Kimberley conseille une demande collective des trois ambassadeurs sur ce point. Mais la Russie et la France refusent toute autre démarche qu'une demande d'amnistie générale, que l'on joindra plus tard au plan de réformes (19 mars 1895). Le Sultan voit dans cette réponse un encouragement pour lui, un désaveu pour les exigences anglaises. Le 27 mars, il déclare que la situation actuelle, résultat des crimes arméniens et des fausses nouvelles anglaises, n'implique pas la nécessité des réformes proposées : néanmoins, après le Baïram, il enverra en Asie Mineure une commission d'enquête ; mais il prévoit, dit-il, que la présente politique n'aura pour effet que de brouiller l'Angleterre et la Porte (27 mars 1895). Dans la bouche du timide Abd-ul-Hamid, ce langage paraîtrait invraisemblable, si une dépêche de Saint-Pétersbourg ne nous laissait deviner la raison

de cette hardiesse, car, ce même jour, l'ambassadeur anglais télégraphie de Russie :

J'ai vu le prince Lobanoff. Il attend avec impatience les propositions des ambassadeurs : à son avis, les Arméniens n'ont la majorité que dans les trois districts de Bitlis, Angora et Alexandrette, et ces trois districts sont tellement éloignés que l'on ne peut songer à les réunir en une province. Les Arméniens, en somme, sont répandus dans tout le pays, ou plutôt dans le monde entier; mais il n'existe pas, à vrai dire, un coin que l'on puisse appeler Arménie. On ne saurait donc songer à l'organisation du Liban [1].

Donc, il n'y a pas d'Arménie. Le prince Lobanoff reprendra cette assertion à plusieurs reprises : il connaît bien les Arméniens, mais il serait fort embarrassé de dire où est l'Arménie [2]. Le ministre français, de son côté, le 3 novembre 1896, affirmera encore devant la Chambre des députés, qu'on ne peut « discerner un point où cette malheureuse population soit véritablement en majorité, et où elle puisse former un centre autour duquel s'opérerait la constitution d'une certaine au-

1. *Livre Bleu*, 1896, I, p. 16.
2. *Livre Bleu*, 1896, I, p. 18.

tonomie[1] ». Il oubliait que le gouvernement français, dans une note de 1862, avait déclaré, par l'organe du marquis de Moustier, « avoir toujours connu le Zeïtoun indépendant et exempt d'impôts ». En réalité, avant les événements de 1894, il existait au moins deux Arménies ; de chaque côté de l'Euphrate, dans la Grande et dans la Petite Arménie, deux témoins de l'ancienne indépendance, deux centres compacts d'Arméniens avaient toujours subsisté, le Sassoun et le Zeïtoun. La campagne de 1894 avait presque anéanti le premier. Mais le second, au mois d'avril 1895, était encore intact. Quand on se fût borné à cette Arménie, quand on eût de parti pris négligé les autres districts où les Arméniens avaient la majorité, on pouvait encore appliquer au Zeïtoun le régime du Liban et donner satisfaction aux réclamations arméniennes.



Cette réponse du prince Lobanoff coïncidait, jour pour jour (28 mars 1895), avec une démarche collective des consuls d'Erze-

1. *Journal officiel*, 1896, p. 1358.

roum. La situation des Arméniens dans cette ville était telle que, craignant un massacre et sans attendre l'avis de leurs ambassadeurs, les trois consuls anglais, russe et français, avaient envoyé leurs drogmans au gouverneur, qui les reçut « extrêmement mal, en disant qu'il ne pouvait admettre une pareille intervention et que toutes ces histoires étaient de pures chimères [1] ».

Cependant les ambassadeurs français et russe à Constantinople travaillent avec leur collègue : un mémorandum et un projet de réformes sont arrêtés entre eux le 18 avril 1895; « l'expérience de M. Cambon, ancien résident à Tunis, lui a permis d'avoir une opinion motivée sur ces questions administratives [2] ». On décide de les présenter d'abord à la Porte d'une façon officieuse. Le Sultan donne de bonnes paroles. Le ministre français promet de laisser une entière liberté à son ambassadeur [3]. Le ministre russe exprime son peu d'espoir de voir ce projet aboutir, mais promet, lui aussi, de laisser l'affaire entre les

1. *Livre Bleu*, 1896, VI, p. 269.
2. *Livre Bleu*, 1896, I, p. 28.
3. *Livre Bleu*, 1896, I, p. 33.

mains des ambassadeurs[1]. Le 11 mai 1895, ceux-ci remettent à la Porte leur projet de réformes pour l'Asie arménienne, en particulier pour les six vilayets d'Erzeroum, Bitlis, Van, Siwas, Kharpout et Diarbékir.

Les différents points de leur mémorandum sont :

1° La réduction éventuelle du nombre des vilayets;

2° Les garanties pour le choix des Valis;

3° L'amnistie des Arméniens condamnés ou détenus pour faits politiques;

4° La rentrée des Arméniens émigrés ou exilés;

5° Le règlement définitif des procès pour crimes et délits de droit commun, actuellement en cours;

6° L'examen de l'état des prisons et de la situation des prisonniers;

7° La nomination d'un haut commissaire de surveillance pour la mise en application des réformes dans les provinces;

8° La création d'une commission permanente de contrôle à Constantinople;

9° La réparation des dommages subis par les Arméniens victimes des événements de Sassoun et de Talori, etc.;

10° La régularisation des affaires de conversion religieuse;

1. *Livre Bleu*, 1896, I, p. 33-34.

11° Le maintien et la stricte application des droits et privilèges concédés aux Arméniens;

12° La situation des Arméniens dans les autres vilayets de la Turquie d'Asie.

Ce projet ne satisfait qu'à demi l'Angleterre. Elle aurait voulu plus de garanties stipulées, plus de contrôle assuré à l'Europe. Elle ne peut obtenir les additions qu'elle demandait; les ambassadeurs français et russe les ont trouvées trop difficiles à faire admettre par leurs gouvernements et par les Turcs. Elle veut au moins une garantie morale: elle fait communiquer le projet aux ambassades d'Allemagne, d'Italie et d'Autriche. Déjà elle avait essayé d'amener ces trois puissances à l'enquête de Mouch. Mais l'Allemagne avait déclaré n'avoir aucun intérêt en ces provinces; l'Autriche, faute de consul à Erzeroum, n'avait pas de délégué à proximité; l'Italie avait proposé d'en nommer un, mais la Porte fit traîner l'*exequatur*. Cette fois, l'Allemagne promet son appui moral, et le prince Radolin conseille au Sultan d'aviser à une meilleure administration des provinces asiatiques. Le Sultan ne veut voir dans cette démarche qu'une intrigue de son Grand Vizir (18 mai

1895)[1]. Il remet de jour en jour la date de sa réponse au mémorandum et compte sans doute sur quelque bonne volonté secrète. Si l'Angleterre a espéré lui forcer la main par l'action combinée de toute l'Europe, elle s'aperçoit bientôt que la combinaison n'est pas solide.

Le 20 mai 1895, un rapport du consul français de Diarbékir, annonçant « que les Kurdes ont reçu la permission d'exterminer les chrétiens », provoque une démarche des drogmans français et anglais, à laquelle le drogman russe ne s'associe pas. Quand l'ambassadeur anglais à Saint-Pétersbourg veut reprendre, deux jours plus tard, la question des réformes, le prince Lobanoff répond que des nouvelles très graves lui sont venues de l'Arménie russe : les Arméniens, avec l'appui des comités de Londres, préparent une insurrection; un comité central et des comités locaux sont en permanence, — le prince ne sait pas où, — et doivent introduire en Russie et en Turquie de la poudre et des armes[2]. Cette attitude et ce langage ont leur contrecoup à Constantinople : comme le gouver-

1. *Livre Bleu*, 1896, I, p. 66.
2. *Livre Bleu*, 1896, I, p. 67-69.

nement anglais, poussé par l'opinion publique, demande, avant le 1er juin, une réponse au projet de réformes, le Sultan déclare n'avoir pas encore eu le temps matériel de l'examiner. L'Angleterre insiste ; mais le prince Lobanoff télégraphie à son ambassadeur qu'en aucun cas la Russie ne coopérera à des mesures de coercition ; que d'ailleurs elle ne consentira jamais à l'établissement en Asie Mineure d'une province arménienne privilégiée, noyau d'un futur royaume arménien (30 mai 1895)[1].

Le Sultan, qui jusque-là a inventé cent moyens dilatoires, réuni des conseils de ministres et allégué les fêtes du Baïram, envoie sa réponse le 3 juin dans la nuit. Elle est si peu satisfaisante et semble même tellement dérisoire que les ambassadeurs ne veulent pas la discuter : « dans leur opinion, disent-ils, elle ne peut même servir de base à une discussion », car elle équivaut à un simple refus. Mais ce refus, qui étonne les ambassadeurs, ne provoque aucune émotion à Saint-Pétersbourg : le prince Lobanoff assure même que le refus était à prévoir, que lui-même trouvait

1. *Livre Bleu*, 1896, I, p. 70-73.

le projet des ambassadeurs sujet à nombreuses critiques ; il se réserve d'examiner la question plus à loisir : pour le moment, les Arméniens de Russie continuent leurs tentatives et le gouvernement russe est bien décidé à ne pas tolérer chez lui une agitation contre un État voisin. Dix jours plus tard (13 juin), le prince reprend la question : la Russie verrait avec plaisir des réformes accordées à tous les sujets du Sultan, mais elle ne consentira jamais à la création d'une Bulgarie sur sa frontière asiatique.



Dès lors, la cause des Arméniens est entendue. Les trois ambassadeurs continuent leurs démarches ; mais, de Paris, on appelle l'attention de M. Cambon sur la Macédoine [1], et de Saint-Pétersbourg, on recommande à M. de Nélidoff de ne pas s'avancer trop dans ses conseils de réformes à la Porte [2]. Il semble pourtant que le ministre français appuie encore la politique très ferme de son ambassadeur. Lord Dufferin télégraphie de Paris, le 4 juillet,

1. *Livre Bleu*, 1896, I, p. 91.
2. *Livre Bleu*, 1896, I, p. 93.

que M. Hanotaux, en présence de la situation très grave des affaires macédoniennes, est décidé à résoudre sans délai la question d'Arménie et qu'il espère, par une vigoureuse action combinée des trois puissances, amener le Sultan à céder. Le ministre russe hausse alors le ton et défend d'aller plus loin; le cabinet français recule (24 juillet)[1].

Les deux cabinets ont retiré la négociation de la main des ambassadeurs et ils échangent directement leurs vues. Le Sultan est à l'aise. Il envoie un haut commissaire en Asie Mineure et promet d'aviser à une meilleure administration du pays. Il renouvelle, au sujet des réformes, des réponses tellement dérisoires que les ambassadeurs déclarent ne pouvoir les prendre au sérieux (5 août 1895). De cabinets en cabinets, de projets en contre-projets, et de mémorandums en notes verbales, on a laissé passer deux mois (10 juin-5 août). Le public anglais s'impatiente : le rapport des délégués à l'enquête du Sassoun est maintenant connu; le grand meeting de Chester, après un violent discours de M. Gladstone, flétrit la conduite des Turcs et réclame

1. *Livre Bleu*, 1896, I, p. 96-97.

du gouvernement anglais une attitude énergique, au nom de la nation tout entière, sans distinction de partis. A Constantinople, les ambassadeurs de France et de Russie, eux-mêmes, perdent patience. Mais la voix du prince Lobanoff s'élève encore pour déclarer que les ambassadeurs sont allés trop loin, que leurs projets de réformes étaient inadmissibles, que leur insistance est déplacée, et que toute pression par la force répugnerait à l'empereur[1].

L'Angleterre propose alors (16 août 1895) de limiter les demandes à l'organisation d'une surveillance européenne sur l'administration, — c'est le retour à la politique qu'elle a pratiquée de 1880 à 1890, — et ce projet semble au prince Lobanoff de tous points conforme à l'article 61 du traité de Berlin[2]. L'Allemagne, encore invoquée par l'Angleterre, conseille à la Turquie, en termes énergiques, d'écouter les nouvelles demandes anglaises. Les trois ambassadeurs, qui ont cessé de réclamer les réformes, insistent pour la création d'un comité de surveillance international. M. de Nélidoff déclare même que, si

1. *Livre Bleu*, 1896, I, p. 121.
2. *Livre Bleu*, 1896, I, p. 120.

la Porte ne cède pas, on laissera l'Angleterre et la Turquie face à face. Ce dernier mot éclaire toute la politique russe de cette année : la menace même d'abandonner la Turquie prouve que le prince Lobanoff avait pris le rôle de défenseur du Turc contre l'Anglais[1].

On discute longtemps sur la composition de ce comité — les ambassadeurs ont proposé sept membres ; le prince Lobanoff pense que quatre Turcs et trois Européens s'entendront difficilement, mais que, d'autre part, une assemblée plus nombreuse constituerait un réel danger, — puis sur le siège de ce comité : Constantinople est bien loin de l'Arménie ; mais la présence du comité en Asie Mineure pourrait encourager les révolutionnaires. Tout à coup un revirement se produit ; le prince Lobanoff revient au projet de réformes et veut brusquer la solution. Il télégraphie le 4 septembre à Londres :

La Porte consent, pour éviter la commission de surveillance proposée par lord Salisbury, à admettre les communications directes des drogmans avec la Commission de contrôle recommandée dans le projet des ambassadeurs, et cède sur la presque totalité de nos demandes avec des modifications

1. *Livre Bleu*, 1896, I, p. 135.

peu importantes. Nous croyons qu'on pourrait être satisfait de ce résultat pour terminer l'affaire arménienne[1].

En réalité les concessions de la Porte sont nulles. Son projet de réformes du 7 septembre démolit toute l'harmonie du projet des ambassadeurs et rend le contrôle illusoire. En outre, il n'est point « local », et ne correspond pas aux besoins particuliers de l'Arménie : c'est une réforme applicable à tout l'Empire et qui, par conséquent, ne sera jamais appliquée. Mais le prince Lobanoff veut terminer l'affaire arménienne et M. Hanotaux, qu'il vient de rencontrer à Contrexéville et à qui il a promis, dit-on, la visite du Tsar pour l'an prochain, est également d'avis de finir l'entretien[2]. On prend trois semaines encore pour discuter des points secondaires. Au début d'octobre, après les assommades de Stamboul, le prince Lobanoff télégraphie (5 octobre) : « Le gouvernement impérial pense que les désordres actuels rendent plus urgent que jamais d'accélérer les négociations ayant trait à la question armé-

1. *Livre Bleu*, 1896, I, p. 138.
2. *Livre Bleu*, 1896, I, p. 146-148.

nienne »; on ne demandera plus à la Porte qu'un acquiescement de principe au plan de réformes, quitte à discuter le détail quand l'ordre sera rétabli. Les ambassadeurs reçoivent donc l'ordre d'accepter le projet turc, et l'iradé du 17 octobre 1895, qui le sanctionne, bâcle la solution : les réformes sont promises, mais non publiées.

Les journaux officieux, français et russes, saluèrent cet iradé du 17 octobre 1895 comme « un heureux dénouement de la crise arménienne[1] ». En réalité, il ne dénouait rien. Quinze ans plus tôt, en 1880, les six puissances avaient refusé un projet presque identique, en motivant ainsi leur refus :

Il est de toute nécessité de réaliser sans perte de temps des réformes destinées à garantir la vie et la propriété des Arméniens... Les soussignés, à titre de conclusion, appellent une fois de plus l'attention de la Porte sur ce fait essentiel que les réformes à introduire doivent, aux termes d'un engagement qu'elle a contracté par un acte international, être conformes aux besoins locaux et s'accomplir sous la surveillance des puissances.

La surveillance des puissances n'était pas établie. Les réformes n'étaient pas conformes

1. *Le Temps*, 21 octobre 1895.

aux besoins locaux, mais, portant sur l'ensemble de l'Empire, elles étaient destinées à aller rejoindre le Tanzimat, le Hatti Humayoum et les autres *hatt* de ce siècle dans la collection des lois jamais appliquées. La question arménienne demeure donc intacte et on laisse au Sultan le soin de la trancher.

Les massacres commencés, par ordre du Palais, dès le commencement d'octobre et poursuivis dans toute l'Asie Mineure, firent bientôt connaître la solution adoptée. Sur les lieux mêmes, les ambassadeurs, témoins des assommades de Stamboul, ne pouvaient conserver le même sang-froid que les cabinets. Chaque jour, de plus mauvaises nouvelles leur parvenaient maintenant de leurs consuls : « Tout à feu et à sang, télégraphiait un soir le consul français de Diarbékir. Sauvez-nous ! » Réveillé dans la nuit par ce cri d'agonie, l'ambassadeur faisait dire, cette nuit même, à la Sublime Porte, que la tête du préfet répondrait de la tête du consul. Les autres ambassades, sentant la nécessité d'être enfin entendues, étaient toutes disposées au même langage ; dès le 2 octobre, l'indignation commune avait amené une démarche de tout le corps diplomatique.

# IV

L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie et ses collègues ont reçu des nouvelles certaines des faits qui se sont passés à Stamboul hier et avânt-hier, à savoir :

1° Que des particuliers ont frappé et assommé des prisonniers conduits par des agents de police, sans que ceux-ci s'y opposassent ;

2° Que des attaques de particuliers contre des gens absolument inoffensifs se sont produites ;

3° Qu'on a achevé de sang-froid dans les cours de la police et des prisons des prisonniers blessés.

Les ambassades, redoutant la continuation de pareils excès, croient devoir attirer l'attention la plus sérieuse du Gouvernement Impérial et lui recommander de prendre les mesures nécessaires pour

le plus prompt rétablissement de l'ordre, en évitant une effusion de sang inutile.

A l'appui de cette note du 2 octobre 1895, signée par le doyen du corps diplomatique, les six stationnaires, quittant leur mouillage d'été à Thérapia, vinrent reprendre leur poste devant Top-Hané, au pied d'Yildiz-Kiosk. Mais cinq drogmans seulement portèrent la note à la Sublime Porte : le drogman russe n'a pas pris part à cette démarche. Les drogmans d'Autriche-Hongrie, de France, d'Allemagne, d'Italie et d'Angleterre n'obtinrent que des dénégations du ministre Turkan-Pacha, qui ignorait, disait-il, les excès signalés; en vain, ils lui citèrent des rapports de témoins; ils ne parvinrent pas à influencer Son Excellence[1]. Une nouvelle note collective, du 6 octobre, appela de nouveau l'attention de la Porte sur les excès de la police et des particuliers et offrit le concours des ambassades pour rétablir la paix des rues. La Porte répondit le 8 en rejetant toute la faute sur les Arméniens et en annonçant une enquête contre les vrais coupables. Les drogmans des six puissances reviennent, cette fois au complet,

1. *Livre Bleu*, 1896, II, pp. 36 et 40.

le 16 octobre, et imposent enfin le concours des ambassades pour l'évacuation des églises arméniennes, où des centaines de réfugiés sont en train de mourir de misère.

Les ambassadeurs agissaient de leur propre inspiration. Ils tenaient d'ordinaire leurs réunions chez l'ambassadeur de France, qu'un accident clouait sur sa chaise longue. Mais les événements récents avaient gravement préoccupé le comte Goluchowski : le cabinet de Vienne, prévoyant « une catastrophe imminente, due à la continuelle temporisation du Sultan », demandait à connaître l'état exact des relations entre la Porte et les trois puissances, décidé à appuyer la politique anglaise (9 octobre). Les massacres de Trébizonde accrurent ces préoccupations ; la Macédoine s'agitait ; le cabinet de Vienne demanda une entente des Grandes Puissances pour une pression commune sur le Sultan [1].

En même temps, l'Angleterre essaie d'attendrir le ministre français : le vilayet d'Alep et le Zeïtoun, sauvé par la France en 1862, vont être massacrés au dire de tous les consuls. Le 23 octobre, l'ambassadeur anglais à

1. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 43.

Paris reçoit l'ordre de prévenir M. Hanotaux et de lui demander l'union de tous, pour empêcher au Zeïtoun la répétition des scènes de Stamboul. M. Hanotaux répond qu'il ne sait rien encore de ces événements de Syrie, mais que l'ambassade de Constantinople continuera à appuyer les démarches anglaises[1]. Mais lord Salisbury était plus heureux du côté de l'Italie : le cabinet de Rome, estimant que « l'action à trois de l'Angleterre avec la Russie et la France peut être considérée comme terminée », ordonnait « en présence de la continuation des massacres, une entente de son ambassadeur avec les ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne pour appuyer les démarches que l'ambassade d'Angleterre croira opportunes ou nécessaires ». Le 26 octobre, les ambassadeurs de la Triple Alliance faisaient des démarches à la Sublime Porte « pour que l'on avisât promptement à prévenir de nouveaux excès [2] ».

Ce que l'Angleterre n'a pu obtenir de la Double Alliance, elle semble désormais pouvoir l'imposer grâce à la Triplice. Le moment est propice pour de nouvelles réclamations.

1. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 59-60.
2. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 38-39.

Le 30 octobre, le Patriarche arménien remet aux six ambassades une supplique pour demander l'arrêt des massacres, qui depuis un mois dépeuplent l'Anatolie[1]. Les consuls de toutes les puissances et les missionnaires protestants et catholiques, partout menacés, signalent chaque jour quelque abomination : à Erzeroum, tout le corps consulaire, sans attendre d'instructions, a protesté :

Le consul général de Russie, les consuls d'Italie et d'Angleterre et le vice-consul de France à Erzeroum, soussignés, se sont réunis aujourd'hui au consulat général de Russie. D'après leurs constatations personnelles, les témoignages des blessés et autres renseignements sûrs, les soussignés sont arrivés aux conclusions suivantes :

1° La population musulmane d'Erzeroum était prête, depuis quelque temps, à attaquer les Arméniens, aussi bien qu'à repousser une attaque de ceux-ci.

2° Avant le 18/30 octobre, la plupart des Musulmans ont pu circuler avec leurs armes, — ce qui était interdit aux Arméniens, qu'on fouillait et désarmait à l'occasion.

3° Des soldats ont tiré sur les Arméniens armés ou non armés, et ont participé au pillage ; les blessures d'un grand nombre de victimes confirment ces faits.

1. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 75.

4° Il n'y a aucune raison suffisante pour affirmer de quel côté est parti le premier coup.

5° De nombreux Arméniens avaient des armes et étaient prêts à s'en servir; les Arméniens ont tiré de quelques maisons et boutiques; mais la majorité était sans armes, ne songeait qu'à se cacher, et n'a offert aucune résistance.

6° Le nombre des morts, du côté des Arméniens, s'est élevé à trois cent cinquante environ (cadavres retrouvés au 26 octobre/7 novembre) et du côté des musulmans à vingt-cinq, dont six soldats (renseignements officiels), ce qui confirmerait les faits cités plus haut.

7° Environ mille boutiques et trois cents maisons ont été saccagées.

8° *Les autorités, averties des dispositions de la population musulmane*, auraient dû prendre certaines précautions et prévenir les attroupements; quels que soient les ordres donnés par elles, les troubles n'ont été arrêtés qu'une fois les boutiques complètement saccagées et leurs habitants massacrés; les massacres et le pillage ont continué la nuit du 30 au 31 octobre et la nuit suivante, dans les quartiers isolés.

9° Les jours suivants, les autorités ont fait preuve de sentiments d'humanité en aidant à rechercher les cadavres, à distribuer des soins aux blessés ainsi qu'aux personnes sans ressources, en s'occupant enfin de retrouver les objets volés.

1. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 86.

L'Autriche prévoit des troubles plus graves en Macédoine [1]. En Angleterre, l'agitation grandit et, le 2 novembre, le grand meeting de Londres, exprimant le regret que les négociations n'aient pas abouti à des réformes suffisantes, prie les cinq grandes puissances de coopérer cordialement avec l'Angleterre pour sauver les chrétiens persécutés. Le Sultan va-t-il avoir sérieusement affaire à toute l'Europe?

Le 2 novembre, l'ambassadeur russe reçut l'ordre « d'agir en accord avec ses collègues dans tous les cas où, par une prompte action, on pourrait éviter des pertes de vies humaines ». Le prince Lobanoff entrait donc dans cette nouvelle combinaison des puissances; mais, ce même jour, il signale à l'Angleterre « l'importance qu'il y aura à conduire de telles délibérations avec la plus grande prudence, afin d'éviter toute alarme prématurée [2] ». A peine les délibérations commencées, on dirait qu'il cherche à les détourner de la question arménienne. Il craint, dit-il, un renouveau de massacres à Constantinople même et il recommande, dès le

1. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 63.
2. *Livre Bleu*, 1896, II, p, 83.

3 novembre, à son ambassadeur « d'avoir à s'entendre avec ses collègues sur les mesures à prendre pour la protection des étrangers en cas de troubles sérieux à Constantinople[1]. » Mais les cris de l'Asie Mineure sont trop déchirants, et, le 5 novembre, les six ambassadeurs remettent séparément à la Porte une communication identique :

Les représentants des six grandes puissances ont échangé leurs vues sur la situation dont la gravité leur est signalée par tous leurs agents. Ils sont très inquiets de l'état des provinces, où règne une anarchie complète qui n'a plus de rapport avec l'agitation arménienne et qui menace les chrétiens de toute nationalité.

A Diarbékir le massacre et le pillage ont frappé indistinctement les chrétiens des différents rites sans aucune provocation de leur part.

A Mossoul, à Bagdad, en Syrie, où il n'y a pas d'Arméniens, l'effervescence prend des proportions inquiétantes.

La Porte doit savoir par l'exemple de ce qui s'est passé en Syrie en 1860 que cette anarchie ne peut durer impunément.

Ils prient le ministre des Affaires étrangères de leur faire savoir ce que le gouvernement ottoman compte faire pour mettre un terme aux désordres actuels.

1. *Livre Bleu,* 1896, II, p. 86.

Le Sultan répond par une vague promesse de punir indistinctement les fauteurs de troubles et annonce que les réformes sanctionnées par l'iradé vont être publiées dans les journaux. Mais l'Angleterre, qui se croit appuyée, ne veut plus se contenter de pareilles réponses. La note du 5 novembre rappelait au Sultan les événements de 1860 et l'intervention qui les avait suivis. Au banquet du lord-maire, le 9 novembre, lord Salisbury prédisait au Sultan et à ses conseillers « le châtiment que, suivant le cours des affaires de ce monde, l'excès des abus amène pour tout mauvais gouvernement ». L'Angleterre avait reçu une première satisfaction par le retour au pouvoir du Grand Vizir Kiamil-Pacha, qui, de 1886 à 1891, avait été le principal organe de son influence. Mais, au bout d'un mois à peine (2 octobre/7 novembre), Kiamil, brusquement congédié, ne doit la vie qu'à une démarche des trois drogmans russe, anglais et français : le Maître l'accuse de comploter pour l'établissement d'une constitution et d'un régime libéral. L'incapacité notoire du nouveau Grand Vizir et le redoublement d'horreurs dans toute l'Anatolie amènent des représentations plus énergiques des six puissances, qui

insistent pour savoir les mesures que prend la Porte. Ce langage énergique n'a pas de sanction. La seule Angleterre est disposée à une intervention effective ; elle sera peut-être appuyée, sûrement autorisée, par l'Italie, son habituelle cliente ; mais aucune autre puissance n'y consentira. Le Sultan peut attendre.

A la réunion du 9 novembre, M. de Nélidoff avait annoncé qu'il soumettrait bientôt à ses collègues un projet de mesures à prendre en cas de nouveaux massacres. L'Allemagne, en coquetterie avec le Tsar, avait appuyé cette déclaration. Le 12 novembre, M. de Nélidoff fait connaître son projet : chaque représentant des puissances demandera à son gouvernement de préparer un second stationnaire, avec un équipage d'au moins cent hommes, de deux cents au plus ; l'arrivée de ces six bateaux et de leurs six cents hommes produira certainement un grand effet moral ; déjà pareille mesure a été prise en 1876. L'ambassadeur d'Autriche, baron de Calice, doyen du corps diplomatique, consulte ses collègues : avant toute réponse, l'ambassadeur d'Angleterre lui demande s'il est disposé à tenir ou à ne pas tenir compte du Sultan. L'Autriche-

Hongrie, répond le baron de Calice, n'agira qu'avec le Sultan[1], et l'Angleterre s'aperçoit bientôt que toute la Triplice suivra l'Autriche. Elle s'adresse, en France, au ministère radical, alors au pouvoir. Mais, aux premières demandes de l'ambassadeur anglais, il est visible que le nouveau ministre a les mains liées par des engagements antérieurs ou craint de s'aventurer en des périls mystérieux : la France enverra un second stationnaire, si toutes les puissances le font; pour le reste, elle avisera peut-être à augmenter sa division navale du Levant, si la situation exige pareille mesure[2]. Il ne restait plus à l'Angleterre que le choix entre l'action isolée et l'inaction combinée. Mais l'action isolée serait trop périlleuse : Français pour l'Égypte, Allemands pour le Transvaal, Américains pour le Vénézuela, l'Angleterre a soulevé contre son ambition presque tout l'univers civilisé. Le 15 novembre 1895, elle accède, elle aussi, à la proposition russe.

1. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 126.

2. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 127.

*
* *

Dès lors, on peut massacrer de Van à Brousse et d'Alep à Trébizonde. Le Zeïtoun peut être écrasé et Amassia arrosée au pétrole et flambée. L'Yechil Irmak peut charrier à la mer des centaines de cadavres. Le *Sabah*, journal turc officiel, osera publier la dépêche *officielle* du maréchal Chakir-Pacha, chargé de l'inspection des provinces asiatiques :

Je suis arrivé à Erzeroum le 2 (14) novembre 1895. Pour les plaintes du Catholicos d'Aghtamar, disant que certains villages ont été pillés, ce ne sont que les dégâts et les dommages causés précédemment par Hussein-Pacha Haidaranli : ledit Pacha sera jugé d'après la loi martiale et recevra la punition qu'il mérite.

Comme dans ces parages *rien n'est arrivé de la part des régiments Hamidiés qui soit contraire à la volonté impériale*, à part les Haidaranlis, les plaintes dudit Catholicos, dans leur ensemble, ne sont donc pas conformes à la vérité [1].

L'Europe ne verra plus que ses seconds stationnaires ; il lui faut ses six petits bateaux. Elle les veut ; mais le Sultan refuse. Il a

1. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 179.

besoin de quelques semaines encore pour liquider la question arménienne; tant que l'on discutera sur les stationnaires, on ne parlera pas d'autre chose. Aussi il invente mille prétextes. D'abord l'objection de droit : d'après la convention du 30 mars 1856, « le Sultan se réserve le droit de délivrer des firmans de passage aux bâtiments de guerre qui seront employés, comme il est d'usage, au service des légations amies ». Le Sultan a donc le droit de délivrer les firmans, mais a-t-il le droit d'en donner plusieurs à la même puissance? Un grand conseil, où l'on appelle ministres, généraux et amiraux, autorise la Porte à céder ; mais le Palais fait encore des difficultés. Puis l'objection d'opportunité : l'arrivée des seconds stationnaires ne réveillera-t-elle pas le fanatisme musulman ou l'insolence arménienne?...

Abd-ul-Hamid semble escompter un désistement, sinon de l'Europe, tout au moins de son grand ami, l'empereur d'Allemagne, ou de son grand protecteur, le ministre du Tsar. L'Allemagne a déjà déclaré, en effet, que, pour des raisons de tactique navale, elle ne pourrait pas en ce moment envoyer un second aviso. Le Sultan écrit donc une lettre person-

nelle à Guillaume II : il est tout prêt à donner toutes les garanties que l'on voudra pour le maintien de l'ordre dans la capitale, où, depuis un mois, le moindre trouble ne s'est pas produit ; mais les seconds stationnaires ne feraient que réveiller les passions ; il fait donc appel aux bons offices de « son vieil ami et allié », l'Empereur allemand, pour amener les cinq autres puissances à retirer ou à suspendre leurs prétentions[1]. Une autre démarche, moins officielle, est faite sans doute, du côté de la France : le 1er décembre 1895, paraît dans la *Revue de Paris*, cet article anonyme, dont toute l'Europe désigne aussitôt l'auteur et que les chancelleries appellent « le plaidoyer en faveur des massacres ».

Mais les six puissances continuent à lutter ensemble pour leurs stationnaires. Le 9 décembre, une visite de l'ambassadeur russe, porteur d'une lettre de son souverain, fait céder toute opposition. Le Sultan autorise les seconds stationnaires, en déclarant n'avoir jamais élevé « qu'une objection d'opportunité; comme les conditions ont changé, il vient justement de se décider à donner les firmans

1. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 193.

d'entrée ». Les conditions avaient en effet changé depuis le 1er octobre. Abd-ul-Hamid avait eu le temps de mettre la dernière main à son œuvre et de faire en Arménie le désert.

Il restait pourtant deux points de l'Empire où les communautés arméniennes n'avaient pas été décimées, Constantinople et le Zeïtoun. A Constantinople, chaque vendredi, une panique faisait fuir les Arméniens aux églises et aux ambassades ; sous prétexte de conspirations ou de propos séditieux, les emprisonnements et les condamnations vidaient les quartiers arméniens. L'ambassadeur anglais décida ses collègues à une démarche collective qui, le 22 décembre 1895, mit un terme aux persécutions et aux arrestations. Pour le Zeïtoun, la Porte avait fait connaître aux ambassades, à la fin d'octobre, ses craintes de « se trouver dans l'impuissance de contenir le violent élan des Arméniens ». En novembre, le Zeïtoun s'était révolté et, pendant deux mois, il avait tenu tête à l'armée turque. A la fin de décembre, assiégés par plus de dix mille hommes, les Zeïtouniotes invoquèrent la médiation des six puissances, qui, par une note du 2 janvier 1896, imposèrent à la Porte des mesures de clémence : les consuls euro-

péens d'Alep furent envoyés dans le Zeïtoun et, après un mois d'efforts, parvinrent à rétablir le calme (8 février 1896[1]).

Mais, après avoir donné sa parole qu'on enverra au Zeïtoun un sous-préfet chrétien, le Sultan nomme un sous-préfet musulman. Il faut une protestation des six ambassades (29 avril), qui, « déclarant leur responsabilité directement engagée dans l'arrangement, réclament de la manière la plus formelle le respect de la promesse qui leur a été faite », puis une démarche des six drogmans (9 mai), puis deux mois de négociations, enfin une intervention personnelle de l'empereur d'Allemagne (19 juillet), pour amener Abd-ul-Hamid à respecter sa signature.

Ces deux exemples montrent assez quels résultats, à Constantinople et en Asie, eût obtenus la collaboration de l'Europe sincèrement unie. L'Angleterre, qui sentait sa part de responsabilités dans toute cette affaire, — car son langage si hautain depuis quatre mois avait certainement exaspéré Abd-ul-Hamid et encouragé les comités arméniens — l'Angleterre voulait pousser plus loin ce

1. *Livre Bleu*, 1896, VIII, p. 52.

travail en commun, soit pour le règlement de la situation en Asie Mineure, soit même pour la solution complète de la question orientale. A chaque nouveau massacre, à chaque conversion forcée, qui transformait parfois tout un district chrétien en pays musulman, elle avait essayé d'amener le prince Lobanoff à une intervention effective. Le prince s'en tenait toujours à sa politique : ne pas diminuer le pouvoir du Sultan et ne pas encourager les efforts arméniens. Son expérience des choses orientales, disait-il, lui permettait d'affirmer que tous ces troubles finissent par mourir de leur belle mort, toutes les fois qu'ils ne sont pas entretenus par l'action continue de quelque influence étrangère [1]. L'ambassadeur anglais décidait ses collègues à mettre en commun les rapports de leurs consuls, et les représentants des six ambassades, au moyen de ces documents, dressaient le tableau général des massacres qui fut publié en français dans le *Livre Bleu* [2]. Mais le prince Lobanoff répétait toujours qu'il fallait laisser au Sultan le loisir de rétablir l'ordre en Asie Mineure et, pour le moment, intervenir aussi peu que possible

1. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 168.
2. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 206.

dans les affaires turques ; la tranquillité, disait-il, n'avait pas été aussi violemment troublée qu'on le pensait, et, partout, d'ailleurs, elle était rétablie [1]. Dans les réunions d'ambassadeurs, où ceux d'Allemagne, d'Autriche et d'Italie appuyaient leur collègue d'Angleterre, M. de Nélidoff refusait toute discussion sur un autre sujet que la protection des nationaux [2] ; l'ambassadeur français essayait vainement de ramener son allié à une vue plus juste des réalités.

***

Depuis le changement de ministère en France, soit par suite d'une direction nouvelle, soit simplement qu'il fût converti par le spectacle des derniers mois, l'ambassadeur français semble avoir été plus enclin à aider les efforts de l'Angleterre. Il avait une assez grande influence sur ses collègues, par le fait de l'estime où chacun le tenait, par le fait aussi tout matériel que, malade et ne pouvant quitter la chambre, il les réunissait d'ordinaire chez lui. Il semble que les télégrammes et les rap-

1. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 210.
2. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 223-254.

ports de ses consuls d'Erzeroum, de Siwas et de Diarbékir, en novembre et décembre 1895, lui aient fait très nettement sentir l'effroyable responsabilité encourue par l'Europe et qu'il ait voulu rétablir l'union de tous pour le soulagement des Arméniens. A propos des conversions forcées, que les consuls signalaient un peu partout, mais surtout dans la région de Diarbékir, il amena son gouvernement à l'action concertée, que réclamait l'Angleterre, que consentait la Triple Alliance et que le mauvais vouloir russe fit échouer (20 décembre[1]). Il appuya la demande de son collègue anglais relative au tableau des massacres ; ce fut lui qui la fit adopter d'abord, réaliser ensuite [2]. Mais il échoua dans une autre tentative bien plus importante.

Kutchuk Saïd-Pacha, qui avait été cinq fois déjà grand vizir, fut mandé au Palais, par la défiance du Maître qui, le soupçonnant d'intrigues avec les Jeunes Turcs et voulant le garder sous sa main, lui offrit le pouvoir. Saïd déclara ne vouloir accepter que si le Sultan constituait un ministère indépendant et responsable, chargé d'exécuter les

1. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 225.
2. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 223.

volontés impériales. La colère d'Abd-ul-Hamid, à cette réponse, fit craindre à Saïd quelque méchante aventure, et, vers le milieu de décembre 1895, il s'enfuit à l'ambassade d'Angleterre avec son fils. L'ambassadeur demanda et obtint le concours de ses collègues pour régler l'incident : le Sultan, par une lettre aux six ambassades, garantit au fugitif la vie sauve et la liberté d'habiter, dans la ville, où bon lui semblerait.

Mais un mot avait été prononcé, que l'ambassadeur anglais releva, celui de ministère indépendant et responsable. Tout le monde apercevait la véritable source du mal. L'autorité de la Porte supprimée; celle des hauts fonctionnaires responsables combattue ou remplacée par l'ingérence continuelle d'agents secrets ; l'obéissance des subalternes détournée; tout le personnel administratif, militaire et judiciaire, soumis aux créatures du bon plaisir : le pouvoir réel donné à une bande de policiers et d'agents provocateurs; bref, l'administration concentrée entre les mains d'un seul, voilà ce qui avait supprimé les obstacles qu'au long de la voie hiérarchique d'autrefois, la folie du Maître aurait pu rencontrer.

L'ambassadeur anglais vit le remède dans l'établissement d'un ministère indépendant et responsable : sous cette forme particulière, sa proposition pouvait sembler discutable, et les mots trop européens pour une organisation turque ; mais encore avait-on le devoir de les discuter. En réalité il ne s'agissait pas d'une innovation. Il suffisait de revenir à l'ancien état de choses et de restaurer l'autorité de la Porte : la folie du Maître serait contenue, et les conseils de l'Europe pourraient se faire écouter.

Il semble que l'ambassadeur de France ait partagé cette conviction, qu'il l'ait même fait partager à son collègue russe, et que tous deux aient voulu convertir leurs gouvernements à cette idée [1]. Mais le cabinet de Paris paraît avoir été indifférent ou rebelle. Le prince Lobanoff, d'ailleurs, refusa toute discussion : il pensait que la situation actuelle n'offrait plus de danger ; on n'avait aucune raison de mettre en doute la bonne volonté du Sultan, qui faisait de son mieux ; la Russie usait de son influence à Belgrade, Bucharest et Athènes et avait l'assurance que, de ce côté, ne surgirait aucun

1. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 278.

embarras ; vouloir changer la Turquie, c'était perdre son temps : la Turquie ne change jamais (16 janvier 1896)[1]. Il faut noter que cette conversation suivait de quelques jours à peine les massacres d'Ourfa, où, d'après les consuls, « le nombre des victimes dépassait deux mille, où les Bédouins et les Kurdes avaient commis des cruautés sans exemple, depuis le 28 décembre jusqu'au 1er janvier[2] ». Quand l'ambassadeur anglais fit allusion à ces événements, le prince Lobanoff répondit simplement que tout était possible[3].

Du côté de la Triple Alliance, la proposition des deux ambassadeurs ne rencontra pas un meilleur accueil. L'Allemagne maintenait son indifférence impassible : on sait, au reste, que chacun dans la Triple Alliance a son domaine, l'Italie la Méditerranée, l'Autriche la péninsule des Balkans et l'Allemagne le reste du monde. Le cabinet de Berlin restait donc au second plan et laissait la parole à ses alliés. L'Italie avait en Érythrée d'autres sujets de réflexion. Quant à l'Autriche, rassurée maintenant par les assurances de la Russie au

1. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 293.
2. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 312.
3. *Livre Bleu*, 1896, II, p. 292.

sujet de la Macédoine, elle se déclarait satisfaite du *statu quo* et hostile à toute mesure qui pourrait le troubler. Le comte Goluchowski, dans toute cette affaire, semble avoir été la mouche du coche. Après avoir promis son concours dans l'affaire des conversions, après l'avoir donné, puis repris, puis redonné pour l'établissement du ministère responsable, il criait maintenant qu'on allait mettre le feu aux poudres; qu'il faudrait l'unanimité des puissances et qu'elle était impossible à établir; que le massacre de tant de gens était, à coup sûr, chose déplorable, mais que les hommes d'État, — parmi lesquels le comte se rangeait, — n'ont pas toujours le droit de s'attendrir : bref, il demandait seulement que l'on discutât les mesures qui seraient adoptées si le Sultan ou la Porte prenaient une attitude agressive.

Si l'Angleterre avait eu vraiment quelque souci de ses devoirs et de son honneur, elle eût passé outre, et personne n'eût pris la responsabilité devant l'histoire d'empêcher son œuvre de justice. C'était son devoir le plus strict. Quand un gouvernement, soutenu par toute l'opinion publique, a tenu pendant trois années le langage que lord Rosebery et lord Salis-

bury, sans distinction de parti, avaient tenu à l'Europe et aux Arméniens ; quand tout un peuple, par ses journaux, ses *meetings*, ses assemblées légales, ses politiques, ses littérateurs, ses prédicateurs et son ambassade, a semblé prendre une cause en main et s'allier à des désespérés, que cette alliance même excitait encore et poussait à la boucherie, — ce peuple et ce gouvernement n'ont plus le droit, sans forfaiture à l'honneur et sans trahison à la parole donnée, de déserter le combat, en détournant les yeux, Il n'y a qu'un mot pour la politique de l'Angleterre : ce fut la politique de Pilate. L'Angleterre fut égoïste et elle fut... prudente : elle eut peur de compromettre ses intérêts, surtout en Égypte, et elle recula. Sollicitée par les associations arméniennes d'Angleterre et d'Amérique, la reine Victoria adressa un appel à la pitié du Sultan. Abd-ul-Hamid répondit par une lettre autographe : « Il regrette que le peuple et la souveraine aient été mal renseignés sur les récents événements » (1er février 1896).

Ainsi, quinze jours plus tard, s'étonne-t-il de trouver encore, dans le discours de la Reine au Parlement, « des assertions erronées, capables de tromper l'opinion publi-

que »; la Reine devrait savoir pourtant « que les Arméniens ont partout et toujours été les agresseurs, que les musulmans ont été attaqués dans leurs mosquées, en pleine prière, qu'ils ont souffert des atrocités sans nom de la part des Arméniens, car ceux-ci avaient des fusils Martini, de la dynamite et des bombes tandis que, pour se défendre, les musulmans n'avaient que de vieilles armes démodées[1] ». Le Sultan envoie ce message à l'ambassadeur, par le drogman de l'ambassade que l'on a mandé au Palais, — et l'Angleterre tolère ce langage.

Pourtant, elle sait maintenant toute la vérité. Le *Tableau officiel des Massacres*, dressé un peu à la hâte par les six ambassades, n'était encore qu'une esquisse bien imparfaite. Maintenant, les consuls ont envoyé leurs rapports détaillés. L'enquête du consul général Fitzmaurice, envoyé à Biredjik et à Ourfa, est ainsi résumée par l'ambassadeur dans une note du 31 mars :

A Biredjik, il ne reste plus un chrétien ; tout ce qui n'a pas été tué est devenu musulman de force ; mais les assassinats ont de beaucoup primé les

1. *Livre Bleu*, 1896, VIII, p. 22.

conversions, *huit mille* meurtres et *quatre cents* conversions[1].

Dans le district de Sairt, *quinze mille* meurtres, *dix-neuf mille* conversions, *deux mille cinq cents* rapts de femmes. Dans le district de Silouan, *quatre mille* disparitions, *sept mille* conversions, *sept mille cinq cents* mendiants. Dans le district de Palou, six villages et une population de *quatorze mille* chrétiens détruite ou dispersée. Dans le district de Severek, sur trois mille cinq cents chrétiens, *mille morts*, le reste circoncis[2].

Les missionnaires protestants sont partout insultés et menacés. A Erzeroum, le consul anglais doit installer une garnison dans leurs églises et leurs écoles, auxquelles le voisinage des casernes enlève toute sécurité. A Bitlis, ils se plaignent que les fonds, envoyés d'Angleterre pour le secours des populations affamées, soient indignement volés par les fonctionnaires. A Kharpout, ils dénoncent que tout est prêt pour un nouveau massacre. Un iradé est signé le 27 mars, qui ordonne à toutes les missions de quitter l'Asie Mineure

1. *Livre Bleu*, 1896, VIII, p. 127-128.
2. *Livre Bleu*, 1896, VIII, p. 113.

sur-le-champ, par voie d'Alexandrette[1]. Les fonctionnaires anglais ne sont même pas respectés : à Mouch, sous prétexte de conspiration, le gouverneur met en prison le drogman du consulat[2].

L'Angleterre, maintenant, pour protéger les missionnaires s'abrite, derrière les États-Unis, et n'obtient que cette réponse ironique de La Porte :

Constantinople, le 30 mars 1896.

Mon cher ambassadeur,

Pour faire suite à la communication que mon secrétaire général est allé vous faire de vive voix, je viens vous informer que les missionnaires se trouvant en province ne seront nullement molestés tant que par leur attitude ils ne se mettront pas en contravention avec les lois en vigueur dans l'Empire, et qu'ils pourront continuer à vaquer à leurs affaires comme par le passé.

A partir du mois d'avril surtout, le Palais et la Porte en prennnent à leur aise avec les remontrances anglaises. Jusque-là, en effet, à défaut d'une action effective des six puissances, il s'est produit, par instants, une intervention

1. *Livre Bleu*, 1896, VIII, p. 81.
2. *Livre Bleu*, 1896, VIII, p. 115.

de l'ancien trio franco-anglo-russe. Le 6 février, les trois ambassadeurs ont envoyé leurs drogmans réclamer l'ouverture de cette Commission de contrôle, promise par l'iradé de réformes[1]. L'ambassadeur russe, lui-même, commence à s'effrayer du nombre des conversions : le 24 février, il demande à ses collègues d'intervenir dans les affaires d'Aïntab ; le 12 mars, il accorde la collaboration de son consul dans celles d'Erzeroum. Le 19 mars, on s'entend encore au sujet de la Commission de contrôle. Le 13 avril, les trois ambassadeurs sont d'avis que la situation ne peut durer et qu'il faut aborder les affaires d'Anatolie et les réformes promises[2]. L'ambassadeur russe est surtout excité par les rapports de son consul de Van. L'ambassadeur français signale le manque de parole du Sultan, dans l'affaire du Zeïtoun. Le 16 avril, les trois drogmans vont ensemble à la Porte et tiennent un langage très ferme[3]. Passant à l'exécution, l'ambassadeur français exige l'envoi d'une Commission d'enquête à Yenidjé-Kalé, pour instruire du meurtre du P. Salvatore : le colonel de

1. *Livre Bleu*, 1896, VIII, p. 21.
2. *Livre Bleu*, 1896, VIII, p. 143.
3. *Livre Bleu*, 1896, VIII, p. 144.

Vialar, attaché militaire français, se joint à la Commission (21 avril 1896). Le Palais ne cache pas son irritation : un iradé du 22 avril ordonne à tous les étudiants ottomans de quitter Paris et de rejoindre Constantinople ; le prétexte invoqué est une dépêche de l'ambassadeur turc en France, Munir-Bey : « Les étudiants ottomans ne sont pas riches et tombent entre les mains des révolutionnaires[1] ». Mais, ce même jour, un changement de ministère ramène M. Hanotaux au pouvoir : le Sultan va retrouver la paix.



Du côté de la Russie, il rétablit bien vite l'indifférence partiale d'autrefois. Du côté de la France, il flatte les espérances égyptiennes du ministre ; aussitôt le calme rétabli dans son Empire, il revendiquera sur l'Égypte ses droits de suzerain ; il donnera ainsi une belle occasion à la France de prendre une revanche des perfidies anglaises, au ministre de jouer un grand rôle.

1. *Livre Bleu*, 1896, VIII, 154.

A Londres, l'ambassadeur turc prend un ton de persiflage :

L'ambassadeur de Turquie présente ses compliments à sa seigneurie le marquis de Salisbury, et a l'honneur de lui faire parvenir, ci-inclus, une communication télégraphique qu'il vient de recevoir de la Sublime Porte.

Les tribus nomades persanes, appelées Bechkiaque, Elend et Grossanli, qui franchissent fréquemment la frontière et qui sont commandées par leur chef, commettent des méfaits sur le territoire de l'Empire. Comme ces méfaits et crimes sont perpétrés chez nous, on ne manquera certes pas de les attribuer gratuitement aux sujets paisibles de Sa Majesté le Sultan, notre auguste Maître [1].

D'ailleurs le printemps amène en Crète, en Syrie et en Macédoine des mouvements ou des propagandes, qui absorbent l'attention de l'Europe. La France se donne aux affaires de Crète, l'Angleterre à celles de Syrie, l'Autriche-Hongrie à celles de Macédoine. L'Asie Mineure est abandonnée aux fantaisies du Maître. Abd-ul-Hamid achève son entreprise. Il a trouvé un collaborateur, un autre lui-même, dans la personne d'un Syrien, nommé Izzet-Bey, qui a gagné toute sa confiance :

1. *Livre Bleu*, 1896, VIII, p. 236.

« J'ai maintenant un ami », dit le Sultan aux ambassadeurs. C'est lui qui, maintenant, conduit ou présente toutes les affaires :

Mes négociations depuis une semaine, écrit l'ambassadeur anglais le 30 mars, éclairent bien le système actuel de gouvernement. Le ministre des Affaires étrangères reconnaît que la Porte a reçu du Palais un iradé expulsant d'Asie Mineure tous les missionnaires américains. Mais au Palais, le premier secrétaire et Izzet-Bey, le conseiller et le confident de S. M., expriment la plus vive surprise et déclare que jamais un tel iradé ne fut rendu.

Izzet a conquis son Maître, en le rassurant contre une intervention européenne, dont tout le monde le menaçait : jamais, dit Izzet, l'Europe ne se mettra d'accord, et qui oserait donc une action isolée contre le Khalife, le représentant de l'Islam et de Dieu ? Le Sultan peut compter sur le dévoûment et doit gouverner dans l'intérêt de ses millions de mahométans ; pour le reste, qu'il laisse crier l'Europe ! Devenu le secrétaire indispensable, Izzet personnifie à Yildiz la tradition syrienne des exterminations systématiques. De Diarbékir, d'Ourfa, de Damas, arrivent d'épouvantables récits. De toutes parts, au mois de juin, on signale ou l'on prédit un renouveau de tueries : les deux

ambassadeurs anglais et français envoient à la Porte, le 24 juin, les dépêches de leurs consuls à Diarbékir, qui tous deux annoncent laconiquement « des préparatifs pour un nouveau massacre, avec la connivence de l'autorité ». Les deux ambassadeurs ne peuvent obtenir le déplacement du fameux Eniz-Pacha, « calomnié, dit la Porte, par le consul de France », et le Sultan use de son moyen ordinaire : des troubles étant survenus à Van, où les comités arméniens soulèvent le peuple et attaquent les musulmans, Abd-ul-Hamid accuse l'Angleterre et son consul d'avoir poussé à la révolte[1].

L'attaché militaire français rentre de Marach avec ce rapport sur les événements d'Yenidjé-Kalé, qui n'a pas encore été publié. Des meurtres de catholiques ont eu lieu qui, aujourd'hui encore, n'ont pas été punis. Vainement on espère un mot de pitié des seuls hommes, qui, dans les rivalités de l'Europe, puissent faire entendre la voix de l'humanité ou les ordres de la force. Les voyages du jeune Tsar à travers les capitales pourraient fournir l'occasion d'un accord. On prétend que l'honnête et bon François-Joseph essaie,

1. *Livre Bleu*, 1896, VIII, p. 253, 279, 283, 291.

à Vienne, d'attendrir le prince Lobanoff et d'obtenir une intervention pour ce qui reste du peuple arménien. Le prince ne convient pas des atrocités commises, et, tout en regrettant les rigueurs nécessaires, il déclare le passé clos et l'avenir serein : désormais les Arméniens peuvent vaquer tranquillement à leur commerce ; l'ordre ne sera plus troublé en Turquie. Mais, dans le train qui le ramène de Vienne, il meurt subitement, et toutes les chancelleries racontent que cette mort surprenante a suivi immédiatement l'ouverture d'une dépêche. Cette dépêche annonçait les assommades du 26 août 1896.

***

Après six mois de massacres ininterrompus, l'Europe feignait de croire la question tranchée ; les Arméniens avaient voulu montrer à l'Europe qu'il existait encore une Arménie et qu'il n'existait plus de gouvernement turc.

Depuis le commencement de l'année 1896, la nouvelle association révolutionnaire du *Trochak* était entrée en jeu. Elle se donnait le nom de *Tachnak* (union) et semble avoir eu son

comité central à Tiflis. Au mois de février, elle avait poussé le peuple de Van à chasser la Commission de réformes et les pachas envoyés du Palais ; l'intervention des missionnaires américains et du consul anglais avait contrecarré leurs efforts. En juin, leur agitation servit de prétextes aux autorités turques ; Van, jusqu'alors épargné, fut exécuté. Voici le récit d'un religieux français *témoin oculaire :*

Le 3/15 juin, le major Halim-Effendi, déjà célèbre par le rôle qu'il a joué dans les massacres du Sassoun, s'avance avec son détachement dans la grande rue de la ville et commande une salve générale. Cette fusillade était le signal convenu.

Aussitôt accourent des bandes organisées à l'avance et munies de fusils, de haches, de poignards, etc. Les quartiers arméniens furent d'un seul coup envahis, les maisons et les magasins pillés et incendiés ; les femmes déshonorées sous les yeux même de leurs maris; les enfants mâles coupés en deux; les hommes massacrés, et plus de cent personnes brûlées vives. Le carnage continue toute la journée et ne cesse qu'à la nuit tombante. Huit quartiers ne présentaient, le soir de cette première journée, qu'un monceau de ruines.

Le lendemain, l'attaque fut recommencée contre d'autres quartiers restés intacts. Mais cette fois les Arméniens résolurent de se défendre et firent une résistance désespérée. Ils élevèrent des barricades à

l'entrée de leurs rues et répondirent par des coups de fusil à la fusillade de leurs envahisseurs.

Cette résistance des Arméniens exaspéra les assiégeants, qui, renforcés de nouvelles hordes de *hamidiés,* recommencèrent l'attaque le 5/17 juin. Les Arméniens avaient pris quelques nouvelles mesures de défense; ils avaient travaillé toute la nuit à créneler leurs terrasses; ils avaient abattu les arbres de leurs jardins et s'en étaient fait des barricades. L'attaque fut violente, mais elle vint se heurter à une résistance désespérée : les Turcs ne purent envahir les quartiers chrétiens. Alors les autorités militaires font avancer toutes les troupes régulières; unies aux bandes de Kurdes dont le nombre atteint au moins quinze mille, elles s'élancent sur les maisons et les barricades. Cette nouvelle attaque est également repoussée.

Devant cet insuccès, le vali et Saadeddin-Pacha demandent l'intervention des consuls européens. Le 7/19 juin, le missionnaire américain, M. Raynolds, arrivait au quartier arménien et proposait aux chefs des « rebelles » la soumission aux autorités. Les chefs arméniens consentent à cesser immédiatement leur résistance armée, à la condition que tous les consuls interviennent dans l'affaire et non pas seulement le consul anglais ou le missionnaire américain. MM. les consuls d'Angleterre et de Perse, présents en personne, un missionnaire dominicain, le P. Defrance, représentant la France, et le drogman du consulat de Russie (le consul russe étant en congé), acceptent cette mission de paix et proposent aux Arméniens de livrer au gou-

vernement leurs trois chefs avec soixante hommes armés, sous la garantie des consuls. Les Arméniens demandent un délai de vingt-quatre heures pour choisir les soixante otages exigés.

Les consuls y consentent. Mais à peine huit heures étaient écoulées que ces conventions, acceptées de part et d'autre, furent violées par les Turcs qui renouvellent soudain leur attaque. Le combat s'engagea donc de nouveau et dura douze heures sans succès pour les assaillants ; il leur fut impossible d'enlever les positions des assiégés.

Le gouvernement annonça alors aux consuls et aux missionnaires sa résolution de bombarder les quartiers arméniens en se servant de tous les canons des forteresses, et il invita les Européens à se retirer dans la citadelle, pour ne pas s'exposer aux accidents du bombardement. L'honneur d'un refus catégorique revient au représentant de la France, le P. Defrance, et à M. Karapet-Tchilingaroff, drogman au consulat de Russie : ils déclarèrent que leur devoir leur défendait de quitter le consulat et qu'ils succomberaient, s'il le fallait, sous leur drapeau national. Quant au consul anglais, on prétend que c'est lui, M. Williams, qui aurait conseillé au gouverneur turc d'avancer les canons ; ce serait lui encore qui aurait tâché de persuader à ses collègues de se retirer dans la citadelle en laissant agir les autorités à leur guise...

La situation des chrétiens devenait très critique ; les canons étaient déjà braqués sur les quartiers des Arméniens. Leurs chefs avertissent alors les consuls qu'ils font leur soumission à condition que le

bombardement n'ait point lieu, et, la même nuit, quinze cents Arméniens environ, munis de toutes leurs armes, sortent de la ville[1]. Sous prétexte de consolider la soumission, le consul anglais et le missionnaire américain font signer aux notables arméniens une adresse au Sultan, *composée d'après les indications de Saadeddin-Pacha,* dans laquelle figuraient nombre de louanges pour la conduite du commissaire impérial, qui « avait su réprimer la rébellion » : les Arméniens de Van imploraient le pardon du Sultan et recouraient à sa clémence...

Quand tout le monde croyait les troubles terminés par l'acte de soumission, Saadeddin-Pacha cerne les quartiers arméniens et fait ouvrir le feu des canons. Les boulets détruisent en quelques instants les habitations, même les plus solides, ensevelissant sous leurs décombres une quantité de chrétiens. Le major Halim-Effendi, dont nous avons parlé plus haut, ordonne à haute voix à son détachement de ne s'occuper tout d'abord que de massacres ; le pillage viendra après !...

Les massacreurs, à la poursuite des fuyards, viennent même attaquer le consulat anglais et le vaste établissement des missionnaires américains et demandent que les fugitifs leur soient livrés. Heureusement, M. Williams a repris tout son sang-froid : il monte sur les terrasses de la mission américaine. Les autorités avaient, dès les premiers jours, placé quelques soldats sous ses ordres, pour sauve-

1. Poursuivis quelques jours après par les Kurdes, la plupart furent massacrés.

garder sa personne et sa maison. Il ordonne le feu sur les envahisseurs. L'effet produit fut magique : à la vue des soldats, qui tiraient sur eux, les musulmans se retirent immédiatement. Une autre bande tenta une attaque pareille contre le consulat de Perse, qui servait d'asile à un millier d'hommes, de femmes et d'enfants. Mais grâce à l'opposition héroïque du consul de Perse, le carnage, ici encore, était évité ; pas un Arménien ne fut livré.

On était déjà au huitième jour des massacres. Les chrétiens étaient tous dispersés ou tués et leurs maisons complètement détruites. Les consuls s'entremettent de nouveau, et le 11/23 juin, mardi à midi, le commandant de la ville fait sonner le signal de cesser la fusillade et la poursuite des fugitifs ; on enlace les quartiers chrétiens d'un cordon militaire pour les protéger, et la populace turque se retire toute trempée de sang chrétien et chargée d'un butin immense.

Les Arméniens avaient perdu, en hommes tués, 10 000 des leurs environ, sans compter ceux dont le sort est resté inconnu. 3 000 maisons arméniennes n'étaient plus que des ruines où l'incendie fumait encore ; des trente-cinq quartiers arméniens, il n'en restait plus que trois, et ceux précisément où se trouvent les délégations étrangères. Un autre quartier ne fut que très peu endommagé, grâce à un officier circassien, Emin-Agha, qui réprima par la force toute tentative de carnage. La perte matérielle totale que subirent les Arméniens dépasse un million de livres turques, soit 23 millions de francs.

Mais ce premier massacre, si horrible qu'il fût, n'est rien encore en comparaison du grand malheur qui le suivit immédiatement. Le délégué impérial Saadeddin–Pacha s'était mis, dès son arrivée, en relation directe avec des tribus nomades kurdes, habitant les frontières turco–persanes, et il les excitait contre leurs voisins chrétiens. Non seulement il leur avait fait distribuer d'avance une grande quantité de fusils « Henry Martiny », mais il avait encore eu la prévoyance d'armer les Juifs de Bachkalé. A la nouvelle des émeutes de Van, et suivant l'ordre reçu, tout ce monde se met en route vers la ville. Mais, à leur arrivée, ils se heurtent à des troupes régulières, que la Porte avait expédiées au secours de Van, sur les instances de M. Cambon, ambassadeur de France à Constantinople.

Les troupes avaient la consigne de barrer l'entrée de la ville. Les Kurdes doivent se retirer; furieux de cet obstacle et bien décidés à égorger et piller quand même, ils se vengent sur l'immense et riche plaine de Van. Tombant à l'improviste sur les villages arméniens, et se conformant au mot d'ordre, *ils massacrent tous les Arméniens mâles âgés de plus de dix ans*. Les jeunes filles et jeunes femmes furent enlevées, et des atrocités horribles furent commises sur elles et sur les enfants... Toutes les églises, tous les couvents de cette ancienne province d'Arménie, parmi lesquels le grand et célèbre monastère de Varak, furent mis à sac et détruits ou incendiés.

Le nombre des victimes dépasse toutes les suppositions. Les informations de source persane, qu'on

ne saurait soupçonner de partialité, l'évaluent à 12 000 âmes; mais nous croyons que ce chiffre est bien au-dessous de la réalité; les calculs de tous les témoins le portent à plus de 20 000. Nous ne comptons pas dans ce nombre ceux qui ont été convertis par force à l'islamisme et qui n'ont été épargnés qu'après avoir été circoncis. Le vali de Van, Nazim-Pacha, qui s'était montré moins fanatique que Saadeddin, fut révoqué. On l'a remplacé immédiatement par Saadeddin-Pacha, le fidèle exécuteur des ordres officiels, qui ne tarda pas à être nommé grand-officier de l'Osmanié.

Une misère affreuse règne actuellement dans la population arménienne de Van et dans toute cette malheureuse province. Des milliers de malheureux font, chaque jour, leur entrée dans la ville, avec l'espoir d'y trouver un morceau de pain chez les missionnaires. Hélas! pas une seule jeune fille, pas une seule jeune femme ne se trouve parmi ce troupeau de malheureux. Elles ont toutes été ravies par leurs bourreaux qui les ont gardées pour eux ou sont allés les vendre, jusque sur les marchés de la Perse. Beaucoup d'entre elles ont pu se donner la mort, les autres subissent le pire des déshonneurs et des esclavages. Chacun de leurs envahisseurs turcs et kurdes, officiers ou fonctionnaires civils, en ont plusieurs dans leurs harems.

Plus de 25 000 réfugiés, tous sans aucune ressource, sont donc actuellement à Van. Bientôt les secours des missionnaires, qui les ont nourris jusqu'à présent, vont manquer.

Cette tuerie de Van, qui épouvanta l'Asie Mineure, jeta dans les bras des comités toute la communauté de Constantinople et, au début de juillet, les ambassades recevaient la circulaire suivante :

Les Arméniens de Turquie, las de souffrir toutes les tortures alors que promesse solennelle a été faite de leur accorder les réformes que nécessite leur douloureuse situation, émus des récents massacres à Van, viennent informer votre Excellence que plus que jamais ils sont décidés par tous les moyens à s'affranchir de la tyrannie qui les écrase; ils déclarent formellement que le gouvernement seul reste responsable de l'extrémité où ils sont poussés et des mesures qui pourront être prises par les Arméniens; ils rejettent les conséquences possibles de leur désespoir sur leurs odieux oppresseurs.

*Signé :* LES ARMÉNIENS DE TURQUIE.

Les intentions du Palais n'étaient, au reste, un secret pour personne et, depuis un an, à Constantinople, on organisait le massacre. En octobre 1895, on avait officiellement dénombré et fouillé les maisons arméniennes : la police avait dressé des listes par quartiers. Le 29 juin 1896, l'officieux *Levant Herald* avait annoncé le départ d'Erzeroum d'un esca-

dron de *Hamidiés* et, le 1er août, ces cinq cents Kurdes débarquaient à Scutari. Ces précautions, une fois prises, le Palais provoqua la nation en exigeant la démission du patriarche Ismirlian. Depuis son admirable serment de fidélité, le Sultan haïssait cet homme, que l'Europe admirait comme un saint et les Arméniens comme un héros, et qui, gardant son indépendance vis-à-vis des révolutionnaires et sa dignité vis-à-vis du Palais, s'en allait répétant à son peuple : « N'oublions pas, mais pardonnons et, puisque la force nous opprime, prions pour nous et pour nos morts. » Plusieurs fois déjà, par des menaces contre lui et contre son peuple, on avait tenté de lui extorquer sa démission ; mais les instances des conseils nationaux et les supplications du peuple l'avaient maintenu à son poste. A l'arrivée des *Hamidiés*, le Palais lui fit entendre que son entêtement causerait un malheur : monseigneur Ismirlian démissionna. Aussitôt la Porte, violant la constitution signée par elle, cassa le conseil chargé de l'élection et, par quelques créatures à elle, fit nommer comme *locum tenens* un certain Bartholomeo, le prélat le plus indigne de l'église arménienne.

Cette violation de tous les droits nationaux poussa les Arméniens à bout. Vers la fin d'août, le « Comité central de la Fédération révolutionnaire dite Tachnaktzoutioun » prévient les ambassades que « la patience des nations écrasées a des limites. Nous ne souffrirons pas qu'un prélat, auquel on fermait naguère les portes des églises, donne aux peuples le spectacle d'aller au nom de la nation arménienne baiser la main qui a signé l'arrêt de cent mille de nos morts. Encore une fois la colère arménienne va se déchaîner et, des actes par lesquels elle se traduira, l'entière responsabilité retombera sur le Sultan et sur les représentants des puissances[1]. »

Le 26 août, à midi et demi, vingt révolutionnaires, armés de revolvers et de bombes, s'emparaient de la Banque Ottomane et n'en sortaient — sans dégât de leur part et sans le moindre vol — que sur la promesse pour eux de la vie sauve et de la transportation en pays étranger. La pression des ambassades forçait le Sultan à donner cette promesse et à l'exécuter. Mais Abd-ul-Hamid, prenant, comme toujours, sa revanche des révolutionnaires sur

1. *Livre Bleu*, 1897, I, p. 13.

la nation, lâchait les bandes d'assommeurs et, pendant trois jours, protégeait leur travail. C'était le couronnement de son œuvre. Il pouvait ensuite se reposer. Il avait tout fait pour légitimer le mot du *grand old man* et pour mériter de l'histoire le glorieux surnom d'Assassin.

*
* *

Quant aux puissances, la vue du sang au seuil de leurs ambassades les tira pour quelques jours de leur inertie.

Elles semblaient disposées aux résolutions viriles et, après avoir par leurs menaces au Palais fait arrêter les massacres, elles adressaient à la Porte une note sévère.

En se référant à leur note collective du 15 (27) août, les représentants des grandes puissances croient devoir attirer l'attention de la Sublime Porte sur un côté exceptionnellement grave des désordres, qui ont ensanglanté dernièrement la capitale et ses environs. C'est la constatation par des données positives du fait que les bandes sauvages, qui ont assommé les Arméniens et pillé les maisons et les magasins où elles prétendaient cher-

cher des agitateurs, n'étaient point des ramassis accidentels de gens fanatisés, mais présentaient tous les indices d'une organisation spéciale connue de certains agents de l'autorité, sinon dirigée par eux.

Les circonstances suivantes le prouvent :

1. Ces bandes ont surgi simultanément sur différents points de la ville, à la première nouvelle de l'occupation de la Banque par les révolutionnaires arméniens, avant même que la police et la force armée aient paru sur les lieux du désordre. Or, la Sublime Porte reconnaît que des avis étaient parvenus d'avance à la police sur les projets criminels des agitateurs.

2. Une grande partie des gens qui composaient ces bandes étaient habillés et armés de la même manière.

3. Ils étaient conduits ou accompagnés par des soldats, et même des officiers de la police, qui non seulement assistaient impassibles à leurs excès, mais y prenaient même part.

4. On a vu quelques-uns de ces chefs de la sûreté publique distribuer à ces Bachi-Bouzouks des gourdins et des couteaux, et leur indiquer aussi la direction à prendre pour trouver des victimes.

5. Ils ont pu circuler librement, et accomplir impunément leurs crimes sous les yeux des troupes et de leurs officiers aux environs même du Palais impérial.

6. Un des assassins, arrêté par le drogman d'une des Ambassades, a déclaré que les soldats ne

pouvaient pas l'arrêter. Conduit au Palais de Yildiz, il y a été accueilli par les gens de service comme une de leurs connaissances.

7. Deux Turcs employés par des Européens, qui avaient disparu pendant les deux jours des massacres, ont déclaré à leur retour qu'ils avaient été réquisitionnés et armés de couteaux et de gourdins pour tuer des Arméniens.

Ces faits se passent de commentaires.

Mais, depuis la mort du prince Lobanoff, la Russie, qui jusqu'alors avait pris la tête, semblait hésiter elle-même dans sa politique. Des influences contradictoires s'agitaient autour du jeune Tsar, les unes tenant toujours pour l'alliance turque, les autres voulant revenir à la défense et à la protection des chrétientés. Dans cette lutte, la France aurait pu exercer une influence déterminante, et l'Europe attendait l'avis de celui qui personnifiait maintenant la Double Alliance. Le discours de M. Hanotaux, le 3 novembre 1896, apprit à l'Europe que rien n'était changé : le gouvernement français répudiait toujours ce qu'il appelait l'esprit d'intervention, de croisade et d'aventure, et ce que d'autres appelleront l'esprit de justice et d'humanité. Deux jours plus tard, les massacres reprenaient à Everek. On

revint aux discussions, aux notes échangées, aux projets de réformes. Trois mois d'efforts et de dépêches ont abouti jusqu'à présent à une amnistie dérisoire qui ne peut ressusciter les victimes, et qui semble seulement accorder au bourreau le pardon du monde civilisé.

Le 12 février 1897.

FIN

# TABLE



IMPRIMERIE CHIX, RUE BERGERE, 20, PARIS. — 3760-2-97. — (Encre Lorilleux).